

---

---

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN  
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

**COUR D'ARBITRAGE**

F. 98 — 1688

[S - C - 98/21276]

**Arrêt n° 75/98 du 24 juin 1998**

Numéro du rôle : 1189

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 3 avril 1997 accordant les naturalisations, introduit par A. Al Hadithi.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

**I. *Objet du recours***

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 novembre 1997 et parvenue au greffe le 10 novembre 1997, A. Al Hadithi, résidant à 1190 Bruxelles, rue Jef Devos 46, a introduit un recours en annulation de la loi du 3 avril 1997 accordant les naturalisations (publiée au *Moniteur belge* du 16 mai 1997).

**II. *La procédure***

Par ordonnance du 10 novembre 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 10 décembre 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 11 décembre 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

— R. Langendries, président de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, rue de la Loi, 1008 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 22 janvier 1998;

— le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 23 janvier 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 5 février 1998.

A. Al Hadithi a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 2 mars 1998. Par ordonnance du 29 avril 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 7 novembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 29 avril 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 20 mai 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1998.

A l'audience publique du 20 mai 1998 :

— ont comparu :

- Me J.-P. Lagasse, avocat au barreau de Bruxelles, pour A. Al Hadithi;

- Me B. Renson, avocat au barreau de Bruxelles, pour le président de la Chambre des représentants;

- Me B. Van Dorpe, avocat au barreau de Courtrai, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *Objet de la disposition en cause*

La loi du 3 avril 1997 accorde, en application de l'article 19, dernier alinéa, du Code de la nationalité belge et de la loi du 13 avril 1995, la naturalisation belge à plusieurs centaines d'étrangers dont les noms sont énumérés en ses articles 2 et 3.

### IV. *En droit*

— A —

#### *Requête*

A.1.1. La Cour est compétente pour connaître des recours en annulation introduits contre toute norme qui a la forme d'une loi. La Cour est dès lors compétente pour contrôler les dispositions législatives budgétaires, interprétatives ou d'assentiment à un traité.

A.1.2. L'acte de naturalisation revêt la forme d'une loi adoptée par le pouvoir législatif fédéral exercé par la Chambre des représentants après examen par la Commission des naturalisations, promulguée et sanctionnée par le Roi et publiée au *Moniteur belge*. Il entre donc dans la compétence de la Cour, chargée par le Constituant de constater et de décider si un acte législatif, quel qu'il soit, est ou non conforme aux règles constitutionnelles ou légales dont elle doit assurer le respect.

A.1.3. Un premier moyen d'annulation est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec le principe général de la motivation et du raisonnable dans l'exercice des pouvoirs confiés à un organe de l'Etat. La motivation qui a conduit le législateur à refuser à la partie requérante la naturalisation manque en fait comme en droit. En tout état de cause et avant de statuer quant au fond du moyen, la Cour doit, en vertu de ses pouvoirs d'instruction, ordonner la production des pièces du dossier de naturalisation relatif à la partie requérante.

A.1.4. Un second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution en tant que la loi attaquée refuse la naturalisation de la partie requérante mais l'accorde à plus de mille ressortissants étrangers dont S. Petros, lui aussi de nationalité irakienne, sans profession, alors que cette personne est au moins dans des conditions identiques, le requérant pouvant même prétendre se trouver dans une situation qui démontre une intégration meilleure dans la société belge que la personne précitée. La partie requérante remplit toutes les conditions légales requises par l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 instituant le Code de la nationalité belge.

#### *Mémoire du président de la Chambre des représentants*

A.2.1. La naturalisation est un acte législatif ne souffrant aucun recours ni contrôle dans la mesure où l'octroi de la nationalité belge est un acte discrétionnaire de la puissance publique souveraine. La loi du 13 avril 1995 n'a pas modifié cette idée en attribuant dorénavant à la seule Chambre des représentants et à ses services la compétence d'accorder cette faveur.

A.2.2. La Cour est incompétente pour connaître du recours en annulation introduit par la partie requérante contre la loi du 3 avril 1997 accordant les naturalisations. Non seulement, en effet, la loi de naturalisation n'a aucun contenu normatif mais, en outre, elle ne constitue que l'expression d'une faveur politique envers un nombre délimité (et non un nombre indéfini) de personnes.

La loi du 3 avril 1997 doit être considérée comme constituant une application concrète de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation. La Cour n'est pas compétente pour apprécier si cette loi a été ou non appliquée de manière discriminatoire. La loi du 13 avril 1995 n'a d'ailleurs pas prévu de recours dans l'hypothèse où une demande de naturalisation a été rejetée. Il n'appartient pas à la Cour de mettre en cause le choix opéré par le législateur.

A.2.3. Le recours introduit par la partie requérante est irrecevable à défaut d'intérêt. Non seulement elle n'a aucun intérêt personnel et direct à faire valoir, n'étant pas visée par la loi attaquée. En demandant l'annulation de la loi du 3 avril 1997, c'est en réalité la proposition de la Commission des naturalisations de lui refuser la naturalisation qu'elle conteste. En outre, la partie requérante ne démontre pas que la loi attaquée l'affecte défavorablement ou risque de lui causer un préjudice. Le fait que d'autres candidats aient obtenu la naturalisation ne peut préjudicier, en soi, à la partie requérante.

A.2.4. A titre infiniment subsidiaire, le premier moyen manque de fondement. La décision de naturalisation ne doit pas être motivée, en raison de son caractère discrétionnaire et souverain. Le second moyen est également dénué de pertinence. Il ne suffit pas de relever qu'un ressortissant, également de nationalité irakienne, a obtenu la naturalisation pour en déduire une inégalité de traitement. Les règles de l'article 32 de la Constitution n'étant applicables qu'aux actes administratifs, la Cour n'a pas la compétence pour ordonner la production du dossier demandée par la partie requérante.

*Mémoire du Conseil des ministres*

A.3.1. La requête en annulation est irrecevable à défaut d'intérêt. La partie requérante ne subit aucun préjudice du fait des naturalisations accordées par la loi attaquée; l'annulation de ces naturalisations ne profiterait nullement à la partie requérante.

A.3.2. La Cour est incompétente pour connaître du recours en annulation dans la mesure où il est dirigé contre une loi qui ne revêt pas le caractère formel et organique requis. En effet, la loi de naturalisation n'est pas adoptée en respectant toute la procédure législative et notamment quant à l'exercice de l'initiative. En outre, c'est une décision souveraine du pouvoir législatif et un acte discrétionnaire qui n'autorise aucun contrôle. Enfin, la loi attaquée ne contient aucun refus d'accorder à la partie requérante la naturalisation belge.

A.3.3. A titre subsidiaire, le premier moyen n'est pas recevable à défaut d'indiquer en quoi la loi attaquée établirait une différence de traitement entre des catégories de personnes qui ne reposeraient pas sur un critère objectif et ne serait pas raisonnablement justifiée. Il n'est pas fondé en ce qu'il repose sur une prétendue obligation générale de motivation, laquelle n'existe pas en ce qui concerne les lois accordant les naturalisations.

Le second moyen est également non fondé dans la mesure où le rejet de la demande de naturalisation dont a fait l'objet la partie requérante est fondé sur les avis défavorables des autorités judiciaires — avis requis par l'article 19 du Code de la nationalité et qui sont propres au dossier individuel du requérant —, qui ne sauraient donc violer le principe d'égalité et de non-discrimination.

*Mémoire en réponse de A. Al Hadithi*

A.4.1. Le recours n'ayant pas pour objet d'entendre la Cour se prononcer sur la demande de naturalisation de la partie requérante, c'est à tort qu'il est soutenu que la Cour devrait se déclarer incompétente à peine de s'immiscer dans l'exercice de la fonction normative.

La Cour est par ailleurs compétente pour connaître des recours qui n'ont pas pour objet un contentieux relatif à un conflit de compétence mais qui, comme en l'espèce, sont fondés sur la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. La Cour est compétente pour connaître des recours dirigés contre les lois formelles, en ce compris les lois accordant les naturalisations: la Cour a d'ailleurs connu de recours introduits contre des lois budgétaires, interprétatives ou d'assentiment à un traité international. Il est désuet de ne pas reconnaître enfin qu'à l'heure actuelle, le régime de l'inviolabilité du législateur a bien vécu. Ceci implique que l'on ne puisse invoquer ni le caractère souverain ni le caractère discrétionnaire de la loi de naturalisation pour en déduire l'incompétence de principe de la Cour.

A.4.2. La partie requérante a bien un intérêt à attaquer la loi du 3 avril 1997 dans la mesure où il découle de cette loi qu'elle lui refuse la naturalisation sollicitée et, partant, l'affecte directement, personnellement et défavorablement. Par ailleurs, le requérant a avantage à l'annulation de la loi entreprise, car elle amènera la Chambre à réexaminer le projet et l'ensemble des demandes, y compris celle de la partie requérante évincée.

A.4.3. Le premier moyen est fondé. Une décision souveraine ne signifiant pas une décision arbitraire, la décision de la Chambre n'est pas suffisamment motivée en fait. Ceci implique qu'elle produise, à la requête de la Cour, les prétendus avis défavorables des autorités judiciaires qui constituent le motif pour justifier le rejet de la naturalisation du requérant.

Le second moyen est fondé lui aussi. La constatation selon laquelle le requérant est victime d'une inégalité de traitement n'implique nullement qu'il appartienne à un groupe discriminé ou qu'il établisse que ce groupe a été discriminé par rapport à un autre groupe. Il suffit qu'il établisse, comme en l'espèce, qu'il n'a pas été traité comme un autre, à savoir S. Petros, l'a été.

— B —

*Quant à la compétence et à la recevabilité*

B.1.1. Le président de la Chambre des représentants et le Conseil des ministres contestent la recevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre une loi de naturalisation qui ne revêtirait aucun caractère normatif et qui ne relèverait pas de la compétence de contrôle de la Cour.

B.1.2. Il ressort du texte même de l'article 142, alinéa 2, 2°, de la Constitution ainsi que des articles 1er et 26 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage qu'a été attribuée à la Cour la compétence de contrôler la constitutionnalité des lois, décrets ou ordonnances sans aucune distinction.

Il appert du reste des travaux préparatoires de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage que la limitation à la compétence « normative » de l'Etat, des communautés et des régions, qui apparaissait dans le texte originaire du projet, a été supprimée suite à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat :

« Dès lors, pour assurer complètement l'exécution de l'article 107ter, § 2, de la Constitution, il est nécessaire que le législateur habilite la Cour d'arbitrage à connaître des recours formés contre des lois et des décrets à caractère purement formel. A cet effet, il y a lieu, à la fin de l'article 1er, § 1er, du projet, de supprimer, après le mot 'compétences', le mot 'normatives', de manière à ce que le texte du projet ne s'écarte pas des termes de l'article 107ter, § 2, précité. » (Doc. part., Sénat, 1981-1982, n° 246-1, p. 38)

La Cour est dès lors en principe compétente pour contrôler une loi de naturalisation. La première exception d'irrecevabilité est rejetée.

B.2.1. Le président de la Chambre des représentants et le Conseil des ministres contestent la recevabilité du recours en annulation au motif que la partie requérante n'aurait pas d'intérêt à obtenir l'annulation de la loi de naturalisation qu'elle attaque parce que cette loi ne la viserait pas personnellement et parce que son annulation ne lui profiterait nullement.

B.2.2. Quiconque demande la naturalisation fait montre d'un intérêt à l'obtenir. Cet intérêt est affecté par la décision qui statue définitivement sur un ensemble de demandes dont celle-là fait partie.

L'annulation d'un acte impose à l'autorité qui l'a fait de réexaminer les données sur lesquelles elle a statué et donne ainsi à celui qui a demandé cette annulation une chance d'obtenir une décision plus favorable.

La fin de non-recevoir ne peut être retenue.

*Sur le fond*

B.3.1. Le premier moyen d'annulation reproche à la loi de naturalisation attaquée l'absence de motivation. Il forme par ailleurs la demande que la Cour, pour pouvoir compléter son information avant de statuer au fond, ordonne la production des pièces du dossier de naturalisation relatif à la partie requérante.

B.3.2. Quant au second moyen, il reproche à la loi de naturalisation d'avoir accordé la nationalité belge à des personnes qui se trouvent dans des conditions analogues à celles du requérant.

B.4. Le Constituant, en ne laissant pas à une autorité administrative la faculté d'accorder la naturalisation, mais en réservant cette faculté à un pouvoir législatif comportant des assemblées élues alors qu'il est exceptionnel qu'une décision purement individuelle relève exclusivement d'une telle autorité, a entendu marquer qu'il maintenait la

conception traditionnelle selon laquelle l'obtention de la nationalité belge par la voie de la naturalisation n'est pas un droit mais résulte de l'exercice d'un pouvoir souverain d'appréciation. C'est d'ailleurs en conformité avec cette volonté du Constituant que le Code de la nationalité dispose en sorte que la réunion de certaines conditions soit nécessaire pour pouvoir demander la naturalisation mais non suffisante pour l'obtenir alors que le même Code prévoit une série d'autres modes d'accès à la nationalité belge.

Les griefs libellés dans le premier moyen comme dans le second ne sont pas imputables à la loi de naturalisation attaquée mais concernent en réalité le principe même du pouvoir souverain reconnu au législateur par le Constituant.

La Cour ne saurait censurer la loi attaquée sans mettre en cause une option consacrée par le Constituant.

Les deux moyens ne peuvent être accueillis.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 24 juin 1998.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 98 — 1688

[S - C - 98/21276]

#### Arrest nr. 75/98 van 24 juni 1998

Rolnummer 1189

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 3 april 1997 die de naturalisaties verleent, ingesteld door A. Al Hadithi.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Greve, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cereuxe en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 november 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 november 1997, heeft A. Al Hadithi, verblijvende te 1190 Brussel, Jef Devosstraat 46, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 3 april 1997 die de naturalisaties verleent (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 mei 1997).

##### II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 10 november 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 10 december 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1997.

Memories zijn ingediend door :

— R. Langendries, voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, Wetstraat, 1008 Brussel, bij op 22 januari 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 23 januari 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 5 februari 1998 ter post aangetekende brieven.

A. Al Hadithi heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 2 maart 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 29 april 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 7 november 1998.

Bij beschikking van 29 april 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 20 mei 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 30 april 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 20 mei 1998 :

— zijn verschenen :

- Mr. J.-P. Lagasse, advocaat bij de balie te Brussel, voor A. Al Hadithi;

- Mr. B. Renson, advocaat bij de balie te Brussel, voor de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers;

- Mr. B. Van Dorpe, advocaat bij de balie te Kortrijk, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cereuxe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

##### III. *Onderwerp van de bestreden bepaling*

De wet van 3 april 1997 verleent, met toepassing van artikel 19, laatste lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en de wet van 13 april 1995, de naturalisatie tot Belg aan verschillende honderden vreemdelingen wier namen in de artikelen 2 en 3 ervan zijn opgesomd.

IV. *In rechte*

— A —

*Verzoekschrift*

A.1.1. Het Hof is bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tot vernietiging ingesteld tegen iedere norm die de vorm heeft van een wet. Het Hof is bijgevolg bevoegd om de budgettaire of interpretatieve wettelijke bepalingen of de wettelijke bepalingen van instemming met een verdrag te toetsen.

A.1.2. De akte van naturalisatie neemt de vorm aan van een wet, aangenomen door de federale wetgevende macht die door de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt uitgeoefend na onderzoek door de Commissie voor de naturalisaties, afgekondigd en bekrachtigd door de Koning en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Die handeling behoort derhalve tot de bevoegdheid van het Hof, dat door de Grondwetgever ermee is belast vast te stellen en te beslissen of een wetgevende handeling, ongeacht de aard ervan, al dan niet in overeenstemming is met de grondwettelijke of wettelijke regels waarvan het de inachtneming dient te waarborgen.

A.1.3. Een eerste vernietigingsmiddel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemene beginsel van de motivering en van de redelijkheid in de uitoefening van de aan een orgaan van de Staat toevertrouwde bevoegdheden. De motivering die de wetgever ertoe heeft gebracht aan de verzoekende partij de naturalisatie te weigeren, mist zowel feitelijk als rechtens grondslag. In ieder geval, en alvorens uitspraak te doen met betrekking tot de grond van het middel, dient het Hof, krachtens zijn onderzoeksbevoegdheden, de overlegging van de stukken van het naturalisatiedossier betreffende de verzoekende partij te bevelen.

A.1.4. Een tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden wet de naturalisatie van de verzoekende partij weigert maar ze wel toekent aan meer dan duizend andere vreemde onderdanen, onder wie S. Petros, ook van Iraakse nationaliteit, zonder beroep, terwijl die persoon zich in een op zijn minst identieke situatie bevindt en de verzoeker zelfs kan aantonen dat hij zich in een situatie bevindt waaruit blijkt dat hij beter in de Belgische samenleving is geïntegreerd dan de voornoemde persoon. De verzoekende partij voldoet aan alle wettelijke voorwaarden vastgesteld in artikel 19 van de wet van 28 juni 1984 houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

*Memorie van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers*

A.2.1. De naturalisatie is een wetgevende handeling waartegen geen enkel beroep mogelijk is en die niet kan worden getoetst, in zoverre het verlenen van de Belgische nationaliteit een discretionaire handeling van de soevereine overheidsmacht is. De wet van 13 april 1995 heeft dat idee niet gewijzigd doordat zij de bevoegdheid om die gunst te verlenen, voortaan toekent aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en haar diensten.

A.2.2. Het Hof is onbevoegd om kennis te nemen van het beroep tot vernietiging dat door de verzoekende partij is ingesteld tegen de wet van 3 april 1997 die de naturalisaties verleent. Niet alleen heeft de naturalisatiewet geen enkele normatieve inhoud, maar bovendien is zij enkel de uitdrukking van een politieke gunst jegens een welbepaald aantal (en niet jegens een onbepaald aantal) personen.

De wet van 3 april 1997 moet worden opgevat als een concrete toepassing van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de naturalisatieprocedure. Het Hof is niet bevoegd om te oordelen of die wet al dan niet op discriminerende wijze werd toegepast. De wet van 13 april 1995 heeft trouwens niet voorzien in een beroep in het geval waarin een verzoek om naturalisatie wordt verworpen. Het komt het Hof niet toe de door de wetgever gemaakte keuze aan de orde te stellen.

A.2.3. Het door de verzoekende partij ingestelde beroep is onontvankelijk bij gebrek aan belang. Niet alleen heeft die partij geen persoonlijk en rechtstreeks belang dat zij kan doen gelden, vermits zij niet door de bestreden wet wordt beoogd. Door de vernietiging van de wet van 3 april 1997 te vorderen, vecht zij in werkelijkheid het voorstel van de Commissie voor de naturalisaties aan waarbij haar de naturalisatie wordt geweigerd. Bovendien toont zij niet aan dat de bestreden wet haar ongunstig raakt of haar een nadeel dreigt te berokkenen. Het feit dat andere gegadigden de naturalisatie wel hebben verkregen, kan, op zichzelf beschouwd, de verzoekende partij geen schade berokkenen.

A.2.4. Volstrekt moet worden opgemerkt dat het eerste middel grondslag mist. De beslissing tot naturalisatie dient niet te worden gemotiveerd, omdat zij een discretionair en soeverein karakter heeft. Het tweede middel mist eveneens relevantie. Het volstaat niet op te merken dat een onderdaan, die eveneens de Iraakse nationaliteit heeft, de naturalisatie wel heeft verkregen om daaruit een ongelijke behandeling af te leiden. Vermits de regels van artikel 32 van de Grondwet enkel toepasselijk zijn op de administratieve handelingen, is het Hof niet bevoegd om de door de verzoekende partij gevraagde overlegging van het dossier te bevelen.

*Memorie van de Ministerraad*

A.3. 1. Het verzoekschrift tot vernietiging is onontvankelijk bij gebrek aan belang. De verzoekende partij lijdt geen enkel nadeel door de naturalisaties die bij de bestreden wet zijn verleend; de verzoekende partij zou geen baat hebben bij de vernietiging van die naturalisaties.

A.3.2. Het Hof is onbevoegd om kennis te nemen van het beroep tot vernietiging in zoverre het is gericht tegen een wet die niet het vereiste formele en organieke karakter vertoont. De naturalisatiewet wordt immers niet aangenomen met inachtneming van de volledige wetgevende procedure, en met name ten aanzien van de uitoefening van het initiatief. Bovendien is het een soevereine beslissing van de wetgevende macht en een discretionaire handeling die niet kan worden getoetst. Tot slot bevat de bestreden wet geen enkele weigering om aan de verzoekende partij de naturalisatie tot Belg te verlenen.

A.3.3. Subsidiair moet worden opgemerkt dat het eerste middel niet-ontvankelijk is omdat het niet aangeeft in welk opzicht de bestreden wet tussen categorieën van personen een verschil in behandeling zou instellen dat niet op een objectief criterium zou steunen en niet in redelijkheid zou zijn verantwoord. Het is niet gegrond doordat het op een vermeende algemene motiveringsplicht steunt, die niet bestaat met betrekking tot de wetten die de naturalisaties verlenen.

Het tweede middel is eveneens ongegrond in zoverre de verwerping van het verzoek tot naturalisatie waarvan de verzoekende partij het slachtoffer is, steunt op de ongunstige adviezen van de gerechtelijke overheden — vereist door artikel 19 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en eigen Aan het individuele dossier van de verzoeker —, die het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie bijgevolg niet kunnen schenden.

*Memorie van antwoord van A. Al Hadithi*

A.4.1. Vermits het beroep er niet toe strekt het Hof zich te laten uitspreken over het verzoek tot naturalisatie van de verzoekende partij, wordt ten onrechte betoogd dat het Hof zich onbevoegd zou moeten verklaren wil het zich niet mengen in de uitoefening van de normatieve functie.

Het Hof is overigens bevoegd om kennis te nemen van de beroepen die niet handelen over een contentieux betreffende een bevoegdeidsconflict, maar die, zoals te dezen, steunen op de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het Hof is bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen formele wetten, met inbegrip van de wetten die de naturalisaties verlenen: het Hof heeft trouwens kennis genomen van beroepen ingesteld tegen begrotingswetten, interpretatieve wetten of wetten van instemming met een internationaal verdrag. Tot slot is het achterhaald niet te erkennen dat het stelsel van de onschendbaarheid van de wetgever tot het verleden behoort. Dat houdt in dat men noch het soevereine karakter, noch het discretionaire karakter van de naturalisatiewet kan aanvoeren om daaruit de principiële onbevoegdheid van het Hof af te leiden.

A.4.2. De verzoeker heeft er wel degelijk belang bij de wet van 3 april 1997 aan te vechten, in zoverre uit die wet voortvloeit dat zij hem de aangevraagde naturalisatie weigert en hem bijgevolg rechtstreeks, persoonlijk en ongunstig raakt. Bovendien heeft de verzoeker voordeel bij de vernietiging van de bestreden wet, want zij zal de Kamer ertoe brengen het ontwerp en het geheel van de aanvragen opnieuw te onderzoeken, met inbegrip van de aanvraag van de verzoekende partij die werd verworpen.

A.4.3. Het eerste middel is gegrond. Vermits een soevereine beslissing niet hetzelfde is als een willekeurige beslissing, is de beslissing van de Kamer onvoldoende feitelijk gemotiveerd. Dat houdt in dat zij, op verzoek van het Hof, de vermeende ongunstige adviezen van de gerechtelijke overheden moet overleggen die de motivering vormen om de verwerping van de naturalisatie van de verzoekende partij te verantwoorden.

Ook het tweede middel is gegrond. De vaststelling dat de verzoeker het slachtoffer is van een ongelijkheid van behandeling houdt geenszins in dat die verzoeker tot een gediscrimineerde groep behoort of dat hij bewijst dat die groep gediscrimineerd werd ten opzichte van een andere groep. Het volstaat dat hij aantoonde, zoals te dezen, dat hij niet werd behandeld zoals een ander, namelijk S. Petros.

— B —

*Ten aanzien van de bevoegdheid en de ontvankelijkheid*

B.1.1. De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Ministerraad betwisten de ontvankelijkheid van het beroep in zoverre het gericht is tegen een naturalisatiewet die geen enkel normatief karakter zou vertonen en niet onder de toetsingsbevoegdheid van het Hof zou vallen.

B.1.2. Uit de tekst zelf van artikel 142, tweede lid, 2°, van de Grondwet en van de artikelen 1 en 26 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof blijkt dat aan het Hof de bevoegdheid is toegekend om wetten, decreten of ordonnanties zonder enig onderscheid aan de grondwettigheidstoetsing te onderwerpen.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof blijkt overigens dat de beperking tot de « normatieve » bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, die voorkwam in de oorspronkelijke tekst van het ontwerp, geschrapt is ingevolge het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State :

« Wil artikel 107ter, § 2, van de Grondwet ten volle uitvoering krijgen, dan is het noodzakelijk dat de wetgever het Arbitragehof machtigt om kennis te nemen van de beroepen tegen louter formele wetten en decreten. Te dien einde dient aan het slot van artikel 1, § 1, van het ontwerp het woord 'normatieve', voor het woord 'bevoegdheid' te worden geschrapt, zodat de tekst van het ontwerp niet afwijkt van de bewoordingen van het aangehaalde artikel 107ter, § 2. » (Gedr. St., Senaat, 1981-1982, nr. 246-1, p. 38).

Het Hof is derhalve in beginsel bevoegd om een naturalisatiewet te toetsen. De eerste exceptie wordt verworpen.

B.2.1. De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Ministerraad betwisten de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging om reden dat de verzoekende partij er geen belang bij zou hebben de vernietiging te verkrijgen van de naturalisatiewet die zij aanvecht, een wet die haar immers niet persoonlijk zou beogen en uit de vernietiging waarvan zij geenszins voordeel zou halen.

B.2.2. Gelijk welke persoon die de naturalisatie aanvraagt, doet blijken van een belang om ze te verkrijgen. Dat belang wordt geraakt door de beslissing waarbij definitief uitspraak wordt gedaan over een geheel van aanvragen waarvan de desbetreffende aanvraag deel uitmaakt.

De vernietiging van een handeling gebiedt de overheid waarvan zij uitgaat de gegevens waarover zij uitspraak heeft gedaan te heronderzoeken en geeft diegene die die vernietiging heeft gevorderd aldus de kans een gunstiger beslissing te verkrijgen.

De grond van niet-ontvankelijkheid kan niet worden aangenomen.

*Ten gronde*

B.3. 1. In het eerste vernietigingsmiddel wordt aan de bestreden naturalisatiewet een gemis aan motivering verweten. Het Hof wordt overigens verzocht, teneinde de gegevens waarover het beschikt aan te vullen alvorens uitspraak te doen ten gronde, de overlegging te bevelen van de stukken van het naturalisatiedossier betreffende de verzoekende partij.

B.3.2. Het tweede middel verwijt de naturalisatiewet zijnerzijds de Belgische nationaliteit te hebben verleend aan personen die zich in een situatie bevinden die vergelijkbaar is aan die van de verzoeker.

B.4. Door de bevoegdheid om de naturalisatie te verlenen niet over te laten aan een administratieve overheid maar ze voor te behouden aan een wetgevende macht die uit verkozen vergaderingen bestaat, terwijl het uitzonderlijk is dat een louter individuele beslissing uitsluitend bij een dergelijke overheid berust, heeft de Grondwetgever willen aangeven dat hij de traditionele opvatting handhaafde volgens welke de verkrijging van de Belgische nationaliteit door naturalisatie geen recht is maar voortvloeit uit de uitoefening van een soevereine beoordelingsbevoegdheid. Het is overigens in overeenstemming met die wil van de Grondwetgever dat het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorschrijft dat bepaalde voorwaarden moeten zijn vervuld om de naturalisatie te kunnen vragen, maar niet volstaan om ze te verkrijgen, terwijl hetzelfde Wetboek voorziet in verschillende wijzen van toegang tot de Belgische nationaliteit.

De grieven die in het eerste middel en in het tweede middel zijn uiteengezet, kunnen niet worden toegeschreven aan de bestreden naturalisatiewet maar hebben in werkelijkheid betrekking op het beginsel zelf van de soevereine bevoegdheid die door de Grondwetgever aan de wetgever is toegekend.

Het Hof vermag de bestreden wet niet af te keuren zonder een door de Grondwetgever verankerde keuze in het geding te brengen.

De twee middelen kunnen niet worden aangenomen.

Om die redenen,  
het Hof  
verwerpt het beroep.  
Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 24 juni 1998.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

---

**SCHIEDSHOF**

D. 98 — 1688

[S - C - 98/21276]

**Urteil Nr. 75/98 vom 24. Juni 1998**

Geschäftsverzeichnissnr. 1189

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 3. April 1997 zur Bewilligung der Einbürgerungen, erhoben von A. Al Hadithi.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grove, und den Richtern H. Boel, L. Francois, G. De Baets, E. Cerexhe und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

**I. Gegenstand der Klage**

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 7. November 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. November 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob A. Al Hadithi, mit Aufenthaltsort in 1190 Brüssel, rue Jef Devos 46, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 3. April 1997 zur Bewilligung der Einbürgerungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Mai 1997).

**II. Verfahren**

Durch Anordnung vom 10. November 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 10. Dezember 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Dezember 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— R. Langendries, Präsident der Abgeordnetenkammer, Palais de la Nation, rue de la Loi, 1008 Brüssel, mit am 23. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 23. Januar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 5. Februar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

A. Al Hadithi hat mit am 2. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 29. April 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 7. November 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 29. April 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 20. Mai 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 30. April 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 20. Mai 1998

— erschienen

- RA J.-P. Lagasse, in Brüssel zugelassen, für A. Al Hadithi,

- RA B. Renson, in Brüssel zugelassen, für den Präsidenten der Abgeordnetenkammer,

- RA B. Van Dorpe, in Kortrijk zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter E. Cerexhe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, gefußt.

**III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmung**

Das Gesetz vom 3. April 1997 bewilligt in Anwendung von Artikel 19 letzter Absatz des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit und des Gesetzes vom 13. April 1995 die belgische Einbürgerung von mehreren hundert Ausländern, deren Namen in seinen Artikeln 2 und 3 angeführt sind.

**IV. In rechtlicher Beziehung**

— A —

**Klageschrift**

A.1.1. Der Hof sei dafür zuständig, über Nichtigkeitsklagen zu befinden, die gegen gleich welche Norm in Form eines Gesetzes eingereicht würden. Der Hof sei demzufolge dafür zuständig, die Gesetzesbestimmungen über die Festlegung von Haushalten, über Auslegungen oder betreffend die Zustimmung zu Verträgen zu kontrollieren.

A.1.2. Die Handlung der Einbürgerung weise die Form eines Gesetzes auf, das durch die von der Abgeordnetenkammer ausgeübte föderale gesetzgebende Gewalt nach Prüfung durch die Einbürgerungskommission angenommen, vom König ausgefertigt und sanktioniert sowie im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht werde. Diese Handlung falle

somit in den Zuständigkeitsbereich des Hofes, der durch den Verfassungsgeber damit beauftragt worden sei, festzustellen und zu entscheiden, ob eine gesetzgebende Handlung gleich welcher Art den Verfassungs- oder Gesetzesregeln entspreche, deren Einhaltung er gewährleisten müsse.

A.1.3. Ein erster Nichtigkeitsklagegrund werde abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der Begründung und der Vernunft bei der Ausübung der den Staatsorganen verliehenen Befugnisse. Die Begründung, die den Gesetzgeber veranlaßt habe, der klagenden Partei die Einbürgerung zu verweigern, sei sowohl faktisch als auch rechtlich mangelhaft. Der Hof müsse in jedem Fall, und bevor er über den Klagegrund an sich befände, aufgrund seiner Untersuchungsbefugnis die Vorlage der Unterlagen aus der Einbürgerungsakte bezüglich der klagenden Partei anordnen.

A.1.4. Ein zweiter Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern das angefochtene Gesetz die Einbürgerung der klagenden Partei verweigere, sie jedoch mehr als tausend anderen ausländischen Staatsangehörigen zuerkenne, darunter S. Petros, der auch die irakische Staatsangehörigkeit besitze, ohne Beruf sei, obschon diese Person sich in einer zumindest gleichen Lage befände und der Kläger selbst beanspruchen könne, sich in einer Situation zu befinden, die beweise, daß er besser in die belgische Gesellschaft eingegliedert sei als die vorstehend erwähnte Person. Die klagende Partei erfülle alle gesetzlichen Bedingungen, die in Artikel 19 des Gesetzes vom 28. Juni 1984 zur Einführung des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit vorgesehen seien.

*Schriftsatz des Präsidenten der Abgeordnetenkammer*

A.2.1. Die Einbürgerung sei eine gesetzgebende Handlung, gegen die keine Berufung möglich sei und die nicht geprüft werden könne, insofern es sich bei der Verleihung der belgischen Staatsangehörigkeit um eine Ermessenshandlung der souveränen öffentlichen Gewalt handle. Das Gesetz vom 13. April 1995 habe an dieser Vorstellung nichts geändert, indem es fortan der Abgeordnetenkammer und ihren Dienststellen die Zuständigkeit zur Bewilligung dieses Vorteils zuerkenne.

A.2.2. Der Hof sei nicht dafür zuständig, über die Nichtigkeitsklage zu befinden, die von der klagenden Partei gegen das Gesetz vom 3. April 1997 zur Bewilligung der Einbürgerungen eingereicht worden sei. Das Einbürgerungsgesetz weise nicht nur keinen normativen Inhalt auf, sondern es sei außerdem nur Ausdruck einer politischen Gunst gegenüber einer begrenzten (und nicht einer unbegrenzten) Anzahl von Personen.

Das Gesetz vom 3. April 1997 müsse als eine konkrete Anwendung des Gesetzes vom 13. April 1995 zur Abänderung des Einbürgerungsverfahrens betrachtet werden. Der Hof sei nicht dafür zuständig, zu beurteilen, ob dieses Gesetz auf diskriminierende Weise angewandt worden sei oder nicht. Das Gesetz vom 13. April 1995 habe im übrigen keine Berufung für den Fall der Verweigerung eines Einbürgerungsantrags vorgesehen. Es stehe dem Hof nicht zu, die Entscheidung des Gesetzgebers in Frage zu stellen.

A.2.3. Die durch die klagende Partei eingereichte Klage sei mangels Interesses unzulässig. Diese Partei könne nicht nur keinerlei persönliches und direktes Interesse geltend machen, da sie nicht durch das angefochtene Gesetz betroffen sei. Indem sie die Nichtigkeitsklage des Gesetzes vom 3. April 1997 fordere, fechte sie außerdem in Wirklichkeit den Vorschlag der Einbürgerungskommission an, ihr die Einbürgerung zu verweigern. Im übrigen weise die klagende Partei nicht nach, daß das angefochtene Gesetz ungünstig für sie wäre oder ihr einen Schaden zu verursachen drohe. Der Umstand, daß andere Antragsteller die Einbürgerung erhalten hätten, könne an sich der klagenden Partei keinen Schaden zufügen.

A.2.4. Vollkommen hilfsweise sei anzumerken, daß der erste Klagegrund einer Grundlage entbehre. Die Einbürgerungsentscheidung müsse nicht begründet werden, da es sich um eine souveräne Ermessensentscheidung handle. Der zweite Klagegrund sei ebenfalls nicht relevant. Es reiche nicht aus anzuführen, einem ebenfalls irakischen Staatsbürger sei die Einbürgerung bewilligt worden, um daraus eine ungleiche Behandlung abzuleiten. Da die Regeln von Artikel 32 der Verfassung nur auf Verwaltungshandlungen anwendbar seien, sei der Hof nicht dafür zuständig, die von der klagenden Partei geforderte Vorlage der Akte anzuordnen.

*Schriftsatz des Ministerrates*

A.3. 1. Die Nichtigkeitsklage sei mangels Interesses unzulässig. Der klagenden Partei entstehe durch die Einbürgerungen, die mit dem angefochtenen Gesetz bewilligt worden seien, keinerlei Schaden; die Nichtigkeitsklage dieser Einbürgerungen würde der klagenden Partei nicht von Nutzen sein.

A.3.2. Der Hof sei nicht dafür zuständig, über die Nichtigkeitsklage zu befinden, insofern diese gegen ein Gesetz gerichtet sei, das nicht die erforderliche formelle und organisationsbezogene Beschaffenheit aufweise. Das Einbürgerungsgesetz sei nämlich nicht unter Einhaltung des gesamten gesetzgebenden Verfahrens angenommen worden, insbesondere was die Ausübung des Initiativrechtes betreffe. Außerdem sei es eine souveräne Entscheidung der gesetzgebenden Gewalt und eine Ermessenshandlung, die keinerlei Kontrolle zulasse. Schließlich enthalte das angefochtene Gesetz keinerlei Verweigerung, der klagenden Partei die belgische Einbürgerung zu bewilligen.

A.3.3. Hilfsweise sei anzuführen, daß der erste Klagegrund unzulässig sei, da darin nicht angegeben werde, inwiefern das angefochtene Gesetz einen Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen schaffe, der nicht auf einem objektiven Kriterium beruhe und nicht vernünftigerweise gerechtfertigt sei. Er sei unbegründet, insofern er auf einer vorgeblichen allgemeinen Begründungsverpflichtung beruhe, die nicht für die Gesetze zur Bewilligung der Einbürgerungen bestehe.

Der zweite Klagegrund sei ebenfalls unbegründet, insofern die sich auf die klagende Partei beziehende Ablehnung des Einbürgerungsantrags auf abschlägigen Gutachten der Gerichtsbehörden beruhe, wobei diese Gutachten durch Artikel 19 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit vorgeschrieben würden und Bestandteil der persönlichen Akte des Klägers seien und somit nicht gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen könnten.

*Erwiderungsschriftsatz von A. Al Hadithi*

A.4.1. Da die Klage nicht darauf abziele, den Hof sich zum Einbürgerungsantrag der klagenden Partei äußern zu lassen, werde zu Unrecht angeführt, der Hof müsse sich für unzuständig erklären, weil er sich sonst in die Ausübung der normgebenden Funktion einmische.

Der Hof sei im übrigen dafür zuständig, über Klagen zu befinden, die sich nicht auf einen Streitfall über einen Kompetenzkonflikt bezögen, sondern wie im vorliegenden Fall auf dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung beruhten. Der Hof sei dafür zuständig, über Klagen gegen Gesetze im formellen Sinn zu befinden, einschließlich der Gesetze zur Bewilligung der Einbürgerungen; der Hof habe im übrigen über Klagen gegen Haushaltsgesetze, Auslegungsgesetze oder Gesetze betreffend die Zustimmung zu einem internationalen Vertrag



befunden. Schließlich sei es überholt, nicht anzuerkennen, daß das System der Unverletzlichkeit des Gesetzgebers der Vergangenheit angehöre. Dies bedeute, daß man weder die souveräne Beschaffenheit noch die Ermessensbeschaffenheit des Einbürgerungsgesetzes geltend machen könne, um daraus die grundsätzliche Nichtzuständigkeit des Hofes abzuleiten.

A.4.2. Die klagende Partei habe sehr wohl ein Interesse an der Anfechtung des Gesetzes vom 3. April 1997, insofern sich aus diesem Gesetz ergebe, daß es ihr die beantragte Einbürgerung verweigere und sie somit direkt, persönlich und in ungünstigem Sinne betreffe. Im übrigen liege die Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes im Vorteil des Klägers, da sie die Kammer dazu veranlassen werde, den Entwurf und sämtliche Anträge, einschließlich desjenigen der ausgeschlossenen klagenden Partei, erneut zu prüfen.

A.4.3. Der erste Klagegrund sei begründet. Da eine souveräne Entscheidung nicht gleichbedeutend mit einer willkürlichen Entscheidung sei, sei die Entscheidung der Kammer faktisch nicht ausreichend begründet. Dies bedeute, daß sie auf Ersuchen des Hofes die vorgeblichen abschlägigen Gutachten der Gerichtsbehörden vorlegen müsse, die als Begründung dienen, um die Verweigerung der Einbürgerung des Klägers zu rechtfertigen.

Der zweite Klagegrund sei ebenfalls begründet. Die Feststellung, wonach der Kläger Opfer einer ungleichen Behandlung sei, bedeute keineswegs, daß er zu einer diskriminierten Gruppe gehöre, oder daß er nachweise, daß diese Gruppe im Vergleich zu einer anderen Gruppe diskriminiert worden sei. Es genüge, daß er wie im vorliegenden Fall nachweise, daß er nicht so wie ein anderer, nämlich S. Petros, behandelt worden sei.

— B —

*In bezug auf die Zuständigkeit und die Zulässigkeit*

B.1.1. Der Präsident der Abgeordnetenkommission und der Ministerrat stellen die Zulässigkeit der Klage in Abrede, insofern sie gegen ein Einbürgerungsgesetz gerichtet ist, das keine normgebende Beschaffenheit aufweisen und nicht der Kontrollbefugnis des Hofes unterliegen soll.

B.1.2. Eben aus dem Wortlaut des Artikels 142 Absatz 2 Nr. 2 der Verfassung sowie der Artikel 1 und 26 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof geht hervor, daß dem Hof die Zuständigkeit erteilt worden ist, Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen ohne jeden Unterschied auf ihre Verfassungsmäßigkeit hin zu prüfen.

Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedshofes wird übrigens ersichtlich, daß die Beschränkung auf die « normative » Zuständigkeit des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen, die im ursprünglichen Entwurfstext enthalten war, infolge des Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats gestrichen wurde:

« Damit Artikel 107ter § 2 der Verfassung voll zur Durchführung gelangen kann, ist es notwendig, daß der Gesetzgeber den Schiedshof dazu ermächtigt, über Klagen gegen rein formelle Gesetze und Dekrete zu befinden. Dazu soll am Ende von Artikel 1 § 1 des Entwurfs das Wort 'normative' vor dem Wort 'Zuständigkeit' gestrichen werden, so daß der Wortlaut des Entwurfs nicht vom Wortlaut des angeführten Artikels 107ter § 2 abweicht. » (*Parl. Dok.*, Senat, 1981-1982, Nr. 246-1, S. 38)

Der Hof ist demzufolge grundsätzlich dafür zuständig, ein Einbürgerungsgesetz zu prüfen. Die erste Einrede wird zurückgewiesen.

B.2.1. Der Präsident der Abgeordnetenkommission und der Ministerrat stellen die Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage in Abrede, weil die klagende Partei kein Interesse daran habe, die Nichtigerklärung des von ihr angefochtenen Einbürgerungsgesetzes zu erreichen, denn dieses Gesetz betreffe sie nicht persönlich und dessen Nichtigerklärung sei für sie von keinerlei Vorteil.

B.2.2. Jeder, der die Einbürgerung beantragt, weist ein Interesse nach, sie zu erhalten. Dieses Interesse wird von der Entscheidung betroffen, mit der endgültig über eine Reihe von Anträgen, zu denen der betreffende Antrag gehört, befunden wird.

Die Nichtigerklärung einer Handlung verpflichtet die Behörde, die sie ausgeführt hat, erneut die Angaben zu prüfen, auf deren Grundlage sie entschieden hat, und gewährt somit demjenigen, der die Nichtigerklärung beantragt hat, eine Möglichkeit, eine günstigere Entscheidung zu erlangen.

Die Einrede der Unzulässigkeit kann nicht angenommen werden.

*Zur Hauptsache*

B.3. 1. Der erste Nichtigkeitsklagegrund wirft dem angefochtenen Einbürgerungsgesetz das Fehlen einer Begründung vor. Der Hof wird im übrigen gebeten, im Hinblick auf die Vervollständigung seiner Information vor der Urteilsfällung zur Hauptsache die Vorlage der Unterlagen aus der Einbürgerungsakte bezüglich der klagenden Partei anzuordnen.

B.3.2. Der zweite Klagegrund wirft dem Einbürgerungsgesetz vor, die belgische Einbürgerung Personen bewilligt zu haben, die sich in einer gleichen Lage wie der Kläger befinden.

B.4. Indem der Verfassungsgeber die Bewilligung der Einbürgerung nicht einer Verwaltungsbehörde überlassen, sondern diese Zuständigkeit einer gesetzgebenden Gewalt, die aus Versammlungen von Gewählten besteht, vorbehalten hat, obschon es außergewöhnlich ist, daß eine rein individuelle Entscheidung ausschließlich einer solchen Obrigkeit obliegt, wollte er zum Ausdruck bringen, daß er an dem herkömmlichen Konzept festhält, wonach der Erhalt der belgischen Staatsangehörigkeit durch Einbürgerung kein Recht ist, sondern sich aus der Ausübung einer souveränen Ermessensbefugnis ergibt. Es steht überdies im Einklang mit diesem Willen des Verfassungsgebers, wenn das Gesetzbuch über die belgische Staatsangehörigkeit besagt, daß bestimmte Bedingungen erfüllt sein müssen, um die Einbürgerung beantragen zu können, aber nicht ausreichend sind, um sie zu erhalten, wogegen dasselbe Gesetzbuch eine Reihe anderer Wege für den Zugang zur belgischen Staatsangehörigkeit vorsieht.

Die im ersten sowie im zweiten Klagegrund vorgebrachten Beschwerden sind nicht dem angefochtenen Einbürgerungsgesetz anzulasten, sondern betreffen in Wirklichkeit den eigentlichen Grundsatz der souveränen Befugnis, die dem Gesetzgeber durch den Verfassungsgeber zuerkannt wurde.

Der Hof könnte das angefochtene Gesetz nicht tadeln, ohne eine durch den Verfassungsgeber getroffene Entscheidung in Frage zu stellen.

Die beiden Klagegründe können nicht angenommen werden.

Aus diesen Gründen,

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 24. Juni 1998.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 98 — 1689

[S - C - 98/07133]

**16 JUNI 1998. — Wet waarbij sommige militairen die slachtoffer zijn van lichamelijke schade overkomen tijdens een actie buiten het nationale grondgebied gelijkgesteld worden met oorlogsinvaliden (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2. § 1.** Deze wet is uitsluitend van toepassing op de militairen die zich krachtens artikel 9, 4° en 5°, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden in de deelstanden « in hulpverlening » of « in operationele inzet » bevinden en deelnemen aan acties buiten het nationale grondgebied.

§ 2. Deze wet is eveneens toepasselijk:

1° op de militaire bezoekers die, zonder dat zij zich noodzakelijk in de deelstanden « in hulpverlening » of « in operationele inzet » bevinden, door de militaire overheden aangewezen zijn als tijdelijk lid van een Belgisch detachement dat deelneemt aan een actie bedoeld in § 1 met de bedoeling er een opdracht van korte duur uit te voeren;

2° op de personeelsleden van de rijkswacht die, in om het even welke hoedanigheid, een Belgisch detachement vergezellen dat deelneemt aan een actie bedoeld in § 1.

**Art. 3.** Lichamelijke schade waardoor in artikel 2 bedoelde personen worden getroffen ten gevolge van de uitvoering van een operatie of van een opdracht bedoeld in hetzelfde artikel 2, verleent aanspraak op de pensioenbedragen die, naargelang van het geval, bepaald zijn in de artikelen 11, 15, 22, 27, § 2, 32 of 33 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

**Art. 4.** Wanneer de betrokkene zich buiten het grondgebied van het Rijk bevindt, kan het aangetekend schrijven waarvan sprake in artikel 19, 1°, van genoemde samengeordende wetten vervangen worden door een aanvraag van betrokkene overgemaakt door bemiddeling van de militaire overheid of van de Belgische diplomatieke diensten. In dat geval is, voor de toepassing van artikel 20 van dezelfde wetten, de datum die aanmerking wordt genomen de datum van ontvangst van de aanvraag door de militaire overheid of de Belgische diplomatieke diensten.

**Art. 5.** Artikel 125 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen is niet van toepassing op de krachtens artikel 3 toegekende vergoedingspensioenen.

**Art. 6.** Artikel 36 van de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend op 5 oktober 1948, gewijzigd bij de wetten van 26 juli 1952, 11 juli 1960 en 7 juni 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. Het vergoedingspensioen van rechthebbende gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op deze gedurende dewelke het slachtoffer van het schadelijk feit is overleden, voor zover de pensioen-aanvraag voorzien bij artikel 35 geldig wordt ingediend voor het einde van de derde maand die volgt op deze van het overlijden; wanneer de aanvraag niet wordt ingediend binnen de vermelde termijn, gaat het pensioen in op de eerste dag van de maand waarin de aanvraag geldig wordt ingediend.

Wanneer het slachtoffer voor hetzelfde schadelijk feit een vergoedingspensioen genoot, gaat het pensioen ten vroegste in op de eerste dag van het burgerlijk trimester dat volgt op dat gedurende hetwelk dit slachtoffer is overleden.

In het geval dat een wezenpensioen volgt op een pensioen van langstlevende echtgenoot, gaat het wezenpensioen ten vroegste in op de datum waarop het pensioen van de langstlevende echtgenoot niet meer betaald wordt.

Wanneer uitzonderlijke omstandigheden het rechtvaardigen, kan de minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, bij gemotiveerd besluit, de ingangsdatum van de pensioenen van rechthebbende vaststellen in afwijking van dit artikel. »

**Art. 7.** Opgeheven worden :

1° de wet van 6 augustus 1962 waarbij de toepassing van de wetten op de vergoedingspensioenen wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige schadelijke feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van de Republiek Kongo (Leopoldstad), van Ruanda en

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 98 — 1689

[S - C - 98/07133]

**16 JUIJN 1998. — Loi assimilant à des invalides de guerre certains militaires victimes d'un dommage physique survenu au cours d'une action se déroulant en dehors du territoire national (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** La présente loi s'applique uniquement aux militaires qui, en vertu de l'article 9, 4° et 5°, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, sont dans les sous-positions « en assistance » ou « en engagement opérationnel » et participent à des actions en dehors du territoire national.

§ 2. La présente loi s'applique également :

1° aux visiteurs militaires qui, sans qu'ils se trouvent nécessairement dans les sous-positions « en assistance » ou « en engagement opérationnel », sont désignés par les autorités militaires comme membre temporaire d'un détachement belge participant à une action visée au § 1<sup>er</sup> dans le but d'y effectuer une mission de courte durée;

2° aux membres du personnel de la gendarmerie qui accompagnent, à quelque titre que ce soit, un détachement belge participant à une action visée au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Les dommages physiques survenus à des personnes visées à l'article 2 par le fait de l'exécution d'une opération ou d'une mission visée au même article 2, donnent droit au bénéfice des taux de pension prévus, selon le cas, par les articles 11, 15, 22, 27, § 2, 32 ou 33 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.

**Art. 4.** Lorsque l'intéressé se trouve en dehors du territoire du Royaume, la lettre recommandée prévue à l'article 19, 1°, des lois coordonnées précitées, peut être remplacée par une demande de l'intéressé transmise par l'intermédiaire de l'autorité militaire ou des services diplomatiques belges. Dans ce cas, pour l'application de l'article 20 des mêmes lois, la date à prendre en considération est celle de la réception de la demande par l'autorité militaire ou les services diplomatiques belges.

**Art. 5.** L'article 125 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses n'est pas applicable aux pensions de réparation octroyées en vertu de l'article 3.

**Art. 6.** L'article 36 des lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, modifié par les lois des 26 juillet 1952, 11 juillet 1960 et 7 juin 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. La pension de réparation d'ayant droit prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la victime du fait dommageable est décédée, pour autant que la demande de pension prévue à l'article 35 soit valablement introduite avant l'expiration du troisième mois suivant celui du décès; si la demande n'a pas été introduite dans le délai précité, la pension prend cours le premier jour du mois au cours duquel la demande de pension a été valablement introduite.

Lorsque la victime bénéficiait pour le même fait dommageable d'une pension d'invalidité, la pension prend cours au plus tôt le premier jour du trimestre civil qui suit celui au cours duquel cette victime est décédée.

Dans les cas où une pension d'orphelin succède à une pension de conjoint survivant, la pension d'orphelin prend cours au plus tôt à la date à partir de laquelle la pension de conjoint survivant cesse d'être payée.

Si des circonstances exceptionnelles le justifient, le ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions peut, par arrêté motivé, fixer la date de prise de cours des pensions d'ayants droit en dérogeant aux règles du présent article. »

**Art. 7.** Sont abrogés :

1° la loi du 6 août 1962 étendant l'application des lois sur les pensions de réparation, aux conséquences de certains faits dommageables survenus sur les territoires de la République du Congo (Leopoldville), du Rwanda et du Burundi, modifiée par les lois des 12 avril 1966,

van Burundi, gewijzigd bij de wetten van 12 april 1966, 24 december 1968, 11 juli 1973, 17 juli 1975 en 7 juni 1989;

2° het koninklijk besluit van 7 juli 1992 waarbij het voordeel van de bedragen van de vergoedingspensioenen voorzien voor de oorlogsinvaliden toepasselijk wordt gesteld op de leden van een Belgisch contingent dat deelneemt aan operaties die beslist werden door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties;

3° het koninklijk besluit van 19 augustus 1992 waarbij het voordeel van de bedragen van de vergoedingspensioenen voorzien voor de oorlogsinvaliden toepasselijk wordt gesteld op de rijkswachters die een Belgisch contingent vergezellen dat deelneemt aan operaties die beslist werden door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties.

De pensioenrechten, die toegekend werden of hadden kunnen toegekend worden op basis van de opgeheven wettelijke en reglementaire bepalingen, zijn behouden. Deze bepaling is enkel van toepassing op de schadelijke feiten die de datum van inwerkingtreding van deze wet hebben voorafgegaan.

**Art. 8.** De artikelen 2 tot 5 treden in werking met ingang van 15 augustus 1994.

De artikelen 6 en 7 treden in werking de eerste dag van de maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. De wijzigingen aangebracht door artikel 6 zijn evenwel niet van toepassing wanneer het schadelijk feit vóór de inwerkingtreding van dit artikel heeft plaatsgevonden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

De Minister van Landsverdediging,  
J.-P. PONCELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp : nr. 1483/1. — Amendement : nr. 1483/2. — Verslag : nr. 1483/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 mei 1998.

24 décembre 1968, 11 juillet 1973, 17 juillet 1975 et 7 juin 1989;

2° l'arrêté royal du 7 juillet 1992 rendant applicable aux membres d'un contingent belge participant à des opérations décidées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le bénéfice des taux de pensions de réparation prévus pour les invalides de guerre;

3° l'arrêté royal du 19 août 1992 rendant applicable aux gendarmes accompagnant un contingent belge participant à des opérations décidées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le bénéfice des taux de pensions de réparation prévus pour les invalides de guerre.

Les droits à la pension qui ont été reconnus ou auraient pu être reconnus sur la base des dispositions légales ou réglementaires abrogées, restent maintenus. Cette disposition ne s'applique qu'aux faits dommageables antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 8.** Les articles 2 à 5 produisent leurs effets le 15 août 1994.

Les articles 6 et 7 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*. Les modifications apportées par l'article 6 ne sont toutefois pas d'application lorsque le fait dommageable s'est produit avant l'entrée en vigueur de cet article.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Défense nationale,  
J.-P. PONCELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session 1997-1998.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet : n° 1483/1. — Amendement : n° 1483/2. — Rapport : n° 1483/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 14 mai 1998.

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 98 — 1690

[98/03287]

**26 MEI 1998.** — Wet houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 — Secties 19 « Ministerie van Ambtenarenzaken » en 18 « Ministerie van Financiën » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3°, van de Grondwet.

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 98 — 1690

[98/03287]

**26 MAI 1998.** — Loi contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1998 — Sections 19 « Ministère de la Fonction publique » et 18 « Ministère des Finances » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3°, de la Constitution.

**Art. 2.** De algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt, voor wat de secties 19 — « Ministerie van Ambtenarenzaken » en 18 — « Ministerie van Financiën » betreft, aangepast overeenkomstig de totalen van de programma's zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde aangepaste krediettabellen.

HOOFDSTUK II. — *Diverse bepalingen*

**Art. 3.** Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARIJS

TABELLEN GEVOEGD BIJ DE WET

LEGENDE :

*Kolom (2) :*

- OA : organisatie-afdeling.
- PA : programma-activiteit.
- BA : basisallocatie.

Check digit : de 4 waarden met 2 cijfers komen overeen met de check digits van de 4 uitgaventypes :

- lopend jaar (cb1)
- vorige jaren (cb2)
- transporten van kredieten van het lopend jaar (cb3)
- transporten van kredieten vorige jaren (cb4).

*Kolom (3) : CRIP*

- C : uitgaven bestemd voor de financiële dienst van geprefinancierde uitgaven.
- R : uitgaven volledig beschouwd als wetenschappelijk onderzoek of als wetenschappelijk dienstbetoon.
- I : uitgaven volledig beschouwd als overheidsinvestering.
- P : transfer (geheel of gedeeltelijk) naar een « parastataal ».

*Kolom (4) :*

- ngk : niet-gesplitste kredieten (tussen haakjes : kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren)
- gkr : gesplitste kredieten
- fon : veranderlijke kredieten van de organieke fondsen
- tot : ngk + gkr + fon.

Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken* : Wetsontwerp, nr. 1482/1.

*Parlementaire Handelingen*. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 mei 1998.

**Art. 2.** Le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 est ajusté, en ce qui concerne les sections 19 — « Ministère de la Fonction publique » et 18 — « Ministère des Finances », conformément aux totaux des programmes figurant dans les tableaux des crédits ajustés annexés à la présente loi.

CHAPITRE II. — *Dispositions diverses*

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARIJS

TABLEAUX ANNEXES A LA LOI

LEGENDE :

*Colonne (2) :*

- DO : division organique.
- PA : programme d'activité.
- AB : allocation de base.

Check digit : les 4 valeurs à 2 chiffres correspondent aux check digits de 4 types des dépenses :

- année en cours (cb1)
- années antérieures (cb2)
- reports de crédits de l'année en cours (cb3)
- reports de crédits années antérieures (cb4).

*Colonne (3) : CRIP*

- C : dépenses affectées au service financier de dépenses pré-financées.
- R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques.
- I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public.
- P : transfert (en tout ou en partie) à un « parastatal ».

*Colonne (11) :*

- cnd : crédits non dissociés (entre parenthèses : les crédits pour créances d'années antérieures)
- crd : crédits dissociés
- fon : crédits variables des fonds organiques
- tot : cnd + crd + fon.

Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires* : Projet de loi, n° 1482/1.

*Annales parlementaires*. — Discussion et adoption. Séance du 14 mai 1998.

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN

(in miljoenen frank)

18 MINISTERE DES FINANCES

(en millions de francs)

ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties	OA PA B.A. DO PA A.B. check-digit	CRIP	ks	Vastleggingskredieten Crédits d'engagement			Ordonnanceringskredieten Crédits d'ordonnancement			sc	DIVISIONS ORGANIQUES Programma Activités Allocations de base
				1998 initieel initial	aanpassing ajustement	1998 aangepast ajusté	1998 initieel initial	aan- passing ajuste- ment	1998 aangepast ajusté		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
<b>AFDELING 60</b>											<b>DIVISION 60</b>
<b>ADMINISTRATIE VAN DE BEGRO- TING EN DE CONTROLE OP DE UITGAVEN</b>											<b>ADMINISTRATION DU BUDGET ET DU CONTROLE DES DEPENSES</b>
<b>1. Interdepartementale provisionele kre- dieten</b>											<b>1. Crédits provisionnels interdéparte- mentaux</b>
10. Diversen											10. Divers
Provisioneel krediet bestemd tot het dek- ken van alle uitgaven verbonden aan de economische en sociale toestand of voort- vloeiend uit beschikkingen die uitgaven verwekken boven de toelatingen verleend door de begrotingskredieten (cf. art. 2-18-3 algemene uitgavenbegro- ting)	60 10 0103 28 62 96 33		ngk	1 707,8	—	1 707,8	1 707,8	—	1 707,8	cnd	Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à la situation économique et sociale ou décou- lant de dispositions entraînant des dépen- ses dépassant les autorisations ouvertes par les crédits budgétaires. (cf. art. 2-18-3 budget général des dépenses)
Provisioneel krediet bestemd om de per- soneelskosten te dekken van de ambte- naren van de Regie voor Maritiem Trans- port die door de herstructurering in de verschillende federale departementen zul- len worden gebezigd, alsook de personeels- en werkingskosten van de dienst voor zeeverbindingen van Belgacom, ingevolge de overheveling van deze naar een geëigende federale instelling. (cf. art. 2-18-10 algemene uitgavenbegro- ting)	60 10 0106 31 65 02 36		ngk	600,0	—	600,0	600,0	—	600,0	cnd	Crédit provisionnel destiné à couvrir les frais de personnel des agents de la Régie des Transports Maritimes qui, dans le cadre de sa restructuration, seront occupés dans les différents départements fédéraux, ainsi que les frais de personnel et de fonctionnement du service radio- maritime de Belgacom à la suite de son transfert vers un organisme fédéral approprié. (cf. art. 2-18-10 budget général des dépenses)
Provisioneel krediet bestemd om de uit- gaven te dekken in verband met de « informatiemaatschappij » en het « inves- teringsklimaat » (cf. art. 2-18-13 alge- mene uitgavenbegroting).	60 10 0108 33 67 04 38		ngk	1 000,0	- 26,5	973,5	1 000,0	- 26,5	973,5	cnd	Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses relatives à la « société de l'information » et au « climat d'investissement » (cf. art. 2-18-13 bud- get général des dépenses).
<b>Totalen voor het programma 18.60.1</b>			ngk	3 307,8	- 26,5	3 281,3	3 307,8	- 26,5	3 281,3	cnd	<b>Totaux pour le programme 18.60.1</b>
<b>Totalen voor de organisatie-afdeling 18-60</b>			ngk		- 26,5			- 26,5		cnd	<b>Totaux pour la division organique 18-60</b>
<b>Totalen : 18 Ministerie van Financiën</b>			ngk		- 26,5			- 26,5		cnd	<b>Totaux : 18 Ministère des Finances</b>
Totalen ngk + gkr + fon			tot		- 26,5			- 26,5		tot	Totaux cnd + crd + fon

**19 MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN**  
(in miljoenen frank)

**19 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
(en millions de francs)

ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's  Activiteiten Basisallocaties	OA PA B.A. DO PA A.B.  check-digit	CRIP	ks	Vastleggingskredieten Crédits d'engagement			Ordonnanceringskredieten Crédits d'ordonnancement			sc	DIVISIONS ORGANIQUES Programma  Activités Allocations de base
				1998 initieel initial	aanpassing ajustement	1998 aangepast ajusté	1998 initieel initial	aan- passing ajuste- ment	1998 aangepast ajusté		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
<b>AFDELING 40</b>											<b>DIVISION 40</b>
<b>SECRETARIAAT-GENERAAL</b>											<b>SECRETARIAT GENERAL</b>
<b>1. Studies en investeringen</b>											<b>1. Etudes et investissements</b>
Prioritaire acties van het plan tot modernisering en informatisering van de openbare diensten	40 10 1252 07 41 75 12		ngk	7,8	+ 26,0	33,8	7,8	+ 26,0	33,8	cnd	Actions prioritaires du plan de modernisation et d'informatisation des services publics
Uitgaven voor aankoop van duurzame roerende goederen	40 10 7401 45 79 16 50		ngk	1,0	+ 0,5	1,5	1,0	+ 0,5	1,5	cnd	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables
<b>Totalen voor het programma 19.40.1</b>			ngk	8,8	+ 26,5	35,3	8,8	+ 26,5	35,3	cnd	<b>Totaux pour le programme 19.40.1</b>
<b>Totalen voor de organisatie-afdeling 19-40</b>			ngk		+ 26,5			+ 26,5		cnd	<b>Totaux pour la division organique 19-40</b>
<b>Totalen : 19 Ministerie van Ambtenarenzaken</b>			ngk		+ 26,5			+ 26,5		cnd	<b>Totaux : 19 Ministère de la Fonction publique</b>
Totalen ngk + gkr + fon			tot		+ 26,5			+ 26,5		tot	Totaux cnd + crd + fon

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 98 — 1691

[98/22424]

**16 APRIL 1998.** — Wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

*Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

*Struktuur en organisatie van de praktijk*

**Art. 2.** In artikel 35*duodecies*, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, vervangen bij de wet van 10 december 1997, worden tussen de woorden « in Ministerraad overlegd besluit, » en de woorden « de regels » de woorden « en na overleg in de met toepassing van artikel 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg opgerichte overlegcomités, » ingevoegd.

*Organen*

**Art. 3.** Artikel 35*terdecies*, eerste lid, 3°, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij de wet van 10 december 1997 wordt vervangen als volgt :

« 3° bepaalt de opdrachten ervan, welke er inzonderheid in bestaan advies te verstrekken met betrekking tot de kwaliteit, evaluatie en organisatie van de medische of paramedische praktijk van de in de artikelen 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater* en 22 bedoelde beroepsbeoefenaars; en stelt meer bepaald aanbevelingen voor goede praktijkvoering op. Op eigen initiatief of op vraag van de bevoegde minister, of het desbetreffend Overlegcomité, zoals bepaald in artikel 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg, formuleert de betreffende afdeling voorstellen of adviezen onder meer inzake kwaliteit van de zorgverlening, de organisatie van de zorgverlening, en taakafspraken tussen de beoefenaars onderling; ».

**Art. 4.** Deze wet treedt in werking op 8 februari 1998.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 16 april 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLA

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Nota

Zitting 1977-1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp : 1454/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat : 1454/2.

*Handelingen van de Kamer* : 26 maart 1998.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door kamer van volksvertegenwoordigers : 1-932/1. Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat : 1-932/2.

Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie : 1-82/28.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 98 — 1691

[98/22424]

**16 AVRIL 1998.** — Loi portant modification de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

*Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

*Structure et organisation de la pratique*

**Art. 2.** A l'article 35*duodecies*, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, remplacé par la loi du 10 décembre 1997, les mots « et après concertation au sein des comités de concertation créés en application de l'article 8 de la loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé » sont insérés entre les mots « arrêté délibéré en Conseil des Ministres » et les mots « les règles ».

*Les organes*

**Art. 3.** L'article 35*terdecies*, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté royal, remplacé par la loi du 10 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° en fixe les missions, qui consistent en particulier à émettre un avis en ce qui concerne la qualité, l'évaluation et l'organisation de la pratique médicale ou paramédicale des praticiens des professions visées aux articles 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater* et 22 et plus précisément formule des recommandations de bonne pratique. De sa propre initiative ou sur la demande du ministre compétent ou dudit Comité de concertation, comme prévu à l'article 8 de la loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, la section concernée formule des propositions ou des avis relatifs entre autres à la qualité de la dispensation des soins, à l'organisation de la dispensation des soins et à la répartition des tâches entre praticiens; ».

**Art. 4.** La présente loi entre en vigueur le 8 février 1998.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 16 avril 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Scellé du sceau d'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Note

Session 1997-1998.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi : 1454/1. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat : 1454/2.

*Annales de la Chambre* : 26 mars 1998.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants : 1-932/1. — Projet non évoqué par le Sénat : 1-932/2.

Décision de la commission parlementaire de concertation : 1-82/28.

N. 98 — 1692

[98/22410]

**26 MEI 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeenrekeningstelsel voor de ziekenhuizen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1987, inzonderheid de artikelen 78 en 79;

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 november 1987, 30 december 1991, 3 december 1993 en 4 augustus 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1987, 28 mei 1991, 1 februari 1993, 8 juni 1993, 29 maart 1994 en 6 mei 1997;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling financiering, gegeven op 12 februari 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 23 april 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van state, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, de wet van 4 juli 1989 en de wet van 19 juli 1991;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor de goede werking van de ziekenhuizen, de beheerders van de ziekenhuizen spoedig op de hoogte worden gebracht van de wijzigingen aangebracht aan het boekhoudkundig plan zodat ze de nodige maatregelen kunnen treffen aangaande hun administratieve en boekhoudkundige organisatie;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de Franse tekst van de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1987, 28 mei 1991, 1 februari 1993, 8 juni 1993 en 29 maart 1994, de rekening « 1504. Overige Openbare Overheid » wordt vervangen door de rekening « 1504-1509. Overige Openbare Overheid ».

**Art. 2.** In de Nederlandse tekst van bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Achtereenvolgende suffixen « /3 », « /2 » en « /2 tot » van de rekeningen « 61311 tot 9 andere prestaties », « 61204. Verplaatsingen van personeel » en « 643 tot 848 Diverse bedrijfskosten » worden respectievelijk vervangen door de suffix « /2 », « /5 » en « van /2 tot 9 ».

2° De Rekeningen

— « 61201 Bloedtransport 61202/ /2 »

— « 6153. Gerechtskosten en kosten voor dekking van vorderingen 6152/ /5 »

— « 6405. Diverse taken 6405/ /2 »

worden respectievelijk vervangen door volgende rekeningen :

— « 61202. Bloedtransport 61202/ /2 »

— « 6152. Gerechtskosten en kosten voor dekking van vorderingen 6152/ /5 »

— « 6409. Diverse taken 6409/ /2 ».

F. 98 — 1692

[98/22410]

**26 MAI 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, notamment les articles 78 et 79;

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, modifiée pour la dernière fois par l'arrêté royal du 27 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé, modifié par les arrêtés royaux des 4 novembre 1987, 30 décembre 1991, 3 décembre 1993 et 4 août 1996;

Vu l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1987, 28 mai 1991, 1er février 1993, 8 juin 1993, 29 mars 1994 et 6 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil National des Etablissements hospitaliers, Section financement, donné le 12 février 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 avril 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 19 juillet 1991;

Vu l'urgence;

Considérant que pour le bon fonctionnement des hôpitaux, il convient que les gestionnaires d'hôpitaux soient informés sans tarder des modifications apportées au plan comptable de telle façon qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires concernant leurs organisations administrative et comptable;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le texte français de l'annexe 1er à l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1987, 28 mai 1991, 1er février 1993, 8 juin 1993, 29 mars 1994 et 6 mai 1997, le compte « 1504. Autres pouvoirs publics » est remplacé par le compte « 1504-1509. Autres pouvoirs publics ».

**Art. 2.** Dans le texte néerlandais de l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le suffixe respectif « /3 », « /2 » et « /2 à » des comptes « 61311 à 9. Autres prestations », « 61204. Déplacement du personnel » et « 643 à 848. Charges d'exploitation diverses » est respectivement remplacé par le suffixe « /2 », « /5 » et « /2 à 9 »;

2° Les comptes :

— « 61201. Transports de sang 61202/ /2 »

— « 6153. Frais de justice et de recouvrement de créances 6152/ /5 »

— « 6405. Taxes diverses 6405/ /2 »

sont respectivement remplacés par les comptes :

— « 61202. Transport de sang 61202/ /2 »

— « 6152. Frais de justice et de recouvrement de créances 6152/ /5 »

— « 6409. Taxes diverses 6409/ /2 ».



**Art. 3.** In Bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden van rekening « 609. Voorraadwijzigingen » de opmerkingen « (mêmes subdivisions et suffixes que 600 à 607) » in de Franse tekst, « (zelfde onderverdelingen als 600 tot 607) » en « Zelfde suffixen als 600 tot 607 » in de Nederlandse tekst, geschrapt en de rekening wordt onderverdeeld in : 600 tot 607) »

**Art. 3.** Dans l'annexe 1er à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, au compte « 609. Variations de stocks », les remarques « (mêmes subdivisions et suffixes que 600 à 607) » dans le texte français, « (zelfde onderverdelingen als 600 tot 607) » et « Zelfde suffixen als 600 tot 607 » dans le texte néerlandais, sont supprimées, et le compte est subdivisé en :

6090. Inkopen van farmaceutische producten		6090. Achats de produits pharmaceutiques	
60900. Farmaceutische specialiteiten	60900/ /9	60900. Spécialités pharmaceutiques	60900/ /9
60901. Moedermelk	60901/ /9	60901. Lait maternel	60901/ /9
60902. Courante producten	60902/ /9	60902. Produits courants	60902/ /9
60903. Steriele producten	60903/ /9	60903. Produits stériles	60903/ /9
60904. Producten voor magistrale voorschriften	60904/ /9	60904. Produits pour prescriptions magistrales	60904/ /9
60905. Bloed, plasma, derivaten	60905/ /9	60905. Sang, plasma, dérivés	60905/ /9
60906. Gipsen en andere gipsverbanden	60906/ /9	60906. Plâtre et bandes plâtrées	60906/ /9
60907. Synthesemateriaal	60907/ /9	60907. Matériel de synthèse	60907/ /9
60909. Diversen	60909/ /9	60909. Divers	60909/ /9
6091. Inkopen van andere medische producten		6091. Achats d'autres produits médicaux	
60910. Disposables en klein medisch materieel	60910/ /9	60910. Disposable et petit matériel médical	60910/ /9
60911. Medische gassen	60911/ /9	60911. Gaz médicaux	60911/ /9
60912. Niet-steriele verbanden	60912/ /9	60912. Bandages, pansements non stériles	60912/ /9
60913. Hechtingsmateriaal	60913/ /9	60913. Produits de suture	60913/ /9
60914. Afnamemateriaal	60914/ /9	60914. Matériel de prélèvement	60914/ /9
60915. Reagentia	60915/ /9	60915. Réactifs	60915/ /9
60916. Radioactief materiaal en isotopen	60916/ /9	60916. Produits radio-isotopes	60916/ /9
60917. Filmen en ontwikkelingsmateriaal	60917/ /9	60917. Films et produits révélateurs	60917/ /9
60919. Diversen	60919/ /9	60919. Divers	60919/ /9
6092. Inkopen van diverse leveringen		6092. Achats fournitures diverses	
60920. Specifieke leveringen voor eredienst	60920/ /2	60920. Fournitures spécifiques au culte	60920/ /2
60921. Specifieke leveringen voor mortuarium	60921/ /2	60921. Fournitures spécifiques à la morgue	60921/ /2
60922. Specifieke leveringen voor revalidatie	60922/ /9	60922. Fournitures spécifiques pour la rééducation fonctionnelle	60922/ /9
60929. Diversen	60929/ /2	60929. Divers	60929/ /2
6093. Inkoop van producten en klein materieel voor onderhoud		6093. Achats de produits et de petit matériel d'entretien	
60930. Producten voor onderhoud, voor reiniging en toiletartikelen		60930. Produits d'entretien, nettoyage et toilette	
609300. Onderhoudsproducten	609300/ /3	609300. Produits d'entretien	609300/ /3
609301. Reinigingsproducten	609301/ /3	609301. Produits de nettoyage	609301/ /3
609302. Toiletartikelen en soortgelijke	609302/ /3	609302. Produits de toilette et assimilés	609302/ /3
609303. Wasproducten	609303/ /6	609303. Produits de lessive	609303/ /6
609304. Afwasproducten	609304/ /7	609304. Produits de vaisselle	609304/ /7
60931. Klein materieel		60931. Petit matériel	
609310. Klein onderhoudsmaterieel	609310/ /3	609310. Petit matériel d'entretien	609310/ /3
609311. Klein kuismaterieel	509311/ /3	609311. Petit matériel de nettoyage	609311/ /3
609312. kleine toiletartikelen en soortgelijke	609312/ /3	609312. Petit matériel de toilette et assimilé	609312/ /3
60939. Diversen	60939/ /3	60939 Divers	60939/ /3
6094. Inkopen van brandstoffen, calorieën, energie en water		6094. Achats de combustible, calories, énergie et eau	
60940. Verwarming		60940 Chauffage	
609400. Kolen	609400/ /4	609400. Charbon	609400/ /4
609401. Elektriciteit	609401/ /4	609401. Electricité	609401/ /4
609402. Gas	609402/ /4	609402. Gaz	609402/ /4
609403. Mazout	609403/ /4	609403. Mazout	609403/ /4
609404. Stoom	609404/ /4	609404. Vapeur	609404/ /4
609409. Diversen	609409/ /4	609409. Divers	609409/ /4
60941. Andere bestemmingen		60941. Autres destinations	
609410. Kolen	609410/ /3	609410. Charbon	609410/ /3

609411. Elektriciteit	609411/ /3	609411. Electricité	609411/ /3
609412. Gas	609412/ /3	609412 Gaz	609412/ /3
609413. Mazout	609413/ /3	609413. Mazout	609413/ /3
609414. Stoom	609414/ /3	609414. Vapeur	609414/ /3
609415. Brandstoffen voor voertuigen	609415/ /2	609415. Carburant pour véhicule	609415/ /2
609419. Diversen	609419/ /3	609419. Divers	609419/ /3
60942. Water	60942/ /3	60942. Eau	60942/ /3
6095. Inkopen van bureelbenodigdheden en materieel voor informatieverwerking		6095. Achats de fournitures de bureau et informatiques	
60950. Bureelbenodigdheden	60950/ /5	60950. Fournitures de bureau	60950/ /5
60951. Materieel voor informatieverwerking	60951/ /5	60951. Fournitures informatiques	60951/ /5
60952. Drukwerken	60952/ /5	60952. Imprimés	60952/ /5
60959. Diversen	60959/ /5	60959. Divers	60959/ /5
6096. Inkopen van linnen, beddenboed, was		6096. Achats de lingerie, literie, buanderie	
60960. Linnen	60960/ /6	60960. Linge	60960/ /6
60961. Beddengoed	60961/ /6	60961. Literie	60961/ /6
60962. Werkkledij	60962/ /6	60962. Vêtements de travail	60962/ /6
60963. Disposables	60963/ /6	60963. Disposable	60963/ /6
60964. Klein wasmaterieel	60964/ /6	60964. Petit matériel de buanderie	60964/ /6
60969. Diversen	60969/ /6	60969. Divers	60969/ /6
6097. Inkopen van voeding en leveringen voor keuken		6097. Achats de denrées et fournitures de cuisine	
60970. Voedingswaren	60970/ /7	60970. Denrées alimentaires	60970/ /7
60973. Dranken	60973/ /7	60973. Boissons	60973/ /7
60974. Dieetproducten	60974/ /7	60974. Produits diététiques	60974/ /7
60975. Wegwerpbestekken	60975/ /7	60975. Vaisselle disposable	60975/ /7
60976. Ander vaatwerk	60976/ /7	60976. Autre vaisselle	60976/ /7
60977. Klein keukenmaterieel	60977/ /7	60977. Petit matériel de cuisine	60977/ /7
60979. Diversen	60979/ /7.	60979. Divers	60979/ /7.

**Art. 4.** In bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 zijn de codering en de suffix van rekening « 622. Werkgeverspremies voor extra-legale verzekeringen » geschrapt en wordt de rekening onderverdeeld in :

**Art. 4.** Dans l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, le codage et le suffixe du compte « 622. Primes patronales pour assurances extra-légales » sont supprimés et le compte est subdivisé en :

6220. Medisch personeel		6220. Personnel médical	
62200. Medisch personeel	62200/ /5 à 9	62200. Personnel medical	62200/ /5 à 9
622201. Medisch personeel stagiairs R.V.A.	622201/ /5 à 9	62201. Personnel médical stagiaire ONEM	62201/ /5 à 9
62202. Gesubsidieerd contractueel medisch personeel	622202/ /5 à 9	62202. Personnel médical contractuel subventionné	62202/ /5 à 9
6221. Loontrekkend personeel		6221. Personnel salarié	
62210. Loontrekkend personeel	62210/ /2 à 9	62210. Personnel salarié	62210/ /2 à 9
62211. Loontrekkend personeel stagiairs R.V.A.	62211/ /2 à 9	62211. Personnel salarié stagiaire ONEM	62211/ /2 à 9
62212. Gesubsidieerd contractueel loontrekkend personeel	62212/ /2 à 9	62212. Personnel salarié contractuel subventionné	62212/ /2 à 9
6222. Administratief personeel		6222. Personnel administratif	
62220. Administratief personeel	62220/ /2 à 9	62220. Personnel administratif	62220/ /2 à 9
62221. Administratief personeel stagiairs R.V.A.	62221/ /2 à 9	62221. Personnel administratif stagiaire ONEM	62221/ /2 à 9
62222. Gesubsidieerd contractueel administratief personeel	62222/ /2 à 9	62222. Personnel administratif contractuel subventionné	62222/ /2 à 9
6223. Verplegend personeel		6223. Personnel soignant	
62230. Verplegend personeel	62230/ /5 à 9	62230. Personnel soignant	62230/ /5 à 9
62231. Verplegend personeel stagiairs R.V.A.	62231/ /5 à 9	62231. Personnel soignant stagiaire ONEM	62231/ /5 à 9
62232. Gesubsidieerd contractueel verplegend personeel	62232/ /5 à 9	62232. Personnel soignant contractuel subventionné	62232/ /5 à 9

62233. Logistieke steun verplegend personeel	62233/ /9	62233. Personnel soignant-assistant logistique	62233/ /9
6224. Paramedisch personeel		6224. Personnel paramédical	
62240. Paramedisch personeel	62240/ /5 à 9	62240. Personnel paramédical	62240/ /5 à 9
62241. Paramedisch personeel stagiairs T.V.A.	62241/ /5 à 9	62241. Personnel paramédical stagiaire ONEM	62241/ /5 à 9
62242. Gesubsidieerd contractueel paramedisch personeel	62242/ /5 à 9	62242. Personnel paramédical contractuel subventionné	62242/ /5 à 9
6225. Ander personeel		6225. Autre personnel	
62250. Ander personeel	62250/ /5 à 9	62250. Autre personnel	62250/ /5 à 9
62251. Ander personeel stagiairs R.V.A.	62251/ /5 à 9	62251. Autre personnel stagiaire ONEM	62251/ /5 à 9
62252. Gesubsidieerd contractueel ander personeel	62252/ /5 à 9	62252. Autre personnel contractuel subventionné	62252/ /5 à 9

**Art. 5.** In bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 zijn de codering en de suffix van rekening « 624. Ouderdoms- en overlevingspensioen » geschrapt en wordt de rekening onderverdeeld in :

**Art. 5.** Dans l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, le codage et le suffixe du compte « 624. Pensions de retraite et de survie » sont supprimés et le compte est subdivisé en :

6240. Medisch personeel		6240. Personnel médical	
62400. Medisch personeel	62400/ /5 à 9	62400. Personnel médical	62400/ /5 à 9
62401. Medisch personeel stagiairs R.V.A.	62401/ /5 à 9	62401. Personnel médical stagiaire ONEM	62401/ /5 à 9
62402. Gesubsidieerd contractueel medisch personeel	62402/ /5 à 9	62402. Personnel médical contractuel subventionné	62402/ /5 à 9
6241. Loontrekkend personeel		6241. Personnel salarié	
62410. Loontrekkend personeel	62410/ /2 à 9	62410. Personnel salarié	62410/ /2 à 9
62411. Loontrekkend personeel stagiairs R.V.A.	62411/ /2 à 9	62411. Personnel salarié stagiaire ONEM	62411/ /2 à 9
62412. Gesubsidieerd contractueel loontrekkend personeel	62412/ /2 à 9	62412. Personnel salarié contractuel subventionné	62412/ /2 à 9
6242. Administratief personeel		6242. Personnel administratif	
62420. Administratief personeel	62420/ /2 à 9	62420. Personnel administratif	62420/ /2 à 9
62421. Administratief personeel stagiairs R.V.A.	62421/ /2 à 9	62421. Personnel administratif stagiaire ONEM	62421/ /2 à 9
62422. Gesubsidieerd contractueel administratief personeel	62422/ /2 à 9	62422. Personnel administratif contractuel subventionné	62422/ /2 à 9
6243. Verplegend personeel		6243. Personnel soignant	
62430. Verplegend personeel	62430/ /5 à 9	62430. Personnel soignant	62430/ /5 à 9
62431. Verplegend personeel stagiairs R.V.A.	62431/ /5 à 9	62431. Personnel soignant stagiaire ONEM	62431/ /5 à 9
62432. Gesubsidieerd contractueel verplegend personeel	62432/ /5 à 9	62432. Personnel soignant contractuel subventionné	62432/ /5 à 9
62433. Logistieke steun verplegend personeel	62433/ /9	62433. Personnel soignant-assistant logistique	62433/ /9
6244. Paramedisch personeel		6244. Personnel paramédical	
62440. Paramedisch personeel	62440/ /5 à 9	62440. Personnel paramédical	62440/ /5 à 9
62441. Paramedisch personeel stagiairs R.V.A.	62441/ /5 à 9	62441. Personnel paramédical stagiaire ONEM	62441/ /5 à 9
62442. Gesubsidieerd contractueel paramedisch personeel	62442/ /5 à 9	62442. Personnel paramédical contractuel subventionné	62442/ /5 à 9
6245. Ander personeel		6245. Autre personnel	
62450. Ander personeel	62450/ /5 à 9	62450. Autre personnel	62450/ /5 à 9
62451. Ander personeel stagiairs R.V.A.	62451/ /5 à 9	62451. Autre personnel stagiaire ONEM	62451/ /5 à 9
62452. Gesubsidieerd contractueel ander personeel	62452/ /5 à 9	62452. Autre personnel contractuel subventionné	62452/ /5 à 9

**Art. 6.** In bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 zijn de codering en de suffix van de rekening « 6250. Dotaties » geschrapt en wordt de rekening onderverdeeld in :

**Art. 6.** Dans l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, le codage et le suffixe du compte « 6250. Dotations » sont supprimés et le compte est subdivisé en :

62500. Loonvoorzieningen : Medisch personeel	62500/ /2 à 9	62500. Provisions salariales : Personnel médical	62500/ /2 à 9
62501. Loonvoorzieningen : Loontrekkend personeel	62501/ /2 à 9	62501. Provisions salariales : Personnel salarié	62501/ /2 à 9

62502. Loonvoorzieningen : Administratief personeel	62502/ /2 à 9
62503. Loonvoorzieningen : Verplegend personeel	62503/ /2 à 9
62504. Loonvoorzieningen : Paramedisch personeel	62504/ /2 à 9
62505. Loonvoorzieningen : Ander personeel	62505/ /2 à 9

**Art. 7.** In bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 zijn de codering en de suffix van rekening « 6251. Besteding en terugneming » geschrapt en de rekening wordt onderverdeeld in :

62510. Loonvoorzieningen : Medisch personeel	62510/ /2 à 9
62511. Loonvoorzieningen : Loontrekkend personeel	62511/ /2 à 9
62512. Loonvoorzieningen : Administratief personeel	62512/ /2 à 9
62513. Loonvoorzieningen : Verplegend personeel	62513/ /2 à 9
62514. Loonvoorzieningen : Paramedisch personeel	62514/ /2 à 9
62515. Loonvoorzieningen : Ander personeel	62515/ /2 à 9

**Art. 8.** In bijlage 1 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden volgende rekeningen ingevoerd :

62033. Logistieke steun verlegend personeel	62033/ /9
62133. Logistieke steun verplegend personeel	
62333. Logistieke steun verplegend personeel	
654. Koersverschillen	654/ /1
754. Koersverschillen	754.

**Art. 9.** In bijlage 2 van het voormeld koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Tussen de rekeningen van kosten die wachten op een bestemming :

1.1. De rekening « 010 tot 011. Financiële lasten » wordt vervangen door :

« 010 tot 012. Financiële lasten

013. Intresten van kredieten op korte termijn »;

1.2. De rekening « 012 tot 019. Andere » wordt vervangen door « 014 tot 019. Andere lasten die wachten op een bestemming »;

2° Tussen de te verdelen kostenplaatsen :

2.1. In punt 2.1. Gemeenschappelijke kostenplaatsen », de kostenplaats « 090-093 tot 099. Medische kosten » wordt vervangen door :

« 090-094 tot 099. Medische kosten

093. Intern ziekenvervoer »;

2.2. Onder punt « 2.2. Hulpkostenplaatsen » :

2.2.1. De kostenplaats « 190 tot 199. Zonder bestemming » wordt vervangen door :

« 190. Bloedbank

191 tot 199. Zonder bestemming »;

2.2.2. De kostenplaats « 152. M.U.G. » wordt ingevoerd.

3° onder de definitieve kostenplaatsen :

3.1. In punt « 3.1. Verplegingsdiensten » :

3.1.1. De kostenplaats « 260 tot 269. Kraamdienst M » wordt vervangen door :

« 260-264 tot 269. Kraamdienst M

263. Dienst M.I.C. M »;

3.1.2. De kostenplaats « 410 tot 419. Psychiatrische dienst voor behandeling T » wordt vervangen door :

« 410-412 tot 419. Psychiatrische dienst voor behandeling T

411. Gezinsplaatsing intra-muros Tf »

3.1.3. De kostenplaats « 460-469. Psychiatrische verzorging in familieverband » wordt vervangen door « 460 tot 469. Gezinsplaatsing extra-muros tf »;

62502. Provisions salariales : Personnel administratif	62502/ /2 à 9
62503. Provisions salariales : Personnel soignant	62503/ /2 à 9
62504. Provisions salariales : Personnel paramédical	62504/ /2 à 9
62505. Provisions salariales : Autre personnel	62505/ /2 à 9

**Art. 7.** Dans l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, le codage et le suffixe du compte « 6251. Utilisations et reprises » sont supprimés et le compte est subdivisé en :

62510. Provisions salariales : Personnel médical	62510/ /2 à 9
62511. Provisions salariales : Personnel salarié	62511/ /2 à 9
62512. Provisions salariales : Personnel administratif	62512/ /2 à 9
62513. Provisions salariales : Personnel soignant	62513/ /2 à 9
62514. Provisions salariales : Personnel paramédical	62514/ /2 à 9
62515. Provisions salariales : Autre personnel	62515/ /2 à 9

**Art. 8.** Dans l'annexe 1re à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, les comptes suivants sont introduits :

62033. Personneel soignant-assistant logistique	62033/ /9
62133. Personnel soignant-assistant logistique	
62333. Personnel soignant-assistant logistique	
654. Différence de change	654/ /1
754. Différence de change	754.

**Art. 9.** Dans l'annexe 2 à l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, les modifications ci-après sont apportées :

1° Parmi les comptes de charges en attente d'affectation :

1.1. Le compte « 010 à 011. Charges financières » est remplacé par :

« 010 à 012. Charges financières

013. Intérêts des crédits à court terme »;

1.2. Le compte « 012 à 019. Autres » est remplacé par « 014 à 019. Autres charges en attente d'affectation »;

2° Parmi les centres de frais à répartir :

2.1. Au point « 2.1. Centres de frais communs », le centre de frais « 090-093 à 099. Frais médicaux » est remplacé par :

« 090-094 à 099. Frais médicaux

093. Transports interne patients »;

2.2. Au point « 2.2. Centres de frais auxiliaires » :

2.2.1. Le centre de frais « 190 à 199. Sans affectation » est remplacé par :

« 190. Banque de sang

191 à 199. Sans affectation »;

2.2.2. Le centre de frais « 152. S.M.U.R. » est introduit;

3° Parmi les centres de frais définitifs :

3.1. Au point « 3.1. Services hospitaliers » :

3.1.1. Le centre de frais « 260 à 269. Service de maternité M » est remplacé par :

« 260-264 à 269. Service de maternité M

263. Service M.I.C. M »;

3.1.2. Le centre de frais « 410 à 419. Service psychiatrique de traitement T » est remplacé par :

« 410-412 à 419. Service psychiatrique de traitement T

411. Placement familial inter-muros Tf »;

3.1.3. Le centre de frais « 460 à 469. Soins psychiatriques en milieu familial » est remplacé par « 460 à 469. Placement familial extra-muros tf »;

3.1.4. Volgende kostenplaatsen worden ingevoerd :

« 314. Dienst voor palliatieve zorgen Sp  
 315. Dienst over psycho-geriatrie Sp  
 316 tot 319. Andere diensten voor specialiteiten Sp »;

3.2. Onder punt « 3.2. Medisch-technische diensten, consultaties en apotheek » :

3.2.1. De kostenplaats « 550 tot 554. Dagziekenhuis » wordt vervangen door :

« 550. Heelkundige dagverpleging  
 551. Medische dagverpleging  
 552. Gemengde dagverpleging  
 553. Dagverpleging voor kinderen  
 554. Andere dagverpleging »;

3.2.2. De kostenplaats « 519. Laboratorium » wordt ingevoerd;

3.3. Onder punt « 3.3. Niet-ziekenhuisactiviteiten » :

3.3.1. De kostenplaats « 930 tot 939. Verpleegstersschool » wordt vervangen door :

« 930 tot 934. Verpleegstersschool  
 935 tot 939. O.C.M.W. lokalen »;

3.3.2. De kostenplaats « 940 tot 949. O.C.M.W. lokalen » wordt vervangen door « 940 tot 949. Beschermd wonen »;

3.3.3. De kostenplaats « 960 tot 979. zonder bestemming » wordt vervangen door « 960 tot 979. Andere niet-ziekenhuisactiviteiten ».

**Art. 10.** In bijlage 3 van het voornoemd koninklijk besluit van 14 augustus 1987 worden onder punt « KLASSE 6 - Lasten » volgende wijzigingen aangebracht :

1° Onder de titel « Algemene opmerkingen », 3e alinea, worden de woorden « De rekeningen 012 en 019 » vervangen door « De rekeningen 014 tot 019 »;

2° Onder de titel « 60. Voorraden en leveringen » onder de punten 2) a, 2) b, 2) c en 2) c 1) eerste en tweede streepje, worden de vermeldingen « 012 tot 019 » of « 012-019 » vervangen door « 014 tot 019 ».

**Art. 11.** Dit besluit wordt van kracht vanaf het boekjaar beginnend op 1 januari 1998.

**Art. 12.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
 Mevr. M. DE GALAN

3.1.4. Les centres de frais suivants sont introduits :

« 314. Service de soins palliatifs Sp  
 315. Service de psycho-gériatrie Sp  
 316 à 319. Autres services de spécialités Sp »;

3.2. Au point « 3.2. Services médico-techniques, consultations et pharmacie » :

3.2.1. Le centre de frais « 550 à 554. Hôpital de jour » est remplacé par :

« 550. Hôpital de jour chirurgical  
 551. Hôpital de jour médical  
 552. Hôpital de jour mixte  
 553. Hôpital de jour pédiatrique  
 554. Hôpital de jour autres »;

3.2.2. Le centre de frais « 519. Laboratoire divers » est introduit;

3.3. Au point « 3.3. Activités non hospitalières » :

3.3.1. Le centre de frais « 930 à 939. Ecoles d'infirmières » est remplacé par :

« 930 à 934. Ecoles d'infirmières  
 935 à 939. Locaux CPAS »;

3.3.2. Le centre de frais « 940 à 949. Locaux CPAS » est remplacé par « 940 à 949. Habitations protégées »;

3.3.3. Le centre de frais « 960 à 979. Sans affectation » est remplacé par « 960 à 979. Autres activités non hospitalières ».

**Art. 10.** Dans l'annexe 3 de l'arrêté royal du 14 août 1987 précité, sous le point « CLASSE 6 - Charges », les modifications suivantes sont apportées :

1° Sous le titre « Remarques générales », 3e alinéa, les mots « Les comptes 012 à 019 » sont remplacés par les mots « Les comptes 014 à 019 »;

2° Sous le titre « 60. Approvisionnement et fournitures », aux points 2 a), 2) b), 2) c) et 2) c) 1) premier et deuxième tirets, les mentions « 012 à 019 » ou « 012-019 » sont remplacées par la mention « 014 à 019 ».

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice comptable débutant le 1er janvier 1998.

**Art. 12.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
 Mme M. DE GALAN

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 98 — 1693

[S - C - 98/21269]

**6 JULI 1998.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juli 1989 tot vaststelling van het aantal leden en houdende aanwijzing van vier Ministers in de Samenwerkingscommissie opgericht bij de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 43 en 44;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 1989 tot vaststelling van het aantal leden en houdende aanwijzing van vier Ministers in de Samenwerkingscommissie opgericht bij de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 2, vervangen door het koninklijk besluit van 3 juli 1995, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1995;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 juli 1989 tot vaststelling van het aantal leden en houdende aanwijzing van vier Ministers in de Samenwerkingscommissie opgericht bij de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, vervangen door het koninklijk besluit van 3 juli 1995 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1995, wordt gewijzigd als volgt :

De heer J.-J. Viseur, Minister van Financiën, wordt aangewezen als lid van de Samenwerkingscommissie, ter vervanging van de heer J.-P. Poncelet.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 juni 1998.

**Art. 3.** Onze Eerste Minister en Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1998.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 98 — 1693

[S - C - 98/21269]

**6 JUILLET 1998.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juillet 1989 portant fixation du nombre de membres et désignation de quatre Ministres au sein du Comité de coopération institué par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 43 et 44;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1989 portant fixation du nombre de membres et désignation de quatre Ministres au sein du Comité de coopération institué par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 2, remplacé par l'arrêté royal du 3 juillet 1995, et modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1995;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté royal du 14 juillet 1989 portant fixation du nombre de membres et désignation de quatre Ministres au sein du Comité de coopération institué par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, remplacé par l'arrêté royal du 3 juillet 1995 et modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1995, est modifié comme suit :

M. J.-J. Viseur, Ministre des Finances, est désigné comme membre du Comité de coopération, en remplacement de M. J.-P. Poncelet.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 19 juin 1998.

**Art. 3.** Notre Premier Ministre et Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1998.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

N. 98 — 1694

[S - C - 98/21270]

**6 JULI 1998.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1995 houdende aanwijzing van de vijf Regeringsleden in het bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen opgerichte Overlegcomité

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1995 houdende aanwijzing van de vijf Regeringsleden in het bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen opgerichte Overlegcomité, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1995;

F. 98 — 1694

[S - C - 98/21270]

**6 JUILLET 1998.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1995 portant désignation des cinq Membres du Gouvernement au sein du Comité de concertation institué par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 31, modifié par la loi du 16 juin 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1995 portant désignation des cinq Membres du Gouvernement au sein du Comité de concertation institué par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1995;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 juli 1995 houdende aanwijzing van de vijf Regeringsleden in het bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen opgerichte Overlegcomité, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1995, wordt gewijzigd als volgt :

de heer J.-P. Poncelet, Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, belast met Energie, wordt aangewezen als lid van het Overlegcomité, ter vervanging van de heer Ph. Maystadt.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 juni 1998.

**Art. 3.** Onze Eerste Minister en Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1998.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 3 juillet 1995 portant désignation des cinq Membres du Gouvernement au sein du Comité de concertation institué par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1995, est modifié comme suit :

M. J.-P. Poncelet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie, est désigné comme membre du Comité de concertation, en remplacement de M. Ph. Maystadt.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 19 juin 1998.

**Art. 3.** Notre Premier Ministre et Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1998.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

#### MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 98 — 1695

[C - 98/09548]

#### 2 JUNI 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de werving van magistraten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juli 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 31 maart 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het gepast voorkomt de toelagen die toegekend worden aan de leden van het Wervingscollege der Magistraten te verhogen teneinde onverwijld de reeds geleverde prestaties behoorlijk te kunnen vergoeden;

Overwegende dat de personen bedoeld in dit besluit er niet langer kunnen toe gehouden worden om nog verder prestaties te leveren zolang die toelagen niet zijn herzien;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de werving van magistraten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het College hebben recht op een vergoeding voor reiskosten overeenkomstig de bepalingen toepasselijk op de leden van het personeel der ministeries. Te dien einde worden zij gelijk gesteld met ambtenaren van rang 13.

Zij genieten bovendien, in de hoedanigheid van voorzitters, ondervoorzitters en leden van de examencommissies, een toelage die vastgesteld wordt, per uur verbetering van schriftelijke proeven, van prestatie of van mondelinge proef, als volgt :

- F 1 100 voor de voorzitters;
- F 1 050 voor de ondervoorzitters;
- F 1 000 voor de leden.

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 98 — 1695

[C - 98/09548]

#### 2 JUNI 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif au recrutement des magistrats

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 259bis du Code judiciaire, modifié par la loi du 19 juillet 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 31 mars 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 31 mars 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il paraît indiqué d'augmenter les allocations accordées aux membres du Collège de recrutement des magistrats afin de pouvoir rétribuer adéquatement sans plus tarder les prestations déjà fournies;

Considérant que les personnes visées dans le présent arrêté ne sauraient être tenues plus longtemps de continuer à fournir des prestations tant que ces indemnités ne sont pas revues;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 7 de l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif au recrutement des magistrats est remplacé par la disposition suivante :

« Le président, le vice-président et les membres du Collège ont droit aux indemnités pour frais de parcours, conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Ils sont assimilés à cet égard à des fonctionnaires de rang 13.

Ils bénéficient d'autre part, en tant que présidents, vice-présidents et membres des jurys, d'une allocation fixée, par heure de correction d'épreuves écrites, de prestation ou d'épreuve orale, comme suit :

- F 1 100 pour les présidents;
- F 1 050 pour les vice-présidents;
- F 1 000 pour les membres.

De secretarissen van de examencommissies kunnen eveneens genieten van een toelage van F 900 per uur van prestatie, voor zover de prestaties geleverd worden buiten de gewone diensturen. »

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 1997.

**Art. 3.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1998.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Les secrétaires des jurys peuvent également en bénéficier, pour un montant de F 900 par heure de prestation, pour autant que les prestations aient été effectuées en dehors des heures de service. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1998.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 98 — 1696

[C - 98/15106]

**1 JULI 1998.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 september 1997 houdende uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 september 1997 houdende de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en hun federaties;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juni 1998,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3, § 1 van het ministerieel besluit van 11 september 1997 houdende de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en hun federaties wordt aangevuld als volgt :

6° zijn onderworpen aan de specifieke regelgeving opgenomen in artikel 3bis van dit besluit wanneer zij betrekking hebben op de activiteiten van medefinanciering, zoals beschreven in artikel 3bis, § 1, in de partnerlanden. De partnerlanden zijn deze bedoeld in artikel 1, 5° van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en hun federaties.

**Art. 2.** Aan hetzelfde ministerieel besluit van 11 september 1997 wordt volgend artikel 3bis toegevoegd.

Artikel 3bis.

§ 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder de activiteiten van medefinanciering bedoeld in artikel 3, § 1, 6° van dit besluit, één of meerdere van de volgende initiatieven :

1° het toekennen van kredieten aan bepaalde doelgroepen, zoals beschreven in § 2;

2° het oprichten of het ondersteunen van een spaar/kredietsysteem, waarbij het toekennen van krediet wordt afhankelijk gesteld van ingezameld spaargeld bij de betrokken doelgroep;

3° het oprichten van een waarborgfonds om de toegang tot krediet te ondersteunen en te verzekeren zowel van individuele ontleners als van groepen of verenigingen.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 98 — 1696

[C - 98/15106]

**1<sup>er</sup> JUILLET 1998.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1997 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 1997 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 14 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juin 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 11 septembre 1997 portant mesures d'exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations est complété de la manière suivante :

6° seront soumises à la réglementation spécifique reprise à l'article 3bis de cet arrêté lorsqu'elles se rapportent à des activités de cofinancement, telles que décrites à l'article 3bis, § 1<sup>er</sup> dans les pays partenaires. Les pays partenaires sont ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>, 5° de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales et de leurs fédérations.

**Art. 2.** Au même arrêté ministériel du 11 septembre 1997, il est ajouté l'article 3bis suivant.

Article 3bis.

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de cet article il est entendu par activités de cofinancement visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6° de cet arrêté, une ou plusieurs des initiatives suivantes :

1° l'attribution de crédits à certains groupes-cibles, tels que décrits au § 2;

2° la création ou le soutien d'un système d'épargne/crédit, où l'attribution d'un crédit est conditionnée à la quantité épargnée par le groupe-cible concerné;

3° la création d'un fonds de garantie pour soutenir et assurer l'accès au crédit tant des emprunteurs individuels que des groupes ou des associations.



§ 2. De doelgroepen, bedoeld in § 1, 1°, worden gekenmerkt door het feit dat zij, om uiteenlopende redenen, geen of zeer moeilijk toegang hebben tot leningen via het formele financiële systeem en kunnen bestaan uit :

- individuele personen of personen georganiseerd in groepen;
- verenigingen van producenten;
- micro-ondernemers.

§ 3. De erkende NGO die wenst te genieten van een subsidie voor één van de in § 1 gedefinieerde activiteiten dient bij de indiening van haar programma of project te voldoen aan elk van de volgende voorwaarden :

1° zij beschikt over een nuttige en actuele ervaring van minimum drie jaar in de sector van financiering en is bekwaam om de nodige opleiding terzake te garanderen; deze ervaring wordt aangetoond aan de hand van haar jaarverslagen of andere relevante rapporten;

2° zij toont aan dat de lokale wetgeving voor het uitoefenen van de bedoelde activiteiten gerespecteerd is;

3° zij staat in voor de bijzondere beroepskennis van haar lokale partner in de kredietsector; deze partner staat in voor de continuïteit van de actie nadat de externe steun is stopgezet;

4° zij toont haar vertrouwdeheid aan met de lokale cultuur;

5° zij geeft bij de voorstelling van het actieplan of het project de financieringsactiviteiten afzonderlijk en ondubbelzinnig aan;

6° zij verzekert dat, in geval van uitbouw van een spaar-kredietstelsel zoals bedoeld in § 1, 2°, de spaargelden gecollecteerd worden door de lokale partner;

7° zij stelt een gedetailleerd jaarlijks ondernemingsplan op voor elk van de geplande financieringsactiviteiten in het kader van een project.

Dit ondernemingsplan bevat in elk geval :

- het geheel van doelstellingen die worden beoogd met de voorgestelde financieringsactiviteit, op basis van één of meer van de volgende elementen : begunstigen, grootte van de ontleende bedragen, interestvoeten, terugbetalingsgraad, beheers- en andere kosten, inflatie, mobilisatie van spaargeld;

- de boekhoudkundige balans;
- een omschrijving van de overdracht van verantwoordelijkheden naar de lokale instituten en de wijze waarop men op termijn financiële en institutionele duurzaamheid hoopt te bereiken.

§ 4. Voor wat betreft de kredietfondsen, bedoeld in § 1, 1° en 2° :

- in geval de totale kredietportefeuille per project of per deelactie groter is dan 3 miljoen BEF of dit bedrag in een latere projectfase zal bereiken, moet duidelijk worden aangetoond dat het kredietfonds in een ten aanzien van de lokale partner aparte rechtspersoon is ondergebracht, met eigen beheerssysteem en opvolgings- en evaluatiemechanismen;

- indien de kredietportefeuille per project of per deelactie over de totale projectduur kleiner is dan of gelijk aan 3 miljoen BEF kan volstaan worden met een kwalitatieve beschrijving van de doelstellingen, het aantonen hoe men aan het gevraagde kredietbedrag komt, en hoe een efficiënt beheer wordt opgezet. De verslaggeving erover wordt opgenomen in het jaarverslag zoals bedoeld in bijlage 5bis van het ministerieel besluit van 11 september 1997;

- indien de kredietportefeuille per project of per deelactie over de totale projectduur groter is dan 3 miljoen BEF wordt het ondernemingsplan volledig uitgewerkt zoals voorzien in § 3, 7°, en wordt hierover jaarlijks gerapporteerd.

§ 5. Voor wat de waarborgfondsen, bedoeld in § 1, 3° betreft, brengt de NGO bovendien volgende elementen aan :

1° het bewijs dat de bank of kredietinstelling die optreedt als lener, als dusdanig wordt erkend overeenkomstig de plaatselijke reglementering en opereert conform de plaatselijk toepasselijke wetgeving en gewoonterechtelijke gebruiken; daartoe levert men het bewijs van voorafgaande toelating en omschrijft men de verantwoordelijkheid van de kredietverstrekker, de wijze van bijhouden van boekhouding en schrifturen en de toepasselijke ratio's;

2° een nauwkeurige omschrijving van haar verbintenissen per afzonderlijk dossier;

3° het bewijs dat zij, ingeval van juridische betwistingen bij schadegevallen, de nodige gespecialiseerde bijstand kan bekomen.

§ 2. Les groupes-cibles, visés au § 1<sup>er</sup>, 1°, sont caractérisés par le fait que, pour des raisons divergentes, ils n'ont pas ou ont très difficilement accès à des prêts via le système financier formel et peuvent se constituer :

- de personnes individuelles ou personnes organisées en groupes;
- d'associations de producteurs;
- de micro-entrepreneurs.

§ 3. L'ONG agréée qui souhaite bénéficier d'un subside pour une des activités définies au § 1<sup>er</sup> doit lors de l'introduction de son programme ou projet satisfaire à chacune des conditions suivantes :

1° avoir une expérience utile et actuelle d'au moins trois ans dans le secteur du financement et être capable de garantir la formation nécessaire en la matière; cette expérience est prouvée en déposant ses rapports annuels ou d'autres rapports pertinents;

2° pouvoir montrer que la législation locale pour l'exercice des activités mentionnées est respectée;

3° garantir la connaissance professionnelle particulière de son partenaire local dans le secteur du crédit; ce partenaire sera responsable de la continuité de l'action après que l'appui externe est arrêté;

4° montrer qu'elle est familière de la culture locale;

5° indiquer d'une manière particulière et univoque les activités de financement lors de la présentation de son plan d'action ou projet;

6° assurer que, en cas de création d'un système d'épargne/crédit, comme visé au § 1<sup>er</sup>, 2°, les sommes épargnées sont collectées par le partenaire local;

7° établir sur base annuelle un plan d'entreprise détaillé pour chacune des activités planifiées de financement dans le cadre d'un projet.

Ce plan d'entreprise contient en tout cas :

- l'ensemble des objectifs visés par l'action de financement proposée, sur base d'un ou de plusieurs des éléments suivants : bénéficiaires, volume des sommes empruntées, taux d'intérêts, taux de remboursement, frais de gestion et autres, inflation, mobilisation des sommes épargnées;

- le bilan comptable;

- une description du transfert des responsabilités aux institutions locales et de la manière dont on espère obtenir à terme une durabilité financière et institutionnelle.

§ 4. En ce qui concerne les fonds de crédit, visés au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° :

- si le portefeuille global de crédit par projet ou par action partielle s'élève à plus de 3 millions de BEF ou si ce montant est atteint dans une phase ultérieure du projet, il doit être clairement prouvé que le fonds de crédit est déposé auprès d'une personne juridique, indépendante à l'égard du partenaire local, et ayant son propre système de gestion et ses propres mécanismes de suivi et d'évaluation;

- si le portefeuille de crédit par projet ou par action partielle sur la durée totale du projet est inférieur ou égal à 3 millions de BEF, une description qualitative des objectifs, l'indication de la manière dont on est arrivé au montant du crédit sollicité et de la manière dont une gestion efficace est établie, sont suffisantes. Le rapportage y afférent est inclus dans le rapport annuel comme visé à l'annexe 5bis de l'arrêté ministériel du 11 septembre 1997;

- si le portefeuille de crédit par projet ou par action partielle sur la durée totale du projet s'élève à plus de 3 millions de BEF, le plan d'entreprise est entièrement détaillé comme prévu au § 3, 7°, et rapporté annuellement.

§ 5. Pour ce qui concerne les fonds de garantie, visés au § 1<sup>er</sup>, 3°, l'ONG doit en outre présenter les éléments suivants :

1° la preuve que la banque ou l'institution de crédit qui fonctionne comme emprunteur, est reconnue en tant que telle conformément à la réglementation locale et opère conformément à la législation ou aux coutumes appliquées localement; pour ce faire on communique la preuve d'agrément préalable et on précise la responsabilité du donneur de crédit, la manière de tenir la comptabilité et les écritures ainsi que les taux à appliquer;

2° une description exacte de ses engagements par dossier individuel;

3° la preuve qu'elle puisse disposer, lors des contestations juridiques en cas de réclamation en dommages et intérêts, de l'assistance spécialisée nécessaire.

§ 6. Aandelenparticipaties worden in geen geval, rechtstreeks noch onrechtstreeks, met subsidies gefinancierd.

§ 7. De rapportering dient te gebeuren zoals aangegeven in bijlage 5bis van het ministerieel besluit van 11 september 1997 en voor elk ondernemingsplan.

De Administratie of zijn afgevaardigde kan op elk moment overgaan tot een controle van de toegekende subsidie.

Indien blijkt dat de NGO niet voldoet aan de bepalingen opgesomd in § 4, § 5 of § 6 van artikel 3bis van dit besluit, kan dit aanleiding geven tot uitsluiting van toekomstige financieringsactiviteiten, tot de terugvordering van het niet verantwoorde deel van de subsidie, en tot intrekking van de erkenning van de NGO overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en hun federaties.

§ 8. Het eigendomsrecht van alle vaste en vlottende activa, verworven uit hoofde van de medefinanciering, wordt ten laatste bij het einde van de periode waarvoor de financiering werd toegestaan, door de NGO overgedragen aan de lokale partner bedoeld in § 3, 3°.

Deze overdracht gebeurt onder de volgende voorwaarden :

1° de activa worden overgedragen aan de lokale partner, die rechtspersoonlijkheid bezit, overeenkomstig de wetgeving van het land waarin de actie wordt uitgevoerd;

2° de NGO draagt er zorg voor dat de lokale partner de vooropgestelde doelstellingen van de actie nastreeft, evenals dat de beoogde doelgroep zal genieten van de voordelen van de financiering;

3° de overdracht sluit uit dat de NGO aandeelhouder blijft van de betrokken entiteit en verhindert enige vorm van winstuitkering;

4° de NGO kan, op het ogenblik van de overdracht, door de Administratie gevraagd worden verder verslag uit te brengen over het beheer van de vaste en vlottende activa door de lokale partner, die er eigenaar van is. Deze periode kan gaan tot 5 jaar na het beëindigen van de betreffende medefinanciering. De Administratie bepaalt welke gegevens in de verslaggeving dienen te worden vermeld;

5° een overeenkomst, houdende eigendomsoverdracht, dient te worden opgemaakt door de Belgische NGO, ten gunste van de lokale partner en toegevoegd aan het eindverslag van de actie;

6° in het geval van waarborgfondsen, wordt de eigendom van het totaal van de niet-verloren garanties verhoogd met de gerecupereerde uitgeoefende garanties en met de interesten die werden gegenereerd door het fonds en aan het kapitaal toegevoegd, overgedragen aan de lokale partner, bedoeld in § 3, 3°, ten laatste 5 jaar na het einde van de periode van medefinanciering. Gedurende de overgangperiode blijft de Belgische NGO het beheer van het fonds verderzetten. Bij de eigendomsoverdracht wordt een volledige afrekening gevoegd van de verrichtingen van het fonds.

§ 9. In geval de eigendomsoverdracht niet kan plaatsvinden onder de voorwaarden voorzien in § 8, dient de NGO een omstandig gemotiveerd verzoek tot afwijking, houdende alternatieve voorstellen tot overdracht, in bij de bevoegde Minister.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 1998.

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
R. MOREELS

§ 6. Des participations en action ne sont en aucun cas, directement ou indirectement, financées avec des subsides.

§ 7. Le rapport doit être établi comme indiqué en annexe 5bis de l'arrêté ministériel du 11 septembre 1997 et pour chaque plan d'entreprise.

L'Administration ou son représentant peut à tout moment procéder à un contrôle du subside accordé.

S'il s'avère que l'ONG ne remplit pas les stipulations énumérées aux § 4, 5 ou 6 de l'article 3bis du présent arrêté, cela peut donner lieu à l'exclusion des activités de financement futures, à la restitution de la partie non justifiée du subside, et à l'annulation de l'agrément de l'ONG comme stipulé dans l'article 5 de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations.

§ 8. Le droit de propriété de tous les actifs fixes et flottants, obtenus en raison d'un cofinancement, est au plus tard à la fin de la période pour laquelle le financement a été accordé, transféré par l'ONG au partenaire local visé au § 3, 3°.

Ce transfert s'effectue dans les conditions suivantes :

1° les actifs sont transférés au partenaire local, ayant une personnalité juridique, conformément à la législation du pays où l'action a lieu;

2° l'ONG veille à ce que le partenaire local poursuive les objectifs préalablement établis de l'action, ainsi qu'à ce que le groupe-cible visé puisse bénéficier des avantages du financement;

3° le transfert exclut que l'ONG reste actionnaire de l'entité concernée et empêche toute forme de versement de bénéfices;

4° l'Administration peut demander à l'ONG, au moment du transfert, de présenter des rapports ultérieurs sur la gestion des actifs fixes et flottants par le partenaire local, qui en est le propriétaire. Cette période peut aller jusqu'à 5 ans après la fin du cofinancement concerné. L'Administration détermine quelles données doivent être mentionnées dans le rapport;

5° une convention, portant transfert de propriété, doit être établie par l'ONG belge, au profit du partenaire local et doit être ajoutée au rapport final de l'action;

6° en cas de fonds de garantie, la propriété de la totalité des garanties non perdues est augmentée des garanties récupérées et des intérêts générés par le fonds et ajoutée au capital, le tout étant transféré au partenaire local, visé au § 3, 3°, au plus tard 5 ans après la fin de la période de cofinancement. Pendant la période de transition, l'ONG belge continue à assurer la gestion du fonds. Lors du transfert de propriété, il est ajouté un décompte complet des mouvements du fonds.

§ 9. Si le transfert de propriété ne peut pas avoir lieu sous les conditions prévues au § 8, l'ONG introduit auprès du Ministre compétent une requête détaillée et motivée pour dérogation, portant des propositions alternatives de transfert.

**Art. 3.** Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
R. MOREELS

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 98 — 1697

[C - 98/02073]

**23 JUNI 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 december 1997 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op de artikelen 4, 13 en 14 respectievelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, het koninklijk besluit van 3 april 1997 en de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1997 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1998;

Gelet op de adviezen van de inspecteurs van Financiën, gegeven op 25 maart 1998, 13 mei 1998, 20 mei 1998 en 25 mei 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 juni 1998;

Op de voordracht van Onze Ministers van Binnenlandse Zaken, van Volksgezondheid en Pensioenen, van Sociale Zaken, van Justitie en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de punten 1.2., 1.3., 1.4. en 1.11. opgenomen onder rubriek II. Ministerie van Justitie van de bijlage aan het koninklijk besluit van 11 december 1997 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften wordt telkens de graadbepaling "paramedicus" vervangen door "paramedicus of niveau 2".

**Art. 2.** Het punt III.2 van de bijlage aan hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

2. Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen - Commission permanente de Recours des Réfugiés			
Algemeen beheer - Gestion générale	1	informaticus of programmeur informaticien ou programmeur	01.07.1998- 31.12.1998
	7	adjunct-adviseur conseiller adjoint	01.01.1998- 31.12.1998
	9	bestuursassistent assistant administratif	"
	5	klerk commis	"
	1	beambte agent administratif	"

**Art. 3.** In punt III.3 van de bijlage aan hetzelfde besluit worden de 46 arbeidsposten van adjunct-adviseur vervangen door "45".

**Art. 4.** Het punt V.1 van de bijlage aan hetzelfde besluit wordt vervolledigd door de volgende bepaling :

1.3. Wet Lenssens - Loi Lenssens	17	bestuursassistent assistant administratif	01.07.1998- 31.12.1998
----------------------------------	----	--	---------------------------

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 98 — 1697

[C - 98/02073]

**23 JUIN 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 décembre 1997 autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment les articles 4, 13 et 14, modifiés respectivement par la loi du 21 décembre 1994, l'arrêté royal du 3 avril 1997 et la loi du 20 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1997 autorisant les administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1998;

Vu les avis des inspecteurs des Finances, donnés les 25 mars 1998, 13 mai 1998, 20 mai 1998 et 25 mai 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 juin 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 4 juin 1998;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur, de la Santé publique et des Pensions, des Affaires sociales, de la Justice et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux points 1.2., 1.3., 1.4. et 1.11. repris sous la rubrique II. Ministère de la Justice de l'annexe de l'arrêté royal du 11 décembre 1997 autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, la dénomination de grade "assistant médical" est à chaque fois remplacée par "assistant médical ou niveau 2".

**Art. 2.** Le point III.2 de l'annexe du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

**Art. 3.** Au point III.3 de l'annexe du même arrêté, les 46 postes de travail de conseiller adjoint sont remplacés par "45".

**Art. 4.** Le point V.1 de l'annexe du même arrêté est complété par la disposition suivante :

**Art. 5.** Het punt V.7 van de bijlage aan hetzelfde besluit wordt vervolledigd door de volgende bepaling :

7.3. Audit ziekenhuizen - Audit hôpitaux	2	bestuursassistent assistant administratif	01.07.1998- 31.12.1998
--	---	--	---------------------------

**Art. 5.** Le point V.7 de l'annexe du même arrêté est complété par la disposition suivante :

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1998.

**Art. 7.** Onze Ministers van Binnenlandse Zaken, van Volksgezondheid en Pensioenen, van Sociale Zaken, van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,  
J. PEETERS

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

**Art. 7.** Nos Ministres de l'Intérieur, de la Santé publique et des Pensions, des Affaires sociales, de la Justice et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement,  
J. PEETERS

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1698

[C - 98/27390]

#### 18 JUIN 1998. — Arrêté ministériel concernant le revenu de référence 1998

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi du 12 janvier 1989 relatives aux institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1988 et 4 juillet 1989;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'en vertu de l'article 9 de l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, le revenu de référence à prendre en considération doit être fixé chaque année, et que ce revenu est valable à partir du 1<sup>er</sup> janvier,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le revenu de référence, visé à l'article 9 de l'arrêté concernant les aides à l'agriculture est fixé à 1 060 000 FB pour l'année 1998.

Ce revenu est affecté d'un indice de croissance de 1 % par année de durée du plan d'amélioration visé à l'article 5 du même arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Namur, le 18 juin 1998.

G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1698

[C - 98/27390]

**18. JUNI 1998 — Ministerialerlaß zur Festlegung des Referenzeinkommens für das Jahr 1998**

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung des Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vervollständigung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß in Anwendung von Artikel 9 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 das zu berücksichtigende Referenzeinkommen jährlich festzulegen ist, und daß dieses Einkommen ab dem 1. Januar Gültigkeit hat,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnte Referenzeinkommen wird für das Jahr 1998 auf 1 060 000 BEF festgelegt.

Dieses Einkommen wird an eine Wachstumsrate von 1% jährlich gebunden und dies für die Dauer des Betriebsverbesserungsplanes gemäß Artikel 5 desselben Erlasses.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1998 in Kraft.

Namur, den 18. Juni 1998

G. LUTGEN

\_\_\_\_\_

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1698

[C - 98/27390]

**18 JUNI 1998. — Ministerieel besluit betreffende het referentie-inkomen 1998**

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1988 en 4 juli 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het in acht te nemen referentie-inkomen jaarlijks moet worden vastgelegd overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997, en dat het geldig is vanaf 1 januari,

Besluit :

**Artikel 1.** Het referentie-inkomen bedoeld in artikel 9 van het besluit betreffende steun aan de landbouw bedraagt 1 060 000 BEF voor het jaar 1998.

Aan dit inkomen wordt een groeipercentage van 1 % gekoppeld voor elk jaar dat het in artikel 5 van hetzelfde besluit bedoelde verbeteringsplan van toepassing is.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Namen, 18 juni 1998

G. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 1699

[98/31178]

**26 MAART 1998.** — Ordonnantie houdende instemming met : De Kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds, de Bijlage en de Gemeenschappelijke Verklaringen, opgemaakt te Luxemburg op 28 oktober 1996 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds, de Bijlage en de Gemeenschappelijke Verklaringen, opgemaakt te Luxemburg op 28 oktober 1996, zullen wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën,  
Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu  
en Waterbeleid, Renovatie,  
Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 1698

[98/31178]

**26 MARS 1998.** — Ordonnance portant assentiment à : l'Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États-membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, l'Annexe et les Déclarations communes, faits à Luxembourg le 28 octobre 1996 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'accord cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États-membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, l'Annexe et les Déclarations communes, faits à Luxembourg le 28 octobre 1996, sortiront, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, leur plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances,  
du Budget de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement  
et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation,  
de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 98/21271]

Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding  
Benoeming van een plaatsvervanger van de Raad van bestuur

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1998, dat in werking treedt op dezelfde dag, wordt de heer Guido Deckers benoemd tot plaatsvervangend lid van de Raad van bestuur van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, ter vervanging van de heer Franco De Gregorio, ontslagnemend, van wie hij het mandaat voltooit.

(1) *Documenten van de Raad :*

*Gewone zitting 1997-1998.*

A - 224/1 ontwerp van ordonnantie.

A - 224/2 Verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 maart 1998.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 98/21271]

Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme  
Nomination d'un membre suppléant du Conseil d'administration

Par arrêté royal du 6 juillet 1998, entrant en vigueur le même jour, M. Guido Deckers est nommé membre suppléant du Conseil d'administration du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, en remplacement de M. Franco De Gregorio, démissionnaire, dont il achève le mandat.

(1) *Documents du Conseil :*

*Session ordinaire 1997-1998.*

A - 224/1 Projet d'ordonnance.

A - 224/2 Rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 6 mars 1998.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[S - C - 11178]

**19 MEI 1998. — Ministerieel besluit nr. 31 houdende bevestiging van erkenning in toepassing van artikel 111 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet**

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75, 78 en 111;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 24 augustus 1992 en 25 februari 1996;

Gelet op de samengestelde administratieve dossiers;

Gelet op de brieven gestuurd overeenkomstig artikel 111 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet,

Besluit :

**Artikel 1.** De erkenning van volgende met name hierna aangeduide persoon wordt bevestigd onder het nummer en voor de kredietvorm behorend bij de volgende kentekens die voorafgaan aan zijn naam en adres :

A 3. de lening op afbetaling, bedoeld in artikel 1, 11°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Erkenningsnummer	Kredietvorm	Naam	Adres
Numéro d'agrément	Type de crédit	Nom	Adresse
961	A3	H.B.M. - Spaarbank NV	Kipdorp, 21, bus 26, 2000 Antwerpen

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 mei 1998.

Brussel, 19 mei 1998.

E. DI RUPO

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[S - C - 11178]

**19 MAI 1998. — Arrêté ministériel n° 31 portant confirmation d'agrément en application de l'article 111 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation**

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75, 78 et 111;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les arrêtés royaux des 24 août 1992 et 25 février 1996;

Vu les dossiers administratifs constitués;

Vu les lettres envoyées conformément à l'article 111 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agrément de la personne nommément désignée ci-après est confirmé sous le numéro et pour le type de crédit qui correspond aux rubriques suivantes, placées en regard de son nom et adresse :

A 3. le prêt à tempérament visé à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 19 mai 1998.

Bruxelles, le 19 mai 1998.

E. DI RUPO

[C - 98/11185]

**29 MEI 1998. — Ministerieel besluit nr. 32 houdende bevestiging van erkenning in toepassing van artikel 111 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet**

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75, 78 en 111;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 24 augustus 1992 en 25 februari 1996;

Gelet op de samengestelde administratieve dossiers;

[C - 98/11185]

**29 MAI 1998. — Arrêté ministériel n° 32 portant confirmation d'agrément en application de l'article 111 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation**

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75, 78 et 111;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les arrêtés royaux des 24 août 1992 et 25 février 1996;

Vu les dossiers administratifs constitués;

Gelet op de brieven gestuurd overeenkomstig artikel 111 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet,

Besluit :

**Artikel 1.** De erkenning van volgende met name hierna aangeduide persoon wordt bevestigd onder het nummer en voor de kredietvorm behorend bij de volgende kentekens die voorafgaan aan zijn naam en adres :

A 3. de lening op afbetaling, bedoeld in artikel 1, 11°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Vu les lettres envoyées conformément à l'article 111 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agrément de la personne nommément désignée ci-après est confirmé sous le numéro et pour le type de crédit qui correspond aux rubriques suivantes, placées en regard de ses nom et adresse :

A 3. le prêt à tempérament visé à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Erkenningsnummer — Numéro d'agrément	Kredietvorm — Type de crédit	Naam — Nom	Adres — Adresse
3037	A3	I.N.G. BANK (BELGIUM) SA	Rue de Ligne, 1 1000 Bruxelles

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 29 mei 1998.

Brussel, 29 mei 1998.

E. DI RUPO

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 29 mai 1998.

Bruxelles, le 29 mai 1998.

E. DI RUPO

[S - C - 98/11187]

**8 JUNI 1998. — Ministerieel besluit nr. 63 houdende erkenning en intrekking van erkenning en inschrijving en doorhaling van inschrijving in toepassing van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet**

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75, 75bis, 77 en 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 24 augustus 1992 en 25 februari 1996;

Gelet op de toestemming voor overdracht van rechten en verplichtingen tussen kredietinstellingen gegeven door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die in het *Belgisch Staatsblad* van 8 april 1998 is verschenen, in toepassing van artikel 30 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

Gelet op de aanvragen ingediend op 8 april 1998,

Besluit :

**Artikel 1.** De volgende met name hierna aangeduide persoon wordt erkend onder het nummer voor zijn naam met het oog op het aanbieden of het toezeggen van financieringsshuren overeenkomstig artikel 1, 10° van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van leningen op afbetaling overeenkomstig artikel 1, 11°, van dezelfde wet, van kredietopeningen overeenkomstig artikel 1, 12°, van dezelfde wet, en van kredietovereenkomsten (algemeen) overeenkomstig artikel 1, 4°, van dezelfde wet :

134347 KBC BANK NV (KB CERA NIEUW)  
HAVENLAAN, 2  
1080 BRUSSEL

[S - C - 98/11187]

**8 JUNE 1998. — Arrêté ministériel n° 63 portant agrément et retrait d'agrément et inscription et radiation d'inscription en application de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation**

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75, 75bis, 77 et 78;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par les arrêtés royaux des 24 août 1992 et 25 février 1996;

Vu l'autorisation de cession de droits et d'obligations entre établissements de crédit émise par la Commission bancaire et financière qui est parue au *Moniteur belge* du 8 avril 1998, en application de l'article 30 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

Vu les demandes introduites le 8 avril 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La personne nommément désignée ci-après est agréée sous le numéro en regard de son nom en vue d'offrir ou de consentir des crédits-bails conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 10° de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, des prêts à tempérament conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, de la même loi, des ouvertures de crédit conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 12°, de la même loi, et des contrats de crédit (général) conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de la même loi :

134347 KBC BANK NV (KB CERA NIEUW)  
HAVENLAAN, 2  
1080 BRUSSEL



**Art. 2.** De volgende met name hierna aangeduide persoon wordt erkend onder het nummer voor zijn naam met het oog op het aanbieden of toezeggen van leningen op afbetaling overeenkomstig artikel 1, 11°, van dezelfde wet, en van kredietopeningen overeenkomstig artikel 1, 12°, van dezelfde wet :

134368 FIDEXIS SA  
RUE DE LA CHARITE, 13-17  
1210 BRUXELLES

**Art. 3.** De volgende met name hierna aangeduide persoon wordt erkend onder het nummer voor zijn naam met het oog op het aanbieden of het toezeggen van leningen op afbetaling overeenkomstig artikel 1, 11°, van dezelfde wet :

134394 IMMOCO SA  
RUE DU VICINAL, 12  
6900 MARLOIE

**Art. 4.** De erkenning van de volgende met name hierna aangeduide personen wordt ingetrokken daar zij geen activiteiten meer uitoefenen bedoeld in artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet :

128849 CERA BANK  
BRUSSESESTEENWEG, 100  
3000 LEUVEN

860 CERA BANK  
BRUSSESESTEENWEG, 100  
3000 LEUVEN

1771 KREDIETBANK NV  
SCHOENMARKT, 35  
2000 ANTWERPEN

2001 BANK VAN ROESELARE EN  
WEST-VLAANDEREN NV  
NOORDSTRAAT, 38  
8800 ROESELARE

122659 CERA NOORDERWIJK  
SERVAES DAEMSSTRAAT, 4  
2200 HERENTALS (NOORDER-  
WIJK)

122664 CERA TURNHOUT  
LEOPOLDSTRAAT, 24 BUS 1  
2300 TURNHOUT

122665 CERA NOORDERGEBOUW  
KONING ALBERTSTRAAT, 82  
2381 RAVELS

122666 CERA VORST-KEMPEN  
MARKT, 23  
2430 VORST (KEMPEN)

**Art. 2.** La personne nommément désignée ci-après est agréée sous le numéro en regard de son nom en vue d'offrir ou de consentir des prêts à tempérament conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, de la même loi et des ouvertures de crédit conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 12°, de la même loi :

134368 FIDEXIS SA  
RUE DE LA CHARITE, 13-17  
1210 BRUXELLES

**Art. 3.** La personne nommément désignée ci-après est agréée sous le numéro en regard de son nom en vue d'offrir ou de consentir des prêts à tempérament conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 11°, de la même loi :

134394 IMMOCO SA  
RUE DU VICINAL, 12  
6900 MARLOIE

**Art. 4.** L'agrément des personnes nommément désignées ci-après est retiré, les intéressées ne pratiquant plus d'opérations visées à l'article 74 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation :

128849 CERA BANK  
BRUSSESESTEENWEG, 100  
3000 LEUVEN

860 CERA BANK  
BRUSSESESTEENWEG, 100  
3000 LEUVEN

1771 KREDIETBANK NV  
SCHOENMARKT, 35  
2000 ANTWERPEN

2001 BANK VAN ROESELARE EN  
WEST-VLAANDEREN NV  
NOORDSTRAAT, 38  
8800 ROESELARE

122659 CERA NOORDERWIJK  
SERVAES DAEMSSTRAAT, 4  
2200 HERENTALS (NOORDER-  
WIJK)

122664 CERA TURNHOUT  
LEOPOLDSTRAAT, 24 BUS 1  
2300 TURNHOUT

122665 CERA NOORDERGEBOUW  
KONING ALBERTSTRAAT, 82  
2381 RAVELS

122666 CERA VORST-KEMPEN  
MARKT, 23  
2430 VORST (KEMPEN)

122674	CERA WESTERLO POLDERSTRAAT, 2 2260 WESTERLO	122674	CERA WESTERLO POLDERSTRAAT, 2 2260 WESTERLO
122675	CERA ANDERLECHT CHAUSSEE DE MONS, 1014 1070 BRUXELLES	122675	CERA ANDERLECHT CHAUSSEE DE MONS, 1014 1070 BRUXELLES
122678	CERA ASSE BLOKLAAN, 25 1730 ASSE	122678	CERA ASSE BLOKLAAN, 25 1730 ASSE
122683	CERA BRUXELLES-HAREN RUE DE VERDUN, 462 1130 BRUXELLES	122683	CERA BRUXELLES-HAREN RUE DE VERDUN, 462 1130 BRUXELLES
122685	CERA HALLE-BEERSEL VOLPESTRAAT, 26 1500 HALLE	122685	CERA HALLE-BEERSEL VOLPESTRAAT, 26 1500 HALLE
122689	CERA KAMPENHOUT AARSCHOTSEBAAN, 77 1910 KAMPENHOUT	122689	CERA KAMPENHOUT AARSCHOTSEBAAN, 77 1910 KAMPENHOUT
122690	CERA KAPELLE-OP-DEN-BOS MECHELSEWEG, 175 1880 KAPELLE-OP-DEN-BOS	122690	CERA KAPELLE-OP-DEN-BOS MECHELSEWEG, 175 1880 KAPELLE-OP-DEN-BOS
122691	CERA LONDERZEEL STATIONSTRAAT, 64 1840 LONDERZEEL	122691	CERA LONDERZEEL STATIONSTRAAT, 64 1840 LONDERZEEL
122700	CERA OPWIJK HEIVELD, 5 1745 OPWIJK	122700	CERA OPWIJK HEIVELD, 5 1745 OPWIJK
122701	CERA DRUIVENSTREEK STATIONSSTRAT, 50 3090 OVERIJSE	122701	CERA DRUIVENSTREEK STATIONSSTRAT, 50 3090 OVERIJSE
122733	CERA SINT-STEVENS-WOLUWE LEUVENSESTEENWEG, 246 1932 SINT-STEVENS-WOLUWE	122733	CERA SINT-STEVENS-WOLUWE LEUVENSESTEENWEG, 246 1932 SINT-STEVENS-WOLUWE
122735	CERA ZEMST BRUSSELSESTEENWEG, 128 1980 ZEMST	122735	CERA ZEMST BRUSSELSESTEENWEG, 128 1980 ZEMST
122737	CERA WOLUWE-STOCKEL AVENUE DE HINNISDAEL, 14 A 1150 BRUXELLES	122737	CERA WOLUWE-STOCKEL AVENUE DE HINNISDAEL, 14 A 1150 BRUXELLES

122738	CERA AARSCHOT LEUVENSESTRAAT, 3200 AARSCHOT	122738	CERA AARSCHOT LEUVENSESTRAAT, 3200 AARSCHOT
122744	CERA BAAL-BETEKOM BAALSEBAAN, 324 3128 TREMELO	122744	CERA BAAL-BETEKOM BAALSEBAAN, 324 3128 TREMELO
122746	CERA MEERDAAL DORPSSTRAAT, 16 3360 BIERBEEK	122746	CERA MEERDAAL DORPSSTRAAT, 16 3360 BIERBEEK
122748	CERA BUDINGEN TERWEIDENSTRAAT, 38 3440 ZOUTLEEUW	122748	CERA BUDINGEN TERWEIDENSTRAAT, 38 3440 ZOUTLEEUW
122752	CERA HAACHT STATIONSSTRAAT, 5 3150 HAACHT	122752	CERA HAACHT STATIONSSTRAAT, 5 3150 HAACHT
122753	CERA HEVERLEE-TERBANK SINT-JANSBERGSTEENWEG, 1 3001 HEVERLEE	122753	CERA HEVERLEE-TERBANK SINT-JANSBERGSTEENWEG, 1 3001 HEVERLEE
122757	CERA KORTENAKEN-GEETBETS TIENSESTRAAT, 7 3470 KORTENAKEN	122757	CERA KORTENAKEN-GEETBETS TIENSESTRAAT, 7 3470 KORTENAKEN
122762	CERA LEUVEN-WILSELE- HERENT TERVUURSESTRAAT, 4 3000 LEUVEN	122762	CERA LEUVEN-WILSELE- HERENT TERVUURSESTRAAT, 4 3000 LEUVEN
122765	CERA HOLSBEK-ROTSelaar AARSCHOTSESTEENWEG, 201 3111 ROTSELAAR-WEZEMAAL	122765	CERA HOLSBEK-ROTSelaar AARSCHOTSESTEENWEG, 201 3111 ROTSELAAR-WEZEMAAL
122770	CERA MIDDEN-HAGELAND DORPSSTRAAT, 10 A 3390 TIELT-WINGE	122770	CERA MIDDEN-HAGELAND DORPSSTRAAT, 10 A 3390 TIELT-WINGE
122771	CERA TIENEN NIEUWSTRAAT, 2 3300 TIENEN	122771	CERA TIENEN NIEUWSTRAAT, 2 3300 TIENEN
122787	CERA LANDEN-LINTER STATIONSSTRAAT, 31 3400 LANDEN	122787	CERA LANDEN-LINTER STATIONSSTRAAT, 31 3400 LANDEN
122788	CERA TERVUREN-BERTEM MARKT, 8 3080 TERVUREN	122788	CERA TERVUREN-BERTEM MARKT, 8 3080 TERVUREN

122792	CERA REGIO HASSELT DE SCHIEVELLAAN, 13 3500 HASSELT	122792	CERA REGIO HASSELT DE SCHIEVELLAAN, 13 3500 HASSELT
122793	CERA HEUSDEN-ZOLDER ST-WILLIBRORDUSPLEIN, 1 3550 HEUSDEN-ZOLDER	122793	CERA HEUSDEN-ZOLDER ST-WILLIBRORDUSPLEIN, 1 3550 HEUSDEN-ZOLDER
122797	CERA LUMMEN-MELDERT DR. VANDERHOEYDON- CKSTRAAT, 32 3560 LUMMEN	122797	CERA LUMMEN-MELDERT DR. VANDERHOEYDON- CKSTRAAT, 32 3560 LUMMEN
122811	CERA GENT-WEST LOOFBLOMMESTRAAT, 26 9051 SINT-DENIJS-WESTREM	122811	CERA GENT-WEST LOOFBLOMMESTRAAT, 26 9051 SINT-DENIJS-WESTREM
122815	CERA HUISE HUISEPLEIN, 6 9750 ZINGEM (HUISE)	122815	CERA HUISE HUISEPLEIN, 6 9750 ZINGEM (HUISE)
122819	CERA BEVEREN (OOST- VLAANDEREN) KLOOSTERSTRAAT, 9 9120 BEVEREN-WAAS	122819	CERA BEVEREN (OOST- VLAANDEREN) KLOOSTERSTRAAT, 9 9120 BEVEREN-WAAS
122823	CERA STEKENE POLENLAAN, 2 9190 STEKENE	122823	CERA STEKENE POLENLAAN, 2 9190 STEKENE
122825	CERA OEDELEM KNESSELARESTRAAT, 43 8730 OEDELEM	122825	CERA OEDELEM KNESSELARESTRAAT, 43 8730 OEDELEM
122826	CERA OOSTKAMP KORTRIJKSESTRAAT, 27 8020 OOSTKAMP	122826	CERA OOSTKAMP KORTRIJKSESTRAAT, 27 8020 OOSTKAMP
122827	CERA TORHOUT ZUIDSTRAAT, 28 8820 TORHOUT	122827	CERA TORHOUT ZUIDSTRAAT, 28 8820 TORHOUT
122828	CERA WESTKAPELLE DORPSSTRAAT, 104 8300 KNOKKE-HEIST	122828	CERA WESTKAPELLE DORPSSTRAAT, 104 8300 KNOKKE-HEIST
122843	CERA BRUGGE VLAMINGSTRAAT, 18 8000 BRUGGE	122843	CERA BRUGGE VLAMINGSTRAAT, 18 8000 BRUGGE
122844	CERA BLANKENBERGE WESTSTRAAT, 63 8370 BLANKENBERGE	122844	CERA BLANKENBERGE WESTSTRAAT, 63 8370 BLANKENBERGE

122848	CERA HOUTHULST 23STE LINIESTRAAT, 1 B 8650 HOUTHULST	122848	CERA HOUTHULST 23STE LINIESTRAAT, 1 B 8650 HOUTHULST
122849	CERA GELUWE BESELARESTRAAT, 6 8940 WERVIK (GELUWE)	122849	CERA GELUWE BESELARESTRAAT, 6 8940 WERVIK (GELUWE)
122852	CERA ZONNEBEKE- LANGEMARK IEPERSTRAAT, 19 8980 ZONNEBEKE	122852	CERA ZONNEBEKE- LANGEMARK IEPERSTRAAT, 19 8980 ZONNEBEKE
122853	CERA IEPER RIJSELSESTRAAT, 52 8900 IEPER	122853	CERA IEPER RIJSELSESTRAAT, 52 8900 IEPER
122854	CERA ANZEGEM-AVELGEM WORTEGEMSESTEENWEG, 2 8570 ANZEGEM	122854	CERA ANZEGEM-AVELGEM WORTEGEMSESTEENWEG, 2 8570 ANZEGEM
122857	CERA BELLEGEM BELLEGEMSESTRAAT, 110 8510 KORTRIJK (BELLEGEM)	122857	CERA BELLEGEM BELLEGEMSESTRAAT, 110 8510 KORTRIJK (BELLEGEM)
122858	CERA DEERLIJK-WAREGEM KEUKELDAM, 44 8790 WAREGEM	122858	CERA DEERLIJK-WAREGEM KEUKELDAM, 44 8790 WAREGEM
122863	CERA LENDELEDE DORPSPLEIN, 8 8860 LENDELEDE	122863	CERA LENDELEDE DORPSPLEIN, 8 8860 LENDELEDE
122865	CERA MOORSELE DAMBERDSTRAAT, 2 8560 MOORSELE	122865	CERA MOORSELE DAMBERDSTRAAT, 2 8560 MOORSELE
122873	CERA ZWEVEGEM OTEGEMSTRAAT, 4 8550 ZWEVEGEM	122873	CERA ZWEVEGEM OTEGEMSTRAAT, 4 8550 ZWEVEGEM
122875	CERA EERNEGEM STATIONSSTRAAT, 70 8480 ICHTEGEM	122875	CERA EERNEGEM STATIONSSTRAAT, 70 8480 ICHTEGEM
122879	CERA OOSTENDE- NIEUWPOORT ALFONS PIETERSLAAN, 2 8400 OOSTENDE	122879	CERA OOSTENDE- NIEUWPOORT ALFONS PIETERSLAAN, 2 8400 OOSTENDE
122881	CERA ARDOOIE MARKTPLEIN, 8 8850 ARDOOIE	122881	CERA ARDOOIE MARKTPLEIN, 8 8850 ARDOOIE

122886	CERA IZEGEM KERKPLEIN, 13 8870 IZEGEM	122886	CERA IZEGEM KERKPLEIN, 13 8870 IZEGEM
122897	CERA TIELT- WEST-VLAANDEREN MARKT, 18 8700 TIELT (WEST-VLAANDEREN)	122897	CERA TIELT- WEST-VLAANDEREN MARKT, 18 8700 TIELT (WEST-VLAANDEREN)
122899	CERA ALVERINGEM DORP, 7 8690 ALVERINGEM	122899	CERA ALVERINGEM DORP, 7 8690 ALVERINGEM
122901	CERA VEURNE ZUIDSTRAAT, 7 8630 VEURNE	122901	CERA VEURNE ZUIDSTRAAT, 7 8630 VEURNE
122954	CERA REGIO SINT-TRUIDEN GROTE MARKT, 36/37 3800 SINT-TRUIDEN	122954	CERA REGIO SINT-TRUIDEN GROTE MARKT, 36/37 3800 SINT-TRUIDEN
122955	CERA TESSENDERLO-HAM KERKSTRAAT, 17 3980 TESSENDERLO	122955	CERA TESSENDERLO-HAM KERKSTRAAT, 17 3980 TESSENDERLO
122960	CERA BOCHOLT DORPSSTRAAT, 65 3950 BOCHOLT	122960	CERA BOCHOLT DORPSSTRAAT, 65 3950 BOCHOLT
122961	CERA BREE HOOGSTRAAT, 1 3960 BREE	122961	CERA BREE HOOGSTRAAT, 1 3960 BREE
122965	CERA HAMONT-ACHEL- NEERPELT STAD, 25 BUS 1 3930 HAMONT-ACHEL	122965	CERA HAMONT-ACHEL- NEERPELT STAD, 25 BUS 1 3930 HAMONT-ACHEL
122967	CERA HOUTHALEN- HELCHTEREN-ZONHOVEN VREDELAAN, 30 3530 HOUTHALEN-HELCHTER	122967	CERA HOUTHALEN- HELCHTEREN-ZONHOVEN VREDELAAN, 30 3530 HOUTHALEN-HELCHTER
122971	CERA MAASEIK ROOZENBOOMGAARD- STRAAT, 2 3680 MAASEIK	122971	CERA MAASEIK ROOZENBOOMGAARD- STRAAT, 2 3680 MAASEIK
122972	CERA KINROOI WEERTERSTEENWEG, 374 3640 KINROOI	122972	CERA KINROOI WEERTERSTEENWEG, 374 3640 KINROOI

122976	CERA OVERPELT-EKSEL SCHUTTERSBOOMSTRAAT, 3 3900 OVERPELT	122976	CERA OVERPELT-EKSEL SCHUTTERSBOOMSTRAAT, 3 3900 OVERPELT
122977	CERA PEER KERKSTRAAT, 42 BUS 1 3990 PEER	122977	CERA PEER KERKSTRAAT, 42 BUS 1 3990 PEER
122980	CERA ALKEN LAAGDORP, 5 3570 ALKEN	122980	CERA ALKEN LAAGDORP, 5 3570 ALKEN
122982	CERA BORGLOON-WELLEN GRAETHEMPOORT, 18 A 3840 BORGLOON	122982	CERA BORGLOON-WELLEN GRAETHEMPOORT, 18 A 3840 BORGLOON
122983	CERA REGIO ZUID-LIMBURG BORLOSTRAAT, 3 B 3891 GINGELOM	122983	CERA REGIO ZUID-LIMBURG BORLOSTRAAT, 3 B 3891 GINGELOM
122993	CERA MAASMECHELEN DR. HAUBENLAAN, 23 3630 MAASMECHELEN	122993	CERA MAASMECHELEN DR. HAUBENLAAN, 23 3630 MAASMECHELEN
123005	CERA TONGEREN VLASMARKT, 13 3700 TONGEREN	123005	CERA TONGEREN VLASMARKT, 13 3700 TONGEREN
123006	CERA RIEMST SMISSTRAAT, 14 BUS 1 3770 RIEMST	123006	CERA RIEMST SMISSTRAAT, 14 BUS 1 3770 RIEMST
123010	CERA S'GRAVENVOEREN KERKSTRAAT, 210 3798 s'GRAVENVOEREN	123010	CERA S'GRAVENVOEREN KERKSTRAAT, 210 3798 s'GRAVENVOEREN
123011	CERA BILZEN MARKT, 53 3740 BILZEN	123011	CERA BILZEN MARKT, 53 3740 BILZEN
123012	CERA LANAKEN BESSEMERSTRAAT, 15 3620 LANAKEN	123012	CERA LANAKEN BESSEMERSTRAAT, 15 3620 LANAKEN
123014	CERA BRUXELLES RUE DE LA SCIENCE, 23-25 1000 BRUXELLES	123014	CERA BRUXELLES RUE DE LA SCIENCE, 23-25 1000 BRUXELLES
123025	CERA REGIO NINOVE CENTRUMLAAN, 32 9400 NINOVE	123025	CERA REGIO NINOVE CENTRUMLAAN, 32 9400 NINOVE

123038	CERA REGIO ZOTTEGEM HELDENLAAN, 89 9620 ZOTTEGEM	123038	CERA REGIO ZOTTEGEM HELDENLAAN, 89 9620 ZOTTEGEM
123039	CERA ZUID-OOST- VLAANDEREN OUDENAARDSESTRAAT, 32 9500 GERAARDSBERGEN	123039	CERA ZUID-OOST- VLAANDEREN OUDENAARDSESTRAAT, 32 9500 GERAARDSBERGEN
123042	CERA HAMME- WAASMUNSTER SLANGSTRAAT, 43 9220 HAMME	123042	CERA HAMME- WAASMUNSTER SLANGSTRAAT, 43 9220 HAMME
123046	CERA BUGGENHOUT-LEBBEKE O-L-VROUWSTRAAT, 44 9280 LEBBEKE	123046	CERA BUGGENHOUT-LEBBEKE O-L-VROUWSTRAAT, 44 9280 LEBBEKE
123052	CERA REGIO WETTEREN FELIX BEERNAERTSPLEIN, 28 9230 WETTEREN	123052	CERA REGIO WETTEREN FELIX BEERNAERTSPLEIN, 28 9230 WETTEREN
123053	CERA ZELE-BERLARE MARKT, 15 9240 ZELE	123053	CERA ZELE-BERLARE MARKT, 15 9240 ZELE
123054	CERA DENDERMONDE KERKSTRAAT, 2-4 9200 DENDERMONDE	123054	CERA DENDERMONDE KERKSTRAAT, 2-4 9200 DENDERMONDE
123056	CERA MEETJESLAND STATIONSSTRAAT, 10 9900 EEKLO	123056	CERA MEETJESLAND STATIONSSTRAAT, 10 9900 EEKLO
123058	CERA KREKENGEBIED DORP, 8 9968 ASSENEDE	123058	CERA KREKENGEBIED DORP, 8 9968 ASSENEDE
123059	CERA DEINZE TOLPOORTSTRAAT, 13 9800 DEINZE	123059	CERA DEINZE TOLPOORTSTRAAT, 13 9800 DEINZE
123063	CERA BURGGRAVE ELSLO, 28 9940 EVERGEM	123063	CERA BURGGRAVE ELSLO, 28 9940 EVERGEM
123064	CERA LOCHRISTI-MOERVAART DORP-OOST, 19 9080 LOCHRISI	123064	CERA LOCHRISTI-MOERVAART DORP-OOST, 19 9080 LOCHRISI
123070	CERA NAZARETH DORP, 5 9810 NAZARETH	123070	CERA NAZARETH DORP, 5 9810 NAZARETH



123073	CERA GENT KORTRIJKSESTEENWEG, 390 9000 GENT	123073	CERA GENT KORTRIJKSESTEENWEG, 390 9000 GENT
123093	CERA WELKENRAEDT PLACE DES COMBATTANTS, 24 4840 WELKENRAEDT	123093	CERA WELKENRAEDT PLACE DES COMBATTANTS, 24 4840 WELKENRAEDT
123095	CERA MALMEDY PLACE ALBERT 1ER, 12 4960 MALMEDY	123095	CERA MALMEDY PLACE ALBERT 1ER, 12 4960 MALMEDY
123098	CERA AUBEL PLACE NICOLAI, 5 4880 AUBEL	123098	CERA AUBEL PLACE NICOLAI, 5 4880 AUBEL
123102	CERA BASSE-HESBAYE RUE DEVANT LA VILLE, 12 A 4680 HERMEE	123102	CERA BASSE-HESBAYE RUE DEVANT LA VILLE, 12 A 4680 HERMEE
123106	CERA JODOIGNE GRAND PLACE, 20 1370 JODOIGNE	123106	CERA JODOIGNE GRAND PLACE, 20 1370 JODOIGNE
123118	CERA WATERLOO RUE DE LA BACHEE, 86 1380 LASNE	123118	CERA WATERLOO RUE DE LA BACHEE, 86 1380 LASNE
123119	CERA WAVRE RUE HAUTE, 9 1300 WAVRE	123119	CERA WAVRE RUE HAUTE, 9 1300 WAVRE
123121	CERA COMINES RUE DE LA CORTENWILDE, 16 7781 COMINES	123121	CERA COMINES RUE DE LA CORTENWILDE, 16 7781 COMINES
123124	CERA MOUSCRON RUE DU VILLAGE, 53 7700 MOUSCRON	123124	CERA MOUSCRON RUE DU VILLAGE, 53 7700 MOUSCRON
123125	CERA ATH CHAUSSEE DE BRUXELLES, 60 7800 ATH	123125	CERA ATH CHAUSSEE DE BRUXELLES, 60 7800 ATH
123126	CERA DALHEM ET ENVIRONS RUE HENRI FRANCOTTE, 12 4607 DALHEM	123126	CERA DALHEM ET ENVIRONS RUE HENRI FRANCOTTE, 12 4607 DALHEM
123108	CERA HERVE RUE GUSTAVE TAILLARD, 13 4650 HERVE	123108	CERA HERVE RUE GUSTAVE TAILLARD, 13 4650 HERVE

123150	CERA LIBRAMONT AVENUE DE BOUILLON, 29 6800 LIBRAMONT	123150	CERA LIBRAMONT AVENUE DE BOUILLON, 29 6800 LIBRAMONT
123154	CERA PHILIPPEVILLE RUE DE LA REINE, 8 5600 PHILIPPEVILLE	123154	CERA PHILIPPEVILLE RUE DE LA REINE, 8 5600 PHILIPPEVILLE
123155	CERA TOURNAI ET ENVIRONS GRAND PLACE, 33 7500 TOURNAI	123155	CERA TOURNAI ET ENVIRONS GRAND PLACE, 33 7500 TOURNAI
123156	CERA WAREMME RUE JOSEPH WAUTERS, 76 4300 WAREMME	123156	CERA WAREMME RUE JOSEPH WAUTERS, 76 4300 WAREMME
123157	CERA BEAUMONT RUE GERMAIN MICHIELS, 56 6500 BEAUMONT	123157	CERA BEAUMONT RUE GERMAIN MICHIELS, 56 6500 BEAUMONT
123158	CERA BASTOGNE ET ENVI- RONS RUE DU SABLON, 129-131 6600 BASTOGNE	123158	CERA BASTOGNE ET ENVI- RONS RUE DU SABLON, 129-131 6600 BASTOGNE
123211	CERA BEAURAING RUE DE DINANT, 16-18 5570 BEAURAING	123211	CERA BEAURAING RUE DE DINANT, 16-18 5570 BEAURAING
123213	CERA MARCHE-EN-FAMENNE AVENUE DE LA TOISON D'OR, 18 6900 MARCHE-EN-FAMENNE	123213	CERA MARCHE-EN-FAMENNE AVENUE DE LA TOISON D'OR, 18 6900 MARCHE-EN-FAMENNE
123214	CERA GEMBLOUX AVENUE DE LA FACULTE D'AGRONOMIE, 20 A 5030 GEMBLOUX	123214	CERA GEMBLOUX AVENUE DE LA FACULTE D'AGRONOMIE, 20 A 5030 GEMBLOUX
123215	CERA LIEGE BOULEVARD DE LA SAUVE- NIERE, 116 4000 LIEGE	123215	CERA LIEGE BOULEVARD DE LA SAUVE- NIERE, 116 4000 LIEGE
123216	CERA SOIGNIES GRAND PLACE, 9 7060 SOIGNIES	123216	CERA SOIGNIES GRAND PLACE, 9 7060 SOIGNIES
123218	CERA DINANT RUE GRANDE, 13 5500 DINANT	123218	CERA DINANT RUE GRANDE, 13 5500 DINANT
123220	CERA FOSSES-LA-VILLE RUE DES EGALOTS, 22 5070 FOSSES-LA-VILLE	123220	CERA FOSSES-LA-VILLE RUE DES EGALOTS, 22 5070 FOSSES-LA-VILLE

123222	CERA RUPEL KAPELLESTRAAT, 45 2630 AARTSELAAR	123222	CERA RUPEL KAPELLESTRAAT, 45 2630 AARTSELAAR
123233	CERA ANTWERPEN POTHOEKSTRAAT, 113 2060 ANTWERPEN	123233	CERA ANTWERPEN POTHOEKSTRAAT, 113 2060 ANTWERPEN
123234	CERA BOECHOUT HEUVELSTRAAT, 39 2530 BOECHOUT	123234	CERA BOECHOUT HEUVELSTRAAT, 39 2530 BOECHOUT
123240	CERA DEURNE-ANTWERPEN HERENTALSEBAAN, 385 2100 DEURNE	123240	CERA DEURNE-ANTWERPEN HERENTALSEBAAN, 385 2100 DEURNE
123259	CERA ESSEN-KALMTHOUT NIEUWSTRAAT, 44 2910 ESSEN	123259	CERA ESSEN-KALMTHOUT NIEUWSTRAAT, 44 2910 ESSEN
123261	CERA KAPELLEN-STABROEK FRANS OOMSPLEIN, 7 2940 HOEVENEN	123261	CERA KAPELLEN-STABROEK FRANS OOMSPLEIN, 7 2940 HOEVENEN
123264	CERA KONTICH DUFFELSESTEENWEG, 19 2550 KONTICH	123264	CERA KONTICH DUFFELSESTEENWEG, 19 2550 KONTICH
123265	CERA RANST GASTHUISSTRAAT, 35 2520 RANST	123265	CERA RANST GASTHUISSTRAAT, 35 2520 RANST
123268	CERA BRASSCHAAT-SCHOTEN PAALSTRAAT, 4 2900 SCHOTEN	123268	CERA BRASSCHAAT-SCHOTEN PAALSTRAAT, 4 2900 SCHOTEN
123271	CERA WESTMALLE- ST-ANTONIUS ANTWERPSESTEENWEG, 322 2390 WESTMALLE	123271	CERA WESTMALLE- ST-ANTONIUS ANTWERPSESTEENWEG, 322 2390 WESTMALLE
123272	CERA BRECHT-WUUSTWEZEL DORPSSTRAAT, 95 2990 WUUSTWEZEL	123272	CERA BRECHT-WUUSTWEZEL DORPSSTRAAT, 95 2990 WUUSTWEZEL
123273	CERA ZOERSEL DORP, 80 2980 ZOERSEL	123273	CERA ZOERSEL DORP, 80 2980 ZOERSEL
123275	CERA ANTWERPEN-NOORD NIEUWDREEF, 210 2170 MERKSEM	123275	CERA ANTWERPEN-NOORD NIEUWDREEF, 210 2170 MERKSEM

123281	CERA BORNEM-ST-AMANDS BOOMSTRAAT, 100 2880 BORNEM	123281	CERA BORNEM-ST-AMANDS BOOMSTRAAT, 100 2880 BORNEM
123282	CERA DUFFEL KILIAANSTRAAT, 90 2570 DUFFEL	123282	CERA DUFFEL KILIAANSTRAAT, 90 2570 DUFFEL
123283	CERA HEIST-OP-DEN-BERG BERGSTRAAT, 47 2220 HEIST-OP-DEN-BERG	123283	CERA HEIST-OP-DEN-BERG BERGSTRAAT, 47 2220 HEIST-OP-DEN-BERG
123286	CERA LIER ZIMMERPLEIN, 27 2500 LIER	123286	CERA LIER ZIMMERPLEIN, 27 2500 LIER
123287	CERA NIJLEN BEVEL-DORP, 97 A 2560 NIJLEN	123287	CERA NIJLEN BEVEL-DORP, 97 A 2560 NIJLEN
123288	CERA PUTTE ALICE NAHONSTRAAT, 27 2580 PUTTE	123288	CERA PUTTE ALICE NAHONSTRAAT, 27 2580 PUTTE
123289	CERA PUURS PALINGSTRAAT, 45 2870 PUURS	123289	CERA PUURS PALINGSTRAAT, 45 2870 PUURS
123292	CERA VAARTLAND DR.PERSOONSLAAN, 1 2830 WILLEBROEK	123292	CERA VAARTLAND DR.PERSOONSLAAN, 1 2830 WILLEBROEK
123393	CERA MECHELEN BRUUL, 79 2800 MECHELEN	123393	CERA MECHELEN BRUUL, 79 2800 MECHELEN
123295	CERA BEERSE GASTHUISSTRAAT, 20 2340 BEERSE	123295	CERA BEERSE GASTHUISSTRAAT, 20 2340 BEERSE
123296	CERA DESSEL TURNHOUTSEBAAN, 16 2480 DESSEL	123296	CERA DESSEL TURNHOUTSEBAAN, 16 2480 DESSEL
123297	CERA HERENTALS GROTE MARKT, 26 2200 HERENTALS	123297	CERA HERENTALS GROTE MARKT, 26 2200 HERENTALS
123299	CERA KASTERLEE PASTORIJSTRAAT, 3 2460 KASTERLEE	123299	CERA KASTERLEE PASTORIJSTRAAT, 3 2460 KASTERLEE

123300	CERA LILLE RECHTESTRAAT, 29 2275 LILLE	123300	CERA LILLE RECHTESTRAAT, 29 2275 LILLE
123714	CERA REGIO GENK KLOKSTRAAT, 19 3600 GENK	123714	CERA REGIO GENK KLOKSTRAAT, 19 3600 GENK
123715	CERA HERK-DE-STAD-HALEN ZOUTBRUGSTRAAT, 39 3540 HERK-DE-STAD	123715	CERA HERK-DE-STAD-HALEN ZOUTBRUGSTRAAT, 39 3540 HERK-DE-STAD
123719	CERA BERINGEN DIESTERSESTEENWEG, 19 3583 BERINGEN (PAAL)	123719	CERA BERINGEN DIESTERSESTEENWEG, 19 3583 BERINGEN (PAAL)
123722	CERA LOMMEL KONING LEOPOLDLAAN, 23 3920 LOMMEL	123722	CERA LOMMEL KONING LEOPOLDLAAN, 23 3920 LOMMEL
123723	CERA MEEUWEN-GRUITRODE DORPSTRAAT, 59 3670 MEEUWEN-GRUITRODE	123723	CERA MEEUWEN-GRUITRODE DORPSTRAAT, 59 3670 MEEUWEN-GRUITRODE
123724	CERA KORTESSEM DORPSSTRAAT, 2 3720 KORTESSEM	123724	CERA KORTESSEM DORPSSTRAAT, 2 3720 KORTESSEM
123729	CERA REGIO AALST O.L.-VROUWPLEIN, 1 9300 AALST	123729	CERA REGIO AALST O.L.-VROUWPLEIN, 1 9300 AALST
123739	CERA LAND VAN AALST GUIDO GEZELLESTRAAT, 68 9470 DENDERLEEUEW	123739	CERA LAND VAN AALST GUIDO GEZELLESTRAAT, 68 9470 DENDERLEEUEW
123747	CERA HOUTLAND STATIONSSTRAAT, 113 9880 AALTER	123747	CERA HOUTLAND STATIONSSTRAAT, 113 9880 AALTER
123755	CERA SCHELDE-RING GENTSTRAAT, 411 9041 OOSTAKKER	123755	CERA SCHELDE-RING GENTSTRAAT, 411 9041 OOSTAKKER
123758	CERA RONSE FR. ROOSEVELTPLEIN, 37 9600 RONSE	123758	CERA RONSE FR. ROOSEVELTPLEIN, 37 9600 RONSE
123759	CERA REGIO OUDENAARDE MARKT, 32 9700 OUDENAARDE	123759	CERA REGIO OUDENAARDE MARKT, 32 9700 OUDENAARDE

123762	CERA LOKEREN MARKT, 16 9160 LOKEREN	123762	CERA LOKEREN MARKT, 16 9160 LOKEREN
123763	CERA CENTRUM-WAASLAND GROTE MARKT, 36 9100 SINT-NIKLAAS	123763	CERA CENTRUM-WAASLAND GROTE MARKT, 36 9100 SINT-NIKLAAS
123764	CERA SINT-ANDRIES GISTELSESTEENWEG, 542 8200 BRUGGE 2	123764	CERA SINT-ANDRIES GISTELSESTEENWEG, 542 8200 BRUGGE 2
123765	CERA KORTEMARK STATIONSSTRAAT, 29 8610 KORTEMARK	123765	CERA KORTEMARK STATIONSSTRAAT, 29 8610 KORTEMARK
123766	CERA HEUVELLAND RENINGELSTSTRAAT, 2 8956 KEMMEL	123766	CERA HEUVELLAND RENINGELSTSTRAAT, 2 8956 KEMMEL
123769	CERA POPERINGE VEURNESTRAAT, 37 8970 POPERINGE	123769	CERA POPERINGE VEURNESTRAAT, 37 8970 POPERINGE
123770	CERA HEULE HEULEPLAATS, 16 8501 KORTRIJK (HEULE)	123770	CERA HEULE HEULEPLAATS, 16 8501 KORTRIJK (HEULE)
123773	CERA KORTRIJK CASINOPLEIN, 4 8500 KORTRIJK	123773	CERA KORTRIJK CASINOPLEIN, 4 8500 KORTRIJK
123774	CERA BREDENE FRITZ VINCKELAAN, 169 A 8450 BREDENE	123774	CERA BREDENE FRITZ VINCKELAAN, 169 A 8450 BREDENE
123777	CERA OOSTROZEBEKE HOOGSTRAAT, 16 8780 OOSTROZEBEKE	123777	CERA OOSTROZEBEKE HOOGSTRAAT, 16 8780 OOSTROZEBEKE
123787	CERA AMEL AUF DEM KAMP, 187 4770 AMEL	123787	CERA AMEL AUF DEM KAMP, 187 4770 AMEL
123794	CERA EUPEN UND UMGE- BUNG AACHENER STRASSE, 15 4700 EUPEN	123794	CERA EUPEN UND UMGE- BUNG AACHENER STRASSE, 15 4700 EUPEN
123797	CERA BUELLINGEN- HUENNINGEN DORF, 248 4760 BUELLINGEN	123797	CERA BUELLINGEN- HUENNINGEN DORF, 248 4760 BUELLINGEN

123798	CERA SANKT-VITH MALMEDYER STRASSE, 19 4780 SANKT VITH	123798	CERA SANKT-VITH MALMEDYER STRASSE, 19 4780 SANKT VITH
123799	CERA NIVELLES RUE DE NAMUR, 73 1400 NIVELLES	123799	CERA NIVELLES RUE DE NAMUR, 73 1400 NIVELLES
123800	CERA BRABANT SUD AGORA, 31 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE	123800	CERA BRABANT SUD AGORA, 31 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE
123802	CERA NAMUROIS RUE DU GRAND FEU, 117 5004 BOUGE	123802	CERA NAMUROIS RUE DU GRAND FEU, 117 5004 BOUGE
123804	CERA GAUME PLACE ALBERT 1ER, 18 6820 FLORENVILLE	123804	CERA GAUME PLACE ALBERT 1ER, 18 6820 FLORENVILLE
123805	CERA ARLON RUE DES FAUBOURGS, 7-9 6700 ARLON	123805	CERA ARLON RUE DES FAUBOURGS, 7-9 6700 ARLON
123806	CERA CHARLEROI RUE PRUNIEAU, 1 6000 CHARLEROI	123806	CERA CHARLEROI RUE PRUNIEAU, 1 6000 CHARLEROI
123818	CERA MONS RUE DE NIMY, 20 7000 MONS	123818	CERA MONS RUE DE NIMY, 20 7000 MONS
123820	CERA SPA PLACE DU MONUMENT, 2 4900 SPA	123820	CERA SPA PLACE DU MONUMENT, 2 4900 SPA
123822	CERA HUY QUAI DE NAMUR, 2 4500 HUY	123822	CERA HUY QUAI DE NAMUR, 2 4500 HUY
123832	CERA EDEGEM HOVESTRAAT, 40 2650 EDEGEM	123832	CERA EDEGEM HOVESTRAAT, 40 2650 EDEGEM
123840	CERA WILRIJK KLEINE STEENWEG, 19 2610 WILRIJK	123840	CERA WILRIJK KLEINE STEENWEG, 19 2610 WILRIJK
123844	CERA BERCHEM STATIESTRAAT, 43-45 2600 BERCHEM	123844	CERA BERCHEM STATIESTRAAT, 43-45 2600 BERCHEM

123845	CERA ANTWERPEN-WEST ABDIJSTRAAT, 277 2020 ANTWERPEN	123845	CERA ANTWERPEN-WEST ABDIJSTRAAT, 277 2020 ANTWERPEN
123852	CERA SINT-KATELIJNE-WAVER MECHELSESTEENWEG, 107 2860 SINT-KATELIJNE-WAVER	123852	CERA SINT-KATELIJNE-WAVER MECHELSESTEENWEG, 107 2860 SINT-KATELIJNE-WAVER
123854	CERA BALEN-MEERHOUT VAARTSTRAAT, 47 2490 BALEN	123854	CERA BALEN-MEERHOUT VAARTSTRAAT, 47 2490 BALEN
123855	CERA GEEL PAS, 96 2440 GEEL	123855	CERA GEEL PAS, 96 2440 GEEL
123856	CERA HERSELT DORP, 82 2230 HERSELT	123856	CERA HERSELT DORP, 82 2230 HERSELT
123857	CERA HOOGSTRATEN VRIJHEID, 177-179 2320 HOOGSTRATEN	123857	CERA HOOGSTRATEN VRIJHEID, 177-179 2320 HOOGSTRATEN
123869	CERA DILBEEK NINOOFSESTEENWEG, 132 1700 DILBEEK	123869	CERA DILBEEK NINOOFSESTEENWEG, 132 1700 DILBEEK
123870	CERA GANSHOREN AVENUE VAN OVERBEKE, 153 1083 BRUXELLES	123870	CERA GANSHOREN AVENUE VAN OVERBEKE, 153 1083 BRUXELLES
123871	CERA GOOIK TORENSTRAAT, 3 1755 GOOIK	123871	CERA GOOIK TORENSTRAAT, 3 1755 GOOIK
123872	CERA NOORD-WEST- PAJOTTENLAND STATIONSSSTRAAT, 37 1770 LIEDEKERKE	123872	CERA NOORD-WEST- PAJOTTENLAND STATIONSSSTRAAT, 37 1770 LIEDEKERKE
123875	CERA SINT-PIETERS-LEEUV RINK, 18-19 1600 SINT-PIETERS-LEEUV	123875	CERA SINT-PIETERS-LEEUV RINK, 18-19 1600 SINT-PIETERS-LEEUV
123876	CERA VILVOORDE- GRIMBERGEN GROTE MARKT, 21 1800 VILVOORDE	123876	CERA VILVOORDE- GRIMBERGEN GROTE MARKT, 21 1800 VILVOORDE



123890 CERA BLANDEN  
BIERBEEKSTRAAT, 8 A  
3052 BLANDEN

123892 CERA DIEST  
HASSELTSESTRAAT, 71  
3290 DIEST

123894 CERA HERENT  
O.L-VROUWSTRAAT, 36  
3020 HERENT

123895 CERA KORTENBERG  
DR.VICTOR DE WALSPLEIN, 23  
3070 KORTENBERG

123898 CERA KESSEL-LO-LUBBEEK  
DE BECKER REMYPLEIN, 34-35  
3010 KESSEL-LO

123899 CERA SCHERPENHEUVEL-  
ZICHEM  
MOLENSTRAAT, 28  
3271 ZICHEM

124452 CERA DIKSMUIDE  
GROTE MARKT, 41  
8600 DIKSMUIDE

**Art. 5.** De volgende met name hierna aangeduide persoon wordt ingeschreven onder het nummer voor zijn naam als kredietbemiddelaar die door het invorderen van de schuld tot de uitvoering van een kredietovereenkomst bijdraagt overeenkomstig artikel 77 van dezelfde wet :

134348 KBC BANK NV  
(KB CERA NIEUW)  
HAVENLAAN, 2  
1080 BRUSSEL

**Art. 6.** De inschrijving van de volgende met name hierna aangeduide persoon wordt doorgehaald daar zij geen activiteiten meer uitoefent bedoeld in artikel 77 van dezelfde wet :

123437 KREDIETBANK NV  
SCHOENMARKT, 35  
2000 ANTWERPEN

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 4 juni 1998.

Brussel, 8 juni 1998.

E. DI RUPO

123890 CERA BLANDEN  
BIERBEEKSTRAAT, 8 A  
3052 BLANDEN

123892 CERA DIEST  
HASSELTSESTRAAT, 71  
3290 DIEST

123894 CERA HERENT  
O.L-VROUWSTRAAT, 36  
3020 HERENT

123895 CERA KORTENBERG  
DR.VICTOR DE WALSPLEIN, 23  
3070 KORTENBERG

123898 CERA KESSEL-LO-LUBBEEK  
DE BECKER REMYPLEIN, 34-35  
3010 KESSEL-LO

123899 CERA SCHERPENHEUVEL-  
ZICHEM  
MOLENSTRAAT, 28  
3271 ZICHEM

124452 CERA DIKSMUIDE  
GROTE MARKT, 41  
8600 DIKSMUIDE

**Art. 5.** La personne nommément désignée ci-après est inscrite sous le numéro en regard de son nom comme intermédiaire de crédit qui aide, par le recouvrement de créances à la conclusion d'un contrat de crédit conformément à l'article 77 de la même loi :

134348 KBC BANK NV  
(KB CERA NIEUW)  
HAVENLAAN, 2  
1080 BRUSSEL

**Art. 6.** L'inscription de la personne nommément désignée ci-après est retirée, l'intéressée ne pratiquant plus d'opérations visées à l'article 77 de la même loi :

123437 KREDIETBANK NV  
SCHOENMARKT, 35  
2000 ANTWERPEN

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 4 juin 1998.

Bruxelles, le 8 juin 1998.

E. DI RUPO

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 98/12275]

15 JUNI 1998. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de plaatsen erkend als toeristisch centrum in uitvoering van het koninklijk besluit van 7 november 1966 betreffende de tewerkstelling op zondag in kleinhandelszaken en kapperssalons gevestigd in badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op de artikelen 14, § 2 en 32, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1966 betreffende de tewerkstelling op zondag in kleinhandelszaken en kapperssalons gevestigd in badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra, inzonderheid op artikel 2, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 1972 betreffende de tewerkstelling van jeugdige werknemers op zon- en feestdagen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat het noodzakelijk is de lijst te publiceren van de nieuwe plaatsen die werden erkend als toeristisch centrum;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

**Artikel 1.** De stad Poperinge wordt erkend als toeristisch centrum.

Brussel, 15 juni 1998.

Mevr. M. SMET

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 98/12275]

15 JUNE 1998. — Arrêté ministériel déterminant les localités reconnues comme centres touristiques en exécution de l'arrêté royal du 7 novembre 1966 relatif à l'occupation au travail le dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure situés dans les stations balnéaires et climatiques ainsi que dans les centres touristiques (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 14, § 2 et 32, § 2;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1966 relatif à l'occupation au travail le dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure situés dans les stations balnéaires et climatiques ainsi que dans les centres touristiques, notamment l'article 2, 3°;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 1972 concernant l'occupation au travail des jeunes travailleurs les dimanches et jours fériés, notamment l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il importe de publier la liste des nouvelles localités reconnues comme centres touristiques;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La ville de Poperinge est reconnue comme centre touristique.

Bruxelles, le 15 juin 1998.

Mme M. SMET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Coördinatie**

[S - C - 98/35690]

**Personeel. — Benoemingen**

Overwegende dat Mevr. Marleen Van Lookeren geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van assistent dat plaatsvond op 27 oktober 1990 en 24, 25, 26, 27 en 28 juni 1991.

Overwegende dat de betrokkene op de 41e plaats gerangschikt werd.

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft.

Gelet op het met redenen omklede voorstel van de directeur-generaal van de administratie Ambtenarenzaken van 5 juni 1997 werd Mevr. Marleen Van Lookeren bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 10 februari 1998, met ingang van 1 januari 1998, vast benoemd in de graad van assistent bij het departement Coördinatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Koninklijk besluit van 23 mei 1972, *Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1972.

Koninklijk besluit van 7 november 1966, *Belgisch Staatsblad* van 17 november 1966.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Arrêté royal du 23 mai 1972, *Moniteur belge* du 7 juin 1972.

Arrêté royal du 7 novembre 1966, *Moniteur belge* du 17 novembre 1966.

Overwegende dat Mevr. Hilde Van Nieuwenhuysse geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 26 april 1992 en 27 mei 1992.

Overwegende dat de betrokkene op de 60e plaats gerangschikt werd.

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft.

Gelet op het met redenen omklede voorstel van de directeur-generaal van de administratie Ambtenarenzaken van 10 juli 1996 werd Mevr. Hilde Van Nieuwenhuysse bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 4 maart 1998, met ingang van 1 september 1997, vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Coördinatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Overwegende dat de heer André Van Vyve geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de betrekking van adjunct van de directeur dat plaatsvond op 14 juli 1994 en 3, 14 en 21 oktober 1994.

Overwegende dat de betrokkene op de 2e plaats gerangschikt werd.

Overwegende dat de betrokkene de proeftijd met succes volbracht heeft.

Gelet op het met redenen omklede voorstel van de directeur-generaal van de administratie Ambtenarenzaken van 17 mei 1995 werd de heer André Van Vyve bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Coördinatie van 25 augustus 1997 met ingang van 1 juni 1996 vast benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Coördinatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

---

### Departement Algemene Zaken en Financiën

[S - C - 98/35689]

#### Personeel. — Benoeming tot adviseur

Bij besluit van de Vlaamse regering van 2 juni 1998 wordt de heer Patrick De Klerck benoemd in de graad van adviseur bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Algemene Zaken en Financiën, administratie Planning en Statistiek, afdeling Strategische Planning en Beleidsevaluatie, met standplaats in Brussel.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1998.

De Vlaamse minister bevoegd voor de planning is belast met de uitvoering van dit besluit.

---

### Departement Wetenschap, Innovatie en Media

[S - C - 98/35698]

#### Erkenning als particuliere televisieomroep die zich richt tot een specifieke doelgroep binnen de gehele Vlaamse Gemeenschap

Bij besluit van de Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media van 28 mei 1998 wordt, met ingang van dezelfde datum, de Vlaamse Business Televisie NV, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 8800 Roeselare, Meiboomlaan 33, voor de duur van negen jaar erkend als particuliere televisieomroep die zich richt tot een specifieke doelgroep binnen de gehele Vlaamse Gemeenschap.

De doelgroepomroep mag televisieprogramma's en andere soorten van programma's in de vorm van beelden of teksten, al dan niet van klanken vergezeld, omtrent economische en financiële informatie, gecodeerd of ongecodeerd uitzenden.

De erkenning is beperkt tot 30 minuten programma's per werkdag. Herhalingen van programma's zijn niet in de 30 minuten begrepen.

---

### Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C - 35645]

#### Weddevermindering van de voorzitter van het OCMW

Bij besluiten van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 25 mei 1998 werd de wedde van de voorzitter van de OCMW's van Berlaar en Zoutleeuw verminderd tot het maximum toegelaten beroepsinkomen voor behoud van hun pensioen.

---

### Welzijnszorg

[C - 98/35722]

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « Biezenheem », H. Dewildestraat 8, te 8500 Kortrijk (Bissegem), uitgebaat door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Kortrijk, wordt erkend met ingang van 1 maart 1998 tot 1 maart 2003 onder nr. CE 2014 voor maximaal 70 woongelegenheden, waarvan 20 woongelegenheden voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

De capaciteitsuitbreiding met 30 woonegelegenheden bestemd voor demente bejaarden van het rusthuis « 't Lindeken », Poelstraat 37, te 9820 Merelbeke, uitgebaat door het O.C.M.W. van 9820 Merelbeke, wordt erkend met ingang van 1 januari 1998 tot 1 januari 2000 onder nr. CE 1296. De maximale opnamecapaciteit van het rusthuis bedraagt aldus 136 woonegelegenheden waarvan 30 woonegelegenheden uitsluitend bestemd voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

De eerste fase van het rusthuis « Residentie Wielant », Schellebellestraat 8, te 8750 Anzegem (Ingooigem), beheerd door de N.V. « Decorte », zelfde adres, wordt erkend met ingang van 1 oktober 1997 tot 1 oktober 2002 onder nr. PE 2055 voor maximaal 65 woonegelegenheden, waarvan 20 woonegelegenheden voor demente bejaarden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

Het rusthuis « RVT Kanunnik Triest », Kloosterstraat 33, te 9090 Melle, beheerd door de V.Z.W. « RVT Kanunnik Triest », zelfde adres, wordt erkend onder nummer PE 95 van 1 februari 1998 tot 1 februari 2003 voor 90 woonegelegenheden.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

De eerste fase van het rusthuis « Aan de Beverdijk », Beverbekerdijk 7, te 3930 Hamont-Achel, uitgebaat door de V.Z.W. « Senioren Residentie », Hazenstraat 11, te 3910 Neerpelt, wordt erkend met ingang van 15 november 1997 tot 1 december 2002 onder nr. PE 2026 voor maximaal 44 woonegelegenheden voor demente bejaarden.

Een afwijking op de erkenningsnorm 5.1., vervat in de bijlage B van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 1985, voornoemd, wordt toegestaan.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

De erkenning onder nummer PE 1470 van het rusthuis « De Zavel », Duinstraat 21-23, te 2060 Antwerpen, beheerd door de V.Z.W. « Goudblomme », Oever 14, te 2000 Antwerpen, wordt verlengd met ingang van 1 januari 1998 tot 1 januari 2001 voor 125 woonegelegenheden.

Er wordt akte genomen van het schrijven van de V.Z.W. « Goudblomme » van 18 december 1997 met betrekking tot de naleving van de geldende brandveiligheidsnormen in de instelling. De V.Z.W. is volledig verantwoordelijk voor de hierin opgenomen verklaringen en dient de Administratie halfjaarlijks in te lichten omtrent de vordering der werkzaamheden en/of afwijkingsaanvragen inzake brand-veiligheid.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

Bij besluit van de Vlaamse Minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 13 maart 1998 wordt bepaald :

Aan de V.Z.W. « Senior Service Groep », Violierenlaan 28, te 8400 Oostende, wordt de voorafgaande vergunning verleend voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 40 wooneenheden in de Westkerkestraat te Oudenburg.

Deze voorafgaande vergunning vervalt wanneer binnen de periode van vijf jaar de werken niet zijn aangevat. Deze periode kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager maximaal tweemaal worden verlengd voor een periode van drie jaar. Ze houdt geen verbintenis in ten overstaan van de mogelijke subsidiëring van het project.

Het ministerieel besluit van 6 februari 1998 houdende toekenning van de voorafgaande vergunning voor het bouwen van een serviceflatgebouw met 40 wooneenheden in de Westkouterstraat, te Oudenburg, verleend aan de V.Z.W. « Senior Service Groep », Violierenlaan 28, te 8400 Oostende, wordt opgeheven.

Tegen dit besluit kan door elke belanghebbende een verzoek tot schorsing of nietigverklaring worden ingediend bij de Raad van State binnen de 60 dagen na kennisgeving van deze beslissing.

[C - 98/35711]

#### Arbeidsgeneeskundige diensten

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst van Renault Industrie nv geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst van Alcatel Mietec nv geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst van Carcoke nv, afdeling Zeebrugge geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst van Bell Telephone MGF Cy geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de interbedrijfsgeneeskundige dienst VAN geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt de erkenning van de arbeidsgeneeskundige dienst Siemens Atea geschorst voor een periode van 60 dagen. De schorsing gaat in op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt aan de nv Alders Transport de toelating verleend om zich van de medewerking te verzekeren van de erkende bedrijfsgeneeskundige dienst van Union Minière vestiging Overpelt.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt aan de interbedrijfsgeneeskundige dienst Progecov V.Z.W. de toelating verleend om zijn beroepsbevoegdheid uit te breiden tot alle private sectoren.

Bij besluit van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid van 5 juni 1998 wordt aan de interbedrijfsgeneeskundige dienst APRIM V.Z.W. de toelating verleend om zijn territoriale bevoegdheid uit te breiden tot gans Vlaanderen.

[S - C - 98/35610]

**Nederlands Toneel Gent**  
**Aanstelling van afgevaardigden van de Vlaamse Gemeenschap in de raad van bestuur**

Bij besluit van de Vlaamse regering van 19 mei 1998 wordt met ingang van 28 oktober 1995 het mandaat van de volgende personen als afgevaardigde van de Vlaamse Gemeenschap in de raad van bestuur van het Nederlands Toneel Gent, instelling van openbaar nut, Sint-Baafsplein 17, te 9000 Gent, verlengd voor een periode van vier jaar :

- de heer Jo De Schuyter, Oude Brusselseweg 143, 9050 Gentbrugge;
- de heer Michel Van Ongevalle, Heiveldstraat 110, 9040 Sint-Amandsberg;
- de heer Guy Van Hevele, Koning Albertstraat 77, 9900 Eeklo.

Bij hetzelfde besluit worden de volgende personen aangesteld als afgevaardigde van de Vlaamse Gemeenschap in de raad van bestuur van het Nederlands Toneel Gent :

- Mevr. Catherine De Bruyne, Lievekaai 19, 9000 Gent, in opvolging van de heer Filip Van Damme;
- de heer Luc Deleersnijder, Louisalaan 214, 1050 Brussel, in opvolging van de heer Alain Vanden Bossche;
- Mevr. Chantal De Smet, Nieuwland 48, 9000 Gent, in opvolging van Mevr. Marie-Anne Van Hijfte.

Hun mandaat eindigt op 28 oktober 2001.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de cultuur, is belast met de uitvoering van dit besluit.

[98/35609]

**VZW Vlaams Omroeporkest en Kamerkoor**  
**Benoeming van een afgevaardigde van de Vlaamse minister bevoegd voor de cultuur**

Bij besluit van de Vlaamse regering van 19 mei 1998 wordt de heer Jan Rispens, Jenatzystraat 7, 1030 Brussel, benoemd tot afgevaardigde van de Vlaamse minister bevoegd voor de cultuur bij de vzw Vlaams Omroeporkest en Kamerkoor.

Dit besluit treedt in werking op datum van ondertekening van dit besluit.

De Vlaamse minister bevoegd voor de cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

[98/35725]

**Vertrouwenscentra Kindermishandeling. — Vaststelling van het bedrag van de extra subsidie voor het jaar 1998**

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 16 juni 1998 wordt aan de vertrouwenscentra kindermishandeling een extra subsidie toegekend.

Deze extra subsidie bedraagt voor 1998 :

1° Centrum Kind en Nood in Antwerpen :	7 465 306 BEF
2° Vertrouwenscentrum Kind en Nood in Brussel :	1 142 706 BEF
3° Centrum Kind en Gezin in Nood in Leuven :	4 408 777 BEF
4° Centrum Kind in Nood in Gent :	5 953 805 BEF
5° Centrum Kind in Nood in Brugge :	5 188 276 BEF
6° Vertrouwenscentrum inzake kindermishandeling in Hasselt :	3 780 149 BEF

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw**

[C - 98/35683]

**Subregionale Tewerkstellingscomité's. — Ontslag en benoeming**

Bij ministerieel besluit van 15 mei 1998 wordt :

Aan de heer Karel Hermans, effectief lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ontslag verleend.

Aan de heer Jan Coppens, effectief lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ontslag verleend.

Aan de heer Lode Nijs, effectief lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ontslag verleend.

Aan de heer Karel Duysburgh, effectief lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Mechelen, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ontslag verleend.

Aan de heer Ferre Blaes, effectief lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Mechelen, als vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, ontslag verleend.

Aan de heer Guy Roefs, plaatsvervangend lid van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ontslag verleend.

Bij ditzelfde besluit wordt :

De heer Jos Heylen tot effectief lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Karel Hermans, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

De heer Raf Jacobs tot effectief lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Jan Coppens, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

De heer Luc Holthof tot effectief lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Lode Nijs, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

De heer Karel De Cock tot effectief lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Mechelen, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Karel Duysburgh, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

De heer Robert Feremans tot effectief lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Mechelen, als vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties, ter vervanging van de heer Ferre Blaes, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

De heer Wim Gevers tot plaatsvervangend lid benoemd van het subregionaal tewerkstellingscomité Turnhout, als vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van de heer Guy Roefs, ontslagnemer, van wie hij het mandaat zal voleindigen.

[C - 98/35515]

**Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten**

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN. — Bij besluit van 24 april 1998 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt het besluit van 17 februari 1998, waarbij aan de provincie Oost-Vlaanderen toestemming werd verleend tot gebruik van F 5.178.219 trekkingsrechten uit het Investeringsfonds voor de overlaging van de cementbetonverharding van het vak Burst - Borsbeke op de provincieweg Aalst - Oudenaarde, ingetrokken.

LOKEREN. — Bij besluit van 24 april 1998 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt de stad Lokeren ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van een perceel, gelegen in het BPA nr. 12B « Heirbrug Zuid » en kadastraal bekend, 3de afdeling, sectie D, nr. 785 b, met het oog op de renovatie van de Heirbrugstraat, met de aanleg van een voet- en fietspad.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 op deze onteigening mag worden toegepast.

## Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[98/35694]

**Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Verklaringen van openbaar nut**

LANGEMARK-POELKAPELLE. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 28 mei 1998 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

Nr. 97542

1° Geografische omschrijving :

Langemark-Poelkapelle : Collector Broenbeek - Veldhoek.

2° Kadastrale gegevens :

Gemeente Langemark-Poelkapelle :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 1; Sectie : A;

Percelen : nrs. 365 a, 367 b, 368 b, 369 b, 370 b, 391 h, 371 a, 388 a, 386 a, 416 a, 415 a, 414 a, 413, 422 c, 423 a, 424, 425, 421 l en 426.

3° Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4° Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

5° Plannen ter inzage bij :

— ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer

Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid

Cel Milieu-investeringen

Graaf de Ferraris-gebouw

Emile Jacquainlaan 156, bus 8

1000 Brussel.

— N.V. Aquafin

Dijkstraat, 8

2630 Aartselaar.

— College van Burgemeester en Schepenen van en te 8920 Langemark-Poelkapelle.

6° Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

7° Datum + bevoegde minister

28 mei 1998

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Theo Kelchtermans.

8° Verjaring

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* van 23-24 augustus 1948)).

OPWIJK. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 29 april 1998 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.

Nr. 97268

1) Geografische omschrijving :

Opwijk : verbindingriolering Nanovestraat - Neerveldstraat.

2) Kadastrale gegevens :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 1; Sectie : B;

Percelen : nrs. 13, 18 b, 55 a, 18 c, 18 a/2, 23 a, 24 c, 24 d, 25 g, 25 l, 25 k, 25 m, 29, 30, 31 a, 43, 145, 147 a, 154 g, 155 c, 170 a, 171, 173 d, 173 c, 173 b, 253 n, 245 h, 174 v, 174/2, 256 l, 258 a, 259, 261 a, 270 b, 224 t, 224 d, 222 m, 336 e, 338 c, 338 d, 344 k, 377 a, 374 e, 374 c, 577, 573 a, 597, 596, 650 e, 650 f, 652 a, 651 a, 630 c, 635 l, 634 l, 638 a, 640 p 3, 649 e 2 en 649 n 2.

3) Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (verbindingriolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

4) Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.

## 5) Plannen ter inzage bij :

- ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
Departement Leefmilieu en Infrastructuur  
Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer  
Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid  
Cel Milieu-investeringen  
Graaf de Ferraris-gebouw  
Emile Jacqmainlaan 156, bus 8  
1000 Brussel
- N.V. Aquafin  
Dijkstraat, 8  
2630 Aartselaar
- College van Burgemeester en Schepenen  
van en te  
1745 Opwijk

## 6) Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

## 7) Datum + bevoegde minister

29 april 1998  
De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,  
Theo Kelchtermans.

## 8) Verjaring

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* 23-24 augustus 1948)).

SCHEPDAAL. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 28 april 1998 wordt de oprichting van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur van openbaar nut verklaard.  
Nr. 95242

## 1) Geografische omschrijving :

Schepdaal : collector Schepdaal - Doornbeek - Molenbeek.

## 2) Kadastrale gegevens :

Gemeente Ternat :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 1; Sectie : C;

Percelen : nrs. 353 b, 337, 336 a, 336 b, 322 c, 322 b, 322 a, 323, 324 en 319 b.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 1; Sectie : D;

Percelen : nrs. 112 b, 113 a, 114 c en 123 b.

Gemeente Dilbeek :

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 1; Sectie : A;

Percelen : nrs. 17 b en 18 f.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 7; Sectie : C;

Percelen : nrs. 44 h, 44 p, 1 a, 5 b, 41, 81, 98 c/2, 98 d, 98 e, 241 b, 228 b, 223 n, 222 f, 222 g, 222 k, 222 h, 221 b/2, 221, 216, 202 b, 200 b, 200 c, 199 a, 198 h, 188 f, 191 l, 179 a, 178 c, 178 d en 175 a.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 6; Sectie : C;

Percelen : nrs. 90 a, 90 b en 102.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 6; Sectie : D;

Percelen : nrs. 43 c, 43 d, 42, 3 d en 24.

Kadastraal bekend onder : Afdeling : 6; Sectie : A;

Percelen : nrs. 1 f, 1 d, 1 e, 2 a, 18 e, 18 p, 18 s, 18 r, 31 a, 32 c, 33 c, 2 b, 2 d, 2 e, 3, 17 s/2, 14 s, 32 d en 155 b.

## 3) Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

## 4) Bevoegde instantie :

Na deze verklaring van openbaar nut zal de N.V. Aquafin de terreinen kunnen bezwaren met een erfdiensbaarheid of in naam van het Vlaamse Gewest verwerven.



## 5) Plannen ter inzage bij :

- ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
Departement Leefmilieu en Infrastructuur  
Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer  
Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid  
Cel Milieu-investeringen  
Graaf de Ferraris-gebouw  
Emile Jacqmainlaan 156, bus 8  
1000 Brussel
- N.V. Aquafin  
Dijkstraat, 8  
2630 Aartselaar
- College van Burgemeester en Schepenen  
van en te  
1700 Dilbeek
- College van Burgemeester en Schepenen  
van en te  
1740 Ternat

## 6) Wettelijke basis :

Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32septies en 32octies van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

## 7) Datum + bevoegde minister

28 april 1998

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,  
Theo Kelchtermans.

## 8) Verjaring

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* 23-24 augustus 1948)).

[C - 98/35566]

**Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Hoogdringende onteigening ten algemenen nutte**

ZWIJNDRECHT. — Een besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 28 april 1998 bepaalt de hoogdringende onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen bestemd voor de aanleg van rioolwaterzuiveringsinfrastructuur op het grondgebied van de gemeente Zwijndrecht.

Het betreft dossier nr. 96182 ONT BP

## 1) Geografische omschrijving :

Zwijndrecht : collector Burchtse Scheibeek.

## 2) Kadastrale gegevens :

Gemeente Zwijndrecht :

kadastraal bekend onder : afdeling : 2; sectie : A;

perceel : nr. 624 c.

## 3) Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private bebouwde gronden, die al dan niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedenbouwverordeningen.

## 4) Bevoegde instantie :

De onmiddellijke onteigening zal gebeuren door het Vlaamse Gewest voor rekening van de N.V. Aquafin bij wie woonstkeuze gemaakt wordt.

## 5) Plannen ter inzage bij :

- Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
Departement Leefmilieu en Infrastructuur  
Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer  
Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid  
Cel Milieu-investeringen  
Graaf de Ferraris-gebouw  
Emile Jacqmainlaan 156, bus 8,  
1000 Brussel
- N.V. Aquafin  
Dijkstraat 8,  
2630 Aartselaar

## 6) Wettelijke basis :

Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de Wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1979 en aangevuld en gewijzigd bij de decreten van 23 december 1980, 5 april 1984, 28 juni 1985, 13 juli 1988, 20 december 1989, 12 december 1990 en 21 december 1990.

Gelet op het decreet van 13 april 1988 tot bepaling van de gevallen en de modaliteiten waarbij de Vlaamse regering kan overgaan tot onteigeningen ten algemene nutte inzake de gewestelijke aangelegenheden.

## 7) Datum + bevoegde minister

28 april 1998

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Theo Kelchtermans

## 8) Verjaring

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden

door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betekening of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (B.S. 23-24 augustus 1948)).

[C - 98/35518]

—————

**Ruimtelijke Ordening. — Commissie van advies voor de ruimtelijke ordening**

DENDERMONDE. — Bij besluit van 1 april 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- wordt de heer Antoine Van Den Abbeele benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Dendermonde, als vertegenwoordiger van de middenstandsraad, ter vervanging van de heer Pierre De Cock, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- wordt de heer François D'Hollander benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Dendermonde, als vertegenwoordiger van de leefmilieuraad, ter vervanging van de heer Willy Van Laere, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- is bepaald dat dit besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

IEPER. — Bij besluit van 7 april 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- wordt de heer Yvan Woussen benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Ieper, als vertegenwoordiger van de gidsenkring, ter vervanging van de heer Michel Vansuyt, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- wordt de heer Stefaan Lazooore benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Ieper, als vertegenwoordiger van de minder-validen, ter vervanging van mevrouw Kathleen Bevernage, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- is bepaald dat dit besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

OOSTENDE. — Bij besluit van 7 april 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- wordt de heer Dries Vermeesch benoemd tot voorzitter van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Oostende, ter vervanging van de heer Jean Vandecasteele, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- wordt de heer Etienne Gunst benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Oostende, als vertegenwoordiger van het O.C.M.W., ter vervanging van de heer Hugo Seys, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- is bepaald dat dit besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

SINT-NIKLAAS. — Bij besluit van 1 april 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- wordt de heer Herman Koppen benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Sint-Niklaas, als vertegenwoordiger van de politieke partijen, ter vervanging van de heer Jean-Marie Van Gavere, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- wordt de heer Johan De Smedt benoemd tot lid van de commissie van advies voor de ruimtelijke ordening in de stad Sint-Niklaas, als vertegenwoordiger van de stedelijke adviesraad voor Milieu en Natuur, ter vervanging van de heer Willy Van Rompu, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen;

- is bepaald dat dit besluit in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Ruimtelijke Ordening  
Rooilijnen. — Onteigeningen**

BREE. — Bij besluit van 1 april 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de beslissing van 29 augustus 1996 van de gemeenteraad van Bree, en de bijbehorende plannen wat de vastlegging van de rooilijnen en de onteigening ten algemenen nutte betreft voor de buurtwegen nrs. 16 en 18, Dirixstraat en de Geussensstraat, op het grondgebied van de gemeente Bree (Beek);
- is verklaard dat het algemeen nut vordert dat de delen van de percelen van voormelde plan die met een gele kleur zijn aangeduid, in bezit worden genomen;
- is aan de gemeente Bree de machtiging tot onteigenen verleend.

—

GENK. — Bij besluit van 31 maart 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de beslissing van 21 maart 1996 van de gemeenteraad van Genk en de bijbehorende plannen wat de vastlegging van de rooilijnen en de onteigening ten algemenen nutte betreft voor de buurtweg nr.45, Meilweg, op het grondgebied van de gemeente Genk;
- is verklaard dat het algemeen nut vordert dat de delen van de percelen van voormeld plan die met een gele kleur zijn aangeduid, in bezit worden genomen;
- is aan de gemeente Genk de machtiging tot onteigenen verleend.

—

GENK. — Bij besluit van 30 maart 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de beslissing van 20 november 1997 van de gemeenteraad van Genk, en de bijbehorende plannen wat de vastlegging van de rooilijnen en de onteigening ten algemenen nutte betreft voor de buurtwegen nrs. 2 en 6, E. Van Dorenlaan, op het grondgebied van de gemeente Genk;
- is verklaard dat het algemeen nut vordert dat de delen van de percelen van voormeld plan die met een gele kleur zijn aangeduid, in bezit worden genomen;
- is aan de gemeente Genk de machtiging tot onteigenen verleend.

—

GENK. — Bij besluit van 31 maart 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de beslissing van 20 april 1995 van de gemeenteraad van Genk, en de bijbehorende plannen wat de vastlegging van de rooilijnen en de onteigening ten algemenen nutte betreft voor de buurtweg nr. 11, Lijkweg, op het grondgebied van de gemeente Genk;
- is verklaard dat het algemeen nut vordert dat de delen van de percelen van voormeld plan die met een gele kleur zijn aangeduid, in bezit worden genomen;
- is aan de gemeente Genk de machtiging tot onteigenen verleend.

—

LUBBEEK. — Bij besluit van 30 maart 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de bijgaand rooilijn- en onteigeningsplan voor de zijweg Dunberg;
- is verklaard dat het algemeen nut de inbezitneming vordert van de onroerende goederen aangegeven op het onteigeningsplan;
- is aan de gemeente Lubbeek de machtiging tot onteigenen verleend.

—

ROTSELAAR. Bij besluit van 31 maart 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening :

- is goedgekeurd de beslissing van 29 oktober 1996 van de gemeenteraad van Rotselaar, en het bijbehorende rooilijn- en onteigeningsplan voor wat betreft de rooilijnen en de onteigeningen ten algemenen nutte voor de verbetering van de buurtweg nr.40, Bosweg genaamd en de buurtweg nr.41, Olivierstraat genaamd in de gemeente Rotselaar, met uitsluiting van de met een blauwe rand omzoomde delen van het onteigeningsplan;
- is verklaard dat het algemeen nut de delen vordert van de percelen van voormeld plan die met een gele kleur zijn aangeduid, in bezit worden genomen;
- is aan de gemeente Rotselaar de machtiging tot onteigenen verleend.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE  
DE LA REGION WALLONNE

[C — 98/27381]

## Aménagement du territoire

Agrément des auteurs de projet pour l'élaboration ou la modification de permis de lotir avec ou sans ouverture de voirie

Par décision du 4 mai 1998, Mme Deliens, fonctionnaire déléguée, agréée :

- M. Frédéric Bister, rue Charles Simon, 53 à Bouge;
- M. Gérard Cox, rue Bonair, 5 à Onhaye;
- M. Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 à Temploux;
- M. André Dony, rue Entrée Jacques, 31 à Gembloux;
- M. Marcel Dony, rue de la Retraite, 2 à Bièvre;
- M. André Feuillien, rue des Taillettes, 21A à Gembloux;
- M. Jean-Marie Godfrin, rue Grande, 112 à Dinant;
- M. Luc Lelong, rue de Lurot, 17 à Mettet;
- M. Vincent Lobet, rue Morivaux, 2 à Spy;
- M. Vincent Magitteri, avenue Albert et Elisabeth, 64 à Nivelles;
- M. Bernard Monjoie, rue de la Liberté, 10 à Ciney;
- M. André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 à Villers-la-Ville;
- M. Alphonse Paye, rue Sur les Roches, 15 à Bouge;
- M. Paul Ramiah, rue Jules Destrée, 12 à Belgrade;
- M. Luc Ronvaux, avenue des Aduatiques, 33 à Namur;
- la Société interprofessionnelle d'Architecture et d'Urbanisme sprl (mandataire : M. Pierre Cox), rue Théo Toussaint, 39 à Gembloux.

Par décision du 6 mai 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- Mme Carine André, place Reine Astrid, 16 à Marchienne-Docherie;
- M. Christian Aucquier, rue Joseph Staline, 3 à Eugies;
- M. René Richard Barbier Delfosse, rue des Arquebusiers, 27 à Mons;
- Mme Virginie Cornaert, rue Marcel Nottebaert, 12A à Bailleul;
- M. Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 à Temploux;
- M. Michel Dufour, route de Mons, 65 à Wasmuel;
- M. Michel Fourmentin, rue des Frères Descamps, 26 à Ath;

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM  
DER WALLONISCHEN REGION

[C — 98/27381]

## Raumordnung

Zulassung der Projektautoren für die Aufstellung und die Abänderung von Erschließungsgenehmigungen mit oder ohne Eröffnung von Verkehrswegen

Durch Beschluß vom 4. Mai 1998 gewährt Frau Deliens, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr Frédéric Bister, rue Charles Simon, 53 in Bouge;
- Herr Gérard Cox, rue Bonair, 5 in Onhaye;
- Herr Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 in Temploux;
- Herr André Dony, rue Entrée Jacques, 31 in Gembloux;
- Herr Marcel Dony, rue de la Retraite, 2 in Bièvre;
- Herr André Feuillien, rue des Taillettes, 21A in Gembloux;
- Herr Jean-Marie Godfrin, rue Grande, 112 in Dinant;
- Herr Luc Lelong, rue de Lurot, 17 in Mettet;
- Herr Vincent Lobet, rue Morivaux, 2 in Spy;
- Herr Vincent Magitteri, avenue Albert et Elisabeth, 64 in Nivelles;
- Herr Bernard Monjoie, rue de la Liberté, 10 in Ciney;
- Herr André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 in Villers-la-Ville;
- Herr Alphonse Paye, rue Sur les Roches, 15 in Bouge;
- Herr Paul Ramiah, rue Jules Destrée, 12 in Belgrade;
- Herr Luc Ronvaux, avenue des Aduatiques, 33 in Namur;
- die "Société interprofessionnelle d'Architecture et d'Urbanisme sprl" (Mandat-träger: Herr Pierre Cox), rue Théo Toussaint, 39 in Gembloux.

Durch Beschluß vom 6. Mai 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Frau Carine André, place Reine Astrid, 16 in Marchienne-Docherie;
- Herr Christian Aucquier, rue Joseph Staline, 3 in Eugies;
- Herr René Richard Barbier Delfosse, rue des Arquebusiers, 27 in Mons;
- Frau Virginie Cornaert, rue Marcel Nottebaert, 12A in Bailleul;
- Herr Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 in Temploux;
- Herr Michel Dufour, route de Mons, 65 in Wasmuel;
- Herr Michel Fourmentin, rue des Frères Descamps, 26 in Ath;

VERTALING  
MINISTERIE  
VAN HET WAALSE GEWEST

[98/27381]

## Ruimtelijke ordening

Erkenning van de ontwerpers voor het opmaken of de wijziging van verkavelingsvergunningen met of zonder aanleg van wegen

Bij beslissing van 4 mei 1998 erkent mevrouw Deliens, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen en vennootschappen :

- De heer Frédéric Bister, rue Charles Simon, 53 te Bouge;
- De heer Gérard Cox, rue Bonair, 5 te Onhaye;
- De heer Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 te Temploux;
- De heer André Dony, rue Entrée Jacques, 31 te Gembloux;
- De heer Marcel Dony, rue de la Retraite, 2 te Bièvre;
- De heer André Feuillien, rue des Taillettes, 21A te Gembloux;
- De heer Jean-Marie Godfrin, rue Grande, 112 te Dinant;
- De heer Luc Lelong, rue de Lurot, 17 te Mettet;
- De heer Vincent Lobet, rue Morivaux, 2 te Spy;
- De heer Vincent Magitteri, avenue Albert et Elisabeth, 64 te Nijvel;
- De heer Bernard Monjoie, rue de la Liberté, 10 te Ciney;
- De heer André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 te Villers-la-Ville;
- De heer Alphonse Paye, rue Sur les Roches, 15 te Bouge;
- De heer Paul Ramiah, rue Jules Destrée, 12 te Belgrade;
- De heer Luc Ronvaux, avenue des Aduatiques, 33 te Namen;
- "Société interprofessionnelle d'Architecture et d'Urbanisme" sprl (gemachtigde : de heer Pierre Cox), rue Théo Toussaint, 39 te Gembloux.

Bij beslissing van 6 mei 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- Mevr. Carine André, place Reine Astrid, 16 te Marchienne-Docherie;
- De heer Christian Aucquier, rue Joseph Staline, 3 te Eugies;
- De heer René Richard Barbier Delfosse, rue des Arquebusiers, 27 te Bergen;
- Mevr. Virginie Cornaert, rue Marcel Nottebaert, 12A te Bailleul;
- De heer Jean-Marc Dechène, chemin de Moustier, 72 te Temploux;
- De heer Michel Dufour, route de Mons, 65 te Wasmuel;
- De heer Michel Fourmentin, rue des Frères Descamps, 26 te Aat;

- M. Christian Georges, rue du Roitelet, 13 à Mouscron;
- M. Willy Godart, chaussée Brunehault, 31 à Enghien;
- M. Etienne Godimus, rue Henri Degorge, 110 à Hornu;
- M. Jean-Pierre Leroy, avenue Roi Albert, 631 à Jemappes;
- M. Bernard Lizin, rue Brigade Piron, 339 à Montignies-sur-Sambre;
- Mme Andrée Moyart, Grand-Route, 167 à Gaurain-Ramecroix;
- M. Paul Petit, rue du Déversoir, 13 à Landelies;
- M. Joël Renaud, rue de la Grosse Pomme, 1bis à Mons;
- M. Daniel Tourneur, Marais des Sœurs, 2 à Flobecq.

Par décision du 11 mai 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Roger Art, rue Emile Urbain, 23 à Saint-Vaast (La Louvière);
- M. Christian Delsine, rue Isidore Godfrin, 22 à Dour;
- M. Luc Devries, rue de la Mutualité, 5 à Blaton;
- M. François Fanara, chemin de Thieu, 44 à Maurage;
- M. André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 à Villers-la-Ville;
- M. Georges Smoos, rue des Manchots, 1 Hameau de Lausprelle à Gerpennes;
- M. Hervé Stievenart, rue du Grand Coron, 33 à Honnelles.

Par décision du 13 mai 1998, MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agréent :

- M. Grégory Delannoy, Grand-Place P. Delannoy, 16 à Enghien;
- M. Christophe Dussart, rue de Gozée, 17 à Montigny-le-Tilleul;
- M. Etienne Herin, chaussée d'Ottenbourg, 58 à Wavre;
- M. Vincent Istace, rue de la Station, 77 à Sautin;
- M. Pierre Manderlier, avenue de la Houssière, 239 à Braine-le-Comte;
- (M. Millecamps, Administration communale de Braine-le-Château);
- Mme Carmen Mousset, rue de Bruxelles, 59 à Enghien;
- M. Michel Papin, rue du Temple, 4 à Eugies;
- M. Michel Prevost, rue de Brabant, 90 à Châtelineau;
- M. Marc Protin, rue Latérale, 4 à Braine-le-Comte;
- M. Stefanino Secchi, avenue Wilson, 606 à Jemappes;
- M. Xavier Vanboquestal, rue du Chambge, 27 à Tournai.

Par décision du 14 mai 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Yves Rousseau, clos du Mouron, 3 à Bruxelles;
- M. Eric Theisman, clos du Prince d'Orange à Braine-l'Alleud.

- Herr Christian Georges, rue du Roitelet, 13 in Mouscron;
- Herr Willy Godart, chaussée Brunehault, 31 in Enghien;
- Herr Etienne Godimus, rue Henri Degorge, 110 in Hornu;
- Herr Jean-Pierre Leroy, avenue Roi Albert, 631 in Jemappes;
- Herr Bernard Lizin, rue Brigade Piron, 339 in Montignies-sur-Sambre;
- Frau Andrée Moyart, Grand-Route, 167 in Gaurain-Ramecroix;
- Herr Paul Petit, rue du Déversoir, 13 in Landelies;
- Herr Joël Renaud, rue de la Grosse Pomme, 1bis in Mons;
- Herr Daniel Tourneur, Marais des Sœurs, 2 in Flobecq.

Durch Beschluß vom 11. Mai 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Roger Art, rue Emile Urbain, 23 in Saint-Vaast (La Louvière);
- Herr Christian Delsine, rue Isidore Godfrin, 22 in Dour;
- Herr Luc Devries, rue de la Mutualité, 5 in Blaton;
- Herr François Fanara, chemin de Thieu, 44 in Maurage;
- Herr André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 in Villers-la-Ville;
- Herr Georges Smoos, rue des Manchots, 1 Hameau de Lausprelle in Gerpennes;
- Herr Hervé Stievenart, rue du Grand Coron, 33 in Honnelles.

Durch Beschlüsse vom 13. Mai 1998 gewähren Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Grégory Delannoy, Grand-Place P. Delannoy, 16 in Enghien;
- Herr Christophe Dussart, rue de Gozée, 17 in Montigny-le-Tilleul;
- Herr Etienne Herin, chaussée d'Ottenbourg, 58 in Wavre;
- Herr Vincent Istace, rue de la Station, 77 in Sautin;
- Herr Pierre Manderlier, avenue de la Houssière, 239 in Braine-le-Comte;
- (Herr Millecamps, Gemeindeverwaltung von Braine-le-Château);
- Frau Carmen Mousset, rue de Bruxelles, 59 in Enghien;
- Herr Michel Papin, rue du Temple, 4 in Eugies;
- Herr Michel Prevost, rue de Brabant, 90 in Châtelineau;
- Herr Marc Protin, rue Latérale, 4 in Braine-le-Comte;
- Herr Stefanino Secchi, avenue Wilson, 606 in Jemappes;
- Herr Xavier Vanboquestal, rue du Chambge, 27 in Tournai.

Durch Beschluß vom 14. Mai 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Yves Rousseau, clos du Mouron, 3 in Brüssel;
- Herr Eric Theisman, clos du Prince d'Orange in Braine-l'Alleud.

- De heer Christian Georges, rue du Roitelet, 13 te Moeskroen;
- De heer Willy Godart, chaussée Brunehault, 31 te Edingen;
- De heer Etienne Godimus, rue Henri Degorge, 110 te Hornu;
- De heer Jean-Pierre Leroy, avenue Roi Albert, 631 te Jemappes;
- De heer Bernard Lizin, rue Brigade Piron, 339 te Montignies-sur-Sambre;
- Mevr. Andrée Moyart, Grand-Route, 167 te Gaurain-Ramecroix;
- De heer Paul Petit, rue du Déversoir, 13 te Landelies;
- De heer Joël Renaud, rue de la Grosse Pomme, 1bis te Bergen;
- De heer Daniel Tourneur, Marais des Sœurs, 2 te Vloesberg.

Bij beslissing van 11 mei 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- De heer Roger Art, rue Emile Urbain, 23 te Saint-Vaast (La Louvière);
- De heer Christian Delsine, rue Isidore Godfrin, 22 te Dour;
- De heer Luc Devries, rue de la Mutualité, 5 te Blaton;
- De heer François Fanara, chemin de Thieu, 44 te Maurage;
- De heer André Morimont, rue Champ du Vénérable, 17 te Villers-la-Ville;
- De heer Georges Smoos, rue des Manchots, 1 Hameau de Lausprelle te Gerpennes;
- De heer Hervé Stievenart, rue du Grand Coron, 33 te Honnelles.

Bij beslissing van 13 mei 1998 erkennen de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen :

- De heer Grégory Delannoy, Grand-Place P. Delannoy, 16 te Edingen;
- De heer Christophe Dussart, rue de Gozée, 17 te Montigny-le-Tilleul;
- De heer Etienne Herin, chaussée d'Ottenbourg, 58 te Waver;
- De heer Vincent Istace, rue de la Station, 77 te Sautin;
- De heer Pierre Manderlier, avenue de la Houssière, 239 te 's-Gravenbrakel;
- (De heer Millecamps, Gemeentebestuur van Kasteelbrakel);
- Mevr. Carmen Mousset, rue de Bruxelles, 59 te Edingen;
- De heer Michel Papin, rue du Temple, 4 te Eugies;
- De heer Michel Prevost, rue de Brabant, 90 te Châtelineau;
- De heer Marc Protin, rue Latérale, 4 te 's-Gravenbrakel;
- De heer Stefanino Secchi, avenue Wilson, 606 te Jemappes;
- De heer Xavier Vanboquestal, rue du Chambge, 27 te Doornik.

Bij beslissing van 14 mei 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- De heer Yves Rousseau, clos du Mouron, 3 te Brussel;
- De heer Eric Theisman, clos du Prince d'Orange te Eigenbrakel.

Par décision du 18 mai 1998, Mme Deliens et M. Berthet, fonctionnaires délégués, agréent :

- M. René Collard, rue d'Houdremont, 67 à Bièvre;
- M. Frédéric De Bonhomme, Girembois à Mozet;
- Mme Miriam Dubois, rue Van Driessche, 17 à 1050 Bruxelles;
- M. Didier Goffaux, rue du Bois d'Uchy, 96 à Martouzin-Neuville;
- M. Claude Hennaut, rue de Namur, 17 à Houtain-le-Val;
- M. Hector Pierre Kaye, rue de Spa, 9 à Méan-Havelange;
- M. Denis Quertain, place de Plancenot, 20 à Lasne;
- M. Max Roberti de Winghe, chemin du Relais, 16 à Dion-le-Mont.

Par décision du 14 mai 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, refuse l'agrément à :

- la société B. Ziegler de Ziegleck & Ass. S.C., avenue Lorette, 11 à Lasne.

Par décision du 19 mai 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Eric Bouland, route de Renipont, 4 à Ohain;
- M. Patrick Disneur, rue de la Fabrique, 12 à Wavre;
- M. Michel Lejeune, rue Giroune, 2 à Braine-l'Alleud;
- M. Nicolas Mertens, rue de la Pêcherie, 2 à Villers-la-Ville;
- M. Bernard Nicodeme, rue du Hameau, 25 à Rhode-Saint-Genèse.

Par décision du 20 mai 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Thierry Musch, rue de Namur, 93 à Nivelles;
- M. Bernard Petit, rue René Jurdant, 48 à Wavre.

Par décision du 28 mai 1998, M. Delecour, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Christian Bartiaux, rue du Cimetière, 16 à Esneux;
- la Société Belgeo S.A. (mandataire : Monsieur Ph. Stoffe), rue du Marché, 17 à Huy;
- M. Emile Bertrand, avenue Edouard Cordonnier, 190 à Verviers;
- M. Daniel Blaise, Am Herrenbrulh, 13 à Saint-Vith;
- M. Marcel Brisbois, rue des Oblats, 22 à Liège;
- Mme Carine Clerdent, rue Abbé Peters, 58 à Malmedy;
- M. Jean-François Cornelis, rue de Liège, 132 à Haccourt;
- M. A. Delvaux, rue Saint-Nicolas, 49 à Liège;
- Mme Fabienne Demonty, clos du Grand Sart, 10 à Mortroux;

Durch Beschlüsse vom 18. Mai 1998 gewähren Frau Deliens und Herr Berthet, beauftragte Beamte, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr René Collard, rue d'Houdremont, 67 in Bièvre;
- Herr Frédéric De Bonhomme, Girembois in Mozet;
- Frau Miriam Dubois, rue Van Driessche, 17 in 1050 Brüssel;
- Herr Didier Goffaux, rue du Bois d'Uchy, 96 in Martouzin-Neuville;
- Herr Claude Hennaut, rue de Namur, 17 in Houtain-le-Val;
- Herr Hector Pierre Kaye, rue de Spa, 9 in Méan-Havelange;
- Herr Denis Quertain, place de Plancenot, 20 in Lasne;
- Herr Max Roberti de Winghe, chemin du Relais, 16 in Dion-le-Mont.

Durch Beschluß vom 14. Mai 1998 verweigert Herr Berthet, beauftragter Beamter, der folgenden Gesellschaft die Zulassung:

- die Firma "B. Ziegler de Ziegleck & Ass. S.C. », avenue Lorette, 11 in Lasne.

Durch Beschluß vom 19. Mai 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Eric Bouland, route de Renipont, 4 in Ohain;
- Herr Patrick Disneur, rue de la Fabrique, 12 in Wavre;
- Herr Michel Lejeune, rue Giroune, 2 in Braine-l'Alleud;
- Herr Nicolas Mertens, rue de la Pêcherie, 2 in Villers-la-Ville;
- Herr Bernard Nicodeme, rue du Hameau, 25 in Rhode-Saint-Genèse.

Durch Beschluß vom 20. Mai 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Thierry Musch, rue de Namur, 93 in Nivelles;
- Herr Bernard Petit, rue René Jurdant, 48 in Wavre.

Durch Beschluß vom 28. Mai 1998 gewährt Herr Delecour, beauftragter Beamter, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr Christian Bartiaux, rue du Cimetière, 16 in Esneux;
- die Firma "Belgeo S.A. » (Mandatsträger: Herr Ph. Stoffe), rue du Marché, 17 in Huy;
- Herr Emile Bertrand, avenue Edouard Cordonnier, 190 in Verviers;
- Herr Daniel Blaise, Am Herrenbrulh, 13 in Sankt Vith;
- Herr Marcel Brisbois, rue des Oblats, 22 in Lüttich;
- Frau Carine Clerdent, rue Abbé Peters, 58 in Malmedy;
- Herr Jean-François Cornelis, rue de Liège, 132 in Haccourt;
- Herr A. Delvaux, rue Saint-Nicolas, 49 in Lüttich;
- Frau Fabienne Demonty, clos du Grand Sart, 10 in Mortroux;

Bij beslissing van 18 mei 1998 erkennen mevrouw Deliens en de heer Berthet, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen :

- De heer René Collard, rue d'Houdremont, 67 te Bièvre;
- De heer Frédéric De Bonhomme, Girembois te Mozet;
- Mevr. Miriam Dubois, rue Van Driessche, 17 te 1050 Brussel;
- De heer Didier Goffaux, rue du Bois d'Uchy, 96 te Martouzin-Neuville;
- De heer Claude Hennaut, rue de Namur, 17 te Houtain-le-Val;
- De heer Hector Pierre Kaye, rue de Spa, 9 te Méan-Havelange;
- De heer Denis Quertain, place de Plancenot, 20 te Lasne;
- De heer Max Roberti de Winghe, chemin du Relais, 16 te Dion-le-Mont.

Bij beslissing van 14 mei 1998 weigert de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende vennootschap te erkennen :

- "société B. Ziegler de Ziegleck & Ass. » S.C., avenue Lorette, 11 te Lasne.

Bij beslissing van 19 mei 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- De heer Eric Bouland, route de Renipont, 4 te Ohain;
- De heer Patrick Disneur, rue de la Fabrique, 12 te Waver;
- De heer Michel Lejeune, rue Giroune, 2 te Eigenbrakel;
- De heer Nicolas Mertens, rue de la Pêcherie, 2 te Villers-la-Ville;
- De heer Bernard Nicodeme, rue du Hameau, 25 te Sint-Genesius-Rode.

Bij beslissing van 20 mei 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- De heer Thierry Musch, rue de Namur, 93 te Nijvel;
- De heer Bernard Petit, rue René Jurdant, 48 te Waver.

Bij beslissing van 28 mei 1998 erkent de heer Delecour, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen en vennootschappen :

- De heer Christian Bartiaux, rue du Cimetière, 16 te Esneux;
- "Société Belgeo" S.A. (gemachtigde : de heer Ph. Stoffe), rue du Marché, 17 te Hoi;
- De heer Emile Bertrand, avenue Edouard Cordonnier, 190 te Verviers;
- De heer Daniel Blaise, Am Herrenbrulh, 13 te Sankt Vith;
- De heer Marcel Brisbois, rue des Oblats, 22 te Luik;
- Mevr. Carine Clerdent, rue Abbé Peters, 58 te Malmedy;
- De heer Jean-François Cornelis, rue de Liège, 132 te Haccourt;
- De heer A. Delvaux, rue Saint-Nicolas, 49 te Luik;
- Mevr. Fabienne Demonty, clos du Grand Sart, 10 te Mortroux;

- M. André Deroanne, Champs de Froyr, 87 à Jalhay;

- M. Fernand Dirix, avenue des Eglantines, 12 à 1150 Bruxelles;

- M. Damien Dupont, rue du Gravier, 7A à Chênée;

- M. André Ehx, Grand Route, 99 à Ombret;

- le Bureau Gerardy-Hannay sprl (mandataires : MM. Gerardy et Hannay), rue du Château, 1 à Grâce-Hollogne;

- M. Luc Germeau, place Ovide Musin, 19/5 à Nandrin;

- M. Luc Gilson, rue Xhavée, 9 à Verviers;

- M. Valère Gustin, rue Bonne Fortune, 7 à Liège;

- M. Gilles Hendrice, place Ferrer, 18 à Beyne-Heusay;

- M. Philippe Henry, rue de l'Harmonie, 21 à Herve;

- M. Bruno Ierace, rue de l'Eglise, 4 à Xhoris;

- M. Frank Istace, rue des Bruyères, 39 à Liège;

- M. Jean-Marie Jacobs, Aachener Strasse, 74 à Eupen;

- M. Claude Joly, rue du Bois de Breux, 571 à Jupille-sur-Meuse;

- M. Alfred Josten, Rocherath, 5B à Büllingen;

- M. André Laszlo de Kaszon-Jakabfalva, Sur le Bois, 420 à Trooz;

- M. Eugène Linden, An den Linden, 4 à Saint-Vith;

- M. Michel Mahiels, avenue Laboule, 127 à Tilff-Esneux;

- M. Albert Massar, rue de la Libération, 6 à Verviers;

- M. Eric Meeckers, place Antoine Ernst, 30 à Aubel;

- M. Luis Felipe Monge, rue Malgagnée, 71 à Herstal;

- M. Joseph Moureau, rue de la Ferme, 24 à Ans;

- Mme Sophie Paque, rue Lucassen, 4 à Visé;

- M. Alfred Peters, Village d'Ouren, 58b à Burg-Reuland;

- M. Jean-Pol Philippe, voie Michel, 2 à Xhoris;

- M. Pierre Pirard, rue Lavaux, 1 à Esneux;

- M. Michel Piret, rue de Merchkof, 20 à Aubel;

- M. Gilbert Piron, rue Sonkeu, 11 à Soumagne;

- la Société Pythagore sprl (mandataire : M. Robert Rosin), rue du Vicinal, 13 à Blégny

- Mme Rita Querinjean, Champagne, 78A à Waimes;

- M. Pierre Schindfessel, rue Alban Poulet, 18 à Chênée;

- M. Mathurin Smoos, Beusdael, 154 à Plombières;

- M. Eric Welsch, quai Godefroid Kurth, 20 à Liège.

- Herr André Deroanne, Champs de Froyr, 87 in Jalhay;

- Herr Fernand Dirix, avenue des Eglantines, 12 in 1150 Brüssel;

- Herr Damien Dupont, rue du Gravier, 7A in Chênée;

- Herr André Ehx, Grand-Route, 99 in Ombret;

- die Firma "Bureau Gerardy-Hannay sprl" (Mandatträger: Herr Gerardy und Herr Hannay), rue du Château, 1 in Grâce-Hollogne;

- Herr Luc Germeau, place Ovide Musin, 19/5 in Nandrin;

- Herr Luc Gilson, rue Xhavée, 9 in Verviers;

- Herr Valère Gustin, rue Bonne Fortune, 7 in Lüttich;

- Herr Gilles Hendrice, place Ferrer, 18 in Beyne-Heusay;

- Herr Philippe Henry, rue de l'Harmonie, 21 in Herve;

- Herr Bruno Ierace, rue de l'Eglise, 4 in Xhoris;

- Herr Frank Istace, rue des Bruyères, 39 in Lüttich;

- Herr Jean-Marie Jacobs, Aachener Strasse, 74 in Eupen;

- Herr Claude Joly, rue du Bois de Breux, 571 in Jupille-sur-Meuse;

- Herr Alfred Josten, Rocherath, 5B in Büllingen;

- Herr André Laszlo de Kaszon-Jakabfalva, Sur le Bois, 420 in Trooz;

- Herr Eugène Linden, An den Linden, 4 in Sankt Vith;

- Herr Michel Mahiels, avenue Laboule, 127 in Tilff-Esneux;

- Herr Albert Massar, rue de la Libération, 6 in Verviers;

- Herr Eric Meeckers, place Antoine Ernst, 30 in Aubel;

- Herr Luis Felipe Monge, rue Malgagnée, 71 in Herstal;

- Herr Joseph Moureau, rue de la Ferme, 24 in Ans;

- Frau Sophie Paque, rue Lucassen, 4 in Visé;

- Herr Alfred Peters, Village d'Ouren, 58b in Burg-Reuland;

- Herr Jean-Pol Philippe, voie Michel, 2 in Xhoris;

- Herr Pierre Pirard, rue Lavaux, 1 in Esneux;

- Herr Michel Piret, rue de Merchkof, 20 in Aubel;

- Herr Gilbert Piron, rue Sonkeu, 11 in Soumagne;

- die Firma "Pythagore sprl" (Mandatträger: Herr Robert Rosin), rue du Vicinal, 13 in Blégny;

- Frau Rita Querinjean, Champagne, 78A in Weismes;

- Herr Pierre Schindfessel, rue Alban Poulet, 18 in Chênée;

- Herr Mathurin Smoos, Beusdael, 154 in Plombières;

- Herr Eric Welsch, quai Godefroid Kurth, 20 in Lüttich.

- De heer André Deroanne, Champs de Froyr, 87 te Jalhay;

- De heer Fernand Dirix, avenue des Eglantines, 12 te 1150 Brussel;

- De heer Damien Dupont, rue du Gravier, 7A te Chênée;

- De heer André Ehx, Grand-Route, 99 te Ombret;

- "Bureau Gerardy-Hannay" sprl (gemachtigden : de heren Gerardy en Hannay), rue du Château, 1 te Grâce-Hollogne;

- De heer Luc Germeau, place Ovide Musin, 19/5 te Nandrin;

- De heer Luc Gilson, rue Xhavée, 9 te Verviers;

- De heer Valère Gustin, rue Bonne Fortune, 7 te Luik;

- De heer Gilles Hendrice, place Ferrer, 18 te Beyne-Heusay;

- De heer Philippe Henry, rue de l'Harmonie, 21 te Herve;

- De heer Bruno Ierace, rue de l'Eglise, 4 te Xhoris;

- De heer Frank Istace, rue des Bruyères, 39 te Luik;

- De heer Jean-Marie Jacobs, Aachener Strasse, 74 te Eupen;

- De heer Claude Joly, rue du Bois de Breux, 571 te Jupille-sur-Meuse;

- De heer Alfred Josten, Rocherath, 5B te Büllingen;

- De heer André Laszlo de Kaszon-Jakabfalva, Sur le Bois, 420 te Trooz;

- De heer Eugène Linden, An den Linden, 4 te Sankt Vith;

- De heer Michel Mahiels, avenue Laboule, 127 te Tilff-Esneux;

- De heer Albert Massar, rue de la Libération, 6 te Verviers;

- De heer Eric Meeckers, place Antoine Ernst, 30 te Aubel;

- De heer Luis Felipe Monge, rue Malgagnée, 71 te Herstal;

- De heer Joseph Moureau, rue de la Ferme, 24 te Ans;

- Mevr. Sophie Paque, rue Lucassen, 4 te Wezet;

- De heer Alfred Peters, Village d'Ouren, 58b te Burg-Reuland;

- De heer Jean-Pol Philippe, voie Michel, 2 te Xhoris;

- De heer Pierre Pirard, rue Lavaux, 1 te Esneux;

- De heer Michel Piret, rue de Merchkof, 20 te Aubel;

- De heer Gilbert Piron, rue Sonkeu, 11 te Soumagne;

- "Société Pythagore" sprl (gemachtigde : de heer Robert Rosin), rue du Vicinal, 13 te Blégny

- Mevr. Rita Querinjean, Champagne, 78A te Weismes;

- De heer Pierre Schindfessel, rue Alban Poulet, 18 te Chênée;

- De heer Mathurin Smoos, Beusdael, 154 te Plombières;

- De heer Eric Welsch, quai Godefroid Kurth, 20 te Luik.

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

**VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

[C - 98/08193]

**Werving van bijzonder attachés, architecten (niveau 1)  
voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bijzonder attachés, architecten (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

1. Functiebeschrijving :

1.1. Context :

Provinciebestuur

1.2. Functie :

Behandelen en opvolgen van technische dossiers voor de Bestendige Deputatie en de Provincieraad inzake werken aan gebouwen, ruimtelijke ordening en het patrimonium.

Controle en opvolgen van gemeentelijke dossiers in het kader van de uitoefening van de voogdij.

Opmaken van plannen en bestekken.

Opvolgen van dossiers die door externe studie bureaus worden uitgewerkt.

Opvolgen van bouwplaatsen.

Technisch advies met betrekking tot gemeentelijke dossiers.

2. Wedde en loopbaan :

Van 880.000 tot 1.367.000 frank per jaar (schaal A1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;

de burger- en politieke rechten genieten;

van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;

aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

houder zijn van een diploma van architect

Worden eveneens toegelaten :

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met de bovengenoemde diploma's, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningssysteem van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

4. Selectieprocedure :

1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de grondige kennis van de Belgische instellingen (staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

**SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

[C - 98/08193]

**Recrutement d'attachés spécifiques, architectes (niveau 1)  
pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement d'attachés spécifiques (architectes) (niveau 1), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

1. Description de la fonction :

1.1. Contexte :

Administration provinciale

1.2. Fonction :

instruction et suivi de dossiers techniques à l'intention de la Députation permanente et du Conseil provincial en matière de travaux aux bâtiments, d'aménagement du territoire et du patrimoine;

contrôle et suivi des dossiers communaux dans le cadre de l'exercice de la tutelle;

élaboration de plans et de cahiers des charges;

suivi des dossiers élaborés par des bureaux d'étude extérieurs;

suivi des chantiers;

avis technique sur les dossiers communaux.

2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 880.000 F minimum à 1.367.000 F maximum (échelle A1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;

- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;

- jouir de ses droits civils et politiques;

- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;

- avoir satisfait aux lois sur la milice;

- être titulaire du diplôme d'architecte;

Sont également admis :

les diplômés ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents au diplôme précité, de même que les diplômés reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

4. Procédure de sélection :

1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances approfondies des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.



## 2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, op het niveau van het hoger onderwijs, waarbij geen aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Schriftelijke proef over de materies die specifiek verband houden met de uit te oefenen functie.

De geslaagden van de tweede proef ontvangen te gelegener tijd een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit, de algemene vorming en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

## 5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

## 6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98305), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 400 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

## 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

## 2. Deuxième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR) :

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, du niveau de l'enseignement supérieur, sans prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par la province du Brabant wallon) :

Epreuve écrite portant sur les matières spécifiques à la fonction à exercer.

Une liste de matières sera distribuée aux lauréats de la deuxième épreuve en temps utile.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité, de la culture générale et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## Remarques :

En fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

## 5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

## 6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98305) au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 400 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

## 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08192]

**Werving van bijzonder attachés, licentiaten in de rechten (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bijzonder attachés, licentiaten in de rechten (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

## 1. Functiebeschrijving :

## 1.1. Context :

Provinciebestuur

[C - 98/08192]

**Recrutement d'attachés spécifiques, licenciés en droit (niveau 1) pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement d'attachés spécifiques (licenciés en droit) (niveau 1), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

## 1. Description de la fonction :

## 1.1. Contexte :

Administration provinciale

## 1.2. Functie :

Behandelen van geschillen.  
Opstellen van besluiten inzake verhaal tegen gemeentelijke voorschriften.  
Opstellen van juridische adviezen.  
Advies verstrekken over de voorstellen van provincie-reglementen.  
Analyseren, bestuderen en toepassen van de juridische documentatie.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 880.000 tot 1.367.000 frank per jaar (schaal A1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.  
Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :  
Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;  
een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;

de burger- en politieke rechten genieten;

van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;

aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

houder zijn van een diploma van licentiaat of doctor in de rechten.

Worden eveneens toegelaten :

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningssysteem van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

## 4. Selectieprocedure :

## 1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.)

Deze proef maakt het mogelijk de grondige kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.)

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, op het niveau van het hoger onderwijs, waarbij geen aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant)

Schriftelijke proef over de materies die specifiek verband houden met de uit te oefenen functie.

De geslaagden van de tweede proef ontvangen te gelegener tijd een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant)

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit, de algemene vorming en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 1.2. Fonction :

Instruction des dossiers contentieux.  
Rédaction d'arrêtés en matière de recours contre les impositions communales.

Rédaction d'avis juridiques.

Avis sur les propositions de règlements provinciaux.

Dépouillement, étude et application de la documentation juridique.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 880.000 F minimum à 1.367.000 F maximum (échelle A1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;

- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;

- jouir de ses droits civils et politiques;

- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonne vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;

- avoir satisfait aux lois sur la milice;

- être titulaire du diplôme de licencié ou docteur en droit.

Sont également admis :

les diplômés ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômés reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômés requis peut être obtenu auprès de Madame Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Procédure de sélection :

## 1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR)

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances approfondies des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 2. Deuxième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR)

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, du niveau de l'enseignement supérieur, sans prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par la province du Brabant wallon)

Epreuve écrite portant sur les matières spécifiques à la fonction à exercer.

Une liste de matières sera distribuée aux lauréats de la deuxième épreuve en temps utile.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon)

Evaluation de la motivation, de la maturité, de la culture générale et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

**Opmerkingen :**

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

**5. Selectie van de geslaagden van het examen :**

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

**6. Inschrijving :**

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98306), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 400 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

**7. Bekendmakingsvoorwaarden :**

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

**Remarques :**

En fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

**5. Sélection des lauréats de l'examen :**

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

**6. Inscription :**

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98306) au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 400 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

**7. Conditions de publicité :**

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08194]

**Werving van bijzonder attachés, industrieel ingenieurs (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bijzonder attachés, industrieel ingenieurs (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

**1. Functiebeschrijving :****1.1. Context :**

Provinciebestuur

**1.2. Functie :**

Behandelen en opvolgen van technische dossiers inzake wegen en waterlopen of inzake werken aan gebouwen.

Opmaken van plannen en bestekken.

Opvolgen van dossiers die door externe studie bureaus worden uitgewerkt.

Opvolgen van bouwplaatsen.

Controle en technische adviezen met betrekking tot de gemeentelijke dossiers in het kader van de uitoefening van de voogdij.

**2. Wedde en loopbaan :**

Van 880.000 tot 1.367.000 frank per jaar (schaal A1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

**3. Deelnemingsvoorwaarden :**

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;

[C - 98/08194]

**Recrutement d'attachés spécifiques, ingénieurs industriels (niveau 1) pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement d'attachés spécifiques (ingénieurs industriels) (niveau 1), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

**1. Description de la fonction :****1.1. Contexte :**

Administration provinciale

**1.2. Fonction :**

instruction et suivi des dossiers techniques en matière de voiries et cours d'eau ou en matière de travaux aux bâtiments;

élaboration de plans et de cahiers des charges;

suivi des dossiers élaborés par des bureaux d'études extérieurs;

suivi des chantiers;

contrôle et avis techniques sur les dossiers communaux dans le cadre de l'exercice de la tutelle.

**2. Traitement et carrière :**

Rémunération annuelle brute : 880.000 F minimum à 1.367.000 F maximum (échelle A1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

**3. Conditions de participation :**

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir de ses droits civils et politiques;

- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;

- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

- houder zijn van een diploma van industrieel ingenieur (hoger onderwijs van de lange type).

Worden eveneens toegelaten, in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met de bovengenoemde diploma's, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningssysteem van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

4. Selectieprocedure :

1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de grondige kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, op het niveau van het hoger onderwijs, waarbij geen aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Schriftelijke proef over de materies die specifiek verband houden met de uit te oefenen functie.

De geslaagden van de tweede proef ontvangen te gelegener tijd een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit, de algemene vorming en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98304), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 400 frank fiscale zegels.

- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;

- avoir satisfait aux lois sur la milice;

- être titulaire d'un diplôme d'ingénieur industriel (enseignement supérieur de type long).

Sont également admis les diplômés ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents au diplôme précité, de même que les diplômés reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tél. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

4. Procédure de sélection :

1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances approfondies des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

2. Deuxième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR) :

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, du niveau de l'enseignement supérieur, sans prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par la province du Brabant wallon) :

Epreuve écrite portant sur les matières spécifiques à la fonction à exercer.

Une liste de matières sera distribuée aux lauréats de la deuxième épreuve en temps utile.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité, de la culture générale et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98304), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 400 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

#### 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

#### 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08196]

### Werving van bureauchefs (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bureauchefs (vroeger bestuurssecretaris) (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

#### 1. Functiebeschrijving :

##### 1.1. Context :

Provinciebestuur

##### 1.2. Functie :

Behandelen en opvolgen van dossiers voor de Bestendige Deputatie en de Provincieraad.

Opstellen van besluiten met betrekking tot de door het provinciebestuur behandelde materies (juridisch, personeel, financiën, cultuur, sociaal...).

Toezien op de strikte toepassing en de naleving van de reglementeringen.

Adviserende taak bij het diensthoofd.

Analyseren, bestuderen en toepassen van de documentatie.

#### 2. Wedde en loopbaan :

Van 880.000 tot 1.367.000 frank per jaar (schaal A1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

#### 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

houder zijn van een van de volgende diploma's :

licentiaatsdiploma, burgerlijk ingenieur, landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustriën, meester, geaggregeerde voor het onderwijs, apotheker, doctor in de geneeskunde of in de diergeneeskunde, handelsingenieur, industrieel ingenieur, architect, erkend en uitgereikt door de Belgische universiteiten en instellingen van hoger onderwijs van het lange type, na minstens vier jaar studie (basisstudie 2e cyclus) en door een jury van de Staat of een gemeenschap;

getuigschrift uitgereikt aan de geslaagden van de Koninklijke Militaire School die de titel van burgerlijk ingenieur of licentiaat mogen dragen.

[C - 98/08196]

### Recrutement de chefs de bureau (niveau 1) pour la province du Brabant wallon

Une réserve de recrutement de chefs de bureau (ancien grade de secrétaire d'administration) (niveau 1), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

#### 1. Description de la fonction :

##### 1.1. Contexte :

Administration provinciale

##### 1.2. Fonction :

Instruction et suivi de dossiers à l'intention de la Députation permanente et du Conseil provincial;

Rédaction d'arrêtés relatifs aux matières traitées par l'administration provinciale (juridique, personnel, finances, culture, social,...);

Veiller à la stricte application et au respect des réglementations;

Mission de conseil auprès du chef de service;

Dépouillement, étude et application de la documentation.

#### 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 880.000 F minimum à 1.367.000 F maximum (échelle A1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

#### 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir de ses droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être titulaire d'un des diplômes suivants :

diplôme de licencié, ingénieur civil, ingénieur agronome, ingénieur chimiste et des bio-industries, maître, agrégé de l'enseignement, pharmacien, docteur en médecine ou en médecine vétérinaire, ingénieur commercial, ingénieur industriel, architecte, reconnu et délivré par les universités belges et les établissements d'enseignement supérieur de type long, après au moins quatre années d'études (études de base de 2e cycle) et par un jury de l'Etat ou d'une communauté;

certificat délivré aux lauréats de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou de licencié.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden of door de Vlaamse Gemeenschap uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

4. Selectieprocedure :

1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.)

Deze proef maakt het mogelijk de grondige kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.)

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, op het niveau van het hoger onderwijs, waarbij geen aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.)

Deze proef maakt het mogelijk de kennis inzake administratief en grondwettelijk recht te beoordelen. Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant)

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie, en met name het leiden en coördineren van de activiteiten van de dienst.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examenummer EFG98302), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 400 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Sont également admis :

les diplômes délivrés anciennement ou par la Communauté flamande qui correspondent aux titres d'études précités;

les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tél. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

4. Procédure de sélection :

1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR)

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances approfondies des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

2. Deuxième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR)

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, du niveau de l'enseignement supérieur, sans prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR)

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances en droit administratif et constitutionnel. Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon)

Evaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction, et notamment la direction et la coordination des activités du service.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

En fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98302), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 400 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

#### 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la date de parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

#### 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08195]

### Werving van bureauchefs (technisch) (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bureauchefs (technisch) (niveau 1) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

#### 1. Functiebeschrijving :

##### 1.1. Context :

Provinciebestuur

##### 1.2. Functie :

Behandelen en administratief opvolgen van dossiers voor de Bestendige Deputatie en de Provincieraad.

Bijhouden van en toezien op de naleving van de reglementeringen (met inbegrip van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten en de voogdij).

Toezien op de uitvoering van de programma's en op de naleving van de plannings.

#### 2. Wedde en loopbaan :

Van 880.000 tot 1.367.000 frank per jaar (schaal A1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

#### 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- houder zijn van een van de volgende diploma's :

diploma's van ingenieur, licentiaat, meester, industrieel ingenieur of architect, erkend en uitgereikt door de Belgische universiteiten en instellingen van hoger onderwijs van het lange type, na minstens vier jaar studie en door een jury van de Staat of een Gemeenschap, op de volgende studiegebieden :

- . toegepaste wetenschappen
- . wetenschappen
- . landbouwkundige wetenschappen;

getuigschrift uitgereikt aan de geslaagden van de Koninklijke Militaire School die de titel van burgerlijk ingenieur of licentiaat mogen dragen.

Worden eveneens toegelaten de in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

[C - 98/08195]

### Recrutement de chefs de bureau (technique) (niveau 1) pour la province du Brabant wallon

Une réserve de recrutement de chefs de bureau (technique) (ancien grade de secrétaire d'administration) (niveau 1), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

#### 1. Description de la fonction :

##### 1.1. Contexte :

Administration provinciale

##### 1.2. Fonction :

instruction et suivi administratif des dossiers à l'intention de la Députation permanente et du Conseil provincial;

tenue à jour et contrôle du respect des réglementations (y compris la législation relative aux marchés publics et à la tutelle);

contrôle de l'exécution des programmes et respect des plannings.

#### 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 880.000 F minimum à 1.367.000 F maximum (échelle A1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

#### 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir de ses droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être titulaire d'un des diplômes suivants :

diplômes d'ingénieur, licencié, maître, ingénieur industriel ou architecte, reconnus et délivrés par les universités belges et les établissements d'enseignement supérieur de type long, après au moins quatre années d'études et par un jury de l'Etat ou d'une Communauté, dans les domaines d'études suivants :

- . sciences appliquées
- . sciences
- . sciences agronomiques;

certificat délivré aux lauréats de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou de licencié.

Sont également admis les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeids-geneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

#### 4. Selectieprocedure :

##### 1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de grondige kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grond-beginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

##### 2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, op het niveau van het hoger onderwijs, waarbij geen aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

##### 3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de kennis inzake administratief en grondwettelijk recht te beoordelen. Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant).

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie, en met name het leiden en coördineren van de activiteiten van de dienst.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

#### 5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

#### 6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98303), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleef men voor 400 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tél. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

#### 4. Procédure de sélection :

##### 1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances approfondies des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

##### 2. Deuxième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR) :

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, du niveau de l'enseignement supérieur, sans prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

##### 3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances en droit administratif et constitutionnel. Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

##### 4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction, et notamment la direction et la coordination des activités du service.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

#### 5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

#### 6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98303), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 400 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.



## 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

## 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08190]

**Werving van bijzonder gegradueerden  
(gegradueerde bibliothecarissen) (niveau 2+)  
voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bijzonder gegradueerden (gegradueerde bibliothecarissen) (niveau 2+) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

## 1. Functiebeschrijving :

## 1.1. Contexte :

Provinciebestuur

1.2. Functie : beheren van de administratieve bibliotheek van de Provincie :

aankopen van werken;  
collatie, catalogisering, indexering en coting;  
documentair en bibliografisch onderzoek;  
beheer van de nieuwe informatie-, communicatie- en documentatie-technologieën;  
beheer van abonnementen.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 720.000 tot 999.000 frank per jaar (schaal B1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;  
een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;  
de burger- en politieke rechten genieten;  
van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;  
aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;  
houder zijn van het diploma van gegradueerde bibliothecaris-documentalist.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titel;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met de bovengenoemde titel, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Diploma's van het universitair onderwijs van het lange type komen niet in aanmerking.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

## Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

[C - 98/08190]

**Recrutement de gradués spécifiques  
(bibliothécaires gradués) (niveau 2+)  
pour la Province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement de gradués spécifiques (bibliothécaires gradués) (niveau 2+), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la Province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

## 1. Description de la fonction :

## 1.1. Contexte :

Administration provinciale

1.2. Fonction : gestion de la bibliothèque administrative de la Province :

acquisition d'ouvrages;  
collation, catalogage, indexation et cotation;  
recherches documentaires et bibliographiques;  
gestion des nouvelles techniques d'information, de communication et de documentation;  
gestion des abonnements.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 720.000 F minimum à 999.000 F maximum (échelle B1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

— être Belge ou citoyen de l'Union européenne;  
— avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;  
— jouir des droits civils et politiques;  
— être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;  
— avoir satisfait aux lois sur la milice;  
— être titulaire du diplôme de gradué bibliothécaire documentaliste.

Sont également admis :

les diplômes délivrés anciennement qui correspondent au titre d'études précité;

les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents au titre précité, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Les diplômes de l'enseignement universitaire ou de type long ne seront pas pris en considération.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tél. : 02/210.43.33).

## Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de la Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Selectieprocedure :

## 1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grond-beginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, waarbij aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Schriftelijke proef over de materies die specifiek verband houden met de uit te oefenen functie.

De geslaagden van de tweede proef ontvangen te gelegener tijd een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit, de algemene vorming en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

## 5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

## 6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98308), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 300 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend, moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

## 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

## 4. Procédure de sélection :

## 1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la Province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 2. Deuxième épreuve (2 heures) : (organisée par le SPR) :

Epreuve écrite consistant en la synthèse et le commentaire d'une conférence sur un sujet d'ordre général, avec prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par la province du Brabant wallon) :

Epreuve écrite portant sur les matières spécifiques à la fonction à exercer.

Une liste de matières sera distribuée aux lauréats de la deuxième épreuve en temps utile.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 4. Epreuve orale (organisée par la Province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité, de la culture générale et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

les membres du personnel de la Province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

## 5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

## 6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98308), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 300 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

## 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08189]

**Werving van bijzonder gegradueerden  
(gegradueerden in de boekhouding) (niveau 2+)  
voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bijzonder gegradueerden (gegradueerde in de boekhouding) (niveau 2+) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

**1. Functiebeschrijving :**

**1.1. Context :**

Provinciebestuur

**1.2. Functie :**

financieel en boekhoudkundig onderzoek van het beheer van de Provincie;

dagelijks beheer van inkomsten en uitgaven, met inbegrip van het voeren van de boekhouding en het opstellen van boekhoudkundige geschriften.

**2. Wedde en loopbaan :**

Van 720.000 tot 999.000 frank per jaar (schaal B1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

**3. Deelnemingsvoorwaarden :**

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- houder zijn van een diploma van hoger onderwijs van het korte type, behaald in een afdeling boekhouden of handel.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Diploma's van het universitair onderwijs en van het hoger onderwijs van het lange type komen niet in aanmerking.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

**Lichamelijke geschiktheid :**

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeids-geneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

**4. Selectieprocedure :**

**1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :**

Deze proef maakt het mogelijk de kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

**2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :**

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, waarbij aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

[C - 98/08189]

**Recrutement de gradués spécifiques  
(gradués en comptabilité) (niveau 2+)  
pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement de gradués spécifiques (gradués en comptabilité) (niveau 2+), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la Province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

**1. Description de la fonction :**

**1.1. Contexte :**

Administration provinciale

**1.2. Fonction :**

analyse financière et comptable de la gestion de la Province;

gestion quotidienne des recettes et des dépenses, en ce compris la comptabilisation et la rédaction des écritures comptables.

**2. Traitement et carrière :**

Rémunération annuelle brute : 720.000 F minimum à 999.000 F maximum (échelle B1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

**3. Conditions de participation :**

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir des droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court obtenu dans une section comptabilité ou commerce.

Sont également admis :

les diplômés délivrés anciennement qui correspondent aux titres d'études précités;

les diplômés ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômés reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômés.

Les diplômés de l'enseignement universitaire ou de type long ne seront pas pris en considération.

Tout renseignement concernant les diplômés requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tél. : 02/210.43.33).

**Aptitudes physiques :**

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de la Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

**4. Procédure de sélection :**

**1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :**

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

**2. Deuxième épreuve (2 heures) : (organisée par le SPR) :**

Epreuve écrite consistant en la synthèse d'une conférence sur un sujet d'ordre général, avec prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Schriftelijke proef over de materies die specifiek verband houden met de uit te oefenen functie.

De geslaagden van de tweede proef ontvangen te gelegener tijd een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit, de algemene vorming en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personneelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98309), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 300 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend, moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

3. Troisième épreuve (2 heures) (organisée par la province du Brabant wallon) :

Epreuve écrite portant sur les matières spécifiques à la fonction à exercer.

Une liste de matières sera distribuée aux lauréats de la deuxième épreuve en temps utile.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité, de la culture générale et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98309), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », Boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 300 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08191]

#### **Werving van administratief bedienden (niveau 2+) voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige administratief bedienden (niveau 2+) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

1. Functiebeschrijving :

1.1. Context :

Provinciebestuur

[C - 98/08191]

#### **Recrutement d'employés d'administration (niveau 2+) pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement d'employés d'administration (niveau 2+), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

1. Description de la fonction :

1.1. Contexte :

Administration provinciale

## 1.2. Functie :

Helpen bij het behandelen en opvolgen van dossiers voor de Bestendige Deputatie en de Provincieraad.

Helpen bij het opstellen van besluiten met betrekking tot de door het provinciebestuur behandelde materies (juridisch, personeel, financiën, cultuur, sociaal...).

Administratief beheer van de dossiers van de de Bestendige Deputatie en de Provincieraad.

Opstellen van brieven.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 646.000 tot 992.600 frank per jaar (schaal D6), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;

- de burger- en politieke rechten genieten;

- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;

- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

- houder zijn van een van de volgende diploma's :

diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door een universiteit of een instelling van hoger onderwijs van het lange type, of een getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studiejaar van de Koninklijke Militaire School;

diploma van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus of van het hoger technisch of kunstonderwijs van de 3e, 2e of 1e graad;

diploma van meekundig schatter van onroerende goederen, van mijnmeter of van technisch ingenieur;

diploma van economisch hoger of sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

## 4. Selectieprocedure :

1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten, toekenning van subsidies).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

2. Tweede proef (1 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de voldoende kennis inzake wiskunde (praktische toepassingen, lezen van tabellen en grafieken) te beoordelen. Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (20 meerkeuzevragen).

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

## 1.2. Fonction :

aide à l'instruction et au suivi des dossiers à l'intention de la Députation permanente et du Conseil provincial;

aide à la rédaction d'arrêtés relatifs aux matières traitées par l'administration provinciale (juridique, personnel, finances, culture, social,...);

gestion administrative des dossiers de la Députation permanente et du Conseil provincial;

rédaction de courriers.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 646.000 F minimum à 992.600 F maximum (échelle D6), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;

- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;

- jouir des droits civils et politiques;

- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;

- avoir satisfait aux lois sur la milice;

- être titulaire de l'un des diplômes suivants :

diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;

diplôme de candidat délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une université ou un établissement d'enseignement supérieur de type long, ou un certificat de réussite des deux premières années de l'Ecole royale militaire;

diplôme de l'enseignement maritime du cycle supérieur ou de l'enseignement technique ou artistique supérieur du 3e, 2e ou 1er degré;

diplôme de géomètre-expert immobilier, de géomètre des mines ou d'ingénieur technicien;

diplôme d'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale.

Sont également admis :

les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux titres d'études précités;

les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de la Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Procédure de sélection :

1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances des institutions belges (Etat, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics, octroi des subventions).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

2. Deuxième épreuve (1 heure) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances suffisantes en mathématiques (mise en situation, lecture de tableaux et graphiques). Il sera fait usage de questionnaires standardisés (20 questions à choix multiple).

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

3. Derde proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten en becommentariëren van een lezing over een algemeen onderwerp, waarbij aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98307), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 300 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend, moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

3. Troisième épreuve (2 heures) : (organisée par le SPR) :

Épreuve écrite consistant en la synthèse et le commentaire d'une conférence sur un sujet d'ordre général, avec prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

4. Épreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Évaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

En fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98307) au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 300 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08188]

### Werving van administratief bedienden (niveau 2) voor de provincie Waals-Brabant

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige administratief bedienden (vroeger opsteller) (niveau 2) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

1. Functiebeschrijving :

1.1. Contexte :

Provinciebestuur

1.2. Functie :

Helpen bij het behandelen en opvolgen van dossiers voor de Bestendige Deputatie en de Provincieraad.

Helpen bij het opstellen van besluiten met betrekking tot de door het provinciebestuur behandelde materies (juridisch, personeel, financiën, cultuur, sociaal...) op basis van precieze instructies.

Opstellen van brieven op basis van precieze instructies.

[C - 98/08188]

### Recrutement d'employés d'administration (niveau 2) pour la Province du Brabant wallon

Une réserve de recrutement d'employés d'administration (ancien grade de rédacteur) (niveau 2), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la Province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

1. Description de la fonction :

1.1. Contexte :

Administration provinciale

1.2. Fonction :

Aide à l'instruction et au suivi des dossiers à l'intention de la Députation permanente et du Conseil provincial;

Aide à la rédaction d'arrêtés relatifs aux matières traitées par l'administration provinciale (juridique, personnel, finances, culture, social...) sur base d'instructions précises;

Rédaction de courriers sur base d'instructions précises.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 606.000 tot 923.900 frank per jaar (schaal D4), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- minstens houder zijn van een van de volgende studiegetuigschriften :

attest na het slagen van het 6e leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepsonderwijs secundair met volledig leerplan of van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus;

getuigschrift van hoger secundair onderwijs of bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het lager onderwijs;

diploma uitgereikt na het slagen voor het examen bedoeld in artikel 5 van de wetten of het toekennen van de academische graden;

diploma van een tot de groep handel, administratie of organisatie behorende afdeling van een hogere secundaire technische leergang, uitgereikt na een cyclus van ten minste 750 lestijden;

diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

kandidaatsdiploma uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie door een universiteit of een instelling van hoger onderwijs van het lange type, of getuigschrift na het slagen voor de eerste twee studiejaar van de Koninklijke Militaire School;

diploma van het zeevaartonderwijs van de hogere cyclus of van het hoger kunst- of technisch onderwijs van de 3e, 2e of 1e graad;

diploma van meetkundig schatter van onroerende goederen, van mijnmeter of van technisch ingenieur;

diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

## 4. Selectieprocedure :

## 1. Eerste selectieproef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de voldoende kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (40 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 2. Tweede proef (2 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Schriftelijke proef die bestaat in het samenvatten van een lezing over een algemeen onderwerp, waarbij aantekeningen worden gemaakt.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 606.000 F minimum à 923.900 F maximum (échelle D4), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir des droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être, au moins, porteur d'un des titres d'études ci-après :

attestation de réussite de la 6e année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice ou d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur;

certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplôme d'aptitude à l'enseignement supérieur;

diplôme délivré après la réussite de l'examen prévu à l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques;

diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration ou organisation d'un cours technique secondaire supérieur, délivré après un cycle d'au moins 750 périodes;

diplôme de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice;

diplôme de candidat délivré après un cycle d'au moins deux années d'études par une université ou un établissement d'enseignement supérieur de type long, ou certificat de réussite des deux premières années de l'Ecole royale militaire;

diplôme de l'enseignement maritime du cycle supérieur ou de l'enseignement technique ou artistique supérieur du 3e, 2e ou 1<sup>er</sup> degré;

diplôme de géomètre-expert immobilier, de géomètre des mines ou d'ingénieur technicien;

diplôme de l'enseignement supérieur économique ou supérieur social de type court et de promotion sociale.

Sont également admis :

les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux titres d'études précités;

les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Procédure de sélection :

## 1. Première épreuve éliminatoire (2 heures) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances suffisantes des institutions belges (Etats, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la Province du Brabant wallon, ainsi que la Loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (40 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 2. Deuxième épreuve (2 heures) : (organisée par le SPR) :

Epreuve consistant en la synthèse et le commentaire d'une conférence sur un sujet d'ordre général, avec prise de notes.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 3. Derde proef (1 uur) (georganiseerd door het VWS) :

Deze proef maakt het mogelijk de voldoende kennis inzake wis- kunde (praktische toepassingen, lezen van tabellen en grafieken) te beoordelen.

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (20 meerkeuzevragen).

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

## 4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

## 5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

## 6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98310), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 300 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

## 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

## 3. Troisième épreuve (1 heure) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances suffisantes en mathématiques (mises en situation, lecture de tableaux et graphiques).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (20 questions à choix multiple).

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

## 4. Epreuve orale (organisée par la Province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour;

les membres du personnel de la Province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

## 5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

## 6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98310), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », Boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 300 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

## 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08187]

### Werving van administratief bedienden (niveau 3) voor de provincie Waals-Brabant

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige administratief bedienden (niveau 3) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

## 1. Functiebeschrijving :

## 1.1. Context :

Provinciebestuur

[C - 98/08187]

### Recrutement d'employés d'administration (niveau 3) pour la province du Brabant wallon

Une réserve de recrutement d'employés d'administration (ancien grade de commis) (niveau 3), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la Province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

## 1. Description de la fonction :

## 1.1. Contexte :

Administration provinciale



## 1.2. Functie :

dactylografie;  
reproductie van documenten;  
registreren van de post;  
onthaal (telefonisch en persoonlijk);  
klasseren.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 576.000 tot 766.860 frank per jaar (schaal D1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- op zijn minst houder zijn van een van de volgende diploma's of getuigschriften :

gehomologeerd getuigschrift van lagere secundaire studies of gelijkwaardig getuigschrift, uitgereikt door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

diploma waaruit blijkt dat het eerste technisch examen voor het verkrijgen van de titel van meetkundig schatter van onroerende goederen met vrucht werd afgelegd;

getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de lagere secundaire cyclus;

diploma, getuigschrift of attest uitgereikt na het volgen, met vrucht, van het derde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door een der gemeenschappen;

diploma of getuigschrift van een afdeling van lagere secundaire cursus of van de lagere secundaire cyclus van het kunstonderwijs voor socio-culturele promotie, kwalificatiegetuigschrift van het 4e leerjaar van het secundair of van het bijzonder secundair onderwijs, getuigschrift van beroepsopleiding afgeleverd door de FOREm of door een centrum voor voortdurende vorming van de Middenstand, of een attest van verworven bekwaamheden uitgereikt in het kader van de wetgeving inzake het industrieel leerlingwezen.

Worden eveneens toegelaten :

diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

## 4. Selectieprocedure :

## 1. Eerste selectieproef (1 uur 30) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de elementaire kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (30 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## 1.2. Fonction :

Dactylographie;  
Reproduction de documents;  
Indicetage du courrier;  
Accueil (téléphonique et personnel);  
Classement.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 576.000 F minimum à 766.860 F maximum (échelle D1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir des droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être, au moins, titulaire d'un des diplômes ou certificats suivants :

certificat homologué d'études secondaires inférieures ou certificat équivalent délivré par un jury d'examen constitué par le Gouvernement;

diplôme attestant que le premier examen technique pour l'obtention du titre de géomètre-expert immobilier a été subi avec fruit;

certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire inférieur;

diplôme, certificat ou attestation constatant la fréquentation avec fruit de la troisième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des communautés;

diplôme ou certificat de fin d'études d'une section d'un cours secondaire inférieur ou du cycle secondaire inférieur de l'enseignement artistique de promotion socio-culturelle, certificat de qualification de la 4e année d'enseignement secondaire ou spécial secondaire, certificat de formation professionnelle délivré par le FOREm ou un centre de formation permanente des Classes moyennes ou attestation des capacités acquises délivrée dans le cadre de la législation relative à l'apprentissage industriel.

Sont également admis :

les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux titres d'études précités;

les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de la Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Procédure de sélection :

## 1. Première épreuve éliminatoire (1 heure 30) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances élémentaires des institutions belges (Etats, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la Province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (30 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## 2. Tweede proef (1 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de basiskennis inzake wiskunde (praktische toepassingen, lezen van tabellen en grafieken) te beoordelen. Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (20 meerkeuzevragen).

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

## 3. Derde proef (2 uur) : Schriftelijke proef : Opstellen (georganiseerd door het V.W.S.) :

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

## 4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

## Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

## 5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

## 6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98311), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 200 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend, moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

## 7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

## 2. Deuxième épreuve (1 heure) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances de base en mathématiques (mises en situation, problèmes). Il sera fait usage de questionnaires standardisés (20 questions à choix multiple).

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

## 3. Troisième épreuve (2 heures) : partie écrite : rédaction (organisée par le SPR) :

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

## 4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

## Remarques :

en fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

## 5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

## 6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98311), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », Boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 200 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

## 7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

[C - 98/08186]

**Werving van bewakers (niveau 3) voor de provincie Waals-Brabant**

Het V.W.S. legt een wervingsreserve aan van mannelijke en vrouwelijke Franstalige bewakers (niveau 3) voor de provincie Waals-Brabant.

De wervingsreserve blijft één jaar geldig.

## 1. Functiebeschrijving :

## 1.1. Context :

Provinciedomein.

[C - 98/08186]

**Recrutement de gardes (niveau 3) pour la province du Brabant wallon**

Une réserve de recrutement de gardes (niveau 3), masculins et féminins, d'expression française, sera prochainement constituée pour la province du Brabant wallon.

La réserve de recrutement reste valable un an.

## 1. Description de la fonction :

## 1.1. Contexte :

Domaines provinciaux.

## 1.2. Functie :

bewaking van de domeinen;  
toezien op de goede orde en op de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen;  
onthaal en voorlichting van bezoekers, stagiairs en gebruikers;  
ontvangen van inkomgelden;  
verkopen van artikelen en producten.

## 2. Wedde en loopbaan :

Van 576.000 tot 766.860 frank per jaar (schaal D1), reglementaire uitkeringen niet inbegrepen.

Er zijn bevorderingsmogelijkheden.

## 3. Deelnemingsvoorwaarden :

Om te mogen deelnemen aan het examen moeten de kandidaten op de uiterste inschrijvingsdatum aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- een voldoende geachte kennis hebben van de Franse taal met het oog op de uit te oefenen functie;
- de burger- en politieke rechten genieten;
- van onberispelijk gedrag zijn en een bewijs van goed gedrag en zeden kunnen overleggen na de datum waarop wordt bekendgemaakt dat de bewuste post vacant is;
- aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
- op zijn minst houder zijn van een van de volgende diploma's of getuigschriften :

- gehomologeerd getuigschrift van lagere secundaire studies of gelijkwaardig getuigschrift, uitgereikt door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

- diploma waaruit blijkt dat het eerste technisch examen voor het verkrijgen van de titel van meetkundig schatter van onroerende goederen met vrucht werd afgelegd;

- getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de lagere secundaire cyclus;

- diploma, getuigschrift of attest uitgereikt na het volgen, met vrucht, van het derde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door een der Gemeenschappen;

- diploma of getuigschrift van een afdeling van lagere secundaire cursus of van de lagere secundaire cyclus van het kunstonderwijs voor socio-culturele promotie, kwalificatiegetuigschrift van het 4e leerjaar van het secundair of van het bijzonder secundair onderwijs, getuigschrift van beroepsopleiding afgeleverd door de FOREm of door een centrum voor voortdurende vorming van de Middenstand of een attest van verworven bekwaamheden uitgereikt in het kader van de wetgeving inzake het industrieel leerlingwezen.

Worden eveneens toegelaten :

- diploma's in het verleden uitgereikt, die overeenstemmen met de bovengenoemde titels;

- in het buitenland behaalde diploma's of studiegetuigschriften die, krachtens internationale overeenkomsten of in toepassing van de wet of het decreet, gelijkwaardig worden verklaard met een van de bovengenoemde titels, evenals de diploma's erkend overeenkomstig de procedure die in de koninklijke besluiten van 6 en 22 mei 1996 wordt beschreven, waarin rekening wordt gehouden met de bepalingen van de Europese richtlijnen betreffende een algemeen erkenningsstelsel van diploma's.

Elke inlichting betreffende de vereiste diploma's kan worden verkregen bij Mevr. Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Lichamelijke geschiktheid :

Alle geslaagden moeten bij de Openbare Dienst voor Arbeidsgeneeskunde een onderzoek ondergaan op het ogenblik dat ze in dienst treden. De definitieve benoeming, na één jaar stage, is afhankelijk van het positieve resultaat van dit onderzoek.

## 4. Selectieprocedure :

## 1. Eerste selectieproef (1 uur 30) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de elementaire kennis van de Belgische instellingen (Staat, gewesten, gemeenschappen, provincies en gemeenten) en van de voornaamste organismen van de provincie Waals-Brabant te beoordelen, alsmede de kennis van de provinciewet (voogdijdecreet, formele motivering van bestuurshandelingen, grondbeginselen van overheidsopdrachten).

Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (30 meerkeuzevragen).

De kandidaten ontvangen een lijst van de onderwerpen.

## Fonction :

surveillance des domaines;  
veiller au bon ordre et à l'application des dispositions légales et réglementaires;  
accueil et information des visiteurs, des stagiaires et des utilisateurs;  
perception des droits d'entrée;  
vente d'articles et de produits.

## 2. Traitement et carrière :

Rémunération annuelle brute : 576.000 F minimum à 766.860 F maximum (échelle D1), allocations réglementaires non comprises.

Des possibilités de promotion sont prévues.

## 3. Conditions de participation :

Pour être admis à participer à l'examen, les candidats doivent, à la date limite d'inscription, remplir les conditions suivantes :

- être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- jouir des droits civils et politiques;
- être d'une conduite irréprochable et pouvoir présenter un certificat de bonnes vie et mœurs postérieur à la déclaration de vacance de l'emploi visé;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être, au moins, titulaire d'un des diplômes ou certificats suivants :

- certificat homologué d'études secondaires inférieures ou certificat équivalent délivré par un jury d'examen constitué par le Gouvernement;

- diplôme attestant que le premier examen technique pour l'obtention du titre de géomètre-expert immobilier a été subi avec fruit;

- certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire inférieur;

- diplôme, certificat ou attestation constatant la fréquentation avec fruit de la troisième année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice délivré par un établissement subventionné ou reconnu par l'Etat ou par l'une des Communautés;

- diplôme ou certificat de fin d'études d'une section d'un cours secondaire inférieur ou du cycle secondaire inférieur de l'enseignement artistique de promotion socio-culturelle, certificat de qualification de la 4e année d'enseignement secondaire ou spécial secondaire, certificat de formation professionnelle délivré par le FOREm ou un centre de formation permanente des Classes moyennes ou attestation des capacités acquises délivrée dans le cadre de la législation relative à l'apprentissage industriel.

Sont également admis :

- les diplômes délivrés anciennement qui correspondent aux titres d'études précités;

- les diplômes ou certificats d'études obtenus à l'étranger qui, en vertu de conventions internationales ou en application de la loi ou du décret, sont déclarés équivalents à l'un des titres précités, de même que les diplômes reconnus conformément à la procédure définie par les arrêtés royaux des 6 et 22 mai 1996 qui prennent en considération les dispositions des directives européennes relatives à un système général de reconnaissance des diplômes.

Tout renseignement concernant les diplômes requis peut être obtenu auprès de Mme Blandre (tel. : 02/210.43.33).

Aptitudes physiques :

Tous les lauréats devront se soumettre à un examen auprès du Service public de la Médecine du Travail, au moment de leur entrée en service. La nomination à titre définitif, qui intervient après un an de stage, est subordonnée au résultat favorable de cet examen.

## 4. Procédure de sélection :

## 1. Première épreuve éliminatoire (1 heure 30) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances élémentaires des institutions belges (Etats, régions, communautés, provinces et communes) et des principaux organes de la province du Brabant wallon, ainsi que la loi provinciale (décret de tutelle, motivation formelle des actes administratifs, rudiments de marchés publics).

Il sera fait usage de questionnaires standardisés (30 questions à choix multiple).

Une liste de matières sera distribuée aux candidats.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

2. Tweede proef (1 uur) (georganiseerd door het V.W.S.) :

Deze proef maakt het mogelijk de basis kennis inzake wiskunde (praktische toepassingen, lezen van tabellen en grafieken) te beoordelen. Er wordt gebruik gemaakt van gestandaardiseerde vragenlijsten (20 meerkeuzevragen).

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

3. Derde proef (2 uur) : Schriftelijke proef : Opstellen (georganiseerd door het V.W.S.) :

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 10 van de 20 punten behalen.

4. Mondelinge proef (georganiseerd door de provincie Waals-Brabant) :

Evaluatie van de motivatie, de maturiteit en vergelijking van het beroepsprofiel met de vereisten van de functie.

Om te slagen moeten de kandidaten minstens 12 van de 20 punten behalen.

Opmerkingen :

Afhankelijk van het aantal kandidaten kan de volgorde van de proeven, met uitzondering van de selectieproef, worden gewijzigd of kunnen proeven op dezelfde dag plaatsvinden.

Personeelsleden van de provincie Waals-Brabant die vóór 28 november 1997 in dienst werden genomen en kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat, worden vrijgesteld van de tweede en de derde proef.

5. Selectie van de geslaagden van het examen :

Op basis van de individuele dossiers vergelijkt de Bestendige Deputatie de titels en verdiensten van alle geslaagden.

Elke vacante post wordt toegekend aan de geslaagde die het best geschikt is om deze functie uit te oefenen.

6. Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan verkrijgen in elk postkantoor en dat men, duidelijk en volledig ingevuld (met vermelding van het examennummer EFG98312), opstuurt naar : Vast Wervingssecretariaat, Dienst « Wervingsexamens », Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op het inschrijvingsformulier kleeft men voor 200 frank fiscale zegels.

Kandidaten die van de tweede en de derde proef zijn vrijgesteld, moeten bij het inschrijvingsformulier de nodige documenten voegen waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd examen en dat ze vóór 28 november 1997 deel uitmaakten van het personeel van de provincie Waals-Brabant.

Deze inschrijving moet uiterlijk vijftien werkdagen na de verschijning van het onderhavige examenreglement in het *Belgisch Staatsblad* op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

Opgelet : de kandidaten die naar aanleiding van het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 1998 een inschrijving hebben ingediend, moeten hun kandidatuur niet opnieuw indienen.

7. Bekendmakingsvoorwaarden :

Krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, hebben de kandidaten het recht hun examenwerk in te zien of een kopie ervan te ontvangen. Aan deze bepaling wordt enkel gevolg gegeven indien binnen de drie maanden na de bekendmaking van de resultaten een schriftelijke aanvraag wordt ingediend.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

2. Deuxième épreuve (1 heure) (organisée par le SPR) :

Cette épreuve permettra d'évaluer les connaissances de base en mathématiques (mises en situation, problèmes). Il sera fait usage de questionnaires standardisés (20 questions à choix multiple).

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

3. Troisième épreuve (2 heures) : partie écrite : rédaction (organisée par le SPR) :

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 10 points sur 20.

4. Epreuve orale (organisée par la province du Brabant wallon) :

Evaluation de la motivation, de la maturité et comparaison du profil professionnel avec les exigences de la fonction.

Pour réussir les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

Remarques :

En fonction du nombre de candidats, l'ordre des épreuves, sauf l'épreuve éliminatoire, pourrait être modifié ou des épreuves pourraient se dérouler le même jour.

Les membres du personnel de la province du Brabant wallon en service avant la date du 28 novembre 1997 et pouvant faire état de la réussite d'un examen de recrutement organisé par le SPR sont dispensés des deuxième et troisième épreuves.

5. Sélection des lauréats de l'examen :

La Députation permanente compare, sur base des dossiers individuels, les titres et mérites de tous les lauréats.

Chaque poste vacant sera attribué au lauréat ou à la lauréate qui possède la meilleure aptitude à l'exercice de la fonction.

6. Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro de l'examen EFG98312), au : Secrétariat permanent de recrutement, Service « Examens de recrutement », boulevard Pachéco, 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Des timbres fiscaux pour un montant de 200 F doivent être apposés sur le formulaire d'inscription.

Les candidats dispensés de la présentation des deuxième et troisième épreuves sont priés de joindre au formulaire d'inscription les documents attestant de leur réussite à un examen de recrutement organisé par le SPR et du fait qu'ils étaient membres du personnel de la province du Brabant wallon avant le 28 novembre 1997.

Cette inscription doit parvenir au Secrétariat permanent de recrutement au plus tard quinze jours ouvrables après la parution du présent règlement d'examen au *Moniteur belge*.

Attention : les candidats ayant introduit une inscription suite à l'avis publié au *Moniteur belge* du 25 juin 1998, ne doivent pas renouveler leur candidature.

7. Conditions de publicité :

En vertu de la loi du 12 novembre 1997 sur la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, les candidats peuvent demander la consultation ou une communication sous forme de copie de leur travail d'examen. Toutefois, cette disposition ne sera suivie d'effet que pour les demandes introduites par écrit et dans les trois mois qui suivent la communication des résultats.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 98/09554]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Bergen en van de provincieraad van Henegouwen tot vijf plaatsen van plaatsvervangend raadsheer vakant in het hof van beroep te Bergen.

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad:

Eerste plaats :

Eerste kandidaat :

Mevr. Pels, J., ereondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi;

MINISTERE DE LA JUSTICE

[S - C - 98/09554]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel de Mons et du conseil provincial du Hainaut à cinq places de conseiller suppléant vacantes à la cour d'appel de Mons.

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Première place :

Premier candidat :

Mme Pels, J., vice-président honoraire au tribunal de première instance de Charleroi;

Tweede kandidaat :  
De heer Tossens, A., advocaat te Brussel en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Charleroi.  
Tweede plaats :  
Eerste kandidaat :  
De heer Tossens, A., advocaat te Brussel en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Charleroi;  
Tweede kandidaat :  
Mevr. Pels, J., ereondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.  
Derde plaats :  
Eerste kandidaat :  
De heer Louvrier, R., advocaat te Charleroi;  
Tweede kandidaat :  
De heer Halbreçq, J., advocaat te Charleroi en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.  
Vierde plaats :  
Eerste kandidaat :  
De heer Halbreçq, J., advocaat te Charleroi en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi;  
Tweede kandidaat :  
De heer Louvrier, R., advocaat te Charleroi.  
Vijfde plaats :  
Eerste kandidaat :  
De heer Dailly, Ch., advocaat te Charleroi;  
Tweede kandidaat :  
Mevr. Pels, J., ereondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

[98/09253]

**Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen. — Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1998 is machtiging verleend aan :  
De heer Fathi Kolahdoz Mahaleh, Gholamreza, geboren te Khormshahr (Iran) op 21 maart 1960;  
De heer Fathi Kolahdoz Mahaleh, Omid, geboren te Jette op 23 december 1994, beiden wonende te Lanaken, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Fathi », te veranderen na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1998 is machtiging verleend aan :  
Mevr. Ahlenajafi, Nadiyah, geboren te Abadan (Iran) op 21 maart 1964, wonende te Lanaken, om behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Najafi », te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[98/09472]

Bij koninklijk besluit van 19 mei 1998 is machtiging verleend aan :  
Mej. Türköz, Sarah, geboren te Brussel (eerste district) op 23 juni 1988;  
Mej. Türköz, Leyla Aline, geboren te Brussel (eerste district) op 8 januari 1991, beiden wonende te Schaarbeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Daem » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 19 mei 1998 is machtiging verleend aan Mej. Nurmohamed Kandji, Isabelle Thérèse Sabine Shirin, geboren te Montegnée op 5 november 1971, wonende te Lantin (Juprelle), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Jacob » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Second candidat :  
M. Tossens, A., avocat à Bruxelles et juge suppléant au tribunal de commerce de Charleroi.  
Deuxième place :  
Premier candidat :  
M. Tossens, A., avocat à Bruxelles et juge suppléant au tribunal de commerce de Charleroi;  
Second candidat :  
Mme Pels, J., vice-président honoraire au tribunal de première instance de Charleroi.  
Troisième place :  
Premier candidat :  
M. Louvrier, R., avocat à Charleroi;  
Second candidat :  
M. Halbreçq, J., avocat à Charleroi et juge suppléant au tribunal de première instance de Charleroi.  
Quatrième place :  
Premier candidat :  
M. Halbreçq, J., avocat à Charleroi et juge suppléant au tribunal de première instance de Charleroi;  
Second candidat :  
M. Louvrier, R., avocat à Charleroi.  
Cinquième place :  
Premier candidat :  
M. Dailly, Ch., avocat à Charleroi;  
Second candidat :  
Mme Pels, J., vice-président honoraire au tribunal de première instance de Charleroi.

[98/09253]

**Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. — Publications**

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 :  
M. Fathi Kolahdoz Mahaleh, Gholamreza, né à Khormshahr (Iran), le 21 mars 1960;  
M. Fathi Kolahdoz Mahaleh, Omid, né à Jette le 23 décembre 1994, tous deux demeurant à Lanaken, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Fathi », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 1998 :  
Mme Ahlenajafi, Nadiyah, née à Abadan (Iran), le 21 mars 1964, demeurant à Lanaken, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Najafi », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

[98/09472]

Par arrêté royal du 19 mai 1998 :  
Mlle Türköz, Sarah, née à Bruxelles (1<sup>er</sup> district) le 23 juin 1988;  
Mlle Türköz, Leyla Aline, née à Bruxelles (1<sup>er</sup> district) le 8 janvier 1991, toutes deux demeurant à Schaarbeek, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Daem », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 19 mai 1998, Mlle Nurmohamed Kandji, Isabelle Thérèse Sabine Shirin, née à Montegnée le 5 novembre 1971, demeurant à Lantin (Juprelle), a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Jacob », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 19 mei 1998 is machtiging verleend aan :  
de heer Kachtiane, Mostafa, geboren te Tanger (Marokko) in 1951;  
de heer Kachtiane, Miles Salyf Houston, geboren te Anderlecht op  
18 mei 1993, beiden wonende te Ukkel,  
om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachts  
naam in die van « Katiâne » te veranderen, na afloop van 60 dagen te  
rekenen van deze bekendmaking.

[98/09480]

Bij koninklijk besluit van 8 juni 1998 is machtiging verleend aan  
Mej. Conard, Marjorie Angélique, geboren te Charleroi op 10 april 1979,  
wonende te Damprémy, om, behoudens tijdig verzet waarover zal  
beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Reintjens » te  
veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze  
bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 juni 1998 is machtiging verleend aan de  
heer Suarez Reales, Louis Marie Sabine Vincent, geboren te Elsene op  
15 november 1997, wonende te Vorst, om, behoudens tijdig verzet  
waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Suarez »  
te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze  
bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 4 juni 1998 is machtiging verleend aan  
Mej. Manteiga Raposo, Joana Gilberte Marie, geboren te Charleroi op  
23 juli 1997, wonende te Montigny-le-Tilleul, om, behoudens tijdig  
verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van  
« Raposo » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van  
deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 19 mai 1998 :  
M. Kachtiane, Mostafa, né à Tanger (Maroc) en 1951;  
M. Kachtiane, Miles Salyf Houston, né à Anderlecht le 18 mai 1993,  
tous deux demeurant à Uccle,  
ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera  
statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Katiâne », après  
l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

[98/09480]

Par arrêté royal du 8 juin 1998, Mlle Conard, Marjorie Angélique, née  
à Charleroi le 10 avril 1979, demeurant à Damprémy, a été autorisée,  
sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à  
son nom patronymique celui de « Reintjens », après l'expiration du  
délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 4 juin 1998, M. Suraz Reales, Louis Marie Sabine  
Vincent, né à Ixelles le 15 novembre 1997, demeurant à Forest, a été  
autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué,  
à substituer à son nom patronymique celui de « Suarez », après  
l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente  
insertion.

Par arrêté royal du 4 juin 1998, Mlle Manteiga Raposo, Joana  
Gilberte Marie, née à Charleroi le 23 juillet 1997, demeurant à  
Montigny-le-Tilleul, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur  
laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de  
« Raposo », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la  
présente insertion.

**MINISTERIE VAN FINANCIEN**  
**Administratie van de BTW, registratie en domeinen**

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[98/53674]

**Erfloze nalatenschap van Krolkowski, Zygmund**

Krolkowski, Zygmund, ongehuwd, geboren te Jacotow (Polen) op  
20 juni 1909, zonder beroep, laatst gehuisvest te 9000 Gent, Jozef  
Guislainstraat 43, Psychiatrisch Centrum Dr. Guislain, is overleden te  
Gent op 16 mei 1997, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de  
BTW, registratie en domeinen, om, namens de Staat, de inbezitstelling  
te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg  
te Gent, bij beschikking van 12 maart 1998, de bekendmakingen en  
aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk  
Wetboek bevolen.

Gent, 26 maart 1998.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,  
F. Van de Maele.

[98/53675]

**Erfloze nalatenschap van Malingreau, Victor**

Malingreau, Victor Pierre Guillaume, ongehuwd, geboren te Etter-  
beek op 31 december 1919, zoon van Malingreau, Désiré Joseph, en van  
Vandersmissen, Maria, wonende te Brussel, Zuidstraat 133, is overle-  
den te Brussel op 24 juli 1995, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

**MINISTÈRE DES FINANCES**

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines**

*Publications prescrites par l'article 770  
du Code civil*

[98/53674]

**Succession en déshérence de Krolkowski, Zygmund**

Krolkowski, Zygmund, non marié, né à Jacotow (Pologne) le  
20 juin 1909, sans profession, domicilié à 9000 Gand, Jozef Guislain-  
straat 43, est décédé à Gand le 16 mai 1997, sans laisser de successeurs  
connus.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de  
l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat,  
l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance  
de Gand a, par ordonnance du 12 mars 1998, prescrit les publications et  
affichagees prévues par l'article 770 du Code civil.

Gand, le 26 mars 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,  
F. Van de Maele.

(53674)

[98/53675]

**Succession en déshérence de Malingreau, Victor**

M. Malingreau, Victor Pierre Guillaume, célibataire, né à Etterbeek le  
31 décembre 1919, fils de Malingreau, Désiré Joseph, et de Vandersmis-  
sen, Maria (conjoints décédés), domicilié à Bruxelles, rue du Midi 133,  
est décédé à Bruxelles le 24 juillet 1995, sans laisser de successeurs  
connus.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om, namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 28 januari 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 13 maart 1998.

De directeur a.i.,  
P. De Mol.

[98/53676]

#### Erfloze nalatenschap van Tihon, Marie Joseph

Mevr. Tihon, Marie Joseph Françoise, weduwe van Wery, Emile, geboren te Lens-Saint-Remy op 3 mei 1926, wonende te Luik, quai Bonaparte 35, is overleden te Luik op 22 juni 1992, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Hoei, bij beschikking van 4 maart 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Luik, 10 maart 1998.

Voor de gewestelijke directeur,  
de directeur bij een fiscaal bestuur,  
J.C. Rixhon.

[98/53677]

#### Erfloze nalatenschap van Delisse, Ernest

De heer Delisse, Ernest Fernand, geboren te Farciennes op 6 juli 1929, ongehuwd, wonende te 5651 Thy-le-Château, Louis Piretstraat 20, is overleden te Charleroi op 14 maart 1995, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Dinant, bij beschikking van 19 maart 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 1 april 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,  
J.M. Maury.

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[S - C - 98/07134]

**Vacature van de betrekking van adjunct-leidend ambtenaar bij het Nationaal Geografisch Instituut. Oproep tot de mannelijke of vrouwelijke kandidaten van de Franse taalrol**

##### 1. Vacature van de betrekking :

De betrekking van adjunct-leidend ambtenaar bij het Nationaal Geografisch Instituut, instelling van openbaar nut van de categorie B, wordt op 1 oktober 1998 vacant. De adjunct-leidend ambtenaar voert de graad van adjunct-administrateur-generaal, een graad die tot niveau 1 behoort en in rang 15 gerangschikt is.

##### 2. Voorwaarden van benoeming :

- 1° Belg zijn;
- 2° een gedrag in overeenstemming met de functie hebben;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldoen (alleen wat de mannelijke kandidaten betreft);
- 5° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 van de Rijksambtenaren;
- 6° lichamelijk geschikt zijn overeenkomstig de vereisten, die bij het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut gesteld zijn.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 28 janvier 1998, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 13 mars 1998.

Le directeur a.i.,  
P. De Mol.

(53675)

[98/53676]

#### Succession en déshérence de Tihon, Marie Joseph

Mme Tihon, Marie Joseph Françoise, veuve Wery, Emile, née à Lens-Saint-Remy le 3 mai 1926, domicilié à Liège, quai Bonaparte 35, est décédée à Liège le 22 juin 1992, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Liège a, par ordonnance du 4 mars 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Liège, le 10 mars 1998.

Pour le directeur régional,  
le directeur d'administration fiscale,  
J.C. Rixhon.

(53676)

[98/53677]

#### Succession en déshérence de Delisse, Ernest

M. Dellisse, Ernest Fernand, né à Farciennes le 6 juillet 1929, célibataire, domicilié à 5651 Thy-le-Château, rue Louis Piret 20, est décédé à Charleroi le 14 mars 1995, sans laisser de successeurs connus.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Dinant a, par ordonnance du 19 mars 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Aarlen, le 1 avril 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
J.M. Maury.

(53677)

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[S - C - 98/07134]

**Vacance de l'emploi de fonctionnaire dirigeant adjoint à l'Institut géographique national. Appel aux candidats masculins ou féminins du rôle linguistique français**

##### 1. Vacance d'emploi :

L'emploi de fonctionnaire dirigeant adjoint à l'Institut géographique national, organisme d'intérêt public de la catégorie B, sera vacant le 1er octobre 1998. Le fonctionnaire dirigeant adjoint est titulaire du grade d'administrateur général adjoint, appartenant au niveau 1 et classé au rang 15.

##### 2. Conditions de nomination:

- 1° être Belge;
- 2° être de conduite en rapport avec la fonction;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice (uniquement pour les candidats masculins);
- 5° être porteur d'un diplôme donnant accès aux fonctions de niveau 1 des agents de l'Etat;
- 6° posséder les aptitudes physiques requises par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant les statuts du personnel de certains organismes d'intérêt public.

## 3. Beschrijving van de functie en gewenst competentieprofiel :

De adjunct-leidend ambtenaar verzekert, samen met de leidend ambtenaar, de algemene leiding en het dagelijks beheer van het Instituut. Hij moet de leidend ambtenaar in alle aspecten van het beheer kunnen vervangen.

De kandidaat dient de nodige bekwaamheid te bezitten inzake organisatie en kennis van de moderne beheerstechnieken.

In het bijzonder zal aan de adjunct-leidend ambtenaar de coördinatie van de technische en commerciële diensten van het Instituut toevertrouwd worden.

Van de kandidaat wordt dan ook een grondige wetenschappelijke basisvorming en een bekwaamheid inzake het beheer van overheidsdiensten geëist.

Zo nodig, dient de adjunct-leidend ambtenaar het Instituut te vertegenwoordigen zowel bij Belgische als Internationale organisaties en wetenschappelijke instellingen.

Van de kandidaat wordt bijgevolg contactvaardigheid en zin voor communicatie verwacht.

## 4. Indienen van de kandidaturen :

De geïnteresseerde kandida(a)t(en) worden verzocht hun kandidatuur, per aangetekend schrijven, over te zenden aan de heer Minister van Landsverdediging, Lambermontstraat 8, 1000 Brussel, binnen een termijn van tien werkdagen met ingang van de eerste werkdag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* (als datum geldt die van de poststempel). Voor de berekening van de termijn geldt de zaterdag niet als werkdag.

De kandidatuur dient vergezeld te gaan van :

- a) een gedetailleerd curriculum vitae;
- b) een nationaliteitsbewijs en een bewijs van goed zedelijk gedrag;
- c) een attest afgegeven door het gemeentebestuur waarin wordt bevestigd dat aan de dienstplichtwetten werd voldaan (enkel voor de mannelijke kandidaten);
- d) een kopie van het diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 van de Rijksambtenaren. Deze kopie moet door het gemeentebestuur of door de onderwijsinstelling die het diploma uitreikte voor eensluidend worden verklaard.

Het curriculum vitae dient ten minste de naam en de voornamen van de kandidaat te bevatten, alsook de voorheen uitgeoefende functies, en de aanspraken die hij/zij meent te kunnen laten gelden tot het bekomen van deze betrekking, in het bijzonder zijn/haar bekwaamheden inzake beheer van de overheidsdiensten.

De ontvangstmelding van de kandidaturen zal worden bevestigd.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

## 3. Description de la fonction et profil souhaité :

Le fonctionnaire dirigeant adjoint assure, avec le fonctionnaire dirigeant, la direction générale et la gestion journalière de l'Institut. Il doit être capable de remplacer le fonctionnaire dirigeant dans tous les aspects de la gestion.

Le candidat aura les aptitudes nécessaires en matière d'organisation et possédera les connaissances requises dans le domaine des techniques de gestion modernes.

En particulier, la coordination des services techniques et commerciaux sera confiée au fonctionnaire dirigeant adjoint.

Le candidat potentiel doit dès lors avoir une très bonne formation de base dans le domaine scientifique, et en particulier une qualification en matière de gestion des services publics.

Le cas échéant, le fonctionnaire dirigeant adjoint représentera l'Institut auprès d'organismes et d'établissements scientifiques belges et internationaux.

Le candidat aura donc le contact aisé et disposera d'aptitudes à la communication.

## 4. Introduction des candidatures :

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à faire parvenir leur candidature par lettre recommandée à Monsieur le Ministre de la Défense nationale, 8, rue Lambermont, 1000 Bruxelles, dans un délai de dix jours ouvrables prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la publication du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi). Pour le calcul de ce délai, le samedi n'est pas compté comme jour ouvrable.

La lettre de candidature doit être accompagnée :

- a) d'un curriculum vitae détaillé;
- b) d'un certificat de nationalité et de bonne conduite, vie et mœurs;
- c) d'une attestation délivrée par l'administration communale établissant qu'il a été satisfait aux lois sur la milice (uniquement pour les candidats masculins);
- d) d'une copie du diplôme donnant accès aux fonctions du niveau 1 des agents de l'Etat, certifiée conforme par l'administration communale ou par l'établissement d'enseignement qui l'a délivré.

Le curriculum vitae comportera le nom, les prénoms, du (de la) candidat(e), les fonctions exercées antérieurement, les qualités qu'il (elle) estime faire valoir pour l'obtention de ce poste et en particulier ses qualités en matière de gestion des services publics.

Il sera accusé réception des candidatures.

(La presse est invitée à publier le présent avis.)

## WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

### Wetgevende Kamers — Chambres législatives

#### BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 98/19654]

##### Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

*Maandag 6 en dinsdag 7 juli 1998*

Wetsontwerpen tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een vennootschap van publiek recht.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Suzette Verhoeven.)

Amendementen van de heer Borginon cs., van Mevr. Verhoeven cs., van de heren Detienne, Van Dienderen, Vernick, De Croo, de heer Moriau cs., de heer Valkeniers en van de regering.

Advies van de Raad van State.

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Vraag van de heer Vernick tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste Minister, over « de sluiting van de Zuid-Afrikaanse ambassade in België en de gevolgen hiervan voor Ontwikkelingssamenwerking ».

#### CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C - 98/19654]

##### Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Commission des Relations extérieures

*Lundi 6 et mardi 7 juillet 1998*

Projets de loi portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public.

(Continuation, clôture et votes).

(Rapporteuse : Mme Suzette Verhoeven.)

Amendements de M. Borginon et consorts, de Mme Verhoeven et consorts, de MM. Detienne, Van Dienderen, Vernick, De Croo, de M. Moriau et consorts, de M. Valkeniers et du gouvernement.

Avis du Conseil d'Etat.

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Question de M. Geert Vernick au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Premier Ministre, sur « la fermeture de l'ambassade d'Afrique du Sud en Belgique et les conséquences de ceci sur la Coopération au Développement ».



2. Vraag van de heer Geert Versnick tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste Minister, over « de begroting 1999 voor Ontwikkelingssamenwerking ».

3. Vraag van de heer Geert Versnick tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste Minister, over « de hoge graad van moedersterfte in de ontwikkelingslanden en het Belgisch actieplan ter zake ».

4. Vraag van de heer Geert Versnick tot de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste Minister, over « de sterke toename van het aantal seropositieven in Zuid-Afrika ».

5. Hervatting van de agenda van de voormiddagvergadering.

Commissie voor de Landsverdediging

*Dinsdag 7 juli 1998*

Nationaal Debat.

Thema's : « De middelen van het leger » en « De band leger-natie ».

*Woensdag 8 juli 1998*

1. Vraag van de heer Hugo Van Dienderen tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, belast met Energie, over « de eventuele herverkaveling en verkoop door CDSCA van een domein in Brasschaat ».

2. Vraag van de heer John Spinnewyn tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, belast met Energie, over « de marine die hoofdzakelijk onder Franstalig bevel opereert ».

3. Hervatting van de agenda van dinsdag.

Commissie voor de Justitie

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Wetsvoorstel tot instelling van het verzoek tot uitlegging bij het Hof van Cassatie.

Advies van de Raad van State.

Amendementen van de heren Duquesne, Giet, Landuyt, Mevr. de T'Serclaes, de heren Barzin en Vandeurzen.

(Opnieuw verzonden naar de commissie — Plenaire vergadering van 1 juli 1998.)

2. Wetsontwerp tot omzetting van de Richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Luc Willems.)

Amendementen van Mevr. de T'Serclaes.

3. Wetsvoorstel (de heren Geert Bourgeois en Karel Van Hoorebeke) tot wijziging van artikel 1410, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 2071 van het Burgerlijk Wetboek en tot opheffing van artikel 106, § 2, van de gecoördineerde ziekenhuiswet van 7 augustus 1987.

Amendementen van de heren Bourgeois, Willems en de regering.

(Advies van de subcommissie voor de Justitie.)

4. Wetsvoorstel (de heer Renaat Landuyt) tot wijziging van artikel 75 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Amendementen van de heren Landuyt en Laeremans.

5. Wetsvoorstel (de heer Geert Bourgeois) tot vernummering van artikel 47bis van het Wetboek van Strafvordering.

Amendement van de heer Bourgeois.

6. Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet en de heer Didier Reynders) tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden teneinde de correctionalisering van bepaalde misdrijven gepleegd op de persoon van minderjarige kinderen te verbieden.

*Woensdag 8 juli 1998*

1. Wetsontwerpen houdende wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI tot regeling van het notarisambt.

Amendementen van de regering en van de heren Van Hoorebeke, Verherstraeten, Barzin, Landuyt, Vandenbossche en Van Belle.

(Advies van de subcommissie.)

Toegevoegd wetsvoorstel :

— Wetsvoorstel (de heer Renaat Landuyt) tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt tot invoering van een objectieve regeling voor de benoeming van notarissen en de overdracht van hun kantoor.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : de heren Renaat Landuyt en Jean Barzin.)

2. Question de M. Geert Versnick au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Premier Ministre, sur « le budget 1999 de la Coopération au Développement ».

3. Question de M. Geert Versnick au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Premier Ministre, sur « le taux important de mortalité féminine dans les pays en développement et le plan d'action de la Belgique en cette matière ».

4. Question de M. Geert Versnick au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, adjoint au Premier Ministre, sur « la forte augmentation du nombre de séropositifs en Afrique du Sud ».

5. Reprise de l'ordre du jour de la réunion du matin.

Commission de la Défense nationale

*Mardi 7 juillet 1998*

Débat national.

Thèmes : les moyens de l'armée et le lien armée-nation.

*Mercredi 8 juillet 1998*

1. Question de M. Hugo Van Dienderen au Ministre de la Défense nationale, sur « le remembrement et la vente par l'OCASC d'un domaine à Brasschaat ».

2. Question de M. John Spinnewyn au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie, sur « la prédominance francophone au sein du commandement de la marine ».

3. Reprise de l'ordre du jour du mardi.

Commission de la Justice

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Proposition de loi portant création d'une requête en interprétation devant la Cour de cassation.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de MM. Duquesne, Giet, Landuyt, Mme de T'Serclaes, MM. Barzin et Vandeurzen.

(Renvoyée en commission — Séance plénière du 1<sup>er</sup> juillet 1998.)

2. Projet de loi transposant la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Luc Willems.)

Amendements de Mme de T'Serclaes.

3. Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois et Karel Van Hoorebeke) modifiant l'article 1410, § 2, du Code judiciaire et l'article 2071 du Code civil et abrogeant l'article 106, § 2, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, n<sup>os</sup> 1287/1 à 3.

Amendements de MM. Bourgeois, Willems et du gouvernement.

(Avis de la sous-commission de la commission de la Justice.)

4. Proposition de loi (M. Renaat Landuyt) modifiant l'article 75 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Amendements de MM. Landuyt et Laeremans.

5. Proposition de loi (M. Geert Bourgeois) renumérotant l'article 47bis du Code d'instruction criminelle.

Amendement de M. Bourgeois.

6. Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet et M. Didier Reynders) modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes en vue d'interdire la correctionnalisation de certains crimes commis sur la personne d'enfants mineurs.

*Mercredi 8 juillet 1998*

1. Projets de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

Amendements du gouvernement et de MM. Van Hoorebeke, Verherstraeten, Barzin, Landuyt, Vandenbossche et Van Belle.

(Avis de la sous-commission.)

Proposition de loi jointe :

— Proposition de loi (M. Renaat Landuyt) modifiant la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat en vue d'instaurer une réglementation objective en ce qui concerne la nomination des notaires et la cession de leur étude.

(Continuation.)

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Jean Barzin.)

2. Vraag van Mevr. Anne Van Haesendonck tot de Minister van Justitie, over « vrouwelijke gevangenen ».

3. Vraag van de heer Antoine Duquesne tot de Minister van Justitie, over « het wetsvoorstel houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties ».

4. Interpellatie van de heer Marceau Mairesse tot de Minister van Justitie, over « het wapenbezit in België ».

Bijzondere Commissie belast met de opvolging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie over de verdwenen kinderen

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Gedachtewisseling met de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting over de stand van zaken m.b.t. de tuchtdossiers.

2. Gedachtewisseling met de Minister van Justitie over de opvolging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie en over de door de onderzoekscommissie overgezonden aanwijzingen van strafbare feiten overeenkomstig art. 10 van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek.

3. Gedachtewisseling met de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken over de opvolging van de aanbevelingen van de onderzoekscommissie en over de tuchtdossiers.

(Rapporteurs: de heer Renaat Landuyt en Mevr. Nathalie de T'Serclaes.)

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Vraag van de heer Thierry Detienne tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « systematische inentingcampagnes tegen hepatitis B ».

2. Vraag van de heer Frans Lozie tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « de problematiek van de pathogene amoëbe *Naegleria fowleri* ».

3. Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « de opheffing van het Belgisch-Frans akkoord van 1910 over de wederzijdse toelating tot uitoefening van de geneeskunst in de grensgemeenten ».

4. Wetsontwerp houdende wijziging van de wetten betreffende de veterinaire keuring.

5. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen.

Amendementen van de heer Vandeurzen.

6. Wetsvoorstel (de heren Thierry Detienne en Frans Lozie) tot oprichting en organisatie van onafhankelijke diensten die ertoe gemachtigd zijn de professionele gezondheidsverleners objectieve en volledige informatie inzake geneesmiddelen voor menselijk gebruik te verstrekken.

(Voortzetting.)

(Rapporteur: Mevr. Gisèle Gardeyn-Debever.)

*Woensdag 8 juli 1998*

Hoorzitting met professoren van verscheidene universiteiten over overtallige embryo's in vitro.

Verenigde Commissies van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden en voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

*Dinsdag 7 juli 1998*

Uiteenzetting door de heer Karel Pinxten, Minister van Landbouw, over de hervorming van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid (GLB) in het licht van de uitbreiding van de Europese Unie en het standpunt van de Belgische Regering hierover.

Commissie voor de Verzoekschriften

*Dinsdag 7 juli 1998*

Huishoudelijk reglement vastgesteld door de federale ombudsmanen. (Art. 17 van de wet van 22 maart 1995).

(Sluitting en stemmingen.)

(Rapporteur: de heer Willy Taelman.)

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Vraag van de heer Julien Verstraeten tot de Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, over « de mogelijke gevolgen van een nieuwe ziekte in de konijnenkweek ».

2. Question de Mme Anne Van Haesendonck au Ministre de la Justice, sur « les femmes détenues ».

3. Question de M. Antoine Duquesne au Ministre de la Justice, sur « la proposition de loi portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles ».

4. Interpellation n° 1948 de M. Marceau Mairesse au Ministre de la Justice, sur « la détention d'armes ».

Commission spéciale chargée du suivi des recommandations de la Commission d'Enquête sur les enfants disparus

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Echange de vues avec le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sur l'état d'avancement des dossiers disciplinaires.

2. Echange de vues avec le Ministre de la Justice sur le suivi des recommandations de la commission d'enquête et sur les indices d'infractions transmis par la commission d'enquête sur base de l'article 10 de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

3. Echange de vues avec le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur sur le suivi des recommandations de la commission d'enquête et sur les dossiers disciplinaires.

(Rapporteurs: M. Renaat Landuyt et Mme Nathalie de T'Serclaes.)

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Question de M. Thierry Detienne au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur « les campagnes de vaccination systématique contre l'hépatite B ».

2. Question de M. Frans Lozie au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur « le problème de l'amibe pathogène *Naegleria fowleri* ».

3. Question de M. Yves Leterme au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur « la caducité de l'accord franco-belge de 1910 sur l'autorisation réciproque d'exercice de la médecine dans les communes frontalières ».

4. Projet de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments.

5. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen) instituant l'association d'hôpitaux.

Amendements de M. Vandeurzen.

6. Proposition de loi (MM. Thierry Detienne et Frans Lozie) visant à créer et à organiser des services indépendants habilités à diffuser aux professionnels de la santé une information objective et générale sur les médicaments à usage humain.

(Continuation.)

(Rapporteuse: Mme Gisèle Gardeyn-Debever.)

*Mercredi 8 juillet 1998*

Auditions de professeurs de différentes universités sur les embryons in vitro surnuméraires.

Commissions réunies du Comité d'Avis chargé de Questions européennes et de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

*Mardi 7 juillet 1998*

Exposé de M. Karel Pinxten, Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, sur les réformes indispensables de la politique agricole commune (PAC) en vue de l'élargissement de l'Union européenne et le point de vue du gouvernement.

Commission des Pétitions

*Mardi 7 juillet 1998*

Règlement d'ordre intérieur arrêté par les médiateurs fédéraux. (Article 17 de la loi du 22 mars 1995.)

(Clôture et votes.)

(Rapporteur: M. Willy Taelman.)

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Question de M. Julien Verstraeten au Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, sur « les conséquences possibles d'une nouvelle maladie en cuniculture ».

2. Vraag van de heer Marceau Mairesse tot de Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, over « de erkenning van het beroep van automobiel expert ».

3. Vraag van de heer Jan Van Erps tot de Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, over « het pesticidenbeleid in België ».

4. Wetsvoorstel (de heer Marceau Mairesse) tot wijziging van artikel 13 van de wet van 19 december 1950 tot instelling van de Orde der Dierenartsen.

Amendement van de heren Brouns en Moors.

5. Interpellatie nr. 1959 van de heer Hugo Van Dienderen tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, belast met Buitenlandse Handel, over « het totaal gebrek aan regelgeving inzake groene producten ».

6. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

(Stemmingen met toepassing van art. 19, 3°, van het Reglement.)

(Rapporteur : de heer Luc Willems.)

Amendementen van de heer Willems.

7. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 maart 1995 betreffende verzekeringsbemiddeling en de distributie van de verzekeringen.

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

*Dinsdag 7 juli 1998*

Wetsontwerp houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht.

(Rapporteur : de heer Pieter De Crem.)

— Hoorzittingen;

— Bespreking van het wetsontwerp en stemmingen.

*Woensdag 8 juli 1998*

1. Vraag van de heer Maurice Minne tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over « de in de commissariaten uitgevoerde urinetesten om de gebruikers van cannabis op te sporen ».

2. Interpellatie van Mevr. Anne Van Haesendonck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over « het asielbeleid ten aanzien van vrouwelijke asielzoekers ».

Commissie voor de Sociale Zaken

*Dinsdag 7 juli 1998*

1. Vraag van de heer Richard Fournaux tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over « de verbetering van de controle op de arbeidsorganisatie o.m. in de sector van de schoonmaakbedrijven ».

2. Vraag van de heer Luc Goutry tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over « het gebruik van opeenvolgende jaarcontracten in de sector van de podiumkunsten ».

3. Vraag van Mevr. Anne Van Haesendonck tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over « het ouderschapsverlof in de openbare sector ».

4. Interpellatie nr. 1926 van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over « de objectivering van de erkenning van de vakbonden ».

5. Vraag van de heer Luc Willems tot de Minister van Sociale Zaken, over « het arbitrair onderscheid tussen universitaire en niet-universitaire ziekenhuizen ».

6. Vraag van de heer Luc Goutry tot de Minister van Sociale Zaken, over « de vergoeding van endoscopisch en viscerosynthesemateriaal ».

7. Vraag van de heer Luc Goutry tot de Minister van Sociale Zaken, over « de financiering van de palliatieve thuisverzorging ».

8. Interpellatie nr. 1930 van de heer Jo Vandeurzen tot de Minister van Sociale Zaken en tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over « de heersende rechtsonzekerheid met betrekking tot het (her)gebruik van disposable materiaal ».

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Sociale Zaken.)

9. Interpellatie nr. 1950 van de heer Jacques Vandenhaut tot de Minister van Sociale Zaken, over « de forfaitisering van de kinesitherapeutische verzorging in de rusthuizen ».

2. Question de M. Marceau Mairesse au Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, sur « la reconnaissance de la profession d'expert automobile ».

3. Question de M. Jan Van Erps au Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, sur « la politique belge en ce qui concerne les pesticides ».

4. Proposition de loi (M. Marceau Mairesse et consorts) modifiant l'article 13 de la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

Amendement de MM. Brouns et Moors.

5. Interpellation n° 1959 de M. Hugo Van Dienderen au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur, sur « l'absence totale de réglementation concernant les produits verts ».

6. Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

(Votes, Rgt, art. 19, 3°.)

(Rapporteur : M. Luc Willems.)

Amendements de M. Willems.

7. Projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances.

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

*Mardi 7 juillet 1998*

Projet de loi portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie.

(Rapporteur : M. Pieter De Crem.)

— Auditions.

— Discussion du projet de loi et votes.

*Mercredi 8 juillet 1998*

1. Question de M. Maurice Minne au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur « les contrôles d'urine effectués dans les commissariats pour détecter les consommateurs de cannabis ».

2. Interpellation n° 1956 de Mme Anne Van Haesendonck au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur « la politique d'accueil à l'égard des demandeuses d'asile ».

Commission des affaires sociales

*Mardi 7 juillet 1998*

1. Question de M. Richard Fournaux à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur « l'amélioration du contrôle de l'organisation du travail, notamment dans le secteur des entreprises de nettoyage ».

2. Question de M. Luc Goutry à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur « l'utilisation de contrats annuels successifs dans le secteur des arts de la scène ».

3. Question de Mme Anne Van Haesendonck à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur « le congé parental dans le secteur public ».

4. Interpellation n° 1926 de M. Jef Valkeniers à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, sur « l'objectivation de la reconnaissance des syndicats ».

5. Question de M. Luc Willems à la Ministre des Affaires sociales, sur « la distinction arbitraire entre hôpitaux universitaires et non-universitaires ».

6. Question de M. Luc Goutry à la Ministre des Affaires sociales, sur « le remboursement des prestations d'endoscopie et de viscérosynthèse ».

7. Question de M. Luc Goutry à la Ministre des Affaires sociales, sur « le financement des équipes de soins palliatifs à domicile ».

8. Interpellation de M. Jo Vandeurzen à la Ministre des Affaires sociales et au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur « l'insécurité juridique au sujet de la réutilisation éventuelle de matériel à usage unique ».

(La réponse sera fournie par la Ministre des Affaires sociales.)

9. Interpellation n° 1950 de M. Jacques Vandenhaut à la Ministre des Affaires sociales, sur « la forfaitisation des soins de kinésithérapie en maison de repos ».

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer  
en de Overheidsbedrijven

Woensdag 8 juli 1998

1. Vraag van de heer Richard Biefnot tot de Minister van Ambtenarenzaken, over « de toekomst van de infrastructuur van de vroegere grensovergang te Hensies ».
2. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Minister van Ambtenarenzaken en tot de Minister van Justitie, over « de toestand van de bodem van het terrein waar het nieuwe justitiepaleis van Gent gebouwd zal worden ».
3. Hoorzitting met vertegenwoordigers van het raadgevend Comité van de gebruikers bij de NMBS over het tariefbeleid van de maatschappij.
4. Vraag van de heer Pieter De Crem tot de staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, over « de problematiek van het betalen parkeren ».
5. Samengevoegde vragen :
  - Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Vervoer, over « de veiligheid op de luchthaven Brussel-Nationaal ».
  - Vraag van de heer Lode Vanoost tot de Minister van Vervoer, over « de gevolgen van het aanwerven van buitenlandse piloten voor de luchtverkeersveiligheid op de luchthaven van Zaventem ».
6. Interpellatie nr. 1952 van de heer Didier Reynders tot de Minister van Vervoer, over « de benoeming bij de Regie der Luchtwegen ».
7. Vraag van de heer Jean Geraerts tot de Minister van Vervoer, over « de problemen van vertraging op de lijn Luik-Antwerpen ».
8. Samengevoegde voorstellen van resolutie :
  - Voorstel van resolutie (de heer Hugo Van Dienderen cs.) betreffende het IC/IR-plan 98 van de NMBS.
  - Voorstel van resolutie (de heren Marcel Bartholomeeussen en Jos Ansoms, Mevr. Pierrette Cahay-André en André Grosjean) betreffende de NMBS.

Commissie voor de Financiën en de begroting

Woensdag 8 juli 1998

1. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Financiën, over « het kijk- en luistergeld op televisietoestellen in campings ».
2. Vraag van de heer Filip De Man tot de Minister van Financiën, over de « Guide Fiscal du Contribuable » en, meer in 't algemeen, over de medewerking van ambtenaren aan de redactie van dergelijke fiscale naslagwerken ».
3. Vraag van de heer Luc Willems tot de Minister van Financiën, over « het gebruik van een aangetekende brief i.p.v. een deurwaarders-exploot ter herinnering aan een uitstaande belastingschuld ».
4. Vraag van de heer Luc Willems tot de Minister van Financiën, over « het voordeel dat voortvloeit uit het persoonlijk gebruik van een bedrijfswagen ».
5. Vraag van de heer Luc Goutry tot de Minister van Financiën, over « de BTW-regeling van promotiegalerieën ».
6. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 145<sup>1</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, betreffende de belastingvermindering voor afbetalingen van hypotheekleningen — Overgezonden door de Senaat.  
(Voortzetting.)  
(Rapporteur : de heer Yves Leterme.)
7. Wetsvoorstel (de heer Ghislain Vermassen cs.) tot aanvulling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met bepalingen betreffende de belastingvrije som voor personen ten laste.  
(Voortzetting.)  
(Rapporteur : de heer Hunfred Schoeters.)
8. Wetsvoorstel (de heer Joseph Arens) tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de aftrekbaarheid mogelijk te maken van de verblijfskosten, betaald door de studenten die hoger onderwijs volgen.  
(Voortzetting.)  
(Rapporteur : de heer Lucien Suykens.)  
Amendementen van de heer Arens.

Commission de l'Infrastructure, des Communications  
et des Entreprises publiques

Mercredi 8 juillet 1998

1. Question de M. Richard Biefnot au Ministre de la Fonction publique, sur « l'avenir des installations de l'ex-poste frontière d'Hensies ».
2. Question de M. Francis Van den Eynde au Ministre de la Fonction publique et au Ministre de la Justice, sur « l'état du sol du terrain où sera érigé le nouveau palais de justice de Gand ».
3. Audition de représentants du comité consultatif des usagers auprès de la SNCB sur la politique tarifaire de la société.
4. Question de M. Pieter De Crem au secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, sur « la problématique du parking payant ».
5. Questions jointes :
  - Question de M. Yves Leterme au Ministre des Transports, sur « la sécurité à l'aéroport de Bruxelles-National ».
  - Question de M. Lode Vanoost au Ministre des Transports, sur « les conséquences du recrutement de pilotes étrangers pour la sécurité du trafic aérien à l'aéroport de Zaventem ».
6. Interpellation n° 1952 de M. Didier Reynders au Ministre des Transports, sur « les nominations à la Régie des Voies aériennes ».
7. Question de M. Jean Geeraerts au Ministre des Transports, sur « les problèmes des retards sur la ligne Liège-Anvers ».
8. Propositions de résolution jointes :
  - Proposition de résolution (M. Hugo Van Dienderen et consorts) relative au plan IC/IR 98 de la SNCB.
  - Proposition de résolution (MM. Marcel Bartholomeeussen et Jos Ansoms, Mme Pierrette Cahay-André et M. André Grosjean) relative à la SNCB.

Commission des Finances et du Budget

Mercredi 8 juillet 1998

1. Question de Mme Annemie Van de Casteele au Ministre des Finances, sur « la redevance perçue sur les postes de télévision dans les campings ».
2. Question de M. Filip De Man au Ministre des Finances, sur « le Guide fiscal du contribuable et plus généralement, sur la collaboration de fonctionnaires à la rédaction de tels ouvrages de référence en matière fiscale ».
3. Question de M. Luc Willems au Ministre des Finances, sur « l'utilisation d'un envoi recommandé au lieu d'un exploit d'huissier pour rappeler au redevable l'existence d'une dette fiscale ».
4. Question de M. Luc Willems au Ministre des Finances, sur « l'avantage qui découle de l'usage personnel d'un véhicule de société ».
5. Question de M. Luc Goutry au Ministre des Finances, sur « le régime de TVA appliqué aux galeries assurant la promotion des artistes débutants ».
6. Projet de loi modifiant l'article 145<sup>1</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt en matière de remboursements d'emprunts hypothécaires — Transmis par le Sénat.  
(Continuation.)  
(Rapporteur : M. Yves Leterme.)
7. Proposition de loi (M. Ghislain Vermassen et consorts) complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 par des dispositions relatives à la quotité du revenu exemptée d'impôt pour personnes à charge.  
(Continuation.)  
(Rapporteur : M. Hunfred Schoeters.)
8. Proposition de loi (M. Joseph Arens) modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déduction des frais de logement exposés par les étudiants qui poursuivent des études supérieures.  
(Continuation.)  
(Rapporteur : M. Lucien Suykens.)  
Amendements de M. Arens.

9. Samengevoegde voorstellen :  
— Voorstel van resolutie (de heren Joseph Arens en Yves Leterme) betreffende de belastingregeling voor grensarbeiders.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Rudy Demotte.)

— Wetsvoorstel (de heer Joseph Arens) tot invoeging van een artikel 156*bis* in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.  
— Wetsvoorstel (de heer Yves Leterme) tot invoeging van een artikel 156*bis* in het Wetboek van de de inkomstenbelastingen 1992.  
— Wetsvoorstel (de heer Hubert Brouns) tot invoeging van een artikel 156*bis* in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

10. Wetsvoorstel (de heren Hunfred Schoeters en Lucien Suykens) tot aanvulling, wat de bestrijding van de fiscale fraude betreft, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten en van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Robert Meureau.)

11. Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heer Bart Laeremans) tot wijziging van artikel 31 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de gedeeltelijke belastingvrijstelling van sluitingsvergoedingen en vergoedingen wegens collectief ontslag.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Alexandra Colen.)

— Wetsvoorstel (de heren Rudy Demotte en Patrick Moriau) tot aanvulling van artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de vrijstelling van sommige vergoedingen van sociale aard.

12. Wetsvoorstel (Mevr. Colette Burgeon) tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in verband met de belastingvermindering voor het lange- termijnsparen in het raam van levensverzekeringen.

13. Wetsvoorstel (de heer Rudy Demotte) tot wijziging van artikel 34, § 1, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

14. Wetsvoorstel (de heer Rudy Demotte) tot wijziging van artikel 32 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

15. Wetsvoorstel (Mevr. Anne Van Haesendonck) tot wijziging van artikel 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

16. Wetsvoorstel (de heren Rudy Demotte en Robert Meureau) tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

17. Wetsvoorstel (de heer Rik Daems) tot wijziging van artikel 53, 8°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

18. Wetsvoorstel (Mevr. Lisette Croes) tot toekenning van een belastingvermindering voor schoolabonnementen.

Subcommissie van de Commissie voor de Sociale Zaken belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot bevordering van de organisatie van het woon-werkverkeer met bedrijfsvervoerplannen

*Donderdag 9 juli 1998*

Wetsvoorstel (de heer Jos Ansoms cs.) tot bevordering van de organisatie van het woon-werkverkeer met bedrijfsvervoerplannen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Hans Bonte.)

Amendementen van de heren Ansoms, Wauthier, Van Aperen, Bonte en Mook en Mevr. Cahay-André.

9. Propositions jointes :

— Proposition de résolution (MM. Joseph Arens et Yves Leterme) relative au régime fiscal des travailleurs frontaliers, n<sup>os</sup> 1040/1 et 2.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Rudy Demotte.)

— Proposition de loi (M. Joseph Arens) insérant un article 156*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.  
— Proposition de loi (M. Yves Leterme) insérant un article 156*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.  
— Proposition de loi (M. Hubert Brouns) insérant un article 156*bis* dans le Code des impôts sur les revenus 1992.

10. Proposition de loi (MM. Hunfred Schoeters et Lucien Suykens) complétant, en ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Robert Meureau.)

11. Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (M. Bart Laeremans) modifiant l'article 31 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'exonérer partiellement d'impôt les indemnités de fermeture et les indemnités pour licenciement collectif.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Alexandra Colen.)

— Proposition de loi (MM. Rudy Demotte et Patrick Moriau) complétant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exonérer certaines indemnités à caractère social.

12. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt pour épargne à long terme dans le cadre des contrats d'assurance-vie.

13. Proposition de loi (M. Rudy Demotte) visant à modifier l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

14. Proposition de loi (M. Rudy Demotte) modifiant l'article 32 du Code des impôts sur les revenus 1992.

15. Proposition de loi (Mme Anne Van Haesendonck) modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992.

16. Proposition de loi (MM. Rudy Demotte et Robert Meureau) visant à modifier l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.

17. Proposition de loi (M. Rik Daems) modifiant l'article 53, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

18. Proposition de loi (Mme Lisette Croes-Lieten) accordant une réduction d'impôt pour abonnements scolaires.

Sous-Commission de la Commission des Affaires sociales, chargée de l'examen de la proposition de loi favorisant l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par l'établissement de plans de transports d'entreprise

*Jeudi 9 juillet 1998*

Proposition de loi (M. Jos Ansoms et consorts) favorisant l'organisation des déplacements entre le domicile et le lieu de travail par l'établissement de plans de transports d'entreprise.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Hans Bonte.)

Amendements de MM. Ansoms, Wauthier, Van Aperen, Bonte et Mook et Mme Cahay-André.

## SENAAT

[S - C - 98/19652]

## Plenaire vergaderingen

## Agenda

Woensdag 8 juli 1998

Te 14 uur :

1. Wetsontwerp houdende instemming met de volgende Internationale Akten :

1° Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag betreffende de toetreding van de Republiek Hongarije;

2° Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag betreffende de toetreding van de Republiek Polen;

3° Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, ondertekend te Brussel op 16 december 1997.

2. Debat over de toestand in Azië van april 1996 tot maart 1998.

3. Wetsontwerp houdende instemming met het Statuut van de Internationale Studiegroep voor Koper, en met de Bijlage, aangenomen door de Conferentie van de Verenigde Naties op 24 februari 1989.

4. Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de afbakening van het continentaal plat, en Bijlage, en briefwisseling, en met het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de afbakening van de territoriale zee, ondertekend te Brussel op 18 december 1996.

5. Wetsontwerp houdende instemming met volgende Internationale Akten :

1. Vijfde Protocol ter aanvulling van de constitutie van de Wereldpostvereniging;

2. Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging, en Bijlage;

3. Wereldpostconventie, en Slotprotocol;

4. Overeenkomst betreffende de postcolli, en Slotprotocol;

5. Overeenkomst betreffende de postwissels;

6. Overeenkomst betreffende de dienst der postcheques, en

7. Overeenkomst betreffende de rembourszendingen,

gedaan te Seoel op 14 september 1994.

6. Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag betreffende de burgerrechtelijke aspecten van internationale ontvoering van kinderen, gedaan te 's-Gravenhage op 25 oktober 1980, tot opheffing van de artikelen 2 en 3 van de wet van 1 augustus 1985 houdende goedkeuring van het Europees Verdrag betreffende de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen inzake het gezag over kinderen en betreffende het herstel van het gezag over kinderen, opgemaakt te Luxemburg op 20 mei 1980, alsook tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek.

7. Wetsontwerp houdende instemming met het Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, aangenomen te New York op 13 oktober 1995.

8. Wetsontwerp houdende instemming met de aanvullende Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 6 maart 1995, tot wijziging van de Overeenkomst tussen België en Portugal tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belasting naar het inkomen, en van het slotprotocol, ondertekend te Brussel op 16 juli 1969.

9. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Roemenië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, gedaan te Brussel op 4 maart 1996.

10. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Mauritius tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Brussel op 4 juli 1995.

11. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen, ondertekend te Pretoria op 1 februari 1995.

12. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Belarus tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en met het Protocol, ondertekend te Brussel op 7 maart 1995.

## SENAT

[S - C - 98/19652]

## Séances plénières

## Ordre du jour

Mercredi 8 juillet 1998 :

A 14 heures :

1. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1° Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie;

2° Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Pologne;

3° Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République tchèque, signés à Bruxelles le 16 décembre 1997.

2. Débat sur la situation en Asie d'avril 1996 à mars 1998.

3. Projet de loi portant assentiment aux Statuts du Groupe d'Etude international du Cuivre, et à l'Annexe, adoptés par la Conférence des Nations Unies le 24 février 1989.

4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation du plateau continental, et Annexe, et échange de lettres et à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relatif à la délimitation de la mer territoriale, signés à Bruxelles le 18 décembre 1996.

5. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1. Cinquième Protocole additionnel à la constitution de l'Union postale universelle;

2. Règlement général de l'Union postale universelle, et Annexe;

3. Convention postale universelle, et Protocole final;

4. Arrangement concernant les colis postaux, et Protocole final;

5. Arrangement concernant les mandats de poste;

6. Arrangement concernant le service de chèques postaux, et

7. Arrangement concernant les envois contre remboursement,

faits à Séoul le 14 septembre 1994.

6. Projet de loi portant assentiment à la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye le 25 octobre 1980, abrogeant les articles 2 et 3 de la loi du 1er août 1985 portant approbation de la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, faite à Luxembourg le 20 mai 1980 et modifiant le Code judiciaire.

7. Projet de loi portant assentiment au Protocole additionnel à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à New York le 13 octobre 1995.

8. Projet de loi portant assentiment à la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 6 mars 1995, modifiant la Convention entre la Belgique et le Portugal en vue d'éviter la double imposition et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu, et le Protocole final, signés à Bruxelles le 16 juillet 1969.

9. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait à Bruxelles le 4 mars 1996.

10. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 4 juillet 1995.

11. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Pretoria le 1er février 1995.

12. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Belarus tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Bruxelles le 7 mars 1995.

13. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen Spanje en België tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan en het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en met het Protocol, ondertekend te Brussel op 14 juni 1995.

14. Wetsontwerp houdende :

1° instemming met en uitvoering van het Protocol van 1992 tot wijziging van het Internationaal Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie, 1969, en Bijlage, gedaan te Londen op 27 november 1992;

2° wijziging van de wet van 20 juli 1976 houdende goedkeuring en uitvoering van het Internationaal Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie, en van de Bijlage, opgemaakt te Brussel op 29 november 1969.

15. Wetsontwerp houdende :

1° instemming met het Protocol van 1992 tot wijziging van het Internationaal Verdrag van 1971 ter oprichting van een Internationaal Fonds voor vergoeding van schade door verontreiniging door olie, gedaan te Londen op 27 november 1992;

2° wijziging van de wet van 6 augustus 1993 houdende goedkeuring en uitvoering van het Internationaal Verdrag ter oprichting van een Internationaal Fonds voor vergoeding van schade door verontreiniging door olie, opgemaakt te Brussel op 18 december 1971, en van het Protocol bij dit Verdrag, opgemaakt te Londen op 19 november 1976.

16. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol van overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Internationale Douaneraad betreffende het behoud van de zetel van de Wereld Douane Organisatie in Brussel, ondertekend te Brussel op 7 februari 1997.

17. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol inzake het verbod of de beperking van het gebruik van mijnen, valstrikmijnen en andere mechanismen, zoals gewijzigd op 3 mei 1996 (Protocol II, zoals gewijzigd op 3 mei 1996) gehecht aan het Verdrag inzake het verbod of de beperking van het gebruik van bepaalde conventionele wapens die geacht kunnen worden buitensporig leed te veroorzaken of een niet-onderscheidende werking te hebben, aangenomen te Genève op 3 mei 1996.

18. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol bij de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en Oekraïne, anderzijds, gedaan te Brussel op 10 april 1997.

19. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol bij de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Moldavië, anderzijds, gedaan te Brussel op 15 mei 1997.

20. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol bij de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Russische Federatie, anderzijds, gedaan te Brussel op 21 mei 1997.

Donderdag 9 juli 1998 :

a) 's ochtends te 10 uur :

1. Wetsvoorstel betreffende de bestraffing van corruptie (van de heer Roger Lallemand cs.).

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

b) 's namiddags te 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.

2. Mondelinge vragen.

3. Eventueel hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Vanaf 16 u. 30 m. :

Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde agenda-punten.

4. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Erika Thijs aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, over "de Amerikaanse basis van Zutendaal";

b) van Mevr. Jeannine Leduc aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en aan de Minister van Sociale Zaken, over "de houding van de RSZ-administratie inzake de toepassing van de wet van 1 september 1997 in de tuinbouw- en de fruitteeltsector";

c) van de h. Philippe Charlier aan de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over "de evolutie van het Belgische beleid inzake ontwikkelingshulp in het gebied van de Grote Meren";

d) van Mevr. Andrée Delcourt-Pêtre aan de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over "de humanitaire toestand in Zuid-Soedan".

13. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre l'Espagne et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole, signés à Bruxelles le 14 juin 1995.

14. Projet de loi portant :

1° assentiment au et exécution du Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et Annexe, faits à Londres le 27 novembre 1992;

2° modification de la loi du 20 juillet 1976 portant approbation et exécution de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, et son Annexe, faites à Bruxelles le 29 novembre 1969.

15. Projet de loi portant :

1° assentiment au Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, fait à Londres le 27 novembre 1992;

2° modification de la loi du 6 août 1993 portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971, et du Protocole à cette Convention, fait à Londres le 19 novembre 1976.

16. Projet de loi portant assentiment au Protocole d'accord entre le Royaume de Belgique et le Conseil de coopération douanière relatif au maintien du siège de l'Organisation mondiale des Douanes à Bruxelles, signé à Bruxelles le 7 février 1997.

17. Projet de loi portant assentiment au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève le 3 mai 1996.

18. Projet de loi portant assentiment au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 avril 1997.

19. Projet de loi portant assentiment au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs états membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, fait à Bruxelles le 15 mai 1997.

20. Projet de loi portant assentiment au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, signé à Bruxelles le 21 mai 1997.

Jeudi 9 juillet 1998 :

a) le matin à 10 heures :

1. Proposition de loi relative à la répression de la corruption (de M. Roger Lallemand et consorts).

2. Projet de loi modifiant et complétant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

b) l'après-midi à 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.

2. Questions orales.

3. Eventuellement, reprise de l'ordre du jour de la séance du matin.

A partir de 16 h 30 m :

Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

4. Demandes d'explications :

a) de Mme Erika Thijs au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, sur "la base américaine de Zutendaal";

b) de Mme Jeannine Leduc au Ministre de l'Emploi et du Travail et au Ministre des Affaires sociales, sur "l'attitude de l'administration de l'ONSS concernant l'application de la loi du 1er septembre 1997 dans le secteur de l'horticulture et de la fruiticulture";

c) de M. Philippe Charlier au Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, sur "l'évolution de la politique belge en matière de coopération au développement dans la région des Grands Lacs";

d) de Mme Andrée Delcourt-Pêtre au Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, sur "la situation humanitaire au Sud Soudan".

## Gewestelijke instellingen — Institutions régionales

### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 98/35771]

#### Plenaire vergaderingen

#### Agenda

Dinsdag 7 juli 1998

Vanaf 14 uur :

Ontwerpen en voorstel van decreet en voorstel van resolutie. Beraadslagingen en bespreking

1. a) Ontwerp van decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

b) Voorstel van resolutie van Mevr. Patricia Ceysens cs. betreffende de regeling van de overdrachten van OCMW-diensten of -inrichtingen in het kader van het ontwerp van decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

(Regl. art. 66, punt 5.)

2. Ontwerp van decreet houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

3. Ontwerp van decreet inzake sociale werkplaatsen.

(Gewestaangelegenheid.)

Voorstel van decreet van de heren Jef Sleenckx, Robert Voorhamme en Carlos Lisabeth houdende erkenning en subsidiëring van de sociale werkplaatsen.

(Gewestaangelegenheid.)

4. Ontwerp van decreet tot goedkeuring van de volgende internationale akten :

1° Protocol tot wijziging van de overeenkomst inzake watergebieden die van internationale betekenis zijn, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels, opgemaakt in Parijs op 3 december 1982;

2° Amendementen op de overeenkomst inzake watergebieden die van internationale betekenis zijn, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels, aangenomen in Regina op 28 mei 1987.

(Gewestaangelegenheid.)

5. Ontwerp van decreet houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het Recht van de Zee, en de bijlagen, ondertekend in Montego Bay op 10 december 1982, en de Overeenkomst inzake de toepassing van deel XI van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee van 10 december 1982, en de bijlage, ondertekend in New York op 28 juli 1994.

(Gewestaangelegenheid.)

6. Ontwerp van decreet betreffende de euro.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

Voorstellen van decreet. Beraadslagingen.

1. Voorstel van bijzonder decreet van Mevr. Mia De Schamphelaere en de heren Herman Suykerbuyk en Robert Voorhamme houdende uitvoering van artikel 37bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden)

Voorstel van bijzonder decreet van de heer Paul Van Grembergen cs. houdende het betrekken van senatoren, bedoeld in artikel 67, § 1, 1°, van de Grondwet, bij de werkzaamheden van het Vlaams Parlement.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

2. Voorstel van bijzonder decreet van Mevr. Yolande Avontroodt, Mevr. Trees Merckx-Van Goey, de heren Steve Stevaert en Herman Lauwers en Mevr. Ria Van Den Heuvel tot wijziging van artikel 41 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Voorstel van decreet van de heer Steve Stevaert houdende invoering van een nieuwe wettelijke bepaling genaamd "overweging van decreet".

Voorstel van bijzonder decreet van de heer Steve Stevaert houdende wijziging van artikel 41 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, wat het verzoekschrift betreft.

3. Voorstel van decreet van Mevr. Yolande Avontroodt, Mevr. Trees Merckx-Van Goey, de heren Steve Stevaert en Herman Lauwers en Mevr. Ria Van Den Heuvel houdende regeling van de bij het Vlaams Parlement ingediende verzoekschriften.

4. Voorstel van decreet van Mevr. Anny De Maght-Aelbrecht en de heer Patrick Lachaert houdende wijziging van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wat de beschermde gebouwen betreft.

(Gewestaangelegenheid.)

(Regl. art. 53, punt 5.)

5. Voorstel van decreet van de heren Marc Olivier en Jacques Timmermans cs. houdende wijziging van het decreet van 4 februari 1997 houdende de kwaliteits- en veiligheidsnormen voor kamers en studentenkamers.

(Gewestaangelegenheid.)



Voorstellen van resolutie. Besprekingen.

1. Voorstel van resolutie van Mevr. Gerda Raskin en de heren Johan Sauwens, Jean-Marie Bogaert en Leonard Quintelier betreffende het beperken van de dioxine-uitstoot.

(Gewestaangelegenheid.)

Voorstel van resolutie van de heer Johan Malcorps betreffende het tot een minimum herleiden van de uitstoot van dioxines en dioxine-achtige stoffen in Vlaanderen.

(Gewestaangelegenheid.)

2. Voorstel van resolutie van de heren John Taylor, Stefaan Platteau, Carlos Lisabeth, Herman De Reuse, Jean-Marie Bogaert en Jos Geysels betreffende toepassing en evaluatie van de regelgeving inzake de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Voorstellen tot wijziging van het Reglement. Bespreking.

Reglementsaanpassingen.

Voorstel van de heren Karel De Gucht, Paul Van Grembergen en Jacques Laverge tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement.

Voorstel van de heren Herman Suykerbuyk, Freddy De Vilder en Paul Van Grembergen tot wijziging van artikel 26 van het Reglement van het Vlaams Parlement.

*Woensdag 8 juli 1998*

Vanaf 9 u. 30 m. :

Eventueel voortzetting van de agenda van dinsdag 7 juli 1998.

Vanaf 11 u. 45 m. :

Hulde aan de heer Herman Suykerbuyk voor zijn dertig jaar parlementair mandaat, aan de heer Willy Kuijpers voor zijn vijftienvintig jaar parlementair mandaat en aan Mevr. Maria Tyberghien-Vandenbussche en de heren Jaak Gabriels, Luc Van den Brande en Eddy Baldewijns voor hun twintig jaar parlementair mandaat.

Vanaf 14 uur :

Actuele vragen (Regl. art. 78.)

Eventueel voortzetting van de agenda van de morgenvergadering.

Vanaf 18 uur :

Hoofdelijke stemmingen.

1. Over het ontwerp van decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

2. Over het ontwerp van decreet inzake sociale werkplaatsen.

(Gewestaangelegenheid.)

3. Over het ontwerp van decreet houdende de erkenning en de subsidiëring van verenigingen en welzijnsvoorzieningen in de thuiszorg.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

4. Over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de volgende internationale akten :

1° Protocol tot wijziging van de overeenkomst inzake watergebieden die van internationale betekenis zijn, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels, opgemaakt in Parijs op 3 december 1982;

2° Amendementen op de overeenkomst inzake watergebieden die van internationale betekenis zijn, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels, aangenomen in Regina op 28 mei 1987.

(Gewestaangelegenheid.)

5. Over het ontwerp van decreet betreffende de euro.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

6. Over het ontwerp van decreet houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het Recht van de Zee, en de bijlagen ondertekend in Montego Bay op 10 december 1982, en de Overeenkomst inzake de toepassing van deel XI van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee van 10 december 1982, en de bijlage, ondertekend in New York op 28 juli 1994.

(Gewestaangelegenheid.)

7. Over het voorstel van bijzonder decreet van Mevr. Mia De Schamphelaere en de heren Herman Suykerbuyk en Robert Voorhamme houdende uitvoering van artikel 37bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

8. Over het voorstel van bijzonder decreet van Mevr. Yolande Avontroodt, Mevr. Trees Merckx-Van Goey, de heren Steve Stevaert en Herman Lauwers en Mevr. Ria Van Den Heuvel tot wijziging van artikel 41 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

9. Over het voorstel van decreet van Mevr. Yolande Avontroodt, Mevr. Trees Merckx-Van Goey, de heren Steve Stevaert en Herman Lauwers en Mevr. Ria Van Den Heuvel houdende regeling van de bij het Vlaams Parlement ingediende verzoekschriften.

10. Eventueel over het voorstel van decreet van Mevr. Anny De Maght-Aelbrecht en de heer Patrick Lachaert houdende wijziging van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wat de beschermde gebouwen betreft.

(Gewestaangelegenheid.)

11. Over het voorstel van decreet van de heren Marc Olivier en Jacques Timmermans cs. houdende wijziging van het decreet van 4 februari 1997 houdende de kwaliteits- en veiligheidsnormen voor kamers en studentenkamers.

(Gewestaangelegenheid.)

12. Eventueel over het voorstel van resolutie van Mevr. Patricia Ceysens cs. betreffende de regeling van de overdrachten van OCMW-diensten of -inrichtingen in het kader van het ontwerp van decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

13. Over het voorstel van resolutie van Mevr. Gerda Raskin en de heren Johan Sauwens, Jean-Marie Bogaert en Leonard Quintelier betreffende het beperken van de dioxine-uitstoot.

(Gewestaangelegenheid.)

14. Over het voorstel van resolutie van de heren John Taylor, Stefaan Platteau, Carlos Lisabeth, Herman De Reuse, Jean-Marie Bogaert en Jos Geysels betreffende toepassing en evaluatie van de regelgeving inzake de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

15. Over de reglementsaanpassingen.

16. Over de met redenen omklede moties :

— van Mevr. Ria Van Den Heuvel tot besluit van de op 25 juni 1998 door Mevr. Ria Van Den Heuvel in commissie gehouden interpellatie tot de heer Luc Van den Brande, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie, over de toekomstperspectieven voor de luchthaven van Antwerpen.

(Gewestaangelegenheid.)

— van de heren Paul Dumez, Herman Lauwers en Ward Beysen tot besluit van de op 25 juni 1998 door Mevr. Ria Van Den Heuvel in commissie gehouden interpellatie tot de heer Luc Van den Brande, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie, over de toekomstperspectieven voor de luchthaven van Antwerpen.

(Gewestaangelegenheid.)

— van de heren Jan Pennis en Pieter Huybrechts tot besluit van de op 25 juni 1998 door Mevr. Ria Van Den Heuvel in commissie gehouden interpellatie tot de heer Luc Van den Brande, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie, over de toekomstperspectieven voor de luchthaven van Antwerpen.

(Gewestaangelegenheid.)

*Donderdag 9 juli 1998*

Vanaf 10 uur :

Ontwerpen van decreet. Beraadslagingen.

1. Ontwerp van decreet betreffende het onderwijs IX.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

2. Ontwerp van decreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Voorstel van decreet. Beraadslaging.

Voorstel van bijzonder decreet van de heren Freddy Sarens, Karel De Gucht, René Swinnen, Kris Van Dijck en Ludo Sannen betreffende het gemeenschapsonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Vanaf 14 uur :

Eventueel voortzetting van de agenda van de morgenvergadering

Kinderrechtencommissariaat. Bespreking en stemming.

Begroting en personeelsformatie van het Kinderrechtencommissariaat.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

Werkingsbegroting. Bespreking en stemming.

Rekening van het Vlaams Parlement voor het begrotingsjaar 1997 en controleverslag van het Rekenhof over de rekeningen van het jaar 1997 van het Vlaams Parlement.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

Vanaf 15 u. 30 m. :

Hoofdelijke stemmingen :

1. Over het ontwerp van decreet betreffende het onderwijs IX.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

2. Over het ontwerp van decreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

3. Over het voorstel van bijzonder decreet van de heren Freddy Sarens, Karel De Gucht, René Swinnen, Kris Van Dijck en Ludo Sannen betreffende het gemeenschapsonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Hoofdelijke stemmingen kunnen ook na 17 uur worden gehouden.

**Verschillende berichten****Avis divers****Aankondigingen – Annonces**

## VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

**S.A. Iveco Belgium N.V., naamloze vennootschap,  
Sphere Business Park, Doornveld 3,  
Industrie Asse 33, nr. 11, bus 57, 1731 Zellik**

H.R. Brussel 343280 – BTW 402.609.188

## Convocatie

Mevrouw, Mijnheer,

U wordt vriendelijk verzocht de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de naamloze vennootschap « S.A. Iveco Belgium N.V. », bij te wonen, welke zal gehouden worden op woensdag 15 juli 1998, om 16 uur, op de zetel van de vennootschap en waarvan de agenda luidt als volgt :

## Agenda :

1) Omstandig verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor opgesteld binnen het kader van artikel 34bis § 4 en § 4bis van de gecoördineerde wetten op handelsvennootschappen, omtrent de opheffing van het voorkeurrecht in het maatschappelijk belang in het kader van de kapitaalverhoging met vierhonderd veertig miljoen frank (F 440 000 000) door uitgifte van achtentachtig miljoen (88 000 000) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde waarop zal worden ingeschreven door en met als begunstigde de naamloze vennootschap naar Nederlands recht N.V. Iveco, met zetel te 1183 AT Amstelveen (Nederland), Prof. J.H. Bavincklaan 15.

2) a) Kapitaalverhoging ten belope van vierhonderd veertig miljoen frank (F 440 000 000) om het te brengen van tweehonderd vijftig miljoen frank (250 000 000) tot zeshonderd negentig miljoen frank (F 690 000 000) door uitgifte van achtentachtig miljoen nieuwe aandelen (88 000 000) zonder aanduiding van nominale waarde, van dezelfde aard, die dezelfde rechten en voordelen genieten als de bestaande aandelen, en die zullen delen in de winsten van de vennootschap vanaf hun uitgifte.

Op deze nieuwe aandelen zal onmiddellijk ingeschreven worden in geld voor de prijs van vijf frank per aandeel en zij zullen volledig volstort worden bij hun inschrijving.

b) Opheffing van het voorkeurrecht in het belang van de vennootschap.

c) Inschrijving en volstorting van de nieuwe aandelen.

3) Kapitaalsvermindering met vijfhonderd vijftig miljoen frank (F 565 000 000) om het te verlagen van zeshonderd negentig miljoen frank (F 690 000 000) tot honderd vijftig miljoen frank (F 125 000 000) door afschrijving van overgedragen verliezen zonder vernietiging van titels. De vermindering van het kapitaal gebeurt op het niet geïmmuniseerde gedeelte van het maatschappelijk kapitaal zodat het maatschappelijk kapitaal van honderd vijftig miljoen frank (F 125 000 000) na kapitaalreductie vierentwintig miljoen tweehonderddertigduizend frank (F 24 230 000) geïmmuniseerd kapitaal omvat.

4) Wijziging van de statuten :

artikel 5 : om de nieuwe toestand van het kapitaal uiteen te zetten;

artikel 6 : om de historiek van het kapitaal te vervolledigen;

artikel 2 : om het in overeenstemming te brengen met de huidige zetel van de vennootschap.

5) Wijziging van artikel 7 van de statuten om het te vervangen door volgende tekst :

artikel 7 :

« De aandelen zijn op naam of aan toonder; de aandelen op naam kunnen op eenvoudig verzoek van de aandeelhouders worden omgezet in aandelen aan toonder, indien volstort; dit verzoek moet worden gericht aan de raad van bestuur. »

6) Machten te verlenen aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de te nemen besluiten aangaande de zaken die voorafgaan.

7) Volmachten te geven aan ondergetekende notaris voor de coördinatie van de statuten.

Om de vergadering bij te wonen wordt u verzocht, overeenkomstig artikel 18 van de statuten, uw effecten neer te leggen op de zetel van de vennootschap, tenminste vijf volle dagen vóór de vergadering.  
(19384) De raad van bestuur.

**Grimmo, naamloze vennootschap,  
Dorpsstraat 46, 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 84553

De tweede jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16 juli 1998, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (19385)

**Etablissements A. Mauroy, société anonyme,  
rue des Sandrinettes, Zoning artisanal, 7033 Cuesmes**

R.C. Mons 85031 – T.V.A. 406.901.241

L'assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 16 juillet 1998, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Report de l'assemblée générale ordinaire.
2. Rapport de gestion du conseil d'administration.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nomination.
6. Divers. (19386)

**« Somages », société anonyme**

Siège social : rue de Gozée 89, 6110 Montigny-le-Tilleul

R.C. Charleroi 168308 – T.V.A. 441.426.907

L'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1998, n'ayant pas réuni le quorum de présence requis, les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale extraordinaire de la société anonyme « Somages », qui se tiendra le jeudi 16 juillet 1998, à 9 heures, en l'étude de Me P. Nicaise, notaire à 1390 Grez-Doiceau, rue Pont au Lin 41. Cette assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport du conseil d'administration et du commissaire-reviseur d'entreprises, la société civile à forme de S.C. « Boye Geddes Van Gulck & C° », représentée par M. Régis Van Caillie, reviseur d'entreprises, conformément à l'article 178bis & 1 des L.C.S.C.
2. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société.
3. Décharge aux administrateurs.

4. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs.
5. Détermination des pouvoirs du ou des liquidateurs.
6. Pouvoirs publications légales, formalités registre du commerce.
7. Divers.

Se conformer aux statuts.  
(19387)

Le conseil d'administration.

**Bura, société anonyme,  
rue de Marchienne 76, 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 166172 – T.V.A. 441.942.886  
—

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le jeudi 16 juillet 1998, à 11 heures, en l'étude du notaire Hubert Michel, à Charleroi, rue du Fort 24.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration sur la fusion avec la société anonyme « Ets Raposo », dont le siège social est établi à Charleroi (6040 Jumet), rue de Marchienne 76.

Rapport de contrôle de M. Francis Wilmet, réviseur d'entreprises, représentant la société civile de revisorat d'entreprises ayant adopté la forme de société privée à responsabilité limitée « F.A. Wilmet & Cie, Réviseurs d'Entreprises », dont le siège est établi à 1390 Grez-Doiceau, place E. Dubois 16, commissaire-réviseur de la société, sur le projet de fusion.

Chaque actionnaire peut prendre connaissance de ses rapports au siège social et en obtenir gratuitement copie.

2. Approbation du projet de fusion par absorption de la société anonyme « BURA » par la société anonyme « Ets. RAPOSO », ayant son siège à Charleroi (6040 Jumet), rue de Marchienne 76.

3. Sous réserve de la réalisation de la fusion et des décisions à prendre par l'assemblée générale de la société absorbante, dissolution de la société sans liquidation.

4. Répartition des actions attribuées en rémunération du transfert de patrimoine dans le cadre de la fusion.

5. Décision que l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante des premiers comptes annuels qui seront établis après le transfert de l'intégralité du patrimoine par suite de la dissolution sans liquidation vaudra décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de la société anonyme « BURA » pour leur mission exercée pendant la période écoulée entre le premier janvier mil neuf cent nonante-huit et la date de la réalisation du transfert.

6. Pouvoirs.

Les actionnaires qui le désirent peuvent prendre connaissance, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale, du projet de fusion, des rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur de chacune des sociétés concernées, ainsi que des comptes annuels, des rapports de gestion et des rapports du commissaire-réviseur relatifs aux trois derniers exercices sociaux de chacune des sociétés concernées.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle, des documents visés ci-avant.

Conformément à l'article 25 des statuts, tout propriétaire de titres aux porteur doit effectuer le dépôt de ceux-ci au siège social, cinq jours francs avant la date de l'assemblée, soit pour le 10 juillet 1998 au plus tard.

Les obligataires désireux d'assister aux assemblées, avec voix consultative, conformément à l'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont priés de respecter les mêmes formalités.  
(19388) Le conseil d'administration.

**Ets Raposo, société anonyme,  
rue de Marchienne 76, 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 144988 – T.V.A. 426.894.921  
—

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le jeudi 16 juillet 1998, à 11 h 20 m, en l'étude du notaire Hubert Michel, à Charleroi, rue du Fort 24.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration sur la fusion avec la société anonyme « Bura », dont le siège social est établi à Charleroi (6040 Jumet), rue de Marchienne 76.

Rapport de contrôle de M. Francis Wilmet, réviseur d'entreprises, représentant la société civile de revisorat d'entreprises ayant adopté la forme de société privée à responsabilité limitée « F.A. Wilmet & Cie, Réviseurs d'Entreprises », dont le siège est établi à 1390 Grez-Doiceau, place E. Dubois 16, commissaire-réviseur de la société, sur le projet de fusion.

Chaque actionnaire peut prendre connaissance de ses rapports au siège social et en obtenir gratuitement copie.

2. Approbation du projet de fusion par absorption de la société anonyme « Bura » par la société anonyme « Ets Raposo ».

3. Description et conditions du transfert, suite à la dissolution sans liquidation de la société absorbée « Bura », de l'intégralité de son patrimoine à la société anonyme « Ets Raposo ».

4. En conséquence de la fusion et du transfert du patrimoine de la société absorbée, augmentation du capital, à concurrence de BEF 10 000 000, pour le porter de BEF 10 505 000 à BEF 20 505 000, par la création de 625 actions nouvelles, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes. Elles participeront cependant aux distributions éventuelles des bénéfices de la société à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Attribution des 625 actions nouvelles, entièrement libérées aux actionnaires de la société anonyme « Bura », société absorbée, en rémunération du transfert de tout son avoir actif et passif.

Ces actions nouvelles seront réparties entre les actionnaires de la société absorbée, dans la proportion de 1 action de la société absorbante pour 16 actions de la société absorbée.

5. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital, de la réalisation définitive de la fusion et de la dissolution définitive de la société anonyme « Bura », société absorbée.

6. Modification des articles suivants des statuts, pour les mettre en concordance avec ce qui précède et les lois récentes :

Article 2 : pour l'adapter au régime linguistique applicable aux actes de sociétés.

Article 5 : pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle de la société.

Article 6 : pour le remplacer par un texte relatant l'historique du capital.

Article 12 : pour remplacer cet article relatif à la composition du conseil d'administration et prévoir la possibilité pour la société de limiter le nombre à deux si elle ne comporte plus que deux actionnaires.

Article 16 : pour remplacer cet article relatif aux décisions du conseil d'administration et prévoir notamment que « Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels. »

7. Pouvoirs.

Les actionnaires qui le désirent peuvent prendre connaissance, un mois au moins avant la date de l'assemblée générale, du projet de fusion, des rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur de chacune des sociétés concernées, ainsi que des comptes annuels, des rapports de gestion et des rapports du commissaire-réviseur relatifs aux trois derniers exercices sociaux de chacune des sociétés concernées.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle, des documents visés ci-avant.

Conformément à l'article 25 des statuts, tout propriétaire de titres aux porteur doit effectuer le dépôt de ceux-ci au siège social, cinq jours francs avant la date de l'assemblée, soit pour le 10 juillet 1998 au plus tard.

Le texte intégral des modifications statutaires est à la disposition des actionnaires au siège social.

Les obligataires désireux d'assister aux assemblées, avec voix consultative, conformément à l'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont priés de respecter les mêmes formalités.

(19389)

Le conseil d'administration.

**Garage Vanderheyden, société anonyme,  
chaussée de Liège 60, 4841 Welkenraedt (Henri-Chapelle)**

R.C. Verviers 44470 – T.V.A. 415.595.906

L'assemblée générale ordinaire le 29 juin 1998 n'ayant pas réuni le quorum requis, une seconde assemblée se tiendra le 16 juillet 1998, à 18 heures, au siège social, laquelle délibérera valablement quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et approbation.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Renouvellement mandats administrateurs.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (19390)

**Logimmo, société anonyme,  
rue de l'Harmonie 4/1, 7100 Haine-Saint-Paul**

R.C. Charleroi 696

L'assemblée générale extraordinaire se tiendra le 16 juillet 1998, à 15 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. Se conformer aux statuts. (19391)

**« P.A.G. Procédés des Arts graphiques »,  
Etablissements Bindels & Weyenberg, société anonyme,  
rue des Fuchsias 22, à 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 194915 – T.V.A. 401.827.349

Le dividende brut de BEF 2 826 sous déduction du précompte mobilier de BEF 706,50 soit BEF 2 119,50 par action sera payable à partir du 14 juillet 1998, à l'Agence de la Générale de Banque, chaussée de Gand 453, à 1080 Bruxelles, contre remise du coupon n° 14. (19469)

**Crédit commercial International - Crédicom, société anonyme**

Siège social : rue des Chevaliers 23, 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 605204

*Avis de report de l'assemblée générale annuelle*

Mmes, MM. les actionnaires sont informés que l'assemblée générale annuelle convoquée pour le 25 juin 1998 a décidé de son report au jeudi 26 juillet 1998, à 16 heures.

Cette assemblée se tiendra au siège de la société, rue des Chevaliers 23, à 1050 Bruxelles.

Ordre du jour :

- Rapport de gestion du conseil d'administration.
- Rapport des commissaires-réviseurs.
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997.
- Proposition de décision : approuver les comptes.
- Affectation du résultat.

Proposition de décision : approuver l'affectation proposée dans le rapport de gestion établi par le conseil d'administration.

Décharge aux administrateurs et aux commissaires-réviseurs.

Démission et ratification de la nomination d'administrateurs.

Proposition de décision : ratifier la nomination en qualité d'administrateur des sociétés Immobilière Hôtelière et Immtel en remplacement respectivement de MM. Jean Nassau et Sébastien Bazin, démissionnaires.

Renouvellement du mandat d'administrateur.

Proposition de décision : renouveler le mandat d'administrateur de M. Léo Spier et de la société Immobilière Hôtelière et le mandat d'administrateur délégué de M. Henri Van Zeveren.

Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires doivent observer l'article 32 des statuts. Les actions au porteur ou, le cas échéant, le certificat émis par l'organisme de compensation de valeurs mobilières dans lequel elles sont consignées, qui doit indiquer que cet organisme garantit le blocage desdites actions jusqu'à l'issue de la réunion, éventuellement prorogée ou ajournée, doivent être déposées au plus tard le 13 juillet 1998 au siège social de la société. Au plus tard à la date précitée, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actionnaires et communiquer à la société le nombre d'actions avec lequel ils assisteront à la réunion.

(19473)

Le conseil d'administration.

**Crédit commercial International - Crédicom, naamloze vennootschap**

Maatschappelijke zetel : Ridderstraat 23, 1050 Brussel

H.R. Brussel 605204

*Bekendmaking van uitstel van de jaarlijkse algemene vergadering*

De dames en heren aandeelhouders worden geïnformeerd dat de jaarlijkse algemene vergadering die op 25 juni 1998 gehouden zou moeten worden, door besluit van de algemene vergadering is uitgesteld tot donderdag 16 juli 1998, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel, Ridderstraat 23, 1050 Brussel.

Agenda :

Jaarverslag van de raad van bestuur.

Verslag van de commissarissen-revisoren.

Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar afgesloten per 31 december 1997.

Voorstel tot beslissing : de jaarrekeningen goedkeuren.

Bestemming van het resultaat.

Voorstel tot beslissing : de bestemming voorgesteld in het jaarverslag van de raad van bestuur goedkeuren.

Decharge aan de bestuurders en de commissarissen-revisoren.

Voorstel tot beslissing : bij afzonderlijke stemming kwijting verlenen aan de bestuurders en aan de commissarissen-revisoren.

Ontslag en ratificatie van de benoeming van bestuurders.

Beslissingsvoorstel : ratificeren van de benoeming als bestuurder van de vennootschappen Immobilière Hôtelière et Immtel ter vervanging van de respectievelijke heren Jean Nassau en Sébastien Bazin, die zijn afgetreden.

Vernieuwing van de mandaten van de bestuurders.

Beslissingsvoorstel : de vernieuwing van het mandaat van bestuurder van de heer Leo Spier en van de vennootschap Immobilière Hôtelière en het mandaat van gedelegeerd bestuurder van de heer Henri C. Van Zeveren.

Diversen.

Om de vergadering bij te wonen, moeten de aandeelhouders zich gedragen naar artikel 32 van de statuten. De aandelen aan toonder of, in voorkomend geval, het bewijschrift uitgaande van een instelling voor compensatie van effecten waar deze aandelen in bewaargeving werden gegeven, waarin deze instelling garandeert dat de aandelen geblokkeerd zullen blijven tot na de vergadering, eventueel verlengd of uitgesteld, moeten uiterlijk op 13 juli 1998 gedeponneerd worden op de maatschappelijke zetel. De eigenaars van aandelen op naam moeten ten laatste op die datum ingeschreven zijn in het aandeelhoudersregister en meedelen aan de vennootschap met hoeveel aandelen zij zullen deelnemen aan de vergadering.

(19473)

De raad van bestuur.

**A "All Pap." Lamot, société anonyme,  
rue Baron Dhanis 56-58, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 422841 — T.V.A. 419.883.504

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16/07/98, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Nominations et révocation d'administrateurs. 5. Divers. (47634)

**A "All Pap." Lamot Company, société anonyme,  
rue Baron Dhanis 56-58, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 566012 — T.V.A. 449.321.123

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16/07/98, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Nomination et révocation d'administrateurs. 5. Divers. (47635)

**A "All Pap." Namur, société anonyme,  
rue Jean Noël 25, 5000 Namur**

R.C. Namur 62907 — T.V.A. 442.688.796

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16/07/98, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Nomination-démission éventuelle d'administrateurs. 5. Divers. (47636)

**Amoz Investments, naamloze vennootschap,  
Goede Herderstraat 41, 1080 Sint-Jans-Molenbeek**

H.R. Brussel 621254

Jaarvergadering op vrijdag 17/07/98, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders. 6. Allerlei. (47637)

**Avisruz Belgium, naamloze vennootschap,  
Hundelgemsesteenweg 57, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 4584 — BTW 400.132.027

De gewone algemene vergadering zal plaatsvinden op 16/07/98, te Merelbeke, Hundelgemsesteenweg 57 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Voorlezing en goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Allerlei. (47638)

**Babylon Invest, naamloze vennootschap,  
Goede Herderstraat 41, 1080 Sint-Jans-Molenbeek**

H.R. Brussel 529657 — BTW 439.766.425

Jaarvergadering op vrijdag 17/07/98, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders. 6. Allerlei. (47639)

**Center Mat Mons, société anonyme,  
rue Père Damien 7, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 64270 — T.V.A. 429.113.053

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18/07/98 à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (47640)

**Center Mat Mouscron, société anonyme,  
rue Père Damien 7, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 48213 — T.V.A. 412.524.865

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18/07/98 à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (47641)

**Charley Assurances, société anonyme,  
place Crombez 25, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 70438 — NN 439.665.069

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17/07/98 à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (47642)

**Cofic, naamloze vennootschap,  
Koning Albertstraat 132, 1760 Roosdaal**

H.R. Brussel 427031 — BTW 420.273.086

De aandeelhouders worden uitgenodigd de bijzondere algemene vergadering van de vennootschap bij te wonen die zal gehouden worden ten kantore van notaris Xavier VERSCHOORE, te Nieuwkerke, Kemmelstraat 1, op 17/07/98 om 10.00 uur met volgende agenda : 1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor betreffende de inbreng in natura (art. 34 § 2 van de vennootschappenwet). 2. Kapitaalverhoging door inbreng van schuldvorderingen en dus met opheffing van het voorkeurrecht gehouden voor een totaal bedrag van BEF 51.004.800,- door schuldeisers Rosalie, Chloé en Paulus Van Waeyenberge om het kapitaal te brengen van BEF 84.000.000 op BEF 135.004.800 door creatie van 3.894 nieuwe aandelen die dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande aandelen vanaf hun creatie. De nieuwe aandelen zullen toegewezen worden aan de inbrengers in verhouding van hun respectievelijke inbreng tot de totaal inbreng. 3. Inbreng van de schuldvorderingen en vaststelling van de kapitaalverhoging. 4. Wijziging van art. 5 der statuten om het in overeenstemming te brengen met de nieuwe kapitaalsituatie. 5. Delegatie aan een der bestuurders voor uitvoering van de hoger vermelde beslissingen. 6. Beslissing betreffende de coördinatie der statuten. 7. Volmacht voor neerlegging bij de Griffie van de Handelsrechtbank. Aandeelhouders die de vergadering willen bijwonen dienen de voorschriften van de statuten na te leven. (47643)

**F.L.E.U.R., naamloze vennootschap,  
Beselarestaat 64, 8890 Moorslede**

H.R. Kortrijk 140418 — BTW 460.219.369

Aangezien een eerste vergadering, met dezelfde agenda, bijeengegroept voor 26 juni 1998 niet geldig heeft kunnen beraadslagen daar het wettelijk quorum niet verenigd was, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen

die geldig zal kunnen beraadslagen en besluiten ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen en die zal gehouden worden op 17/07/98 om 11 u 30 ten kantore van notaris Werner COUDYZER, Kasteelstraat, 2, 8920 Langemark-Poelkapelle, met volgende agenda : 1. Wijziging van het boekjaar. 2. Wijziging van de datum van de jaarlijkse algemene vergadering. 3. Wijziging van de statuten om ze aan te passen aan de genomen beslissingen. (47644)

**Fortraco Benelux, naamloze vennootschap,  
Eikvelstraat 1a, 1742 Ternat**

H.R. Brussel 562765 — BTW 448.551.061

Buitengewone algemene vergadering op 15/07/98, om 14 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening op 31/03/1998. 2. Goedkeuring van de resultatenrekening op 31/03/1998. 3. Ontlasting te geven aan de bestuurders. 4. Verwerking van het resultaat. 5. Diversen. (47645)

**Gika, naamloze vennootschap,  
Vichtesteenweg 48, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 105910

Jaarvergadering op 15/07/98 om 11.30 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (47646)

**Immobilière "all Pap.", société anonyme,  
rue Jean Noël 25, 5000 Namur**

R.C. Namur 62906

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16/07/98, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Nomination-démission éventuelle d'administrateurs. 5. Divers. (47647)

**Immobilière Bopz,  
rue Neuve Chaussée 109, 7600 Péruwelz**

R.C. Tournai 67380 — T.V.A. 433.724.711

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17/07/98 à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation des résultats. 4. Rémunération du capital. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant la réunion. (47648)

**Intervin, société anonyme,  
rue Th. de Cuyper 127/42, 1200 Bruxelles-20**

R.C. Bruxelles 348314

Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le 15/07/98 à 17 heures en l'étude du Notaire Etienne DERYCKE, rue de Mons 21 bte 3 à 1480 Tubize, avec pour ordre du jour : 1. Augmentation du capital social de un million six cent cinquante mille francs (1.650.000,-) pour le porter de un million trois cent cinquante mille (1.350.000,-) à trois millions, par incorporation d'une plus-value de réévaluation à concurrence du susdit montant et ce sans modification du nombre d'actions. 2. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance suite au point 1. 3. Coordination des statuts. 4. Divers. (47649)

**Language Investment Company, naamloze vennootschap,  
Casselstraat 39, 8970 Poperinge**

H.R. Ieper 36703 — BTW 416.397.244

Jaarvergadering op 16/07/98 om 17.00 u., in de Koningin Astridlaan 185, 9000 Gent. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. (47650)

**Les Assures réunis, société anonyme,  
avenue Louise 208, 1150 Bruxelles-15**

R.C. Bruxelles 81755

L'assemblée générale Extraordinaire se tiendra le 16/07/98 à 11 heures, au siège sociale de la société. — Ordre du jour : 1. Remplacement de M. Dupont en, société anonyme, qualité d'administrateur de la société. 2. Publication. 3. Divers. Convocation sur la demande d'actionnaires représentant 1/5 du capital social. (47651) Le Commissaire-réviseur.

**Leyimmo, naamloze vennootschap,  
Delleurlaan 18, Watermaal-Bosvoorde**

H.R. Brussel 549442

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op woensdag 15/07/98, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 28 februari 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Behandeling van het bijzonder verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 103 van de samengeschatte wetten op de handelsvennootschappen. 6. Allerlei. (47652)

**O.i.m., naamloze vennootschap,  
Brugsesteenweg 47C, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 46254 — BTW 420.733.045

Jaarvergadering op 16/07/98 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/03/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (47653)

**Schoten Doe-Het-Zelf, naamloze vennootschap,  
Theo Verellenlaan 79, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 310781 — BTW 455.064.810

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 17/07/98 te 11 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking van de jaarrekening. 3. Toepassing van artikel 103 van de Vennootschappenwet. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Aanpassing artikel 3 der statuten. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders de aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (47654)

**Verzekeringsmakelaar Dujardin, naamloze vennootschap,  
Vichtesteenweg 48, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 94183 — BTW 417.885.995

Jaarvergadering op 15/07/98 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (47655)

**Vincel, société anonyme,**  
rue Th De Cuyper 127/42, 1200 Woluwe-Saint-Lambert  
R.C. Bruxelles 315831

Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le 15/07/98 à 17 heures 45 en l'étude du Notaire Etienne DERYCKE, rue de Mons 21, bte 3 à 1480 Tubize, avec pour ordre du jour : 1. Augmentation du capital de un million six cent mille francs (1.600.000,-) pour le porter de un million quatre cent mille (1.400.000,-) à trois millions, par incorporation d'une plus-value de réévaluation à concurrence du susdit montant et ce sans modification du nombre d'actions. 2. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance suite au point 1. 3. Coordination des statuts. 4. Divers. (47656)

**Ascie, naamloze vennootschap,**  
Industriezone Gossetlaan West Point Business park - Hofveld 6 c4,  
1702 Groot-Bijgaarden  
H.R. Brussel 602848 — BTW 431.470.846

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 15 juli 1998 om 14 uur, te 2950 Kapellen, Merellei 6.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen.
6. Beraadslagen en beslissingen in toepassing van artikel 103 Venn. W.

De aandeelhouders worden verzocht de statutaire bepalingen na te leven. (82640)

**Bergdal, naamloze vennootschap,**  
Nieuwpoortstraat 8, bus 5, 8300 Knokke-Heist  
H.R. Brugge 78448 — NN 450.704.659

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17 juli 1998 te 19.30 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (82641)

**Handi-Move, naamloze vennootschap,**  
9400 Ninove, Leopoldlaan 47  
H.R. Aalst 51372 — BTW 423.155.372

De aandeelhouders worden op verzoek van de raad van bestuur uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 17 juli 1998 te 14 uur op het kantoor van notaris Paul De Meirsmen, te Lokeren, Roomstraat 39, met volgende agenda :

1. Verlenging van het lopende boekjaar tot 30 november 1998.
2. Wijziging van het boekjaar dat na 30 november 1998 loopt van 1 december tot 30 november.
3. Wijziging van de datum van de jaarvergadering op de laatste maandag van de maand april, en voor de eerstvolgende maal op de laatste maandag van de maand april 1999.
4. Aanpassing van de statuten.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen dienen de aandeelhouders hun aandelen vóór de vergadering neer te leggen op het kantoor van notaris Paul De Meirsmen, te Lokeren. (82642)

**Immobor, naamloze vennootschap,**  
Kriekenstraat 38, 2520 Ranst  
H.R. Antwerpen 198852

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal worden gehouden op 16 juli 1998 te 16 uur, op het adres.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Toepassing art. 60 van de vennootschappenwet.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1997.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Ontslag en benoeming van bestuurders.
7. Vaststelling van overdracht van maatschappelijke zetel.
8. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82643)

De raad van bestuur.

**Janssen-Ramen, naamloze vennootschap,**  
Veedijk 57, Turnhout  
H.R. Turnhout 23426 — BTW 413.901.473

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 17 juli 1998 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1997.
3. Resultaatsbestemming.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Vergoeding bestuurders.
6. Allerlei. (82644)

**JE-C Parket, naamloze vennootschap,**  
Jettelaan 126A, 1090 Jette  
H.R. Brussel 614420

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering en zal gehouden worden op 17 juli 1998 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82645)

**Lephos, naamloze vennootschap,**  
Leeuw Van Vlaanderenstraat 15, 9950 Waarschoot  
H.R. Gent 171066 — BTW 451.186.689

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering op zaterdag 18 juli 1998 om 10.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan alle leden van de raad van bestuur.
5. Allerlei. (82646)



**Littowest, naamloze vennootschap,**  
**M. Gillemansstraat 7, 9060 Zelzate**  
 H.R. Gent 188247 — BTW 448.526.614

Daar er op de algemene vergadering van 26 juni 1998 niet voldoende kapitaal aanwezig was om over de punten der agenda te beslissen, worden de aandeelhouders verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 17 juli 1998 om 10.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de balans- en resultatenrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming extern accountant.
6. Herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

Neerlegging van de aandelen ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering, op de maatschappelijke zetel. (82647)

**Immo Lomax, naamloze vennootschap,**  
**Dorpstraat 53, 2950 Kapellen**  
 H.R. Antwerpen 306100 — NN 453.663.159

Gezien de jaarlijkse algemene vergadering d.d. 26 juni 1998 niet geldig kon beraadslagen, worden de aandeelhouders verzocht de uitgestelde algemene vergadering bij te wonen op 15 juli 1998 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30 december 1997.
3. Aanwending resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (82648)

**R.I.P.A. BELGIUM, naamloze vennootschap,**  
**Dendermondsesteenweg 60-62, 9270 Kalken**  
 H.R. Dendermonde 44411 — BTW 439.663.683

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op vrijdag 17 juli 1998 om 9.00 uur, op de Maatschappelijke Zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur (jaarverslag) en Verslag van de Commissaris-Revisor.
2. Goedkeuring van de Jaarrekening, afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor.
5. Ontslagen, benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82649)

**SB & L, naamloze vennootschap,**  
**Kleemstraat 84, 9111 Belsele**

H.R. Sint-Niklaas 53788 — BTW 452.764.326

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse Algemene Vergadering, die gehouden zal worden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 17 juli 1998 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 januari 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag en varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82650)

**Voedingscentrum, naamloze vennootschap,**  
**Kruisven 40, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 22045 — BTW 406.195.913

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel zal plaatshebben op vrijdag 17 juli 1998 om 15 uur, met volgende agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 januari 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.

Voor het bijwonen der vergadering, zich schikken naar de statuten. (82651)

**Rodamau, naamloze vennootschap,**  
**Oude Ophoverbaan 53, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 70521

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die gehouden zal worden ten kantore van notaris Ch. Van Cauwelaert, te Maaseik, op 15 juli 1998, om 10 uur, met volgende agenda :

1. Kennisneming en bespreking van het fusievoorstel d.d. 27.03.1998 en van de verslagen van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor, overeenkomstig artikel 174/3 van de Venn.W.

2. Fusiebesluit waarbij de vennootschap, bij wijze van fusie, de B.V.B.A. TRICOMO, met maatschappelijke zetel te Maasmechelen, Breitwaterstraat 5, overneemt volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden als bepaald in het fusievoorstel.

3. Als gevolg van de fusie door overneming, verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 31.618 BEF en met boeking van een uitgiftepremie ten bedrage van 3.779 BEF en uitgifte van 27 nieuwe aandelen.

4. Tweede verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 18.382 BEF door incorporatie van de uitgiftepremie en van beschikbare reserves, zonder uitgifte van aandelen. Overeenkomstige aanpassing van de artikel 5 en 6 van de statuten.

5. Goedkeuring van de jaarrekening van de B.V.B.A. TRICOMO, zoals bedoeld in artikel 174/3 van de Venn.W.

6. Kwijting aan de zaakvoerder van de B.V.B.A. TRICOMO.

7. Coördinatie der statuten.

Zich schikken naar de statuten.

(82652)

De raad van bestuur.

## Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

### Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

#### Gemeente Overijse

Het gemeentebestuur van Overijse werft aan in vast verband :  
bestuurssecretaris.

Bijzondere aanwervingsvoorwaarden :

houder zijn van een universitair diploma in de rechten;

slagen voor het aanwervingsexamen.

Nadere inlichtingen kunnen bekomen worden op de rekendienst-  
personeelsdienst van het gemeentebestuur van Overijse, tel. 02/  
687 60 40, toestel 222.

De kandidaturen dienen gestuurd naar het college van burgemeester  
en schepenen van en te 3090 Overijse.

De kandidatenlijst wordt afgesloten op 31 juli 1998. (19392)

#### Gemeente Ravels

##### Aanwerving cultuurfunctionaris

Het gemeentebestuur van Ravels gaat over tot de aanwerving van  
een statutaire voltijdse cultuurfunctionaris (niveau B).

Toelatingsvoorwaarden :

1. Van Belgische nationaliteit zijn.
2. Van goed zedelijk gedrag zijn.
3. Lichamelijk geschikt zijn.

Aanwervingsvoorwaarden :

1. De leeftijd van 18 jaar bereikt hebben.
2. Houder zijn van één van de volgende diploma's :

regent geschiedenis;

regent Nederlands-geschiedenis;

regent Frans-geschiedenis;

regent Engels-geschiedenis;

regent Nederlands-Engels;

maatschappelijk assistent.

Komen ook in aanmerking de houder van :

het diploma van het sociaal hoger onderwijs van het korte type voor  
sociale promotie volgens het modulair stelsel, afdeling sociaal-cultureel  
werk, op voorwaarde dat de houder ervan in het bezit is van een  
diploma of getuigschrift van het H.S.O. of gelijkwaardig;

kandidaatsdiploma geschiedenis;

kandidaatsdiploma kunstgeschiedenis;

kandidaatsdiploma oudheidkunde;

kandidaatsdiploma taal- en letterkunde, Germaanse talen;

kandidaatsdiploma taal- en letterkunde, Latijn en Grieks;

kandidaatsdiploma taal- en letterkunde, Romaanse talen;

kandidaatsdiploma kunstwetenschappen en archeologie;

kandidaatsdiploma wijsbegeerte;

kandidaatsdiploma sociale en culturele agogiek.

Komens tevens in aanmerking de houders van een diploma van het  
economische hoger onderwijs van het korte type of een diploma van  
het hoger onderwijs van 1 cyclus studiegebied handelswetenschappen  
en bedrijfskunde in één van navolgende studierichtingen :

graduaat in de toegepaste communicatiewetenschappen met public  
relations;

graduaat in toegepaste communicatie;

graduaat communicatiemanagement (optie bedrijfscommunicatie,  
optie pers en voorlichting);

graduaat public relations;

graduaat communicatiebeheer (optie bedrijfscommunicatie, optie  
pers en voorlichting, optie public relations).

3. In het bezit zijn van een rijbewijs B.

4. Slagen in een aanwervingsexamen.

Kandidaatstellingen, vergezeld van een voor eensluidend verklaard  
afschrift van het vereiste diploma, moeten worden ingediend bij het  
college van burgemeester en schepenen, Gemeentelaan 60, 2381 Ravels,  
ten laatste op vrijdag 14 augustus 1998, te 12 uur 's middags.

Verdere inlichtingen zijn te bekomen bij het gemeentebestuur van  
Ravels, dienst secretariaat, Gemeentelaan 60, 2381 Ravels, tel. 014/  
65 48 32. (19393)

#### Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende (KBHO)

##### Vacature algemeen directeur

De Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende is een gerenommeerde  
hogeschool met maatschappelijke zetel te Brugge. De opleidingen  
behoren tot vier studiegebieden en worden aangeboden in vijf  
campussen te Brugge, Oostende en Kortrijk. Naast de basisopleidingen  
van 1 cyclus en van 2 cycli biedt de hogeschool ook voortgezette  
opleidingen en posthogeschoolvorming aan. De KBHO is tevens actief  
op het gebied van maatschappelijke dienstverlening en projectmatig  
wetenschappelijk onderzoek. De hogeschool heeft meer dan  
3 000 studenten en ca. 350 personeelsleden.

Op 1 juli 1999 onstaat er een vacature voor de functie van algemeen  
directeur.

Hoofdelementen van de opdracht :

U bent verantwoordelijk voor het dagelijks beleid.

Als voorzitter van de raad van departementshoofden zorgt u ervoor  
dat de initiatieven die aan de basis groeien, geïmplementeerd worden  
in uitvoerbare ontwerpen van beslissing van het hogeschoolbestuur,  
zowel wat betreft de pedagogische ontwikkeling als de structurele  
werking. De beslissingen die het hogeschoolbestuur neemt, vertaalt u  
in concrete richtlijnen voor de betrokkenen.

U werkt harmonieus samen met het hogeschoolbestuur en met alle  
personen of geledingen aan wie een bevoegdheid werd gedelegeerd,  
hetzij organisch of pedagogisch, hetzij op het vlak van de medezeggen-  
schap.

U verruimt permanent uw kennis van en inzicht in enerzijds het  
interne gebeuren in de hogeschool en anderzijds de externe organisatie  
van de onderwijswereld met de complexe wisselwerkingen tussen de  
overkoepelende beleidsstructuren en de eigen autonomie.

U vertegenwoordigt de hogeschool in alle middens en voor alle  
aspecten die verbonden zijn aan de verplichtingen van een rechtspers-  
soon met een belangrijke maatschappelijke betekenis als werkgever en  
als beheerder van een omvangrijk patrimonium.

Profiel :

U bezit een diploma van de tweede cyclys van het academisch  
onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau.

U bezit een grondige kennis van de diverse aspecten van de  
onderwijswetgeving en de ontwikkeling van het hoger onderwijs. U  
kunt deze kennis verwerken in strategisch en probleemoplossend  
denken.

U bent ingesteld op teamwerk, waarbij u de rol vervult van bezieler  
en begeleider van de medewerkers aan wie deelbevoegdheid gedele-  
geerd werd. U bent tevens bereid hen als uw raadgevers te aanvaarden  
bij het nemen van beslissingen.

U werkt inspirerend en stimulerend bij het streven naar integrale kwaliteitszorg en bij het aanpassen van de opleidingen aan de evoluerende samenleving.

U kunt optreden als vertegenwoordiger van een hogeschool die tot het vrij gesubsidieerd onderwijs behoort. In uw handel geeft u blijk van uw christelijke overtuiging en u bent bereid de opdrachtverklaring van de hogeschool te onderschrijven en te helpen realiseren.

De hogeschool biedt een voltijdse en ondeelbare betrekking aan die aanvangt op 1 juli 1999.

De bezoldiging is decretaal bepaald op het niveau van het salaris van gewoon hoogleraar.

De gemotiveerde schriftelijke sollicitatie, met toevoeging van *curriculum vitae* en pasfoto, richt u vóór 24 augustus 1998 aan dr. W. De Groote, voorzitter v.z.w. KHBO, Oostmeers 27, 8000 Brugge. Op de enveloppe vermeldt u « persoonlijk - kandidatuur ».

Kandidaatstellingen worden strikt vertrouwelijk behandeld. Een deelname aan psychotechnische tests kan deel uitmaken van de selectieprocedure. De beslissing over het aanwijzen van de algemeen directeur zal worden genomen in de eerste maanden van het academiejaar 1998-1999.

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.) (19394)

#### KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

Voor de personeelsdienst ATP zoeken wij een medewerker communicatieproject (m/v). Graad : 5. Salarisschaal : 5.1.

De personeelsdienst ATP verzorgt het personeelsbeleid en -beheer van het administratief en technisch personeel van de K.U.Leuven. De dienst startte recent met een communicatieproject « KOMPAS ». Dit project beoogt een systematische en continue dialoog tussen chef en medewerker over de functie, de wederzijdse verwachtingen en de evaluatie van het functioneren en de resultaten.

Doel van de functie :

De medewerker zorgt er samen met de projectcoördinator en de personeelsconsulenten voor dat chefs en medewerkers tot een goede onderlinge communicatie en samenwerking komen.

Ondrachten :

Uitwerken van een implementatieplan op maat van een entiteit, in overleg met de lijnverantwoordelijken en in samenwerking met de projectcoördinator en de personeelsconsulent.

Organiseren en praktisch uitwerken van opleidingen.

Begeleiden van groepen bij het omschrijven van hun doel en opdrachten als entiteit en bij het uitklaren van organisatorische opties.

Op verzoek van de chef en/of de medewerker de concrete invulling van KOMPAS individueel begeleiden.

In overleg met een centrale werkgroep het concept en de instrumenten van KOMPAS verfijnen en aanvullen.

Zorgen voor een permanent geactualiseerd databeheer.

Profiel :

Kandidaten hebben een opleiding in de humane wetenschappen en minstens een diploma van het hoger onderwijs van het korte type.

Uitstekende communicatieve en organisatorische vaardigheden zijn noodzakelijk.

Kandidaten kunnen PC-toepassingen (MS-Office) vlot gebruiken.

Ervaring in het werken met groepen is wenselijk.

Het betreft een tijdelijke tewerkstelling tot 31 december 2002, met eventuele doorstromingsmogelijkheden naar een definitieve tewerkstelling binnen de K.U.Leuven. Personeelsleden kunnen hiervoor hun mutatieaanvraag indienen.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Interesse ? Stuur uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de personeelsdienst ATP ter attentie van Noor Seghers, stafmedewerker personeelsbeleid, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 22 79, fax 016/32 29 98.

E-mail : Noor.Seghers@pers.kuleuven.ac.be.

De selectieprocedure wordt gestart na 17 juli 1998. (19395)

### Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

#### Actes judiciaires et extraits de jugements

#### Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

#### Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup> du Code civil

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder  
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 26 juni 1998, werd Van Braeckel, Pia, wonende te 9800 Deinze, Berg 14, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Braeckel, Viviane, wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, Latemstraat 50.

Deinze, 29 juni 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Stevens, Dora. (61631)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 26 juni 1998, werd Legrand, Monique, geboren te Annelieu (Frankrijk) op 16 januari 1943, verblijvende in het Universitair Ziekenhuis te 9000 Gent, De Pintelaan 185, K12, 6e verdieping, gedomicilieerd te 9000 Gent, Gasmeterlaan 212, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Plaquin, Patrice, poetsvrouw, Slinke Molenstraat 21, 9000 Gent.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (61632)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 26 juni 1998, werd De Veirman, Germana, geboren te Gent op 23 februari 1900, gedomicilieerd te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 630, Home Aline, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Herssens, Marc, advocaat, Recollettenlei 43, 9000 Gent.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (61633)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 29 juni 1998, werd Premereur, Fernand, geboren op 16 november 1913 te Delftinge, verblijvende in het Universitair Ziekenhuis Gent, K12, 10e verdieping, kamer 1B, De Pintelaan 185, gedomicilieerd te 9080 Lochristi, Kasteelstraat 6B, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Premereur, Maria, onderwijzeres, Beerveldedorp 39, 9080 Lochristi.

Voor eensluidend afschrift: voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.)  
C. De Veirman. (61634)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 29 juni 1998, werd Buysse, Raphael, geboren te Bassevelde op 23 mei 1942, verblijvende in het Universitair Ziekenhuis Gent, De Pintelaan 185, K12, 10e verdieping, dienst neurologie, kamer 15, 9000 Gent, gedomicilieerd te 9080 Ledeborg, Landjuweelstraat 9, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Buysse, Lionel, landbouwer, Beekstraat 55, 9968 Bassevelde.

Voor eensluidend afschrift: voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.)  
C. De Veirman. (61635)

#### Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt van 29 juni 1998, gewezen op verzoekschrift, neergelegd op 28 mei 1998, verklaart Celus, Maria, geboren te Hasselt op 9 maart 1916, gedomicilieerd en verblijvende te Hasselt, Zeven Septemberlaan 13, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopig bewindvoerder: Reekmans, Irene, dochter betrokkene, wonende te Hasselt, Putvennestraat 123.

Voor eensluidend uittreksel: de gedel. adjunct-griffier, (get.)  
C. Vanheusden. (61636)

#### Vrederecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals Victor Gysemberg, verleend op 24 juni 1998, REP. 1845/1998, werd Loockx, Maria, geboren te Olen op 7 augustus 1932, verblijvende in de Sankliniek, Pas 200, 2440 Geel, gedomicilieerd te 2250 Olen, Radiumstraat 11, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Molenbergs, Kris, rijkswachter, wonende te 2250 Olen, Dr. De Biestraat 25.

Herentals, 30 juni 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Jan  
Smets. (61637)

#### Vrederecht van het kanton Herne

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herne, verleend op 17 juni 1998, werd Favijts, Maria Edalina Martha, geboren te Kester op 8 maart 1916, verblijvende en gedomicilieerd te 1755 Kester (Gooik), Patattestraat 25, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: François, Bruno, advocaat-plaatsvervangend vrederechter, wonende te 1755 Oetingen (Gooik), Vollezelestraat 22.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Frans  
Timmermans. (61638)

#### Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 19 juni 1998, werd Tisson, Christian Maria, geboren te Mortsel op 18 november 1956, wonende te 2018 Antwerpen, Van Putlei 1, verblijvende in de instelling Borgerstein, te 2860 Sint-Katelijne-Waver, IJzerenveld 147, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Tisson, Marc, geboren op 16 juni 1951, wonende te 2018 Antwerpen, Van Putlei 1.

Mechelen, 30 juni 1998.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) Luc Winkelmans, hoofdgriffier.  
(61639)

#### Vrederecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 19 juni 1998 van de vrederechter van het kanton Wolvertem werd Mevr. De Roos, Ludovica, geboren te Wommel op 22 december 1920, en wonende te 1850 Grimbergen, steenweg op Brussel 43, doch verblijvende in het Heilig-Hart, te 1850 Grimbergen, Veldkantstraat 30, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mevr. Huysegoms, Agnes, wonende te 1850 Grimbergen, Mierendonkstraat 9.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De  
Donder, N. (61640)

#### Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 18 juni 1998, werd Van Grimberge, José, geboren te Sint-Gillis op 14 oktober 1920, wonende te 9960 Assenede, Kasteelstraat 40A, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Keymeulen, Kaat, advocaat, te 9070 Heusden, Broekstraat 10.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-  
sauw. (61641)

#### Justice de paix du canton d'Andenne

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne en date du 25 juin 1998, la nommée Lefevre, Jeanne, née le 30 janvier 1910 à Opprebais, domiciliée à 5300 Seilles, rue de la Caserne 4, mais résidant au Home « La Quiétude », rue de l'Hôpital 19, à 5300 Andenne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Isabelle Dijon, avocat, domiciliée à 5340 Gesves, rue du Baty 6.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Gregoire,  
Martine. (61642)

#### Justice de paix du canton de Couvin

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin rendue le 25 juin 1998, le nommé Lamarche, Ghislain, né le 16 juin 1948, résidant actuellement et domicilié à 5660 Petite-Chapelle, chemin du Bois 5, au Home L'Albatros, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Mme Valérie Gillet, avocat à 4000 Liège, rue Duvivier 28.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint, (signé) D. Dus-  
sanne. (61643)

## Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du 30 juin 1998 du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, la nommée Parmentier, Herminie, née à Floreffe le 22 mars 1905, domiciliée et résidant actuellement à 5070 Fosses-la-Ville, rue Sainte Brigide 43, Home Dejaifve, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Hubert, Christophe, avocat, domicilié à 5170 Profondeville, chemin des Ecoreuils 5.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Waterlet. (61644)

Par ordonnance du 30 juin 1998 du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, la nommée Weverbecq, Lucienne, née à Moignelée le 18 juillet 1919, domiciliée et résidant actuellement à 5060 Sambreville (Tamines), rue Bois des Noix 40, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Godefroid, Nadine, assistante en pharmacie, domiciliée à 5020 Temploux, chemin de Mustier 137.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Waterlet. (61645)

## Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête déposée le 10 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 25 juin 1998, M. Wille, Christophe, né le 5 juin 1980 à Ougrée, célibataire, domicilié rue de Wasseiges 12, La Passerelle, 4280 Hannut, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Hervé Jamar, avocat à Hannut, rue Albert I<sup>er</sup> 130.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rycken, J. (61646)

Suite à la requête déposée le 9 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) endue le 25 juin 1998, M. Delande, Germain, veuf de Jacquemin, Mariette, né le 16 mai 1910 à Jauche, domicilié rue des Ecoles 11, 4287 Lincet, résidant La Seigneurie Ma Campagne, rue du Paradis 4, 4280 Cras-Avernas, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Delande, Chantal, domiciliée à Hélécline, rue Armand Dewolf 17.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rycken, J. (61647)

Suite à la requête déposée le 27 mai 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 18 juin 1998, Mme Baron, Elise, née le 20 avril 1924 à Verlaine, veuve, domiciliée rue du Baron d'Obin, Le Hesbin, 4219 Wasseiges, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Dejonghe, Leopold, né à Louvain le 18 novembre 1938, pensionné, domicilié à Jandrain, chaussée de Wavre 13.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rycken, J. (61648)

## Justice de paix du second canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles en date du 25 juin 1998, la nommée De Coster, Ghislaine, née à Melle le 28 mars 1913, domiciliée à Ixelles, rue Edmond Picard 7, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Van Damme Patrick, avocat, domicilié à 1050 Bruxelles, avenue Louise 32, bte 33.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) J. Olivier. (61649)

## Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 17 juin 1998, suite à la requête du 10 juin 1998, le nommé M. De Lannoy, Miguel, enseignant, né à 1180 Uccle le 27 août 1962, domicilié à 1332 Genval, rue Fr. Roosevelt 13, mais résidant à 1090 Jette, avenue de l'Exposition 218, a été déclaré incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Patrick Nedergedaelt, ayant son cabinet à 1180 Bruxelles, Parvis Saint-Pierre 1, bte 12.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Clara Stas. (61650)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 9 juin 1998, suite à la requête du 22 mai 1998, le nommé M. Roose, William, né à 1180 Uccle le 16 juin 1955, domicilié à 1090 Jette, rue de l'Eglise Saint-Pierre 35, mais actuellement hospitalisé à l'institut Sint-Alexius, Grimbergsesteenweg 40, à 1850 Grimbergen, a été déclaré incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Carine Van Damme-Valvekens, avocat et juge suppléant au tribunal de première instance de Bruxelles, ayant son cabinet à 1030 Schaerbeek, rue Pierre Theunis 1, bte 71.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Clara Stas. (61651)

## Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière en date du 23 juin 1998, le nommé Fransquin, Michel, célibataire, né à Haine-Saint-Paul le 19 mars 1970, domicilié à La Louvière (Saint-Vaast), rue Rouge Croix 79, a été déclaré partiellement incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Pollaert, Carine, avocate, domiciliée à La Louvière, rue Milcamp 24.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marie-Paule Malengrez. (61652)

## Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 4 mai 1998, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 16 juin 1998, M. Willot, Philippe, né le 21 décembre 1972 à Libramont, domicilié rue Vivegnies 295, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Clignet, Jean-Claude, domicilié boulevard de l'Est 4, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (61653)

## Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 17 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 25 juin 1998, Mme Hauffman, Albertine, née à Martelange le 14 juillet 1915, veuve, domiciliée à la Résidence Hippocrate, rue de la province 24/046, à 4020 Liège, demeurant à l'établissement Clinique Le Valdor, à 4020 Liège, rue Basse Wez 301, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Lamotte, Odette, auxiliaire de soins, domiciliée quai Godefroid Kurth 27/32, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (61654)

Suite à la requête déposée le 17 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 25 juin 1998, M. Renard, Henri, né à Seraing le 20 novembre 1922, domicilié Cour Petit 24, à 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Houben, Marcel, avocat, ayant son cabinet rue Vinëve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (61655)

Suite à la requête déposée le 17 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 25 juin 1998, Mlle Renard, Jeanine, née à Rocourt le 20 novembre 1967, célibataire, domiciliée Cour Petit 24, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Houben, Marcel, avocat, ayant son cabinet rue Vinëve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (61656)

Suite à la requête déposée le 18 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le lundi 29 juin 1998, M. Cartenstadt, Jean, Belge, né à Hein (Saint-Hubert) le 17 mars 1916, divorcé, domicilié au M.R.S. Les Murlais, rue E. Marneffe 2, à 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Cartenstadt, Marina Hubertine Guillemine, née à Rocourt le 15 mars 1955, assistante en soins hospitaliers, domiciliée rue Sur les Thiers 126, à 4040 Herstal.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (61657)

Suite à la requête déposée le 23 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le lundi 29 juin 1998, M. Nysten, Henry Paul Lambert, Belge, né à Liège le 18 août 1949, domicilié avenue Francisco Ferrer 26, à 4030 Grivegnée (Liège), demeurant à la Résidence Saint-Remacle, à 4020 Liège, rue Basse-Wez 26, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Ligot, Léon, avocat, dont le cabinet est établi avenue du Luxembourg 15, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (61658)

#### Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont en date du 30 juin 1998, la nommée Clauses, Denise Emily, célibataire, née à Montigny-le-Tilleul le 20 février 1916, domiciliée à Montigny-le-Tilleul, rue de Landelies 171, résidant à Montigny-le-Tilleul, rue des Vignes 47, Résidence Eden Park, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Franck, Christiane, cadre, domiciliée à 1750 Gaasbeek, Onderstraat 13, requête déposée le 3 juin 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Vanden Brande, Alain. (61659)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont en date du 30 juin 1998, la nommée Druart, Julie, veuve de Lesseigne, Roger, née à Mons le 24 mars 1912, domiciliée à Charleroi (Monceau-sur-Sambre), rue du Moulin 8, Résidence Bughin Durant, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Lesseigne, Willem, ouvrier, domicilié à Montigny-le-Tilleul, rue du Try 11, requête déposée le 3 juin 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Vanden Brande, Alain. (61660)

#### Justice de paix du canton de Merbes-le-Château

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château en date du 18 juin 1998, la nommée Debaille, Renée, née à Sèvres (France) le 8 décembre 1918, domiciliée et résidant actuellement à 6530 Leers-et-Fosteau, rue du Coq d'Aousse 1, au Home « Le Perce Neige », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Van Haesebroeck, Valérie, avocat, domiciliée à 7120 Peissant, rue du Gautiau 15.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Agnès Mathieu. (61661)

#### Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 29 juin 1998 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Adda, Sylvie, née le 5 janvier 1978, domiciliée à 5020 Malonne, rue du Grand Babin 104, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue du Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Clerin, Bruno, avocat, domicilié à 5100 Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61662)

Par ordonnance du 29 juin 1998 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Despontin, Sabine, née le 29 juin 1967 domiciliée à 6060 Gilly, rue de la Lune 24, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Despontin, Claude, domicilié à 6060 Gilly, rue de la Lune 24.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61663)

#### Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 26 juin 1998, la nommée Moussouni, Jocelyne, née à Namur le 26 décembre 1965, domiciliée à 5060 Falisolles, rue des Minrias 18, résidant à 5020 Malonne, rue du Babin 104, Home Frère Mutien, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Françoise Dorange, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppin 6-8.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (61664)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur en date du 26 juin 1998, le nommé Coheur, Patrick, né le 29 novembre 1962, domicilié et résidant à 5000 Namur, rue des Bosquets 48/21, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Pierre Grossi, avocat, rue de Dave 45, à 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (61665)

## Justice de paix du canton de Saint-Hubert

Suite à la requête déposée le 16 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Hubert rendue le 30 juin 1998, Mme Piquart, Marceline, domiciliée « Résidence la Fontaine », à 6890 Villance, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Grodent, Bernard, domicilié, rue des Déportés 46A, à 6880 Bertrix.

Pour extrait conforme : la greffière en chef, (signé) Hélène Mathieu. (61666)

## Justice de paix du canton de Seraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing en date du 24 juin 1998, la nommée Freson, Marie-Angèle, née à Horion-Hozémont le 21 février 1947, domiciliée à 4100 Seraing, rue des Hauts Sarts 15, résidant actuellement à 4000 Liège (Glain), rue Vandervelde 67, Clinique Notre-Dame des Anges, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Orban, Patricia, avocate, domiciliée à 4030 Liège (Grivegnée), rue Vinàve 32.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Roger Collard. (61667)

## Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 25 juin 1998, suite à la requête déposée au greffe le 16 juin 1998, le nommé Van Audenhove, Edouard, né à Bruxelles le 8 juillet 1929, célibataire, domicilié à 1030 Schaerbeek, rue Godefroid Guffens 37, bte 6, résidant actuellement à 1030 Schaerbeek, avenue Britsiers 11, au M.R.S. « La Cerisaie », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant sa sœur : Van Audenhove, Anna, née à Bruxelles (district 2) le 4 août 1928, domiciliée à 1180 Uccle, avenue Oscar Van Goidtsnoven 54/5.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (61668)

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 16 juin 1998, suite à la requête déposée au greffe le 5 juin 1998, la nommée Moerkerke, Clémence Marie, née à Bruxelles le 27 avril 1902, domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Fernand Séverin 57, résidant actuellement à 1030 Bruxelles, avenue Britsiers 16, M.R. « Beaulieu », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Dupuis, Damien, avocat, adresse cabinet : chaussée de Haecht 179, à 1030 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (61669)

*Opheffing voorlopig bewindvoerder  
Mainlevée d'administrateur provisoire*

## Vrederecht van het kanton Deurne

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 29 juni 1998, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Monballiu, Gert, wonende te 2620 Hemiksem, Karel De Backerstraat 59, over de goederen van Mevr. De Cock, Maria Emiliana, geboren te Antwerpen op 10 september 1920, ongehuwd, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Wouter Haecklaan 14, verblijvende te 2100 Antwerpen-Deurne, Florent Pauwelslei 1, O.-L.-Vrouw Middelaars, overleden te Antwerpen-Deurne op 20 juni 1998.

Antwerpen-Deurne, 29 juni 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (61670)

## Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 29 juni 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van De Taeye, Sabine, Pekelharing 4, 9000 Gent, als voorlopig bewindvoerder over : De Wilde, Gustaaf Oscar, geboren te Melle op 25 augustus 1903, gedomicilieerd te 9820 Merelbeke, Salisburylaan 100, Rustoord Josephine Charlotte, overleden te Merelbeke op 21 september 1995.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (61671)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 29 juni 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van De Taeye, Sabine, Pekelharing 4, 9000 Gent, als voorlopig bewindvoerder over : Raes, Madeleine Germaine Marie Julie, geboren te Merelbeke op 15 oktober 1908, gedomicilieerd te 9820 Merelbeke, Salisburylaan 100, Rustoord Josephine Charlotte, overleden te Gentbrugge op 18 mei 1998.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (61672)

## Justice de paix du canton de Hamoir

Suite à la requête déposée le 30 juin 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir, rendue le 30 juin 1998, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 22 mai 1998, à l'égard de Mme Delpiedsente, Marie, née le 27 novembre 1914, domiciliée chaussée de Ramet 160, à 4400 Flémalle, résidant au Centre neurologique, rue des Alouettes 70, à 4557 Fraiture, cette personne étant décédée à Clavier le 14 juin 1998, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Bletard, Ernest, pensionné, domicilié à 4590 Ouffet, rue d'Ellemelle 2.

Pour extrait conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Simon, Maryse. (61173)

## Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 29 juin 1998, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 19 novembre 1996, suite au décès de : M. Tossings, Jules, né le 22 novembre 1916 à Milmort, résidant à l'établissement « Résidence Quentin », place Xavier Neujean 9, 4000 Liège-1, a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire : Mme l'avocate Rocour, Dominique, avocat, dont le cabinet est établi rue de Trooz 13, 4052 Beaufays.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Zanelli, Joséphine. (61174)

## Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 29 juin 1998, il a été mis fin au mandat de Hypacie, Marie-Thérèse, retraitée, rue Lt Col. Maniette 34, 5020 Temploux, en sa qualité d'administrateur provisoire de : Delvaux, Hilaire, né à Temploux le 1<sup>er</sup> mars 1922, domicilié à 5020 Temploux, rue Lt Col. Maniette 34, résidant à 5100 Wépion, rue Wasseige, Home « Le Grand Pré », décédé à Namur (Wépion) le 13 juin 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (61175)

*Vervanging voorlopig bewindvoeder*  
*Remplacement d'administrateur provisoire*

—  
Vrederegerecht van het kanton Menen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Menen, verleend op 25 juni 1998, werd de genaamde : Lagae, Jacqueline, geboren op 26 oktober 1942, wonende en verblijvende te 8560 Wevelgem-Moorsele, Sint-Maartensplein 15, in het R.V.T. « Sint-Jozef », dewelke bij de beschikking van 30 december 1997 (Rep. V. 2623), zie *Belgisch Staatsblad* 9 januari 1998, blz. 568, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Deschepper, Daniël, zelfstandige, wonende en gehuisvest te 8930 Menen, Waranda 18.

Voorzien van een nieuwe voorlopige bewindvoerder, namelijk Mr. Vincent Bonte, advocaat, kantoorhoudend te 8560 Wevelgem-Moorsele, Secretaris Vanmarckelaan 25, in vervanging van voornoemde Deschepper, Daniël, gezien bij zelfde beschikking van het mandaat van deze laatste een einde werd gesteld.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Chris Ollevier. (61676)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

—  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*  
*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

—  
Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 174/98 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant le 29 juin 1998, M. Marion, Jean-Paul, rédacteur, domicilié à Havelange, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Pont-à-Celles en date du 22 juin 1998 qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de : Me Haegeman, Chantal, avocat, née à Namur le 23 août 1954, domiciliée à Pont-à-Celles, rue Arsenal 124, agissant en qualité d'administrateur provisoire de Mme Saporosi, Isabelle, née le 27 novembre 1970, résidant à Manage, Centre psychiatrique Saint-Bernard, rue Jules Empain 43, domiciliée à Charleroi (Marcinelle), rue Brachet 49, célibataire.

Lequel comparant, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à l'ordonnance de M. le juge de paix du canton de Seneffe du 12 mai 1998, et dont copie restera annexée au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de sa mandante préqualifiée, agissant elle-même pour et au nom de la personne administrée Saporosi, Isabelle, préqualifiée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de sa mère, Mme Saporosi, Luisa, née à Nataresco (Italie) le 12 janvier 1945, célibataire, en son vivant domiciliée à Hastière (Waulsort), rue de Meuse 30, et décédée à Dinant en date du 29 juillet 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Chantal Haegeman, avocat à 6230 Pont-à-Celles.

Dinant, le 29 juin 1998.

Le greffier en chef, (signé) G. Feret. (19396)

Suivant acte n° 173/98 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant le 29 juin 1998, M. Marion, Jean-Paul, rédacteur, domicilié à Havelange, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Beauraing en date du 23 juin 1998, qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de Mme De Bodt, Elisabeth Marie Alice, candidat notaire, née à La Louvière le 11 mai 1953, domiciliée à Bièvre, rue d'Houdrémont 64, agissant, en vertu d'une ordonnance rendue par le Mme le juge de paix du canton de Gedinne en date du

21 février 1994 dont copie restera annexée au présent acte, en qualité d'administrateur provisoire de M. Robert Mathieu, né à Louette-Saint-Pierre le 12 septembre 1946, domicilié à Alle-sur-Semois, rue de la Ringe 20.

Lequel comparant, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à l'ordonnance de Mme le juge de paix du canton de Gedinne du 5 juin 1998 et dont copie conforme restera annexée au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de sa mandante préqualifiée, agissant elle-même pour et au nom de la personne administrée Mathieu, Robert, préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de son frère, M. Mathieu, Léon Aimé Ghislain, né à Louette-Saint-Pierre le 24 mai 1932, célibataire, en son vivant domicilié à 5575 Louette-Saint-Pierre, et décédé à Charleroi (Jumet), en date du 15 septembre 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Etienne Beguin, notaire à 5570 Beauraing, rue de Dinant 30.

Dinant, le 29 juin 1998.

Le greffier en chef, (signé) G. Feret. (19397)

—  
Tribunal de première instance de Neufchâteau

—  
Par acte reçu au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau le 29 juin 1998 :

Cambier, Elisabeth, née à Mons le 16 février 1955, domiciliée à Hatrival, rue de Namoyis 16, veuve de Roland, Pierre, agissant en vertu d'une délibération du conseil de famille tenu le 25 juin 1998, devant le juge de paix de Saint-Hubert, en qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs :

Roland, Audrey Marie Françoise Baudoin, née à Libramont-Chevigny le 17 février 1990;

Roland, Florence Marie Pauline, née à Libramont-Chevigny le 26 mars 1992,

a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Roland, Pierre Marie Jean Ghislain, né à Neufchâteau le 2 juin 1957, de son vivant domicilié à Hatrival, rue de Namoyis 16, et décédé le 10 juin 1998 à Saint-Hubert.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits conformément à l'article 793 du Code civil, par avis recommandé adressé dans les trois mois de la présente insertion chez le notaire Koeckx, rue de la Bataille 4, 6840 Neufchâteau, où il est fait élection de domicile.

Neufchâteau, le 30 juin 1998.

Le greffier adjoint, (signé) M.-A. Miny. (19398)

—  
Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

—  
Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 30 juni 1998, hebben :

1. Benghiat, Philippe, geboren te Deurne op 29 november 1965, wonende te Canada, Ontario, 1606 Toronto, 555 Sherbourne St.;

2. Benghiat, Fleur Samantha Elena, geboren te Brussel op 22 maart 1978, wonende te 1180 Ukkel, rue Gabrielle 56,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Benghiat, Edwin, geboren te Kaïro (Egypte) op 2 april 1929, in leven laatst wonende te 2900 Schoten, Vordensteinstraat 142, en overleden te Antwerpen op 22 mei 1998.

Er wordt woonstkeuze gedaan bij Benghiat, Fleur, rue Gabrielle 56, te 1180 Ukkel.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 30 juni 1998.

De griffier, (get.) N. Vermeylen. (19399)



## Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 29 juni 1998, heeft Mej. Vandercruyssen, Cecile, licentiaat in de rechten en in het notariaat, wonende te 9052 Gent (Zwijnaarde), Rijvisschestraat 17, handelend als gevolmachtigde van :

Beeckman, Eddy Geert Leopold Christian, geboren te Gent op 12 april 1973, wonende te 9000 Gent, Tentoonstellingslaan 106, handelend in eigen naam;

Beeckman, Carine Christina Richarda, geboren te Zottegem op 2 augustus 1962, wonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Desire Toefaertstraat 10, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Beeckman, Etienne Gustaaf, geboren te Zottegem op 15 maart 1939, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Tentoonstellingslaan 106, en overleden te Gent op 11 maart 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Freddy Vandercruyssen, notaris, kantoorhoudende te 9000 Gent, Clarissenstraat 36.

Gent, 29 juni 1998.

(Get.) Herman Matthys, adjunct-griffier. (19400)

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253 van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 1253 du Code civil**

*Benoeming van raadsman — Nomination de conseil*

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij vonnis van 25 juni 1998, op verzoekschrift verleend, heeft de tweede kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout bevolen dat de genaamde Bols, Jan Jozef Maria, geboren te Hoogstraten op 31 januari 1964, wonende te 2310 Rijkevorsel, Potbergstraat 45, voortaan geen rechtsgedingen meer zal mogen voeren, noch dadingen treffen, noch leningen aangaan, noch roerend kapitaal in ontvangst nemen of daarvan kwijting geven, noch zijn goederen om niet of onder bezwarende titel vervreemden of ze met hypotheek bezwaren, zonder bijstand van een raadsman, en heeft de heer V. Mercelis, advocaat te Turnhout, Warandestraat 53, aangesteld als gerechtelijk raadsman.

De griffier, (get.) A. Andries. (19650)

**Faillissement – Faillite**

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 juin 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré close, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Librairie Saint-Pierre, place Saint-Pierre 10, à 1040 Etterbeek, T.V.A. 437.669.146, et a dit n'y avoir lieu de statuer sur l'excusabilité de la partie faillie.

Le curateur, (signé) Alain Goldschmidt. (Pro deo) (19401)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 22 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Librairie Saint-Pierre, Sint-Pietersplein 10, 1040 Etterbeek, BTW 437.669.146, gesloten verklaard wegens gebrek aan activa, en heeft gezegd dat er niet moet beslist worden over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) Alain Goldschmidt. (Pro deo) (19401)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 juin 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes les opérations de la faillite de M. Robert Trief (Boucherie Robert), avenue Georges Henri 333, à 1200 Bruxelles.

En outre, le tribunal a dit n'y avoir pas lieu de statuer sur l'excusabilité de la partie faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Van der Borcht.

(Pro deo) (19402)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 22 juni 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de heer Robert Trief, Georges Henrilaan 333, te 1200 Brussel, afgesloten wegens van actief.

De rechtbank heeft beslist dat er geen aanleiding bestaat om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) N. Van der Borcht.

(Pro deo) (19402)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 15 juin 1998, de la 4e chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. Réseau Chipie, dont le siège social était établi à 1030 Schaerbeek, rue Edouard Fiers 2, R.C. Bruxelles 605975, T.V.A. 457.842.572.

La faillie fut déclarée non excusable.

Le curateur, (signé) Mme Françoise Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17. (Pro deo) (19403)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 15 juni 1998, van de 4e kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van Réseau Chipie B.V.B.A., met maatschappelijke zetel gevestigd te 1030 Schaerbeek, Edouard Fiersstraat 2, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief, H.R. Brussel 605975, BTW 457.842.572.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mevr. Françoise Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17. (Pro deo) (19403)

## Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement rendu le 30 juin 1998, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Volpe Raffaële, R.C. Charleroi 155318, dont le siège social se trouve à Morlanwelz, rue des Droits de l'Homme 2.

Date provisoire de cessation des paiements : le 30 juin 1998.

Dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, à 6000 Charleroi : avant le 22 juillet 1998.

Procès-verbal de vérification de créances : le 18 août 1998, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Juge-commissaire : M. Jacob.

Curateur : Me Guy Houtain, avocat à Fleurus, chaussée de Charleroi 231.

Le curateur : (signé) G. Houtain. (Pro deo) (19404)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 29 juin 1998, a été déclarée la faillite, sur aveu, de Mme Véronique Van Gucht, née à Uccle le 14 avril 1961, domiciliée rue Mendiaux 44, en transfert pour Péronnes-lez-Binche, rue des Mineurs 63, R.C. Charleroi 190491, T.V.A. 663.453.175.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements au 22 juin 1998.

La même décision invite les créanciers à déposer leurs créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le 22 juillet 1998.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 18 août 1998, à 8 h 30 m, par-devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.

Le jugement déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire M. Desart, et en qualité de curateur Me Aline Jassogne, avocate au barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 71.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conforme : le curateur, (signé) Aline Jassogne. (19405)

Par jugement prononcé le 24 juin 1998, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de M. Lenaerts, David, né à Charleroi le 19 novembre 1975, domicilié à 6142 Fontaine-l'Evêque, rue Pastur 12, R.C. Charleroi 184480.

Juge-commissaire : M. Furlan.

Curateur : Me Yves Demanet, avocat à 6530 Thuin, rue d'Anderlues 27-29.

Date provisoire de la cessation des paiements : le 24 juin 1998.

Date limite pour le dépôt des déclarations des créances : le 14 juillet 1998, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, boulevard Général Michel, 6000 Charleroi.

Date et lieu du procès-verbal de vérification des créances : le 11 août 1998 en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 45 m.

Le pro deo a été ordonné par jugement du 24 juin 1998.

L'huissier commis : Mme l'huissier A.M. Deffernez.

Le curateur, (signé) Y. Demanet. (19406)

## Tribunal de commerce de Huy

Par jugement prononcé le 24 juin 1998, le tribunal de commerce de Huy a déclaré closes les opérations de la faillite de M. Jean-Pierre Wery, né le 2 décembre 1932, domicilié à 6900 Marche-en-Famenne, chaussée de Marenne 5, il donne décharge au curateur de sa mission et déclare le failli excusable.

Le curateur, (signé) Paul Jammar. (19407)

Par jugement prononcé le 24 juin 1998, le tribunal de commerce de Huy a déclaré closes les opérations de la faillite de Renard, Didier, né à Huy le 9 juillet 1962, domicilié à 4500 Huy, chaussée de Liège 3, il donne décharge au curateur de sa mission et déclare le failli excusable.

Le curateur, (signé) Paul Jammar. (19408)

## Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture de la faillite de M. Michel Demeyer, rue Janson 46, à 4100 Seraing, R.C. Liège 190101, ayant exploité à 5080 Villers-les-Heest, rue Namur Perwez 50, sous la dénomination « Detrabat », R.C. Namur 66060.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Dewez, avocat à 4600 Visé, rue des Remparts 6, bte D2. (19409)

Par jugement du 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Société d'Informatique, de Financement, d'Assurances et de Leasing, en abrégé S.I.F.A.L., dont le siège social est sis à 4680 Oupeye, rue du Roi Albert 316, et le siège d'exploitation à 4020 Liège, quai de la Dérivation 23, R.C. Liège 139358, pour l'activité d'intermédiaire d'assurances, caisse d'épargne, prêts et financements.

Le même jugement a reporté au 29 décembre 1997 l'époque de la cessation de paiements.

Juge commissaire : M. Edgard Hollange.

Procès-verbal de vérification des créances : le 25 août 1998.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Dewez, avocat à 4600 Visé, rue des Remparts 6. (19410)

Par jugement du 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de Mme Tapia Rodriguez, Antonia, de nationalité italienne, née le 25 mars 1956 à Salamanca (Espagne), domiciliée à 4032 Liège (Chênée), rue du Confluent 18, exploitant un commerce de détail en tissus à usage vestimentaire, mercerie, confection hommes, dames, trousseau..., à 4000 Liège, Galerie Opéra 68-69, sous la dénomination « Elégance », R.C. Liège 191313, avec date du début des opérations commerciales le 1<sup>er</sup> juillet 1995. Les curateurs désignés en sont Me Georges Rigo et Me Joëlle Delhaxhe, avocats, dont l'étude est établie avenue Emile Digneffe 60, à 4000 Liège.

Le juge commissaire est Mme Monique Pitti.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 25 août 1998.

Le curateurs, (signé) G. Rigo; J. Delhaxhe. (19411)

Par jugement du 30 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. « New Super Lingerie », dont le siège social est établi à 4032 Liège (Chênée), rue du Centenaire 119, et les sièges d'exploitation à : 1° 1050 Bruxelles, avenue des Saisons 200; 2° à 1140 Evere, avenue Henri Conscience 268; et 3° 1420 Braine-l'Alleud, chaussée d'Ophain 4, T.V.A. 445.798.043, R.C. Liège 182870 (autres numéros ignorés).

Est désigné comme curateur : Me Etienne Chartier, avocat à 4000 Liège, rue Dartois 12.

Juge-commissaire : M. Christian Vanderheyden.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé le mardi 25 août 1998, de 10 à 11 heures.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, rue Dartois 12, 4000 Liège. (19412)

Par jugement du 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. « Le Portique », dont le siège social est établi à 4400 Flémalle, rue de la Résistance 11-13, et le siège d'exploitation est sis rue Surllet 50, à 4000 Liège, T.V.A. 450.553.617, R.C. Liège 185556.

Est désigné comme curateur : Me Etienne Chartier, avocat à 4000 Liège, rue Dartois 12.

Juge-commissaire : M. Bernard Nils.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé le mardi 25 août 1998, de 10 à 11 heures.

Le curateur, (signé) Me Etienne Chartier, avocat, rue Dartois 12, 4000 Liège. (Pro deo) (19413)

Par jugement du 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Chic Service, ayant son siège social rue Célestin Demblon 57, à 4683 Oupeye (Vivegnis), et son siège d'exploitation Zoning industriel des Hauts Sarts, 4<sup>e</sup> avenue 68, à 4040 Herstal, pour l'exploitation d'un commerce de gros en produits de la confiserie (à l'exclusion du commerce de détail, avec date du début des opérations commerciales au 16 septembre 1996 (R.C. Liège 195600).

Le juge commissaire est Mme Christiane Legros.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le 25 août 1998.

Le curateur, (signé) Me René Swennen, avocat à 4000 Liège, boulevard Piercot 13. (19414)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 30 juin 1998, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.A. Ides (Identification, étiquetage, saisie), dont le siège social est sis à 7000 Mons, Parc Scientifique Initialis, exerçant les activités de saisie d'informations par codes barres, R.C. Mons 128201, T.V.A. 450.163.637.

Curateur : Me Monique Blondiau, avocat à Mons, chemin de la Procession 164.

Dépôt des déclarations de créances pour le 30 juillet 1998 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 7 septembre 1998, à 8 h 30 m du matin, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) M. Blondiau. (19415)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du tribunal de commerce de Namur, rendu le 25 juin 1998, a été prononcée la faillite de M. Gérard Cravenne, né à Dinant le 2 avril 1953, domicilié ci-devant à Gembloux (Grand-Leez), rue Delvaux 51, et actuellement à Chastre, rue Gaston Delvaux 7, exploitant à Grand-Leez, rue Delvaux 51, un atelier de réparation de véhicules à moteur, R.C. Namur 54087, T.V.A. 750.122.477.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 juin 1998, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Etienne De Dorlodot.

Curateur : Me Marie-Flore Heintz, avocat à 5002 Saint-Servais, rue de Gembloux 170.

Les créanciers doivent produire leur créance au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 19 août 1998, à 10 heures.

Le curateur, (signé) Marie-Flore Heintz. (19416)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du lundi 29 juin 1998, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Photo Wels, exerçant à titre principal le commerce d'atelier de photographie sous la dénomination « Photo Wels », dont le siège social est établi à 1348 Louvain-la-Neuve, rue des Wallons 17, et dont le siège d'exploitation est établi à la même adresse, R.C. Nivelles 46812, T.V.A. 422.439.057; juge-commissaire : M. Marcel Delhay; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le jeudi 6 août 1998, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (19417)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du lundi 29 juin 1998, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée La Source, ayant son siège social à 4800 Verviers, Thier de Hodimont 95-97, R.C. Verviers 66213, T.V.A. 449.134.744, pour l'exploitation d'une brasserie-restaurant.

Juge-commissaire : M. Jean Peturkenne.

Curateur : Me Jules Voisin, avocat à 4800 Verviers, place Vieux-temps 7.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 28 août 1998, à 9 h 30 m.

Pour extrait conforme, pour le greffier en chef Marc Duysinx : le greffier, (signé) S. Lardinois. (19418)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 30 juni 1998 is Batavier & Zaidman B.V.B.A., Schupstraat 13-15, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 168953, BTW 404.932.735, zagen van diamant, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Craene, Paul-Emile.

Curator : Mr. Moens, Annemie, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 31 augustus 1998, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Moens, Annemie. (Pro deo) (19419)

Bij vonnis in datum van 30 juni 1998 is De Waterdragers B.V.B.A., Lambermontplaats 34, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 311066, BTW 455.502.201, verbruikssalon, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Craene, Paul-Emile.

Curator : Mr. Libaers, Peter, Vestingstraat 36, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 31 augustus 1998, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Libaers, Peter. (Pro deo) (19420)

Bij vonnis in datum van 30 juni 1998 is Patisserie Velghe B.V.B.A., Hof Savelkoul 1, 2640 Mortsel, H.R. Antwerpen 13174, BTW 404.325.791, kleinhandel in producten van de banket- en broodbakkerij, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse, Fernand Richard Leo.

Curator : Mr. Calewaert, Arn, Elisabethlaan 60, 2600 Berchem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 31 augustus 1998, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Calewaert, Arn. (Pro deo) (19421)

#### Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 11 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge het faillissement De Busscher, Kurt (voegwerken), voorheen wonende te 8000 Brugge, Maagdenstraat 66/3, op dagvaarding, failliet verklaard.

Voorlopige datum van staking van betaling : 11 juni 1998.

Rechter-commissaris : de heer E. Vanbiervliet, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Roger Bommerez, advocaat te 8310 Sint-Kruis-Brugge, Kartuizersstraat 21.

Uiterste datum van aangifte van schuldvordering : 10 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 24 juli 1998, om 9 uur.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Roger Bommerez. (19422)

Bij vonnis van 11 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge het faillissement B.V.B.A. Propack, voorheen met zetel te 8000 Brugge, Snaggaardstraat 42, op dagvaarding, failliet verklaard.

Voorlopige datum van staking van betaling : 11 juni 1998.

Rechter-commissaris : de heer E. Vanbiervliet, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Roger Bommerez, advocaat te 8310 Sint-Kruis-Brugge, Kartuizersstraat 21.

Uiterste datum van aangifte van schuldvordering : 10 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 24 juli 1998, om 9 u. 30 m.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Roger Bommerez. (19423)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, derde kamer, d.d. 29 juni 1998, werd in staat van faillissement verklaard : Bogaert, Marc, aannemer, geboren te Dendermonde op 27 april 1955, wonende te 9200 Dendermonde/Oudegem, Ouburg 85, H.R. Dendermonde 41200, BTW 763.069.997, voor fabricatie van houten chalets.

Curator : Hans Van Dooren, advocaat, Stationsstraat 50, te 9220 Hamme.

De datum van ophouding van betalingen door gefailleerde werd bepaald op 29 juni 1998, onder voorbehoud dit op een andere datum te brengen in toepassing van artikel 12, lid 2, F.W.

Aan de schuldeisers werd bevolen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de hoger vermelde rechtbank, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis van faillietverklaring.

De datum voor afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van schuldvorderingen werd bepaald op 4 september 1998, om 10 u. 20 m., ter zitting van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, zitting houdend in de gehoorzaal van deze rechtbank, Gerechtelijk Complex, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Hans Van Dooren. (19424)

Bij vonnis d.d. 29 juni 1998 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, is, op dagvaarding, het faillissement geopend van de N.V. Interior Decoration, handeldrijvende onder de benaming Eurovakwerk, voorheen gevestigd te 9200 Dendermonde, Mechelsesteenweg 24, H.R. Dendermonde 51433, voor interieurverfraaiing van onroerende goederen, thans gevestigd te 1030 Brussel, Van Dijkstraat 17, BTW 455.913.361.

Datum van ophouding van betalingen is voorlopig vastgesteld op 29 juni 1998.

Rechter-commissaris : M. Tackaert.

Curator : Mr. Johan Bogaert, advocaat te 9200 Dendermonde, Schoolstraat 15.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31, uiterlijk op 29 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen op 4 september 1998, te 10 u. 10 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert.

(Pro deo) (19425)

#### Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 22 juni 1998, werd het faillissement Technische Dienst Philip B.V.B.A., in vereffening, Herlegemstraat 31, 9040 Sint-Amandsberg, H.R. Gent 108668, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Ghekiere, Gebr. Vandeveldestraat 119, 9000 Gent. (19426)

## Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, d.d. 25 juni 1998, werd het faillissement Dhondt, Marleen, geboren op 20 januari 1960 te Mortsel, en wonende te 3920 Lommel, Martinus Van Gurplaan 43A, gesloten verklaard na vereffening. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard. De curator werd van zijn opdracht ontlast.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Peter Rombouts. (19427)

## Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Ieper van 29 juni 1998 werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de heer Ivo Lagache, vrachtvervoerder, wonende en gehuisvest te 8902 Ieper-Zillebeke, Zandvoordsestraat 78, H.R. Ieper 30644, met als handelsactiviteit: onderneming voor het goederenvervoer over de weg, BTW 704.302.845.

Tijdstip van het ophouden van de betalingen: 29 juni 1998.

Rechter-commissaris: Mevr. D. Tytgat, rechter in handelszaken.

Curator: Mr. L. Billiet, advocaat te 8900 Ieper, er kantoorhoudende Brugseweg 63.

De verklaringen van schuldvordering dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te zijn neergelegd vóór 20 juli 1998.

Het nazicht van het proces-verbaal van onderzoek van de schuldvorderingen heeft plaats: op woensdag 16 september 1998, om 11 uur.

De curator, (get.) Mr. L. Billiet. (19428)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Ieper, op dagvaarding, het faillissement vastgesteld van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Depoorter gebroeders, met zetel te 8640 Oostvleteren, Kasteelstraat 20, algemene bouwonderneming en aanverwante werkzaamheden, H.R. Ieper 24384, BTW 416.123.565.

Rechter-commissaris: de heer J.P. Noyez.

Datum staking van betalingen: 29 juni 1998.

Aan de schuldeisers werd bevolen hun schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, vóór 20 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: woensdag 23 september 1998, om 10 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, eerste verdieping.

Curator: Jean-Marc Vanstaen, advocaat te 8940 Wervik, Nieuwstraat 23.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) J.M. Vanstaen. (Pro deo) (19429)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Ieper, op dagvaarding, het faillissement vastgesteld van Van Gheluwe, Werner, geboren te Jurbeke op 26 augustus 1949, wonende en handel-drijvende te 8900 Ieper, Goesdamstraat 15, H.R. Ieper 33069, BTW 704.371.735 (onder meer onder de benaming Electro Van-gheluwe), met als voornaamste activiteit: installatie van centrale verwarming, sanitair, elektriciteitswerken, asfalt- en zinkwerken.

Rechter-commissaris: de heer J.P. Noyez.

Datum staking van betalingen: 29 juni 1998.

Aan de schuldeisers werd bevolen hun schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, vóór 20 juli 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen: woensdag 23 september 1998, om 11 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Ieper, Grote Markt 10, eerste verdieping.

Curator: Jean-Marc Vanstaen, advocaat te 8940 Wervik, Nieuwstraat 23.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) J.M. Vanstaen.

(Pro deo) (19430)

## Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

De rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Kortrijk, provincie West-Vlaanderen, elfde kamer met een rechter, rechtsprekende in correctionele zaken,

Vonnis d.d. 13 mei 1998,

Gezien de processtukken en namelijk de dagvaarding betekend bij exploit van gerechtsdeurwaarder Patrick Maryns, met standplaats te Tielt d.d. 27 maart 1998

In de zaak van:

Het openbaar ministerie,

waarbij zich heeft gevoegd als burgerlijke partij:

Mr. R. Huysentruyt, advocaat te Lauwe loco Mr. Johan Vansuyt, advocaat te Lauwe, Lauwbergstraat 110, handelend in zijn hoedanigheid van curator over het faillissement van de heer Geert Pauwels, wonende te 8755 Ruiselede, Bruggestraat 78, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk d.d. 21 oktober 1997

tegen:

1085 Pauwels, Geert Roger Marnix, geboren te Lendeledede op 1 december 1955, bouwvakarbeider, wonende te 8755 Ruiselede, Bruggestraat 18;

ten einde terecht te staan ter zake van:

Als koopman die zich in staat van faillissement bevindt in de zin van artikel 2 van de faillissementswet, of als bestuurder in rechte of in feite van een handelsvennootschap die zich in staat van faillissement bevindt, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, een gedeelte van het actief te hebben verduisterd of verborgen, en ten deze:

te Kortrijk en bij samenhang te Ruiselede, op 27 oktober 1997,

1. een personenwagen BMW te hebben onttrokken aan de failliete boedel;

2. een bestelwagen Mercedes te hebben onttrokken aan de failliete boedel;

Gehoord de uiteenzetting der zaak door de heer W. de Pauw, substituut-procureur des Konings;

Gehoord de burgerlijke partij voornoemd;

Na de beklagde ondervraagd te hebben;

Gehoord de middelen van verdediging voorgedragen door Mr. Lust David, advocaat te Ruiselede;

Gehoord het openbaar ministerie dat de zaak samenvat en conclusie neemt strekkende tot de veroordeling van de beklagde bij toepassing van de strafwet;

En na beraadslaagd te hebben,

De rechtbank,

Gezien de artikelen:

2 en volgende van de wet van 15 juni 1935

3 Programmawet 24 december 1993 tot wijziging artikel 29 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen

1 K.B. 23 december 1993 tot wijziging artikel 91 K.B. 28 december 1950 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken

1 Wet 5 maart 1952 laatst gewijzigd bij artikel 1-1 Programmawet 24 december 1993

26 § 2 K.B. 1 januari 1994

182, 184, 189, 190, 194, 226, 227 Sv.

1, 8 § 1 W. 29 juni 1964 gew. door art. 4 W. 10 februari 1994 K.B. 06 oktober 1994

1382 Bw

25, 38, 40, 42, 65, 79, 80, 84 Sw

577/2, 583 Wetboek van Koophandel

489ter Sw gewijzigd door de faillissementswet van 17 juli 1997;

De telastlegging, zoals in de dagvaarding omschreven, is ten genoegte van rechte in hoofde van beklaagde bewezen.

Er is eenheid van strafbaar opzet voorhanden zodat overeenkomstig art. 65 Sw slechts één straf dient te worden opgelegd, nl. de zwaarste.

De feiten, voorwerp van de vervolging, zoals omschreven in de dagvaarding, zijn strafbaar overeenkomstig de bepaling van de nieuwe wet, nl. artikel 89ter Sw, zoals gewijzigd door de faillissementswet van 17 juli 1997.

Bij de toepassing van de strafmaat houdt de rechtbank rekening met de aard der verborgen goederen alsmede met het strafrechtelijk verleden van beklaagde.

Om deze redenen,

De Rechtbank,

wijzende op tegenspraak

Veroordeelt Pauwels Geert

tot

een hoofdgevangenisstraf van drie maanden en een geldboete van tweehonderd frank, te verhogen met 1 990 deciem, hetzij veertigduizend frank of een vervangende gevangenisstraf van twintig dagen.

Aangezien de straf tegen de veroordeelde uitgesproken de vijf jaar gevangenzitting niet overtreft; hij voorafgaandelijk niet verwezen is geweest voor criminele of hoofdgevangenisstraf van meer dan twaalf maanden, de uitgesproken straf een voldoende waarschuwing zal zijn om het plegen van andere wanbedrijven te voorkomen;

Beveelt dat de tenuitvoerlegging van bovenstaande veroordeling enkel wat de hoofdgevangenisstraf van drie maanden betreft zal uitgesteld worden voor de duur van drie jaar; indien deze veroordeelde gedurende dit tijdbestek geen nieuwe veroordeling tot een criminele straf of tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan twee maanden, zonder uitstel, oploopt.

Veroordeelt hem verder tot de gerechtskosten begroot op 677 frank.

Verwijst de veroordeelde tot het betalen van een vergoeding van duizend frank ingevolge artikel 1 K.B. 23 december 1993, wijziging artikel 1 K.B. 29 juli 1992, wijziging artikel 91 K.B. 28 december 1950 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

Verplicht hem bovendien overeenkomstig artikel 29 van de Wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, gewijzigd bij artikel 3 van de Programmawet van 24 december 1993, eenmaal een bedrag van tien frank te verhogen met 1990 deciem, hetzij tweeduizend frank te betalen bij wijze van bijdrage tot financiering van het Fonds tot hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden;

Beveelt de publicatie van dit vonnis bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* op kosten van veroordeelde dit overeenkomstig artikel 583 faillissementswet gewijzigd door de programmawet van 24 december 1993 en ingevolge artikel 26, § 1, van de programmawet in werking getreden op 1 januari 1994.

Op burgerlijk gebied

Waar de curator terug in het bezit werd gesteld van de verborgen goederen, blijft hij verder in gebreke enige andere schade aan de massa van het faillissement aan te tonen.

Om deze redenen, de Rechtbank

Wijst de vordering van de burgerlijke partij Meester Johan Vansuyt, advocaat te Lauwe, Lauwbergstraat 110, handelend in zijn hoedanigheid van curator over het faillissement van de heer Geert Pauwels af als ongegrond. Eventuele kosten van aanstelling ten laste van de burgerlijke partij.

Aldus uitgesproken te Kortrijk, in het gerechtsgebouw, in de openbare terechtzitting van de dertiende mei negentienhonderd achtennegentig.

Aanwezig :

G. Casier, alleenzetelend rechter

E. Vervaeke, substituut-procureur des Konings

B. Debeuf, griffier

(Get.) B. Debeuf; C. Casier.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan de heer procureur des Konings.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Jacques Vanhulle.

Er is geen rechtsmiddel aangewend tegen bovengemeld vonnis.

Kortrijk, 18 juni 1998.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) Jacques Vanhulle. (19431)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis d.d. 29 juni 1998 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Beac, met zetel te 8500 Kortrijk, Lange Meerstraat 21 (voorheen Jacob Jordaensstraat 3, te Marke), H.R. Kortrijk 120421, BTW 439.389.115, groothandel in voorwerpen van kunststof.

Tijdstip van ophouding van betaling vastgesteld op 29 juni 1998.

Rechter-commissaris : de heer Joseph Dejaegher, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Luk Deceuninck, advocaat te 8930 Menen, Fabiolaan 43.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 20 juli 1998.

Sluiting van proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : op woensdag 12 augustus 1998, om 9 u. 30 m., in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Luk Deceuninck.

(19432)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 30 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Jannes, met maatschappelijke zetel te 3294 Molenstede, Heide 45, en met als activiteiten: aannemer, schrijnwerker, timmerman, H.R. Leuven 78398, BTW 442.231.512.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : Mr. Dewael, Marc, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/A.

Staking van de betalingen : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 juli 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 5, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 17 augustus 1998, te 16 uur.

Datum oprichting bedrijf : 10 oktober 1990.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (19433)

Bij vonnis d.d. 30 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van Mertens, Dany, geboren te Hoeleden op 10 april 1969, en wonende te 3350 Drieslinter, Papenstraat 28, met als activiteit : dorsonderneming, onderneming voor landbouwwerken voor rekening van derden, onderneming voor grondwerken, H.R. Leuven 78616, BTW 729.271.338.

Rechter-commissaris : W. Van den Haute.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/A.

Staking van de betalingen : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 juli 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 5, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 17 augustus 1998, te 15 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf : 1 maart 1991.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (19434)

Bij vonnis d.d. 30 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Stag, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Brusselsestraat 12, en met uitbatingszetel te 3000 Leuven, Muntstraat 22, en met als activiteiten : drankgelegenheid en verbruiksalon, H.R. Leuven 77863, BTW 441.502.824.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/A.

Staking van de betalingen : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 juli 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 5, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 17 augustus 1998, te 15 u. 45 m.

Datum oprichting bedrijf : 1 juli 1990.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (19435)

Bij vonnis d.d. 30 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Dak-O-Leja, met maatschappelijke zetel, vroeger te 3272 Messelbroek, Tielsebaan 89, doch thans te 1050 Elsene, Abdijstraat 6, met als activiteiten : aannemer van laswerken en algemene constructie, renoveren en bekleden van goten en oppervlakten in kunststof (EPDM-plastiek), H.R. Leuven 96196, BTW 460.135.831.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/A.

Staking van de betalingen : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 27 juli 1998, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 5, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 17 augustus 1998, te 15 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 6 februari 1997.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (19436)

#### Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 15 juni 1998, van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd het faillissement van de B.V.B.A. Bouwonderneming Limpens, met zetel te 2500 Lier, Veemarkt 7, gesloten bij gebrek aan actief.

Bij zelfde vonnis werd gefaalde niet verschoonbaar verklaard.

Mechelen, 30 juni 1998.

De curator, (get.) F. Van Camp. (19437)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 1 juli 1998, werd, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van de gewone commanditaire vennootschap Van Hoof Sabine, met zetel te 2580 Putte, Kapellevelden 2, H.R. Mechelen 78018, BTW 457.002.830.

Rechter-commissaris : de heer Van Hoof, F.

Curator : Mr. Eddy Van Daele, advocaat te Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, ten laatste op 31 juli.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 12 augustus 1998, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eddy Van Daele. (19438)

#### Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 29 juni 1998 in staat van faillissement verklaard H.M.K.Z. N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Genk, Schaapsdries 38, voorheen Bergensesteenweg 1064, 1070 Brussel, H.R. Brussel 57834, uitbating van een kantoor van mechanografische werken.

Tijdstip van staking van betaling : 14 april 1998.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 10 augustus 1998, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailleux. (Pro deo) (19439)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 29 juni 1998 in staat van faillissement verklaard Versteegen B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Genk, weg naar As 66, H.R. Tongeren 78737, im- en export van dierbenodigdheden en voeding voor dieren, tussenhandel, BTW 447.430.316.

Tijdstip van staking van betaling : 20 maart 1998.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 10 augustus 1998, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailleux. (Pro deo) (19440)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 29 juni 1998 in staat van faillissement verklaard Litex B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Genk, Bemdekensstraat 11, bus 2, H.R. Tongeren 82834, zetelstoffeerderij, BTW 458.467.332.

Tijdstip van staking van betaling : 29 juni 1998.

Curatoren : Mrs. Marc Hanssen en Bernard Mailleux, advocaten te Genk, Molenstraat 24.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, uiterlijk vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in raadkamer, rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) M. Hanssen; B. Mailleux. (Pro deo) (19441)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Perzisch Huis, Fruitmarkt 16, te 3600 Genk, H.R. Tongeren 44609, BTW 414.215.536, groot- en kleinhandel in tapijten en meubelen.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 21 januari 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19442)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van de Pani, Sandra, Hoogstraat 169, bus 2, te 3665 As, thans verblijvende te 3630 Maasmechelen, Azalealaan 22, geboren te Genk op 3 mei 1976, H.R. Tongeren 81565, BTW 697.440.985, algemene voedingswaren, onder de benaming Supette Claudia.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 2 mei 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19443)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van Geyskens, Irene, gedomicilieerd te 3730 Hoeselt, Lijsterstraat 30, verblijvende en handeldrijvende Henisstraat 42, te 3700 Tongeren, geboren te Tongeren op 23 februari 1967, H.R. Tongeren 82911, BTW 730.437.021, frituur onder de benaming Knabbel & Babel.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 22 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19444)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Valentien, Rootenstraat 6, te 3600 Genk, H.R. Tongeren 68435, BTW 441.331.687, verbruiksalon onder de benaming Valentino.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 6 maart 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19445)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van Weijnjes, Leopold, Groenstraat 33, te 3665 As, geboren te Genk op 15 augustus 1941, H.R. Tongeren 35074, BTW 638.237.531, sanitaire installaties, centrale verwarming en smeedwerk.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 8 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19446)

Bij vonnis van 29 juni 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van C.V.O.H.A. Zorex, weg naar As 251, te 3600 Genk, H.R. Tongeren 82687, BTW 460.281.826, drankgelegenheid.

Curatoren : Mrs. Lies Remans & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Past. Raeymaekersstraat 15.

Datum van staking van betaling : 30 juni 1998.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, vóór 29 juli 1998.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op 10 augustus 1998, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Lies Remans; Geert Reniers. (Pro deo) (19447)

#### Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, enige kamer, d.d. 24 juni 1998, werden, op verzoekschrift, de bewerkingen van het faillissement van Facchinetti, Francesca, geboren te Veurne op 1 augustus 1965, ongehuwd, destijds wonende en handeldrijvende te 8660 De Panne, Kasteelstraat 16, H.R. Veurne 35626, faillissement geopend in datum van 22 januari 1997, wegens ontoereikend actief, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Dirk Waeyaert. (19448)

#### Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Er blijkt uit een verzoekschrift van 3 juni 1998, tot homologatie van een akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, dat de heer Paul Leon Jozef Emmerechts, arbeider, geboren te Opwijk op 16 februari 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Sonja Yvonne Marcel Hermans, bediende, geboren te Merchtem op 30 juni 1961, samenwonende te Opwijk, Klarstaat 84, wensen hun huwelijksstelsel te wijzigen door inbreng van een onroerend goed door de heer Emmerechts in het gemeenschappelijk vermogen.

Asse, 1 juli 1998.

Voor ontleidend uittreksel : (get.) J.J. Boel, notaris. (19449)



Par requête en date du 26 mai 1998, M. Bernard Marie Joseph Emile Kesenne, docteur en médecine, et son épouse, Mme Danielle Rosa Constance Martin, aidante, demeurant ensemble à Schaerbeek, rue Victor Hugo 199, ont introduit devant le tribunal de première instance de Bruxelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Yves Behets Wydemans, à Bruxelles, en date du 26 mai 1998.

Bruxelles, le 30 juin 1998.

Pour les époux, (signé) Yves Behets Wydemans, notaire de résidence à Bruxelles. (19450)

Suite à l'avis du 17464 paru au *Moniteur belge* du 16 juin 1998, il y a lieu de lire que M. Yves Vermeulen est domicilié à Waterloo, rue Mattot 115, et que son épouse, Mme Murielle Bastianelli, est domiciliée à Braine-l'Alleud, rue Cloquet 8.

Anderlecht, le 30 juin 1998.

(Signé) Michel Cornelis, notaire. (19451)

Suivant jugement prononcé le 15 juin 1998, par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Huy, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Picquereau, Christian Auguste Florent François, né à Verviers le 7 mai 1955, et son épouse, Duchesne, Carine Denise Marie Ghislaine, née à Thisnes le 2 mai 1963, demeurant à Hannut, rue al Bunée 10, dressé par Me Jean-Louis Snyers, notaire à la résidence de Hannut, le 27 mars 1998, a été homologué.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Louis Snyers, notaire. (19452)

Suivant jugement prononcé le 15 juin 1998, par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Huy, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Payez, Christophe Joël José, ouvrier, né à Ottignies le 21 janvier 1966, et son épouse, Mme Medart, Monique Céline Constance Ghislaine, institutrice, née à Waremme le 30 avril 1971, demeurant et domiciliés ensemble à Braives (Ciplet), rue de la Méhaigne 13, dressé par Me Jean-Louis Snyers, notaire à la résidence de Hannut, le 4 février 1998, a été homologué.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Louis Snyers, notaire. (19453)

Par requête en date du 25 juin 1998, M. Claude (Claude Bernard) Pletinckx, né à Chièvres le 14 janvier 1958, et son épouse, Mme Francine Josette Louise Ghislaine Sculier, née à Ath le 14 février 1956, tous deux employés, domiciliés à Chièvres, rue d'Ath 21, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Mons une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, reçu par le notaire Bernard Degreve, de résidence à Chièvres, le même jour.

Le contrat modificatif comporte maintien du régime légal de communauté mais extension de l'actif commun par apport d'un bien propre à Mme Francine Sculier.

(Signé) B. Degreve, notaire. (19454)

Aan de heren en dames rechters in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge,

Geven u met eerbied te kennen :

De heer Inderjit, arbeider, geboren te Dehli (Indië) op 6 maart 1970, en zijn echtgenote, Mevr. Schelstraete, Jenny Martha Regina, huisbediende, geboren te Beernem op 7 november 1950, samenwonende te Knokke-Heist, Meerlaan 71;

Overwegende dat verzoekers gehuwd zijn voor de ambtenaar van de burgerlijke stand te Tarragona (Spanje) op 15 november 1996;

Overwegende dat uit hun huwelijk geen kinderen geboren werden;

Dat zij gehuwd zijn onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract;

Overwegende dat zij verlangen hun huwelijksstelsel te wijzigen om voor de toekomst gehuwd te zijn onder het stelsel van de scheiding van goederen, op de wijze bepaald in het hierbijgevoegd huwelijkscontract;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 1394 van het Burgerlijk Wetboek :

een beschrijving van alle roerende en onroerende goederen en schulden van de echtgenoten werd opgemaakt bij akte verleden voor ondergetekende notaris op 8 mei 1998;

een regeling omtrent hun wederzijdse rechten werd getroffen bij akte van ondergetekende notaris op 12 juni 1998;

Overwegende dat zij bij huidig verzoekschrift voegen :

een afschrift van de boedelbeschrijving van 8 mei 1998;

een afschrift van de akte houdende regeling van hun wederzijdse rechten en van hun nieuw huwelijkscontract d.d. 12 juni 1998;

een exemplaar van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, houdende het verlangen om het huwelijksstelsel te wijzigen,

Mag het de rechtbank om deze redenen behagen,

Huidig verzoek ontvankelijk en gegrond te verklaren. De akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel te homologeren, overeenkomstig artikel 1395 van het Burgerlijk Wetboek.

Met eerbied, (get.) Inderjit; J. Schelstraete. (19455)

Met vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde d.d. 26 juni 1998 werd gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten De Jonge, Peter-Bruyland, Kathleen, te 9620 Wichelen, Rimeir 3, verleden voor notaris P. Roosens, te Wichelen, op 21 april 1998, en inhoudende inbreng door de echtgenoot, de heer De Jonge, Pieter, van een persoonlijk onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, te weten : « gemeente Wichelen, eerste afdeling Wichelen : een woonhuis met aanhorigheden, gestaan en gelegen Boterhoek 46, gekad. sectie B, nr. 1234/P, groot 6 a 84 ca.

(Get.) P. Roosens, notaris. (19456)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 22 januari 1998, werd de akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Bernard Vanderplaetsen, te Lovendegem, op 17 juni 1997, door de echtgenoten Willy Hauterman, gepensioneerd, en Andrea Hauterman, te Gent, Welvaartstraat 4A, bedingende scheiding van goederen, gehomologeerd.

Lovendegem, 30 juni 1998.

(Get.) Vanderplaetsen, notaris te Lovendegem. (19457)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 2 april 1998, werd de akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Bernard Vanderplaetsen, te Lovendegem, op 24 november 1997, door de echtgenoten, Christiaan Pauwels, landbouwer, en Mevr. Hilda Steyaert, zonder beroep, te Lovendegem, Eeksen 4, inhoudende een inbreng van eigen onroerende goederen in de gemeenschap, gehomologeerd.

Lovendegem, 30 juni 1998.

(Get.) Vanderplaetsen, notaris te Lovendegem. (19458)

Bij vonnis van 26 mei 1998 van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Hendrik Hendrickx, te Zolder, op 5 maart 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Mottoul, Benny Ernest Raphaël, bouwvakker, en zijn echtgenote, Willems, Ariane Maria Hubertine Ann, huisvrouw, samenwonende te Heusden-Zolder (Heusden), Dijkstraat 42.

Heusden-Zolder, 1 juli 1998.

(Get.) Hendrik Hendrickx, notaris. (19459)

Bij verzoekschrift d.d. 29 juni 1998 hebben de echtgenoten Sools, Paul Ferdinand, werkend vennoot, en Wits, Michèle Laura Rosa, bediende, samenwonende te 3370 Willebringen (gemeente Boutersem), Molenhoek 10, voor de rechtbank van eerste aanleg te Leuven een aanvraag ingediend tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, wijzigingsakte verleden voor notaris Gillis, Roland, te Kessel-Lo (stad Leuven), op 29 juni 1998, inhoudende vervanging van het wettelijk stelsel door het stelsel van de scheiding van goederen.

Namens de verzoekers, (get.) Gillis, Roland, notaris te Kessel-Lo (stad Leuven). (19460)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen op 18 mei 1998, werd gehomologeerd de akte d.d. 23 maart 1998, op verzoek van de heer Genijn, Karel Albert Helena, metser, en zijn echtgenote, Mevr. Van Geel, Nicole Anna Clementine Rita Maria, bediende, samenwonende te 2880 Bornem (Hingene), V. De Witstraat 54, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel, doch waarin werd bepaald dat meubelen, huisraad en andere roerende goederen en navolgend onroerend goed in hun gemeenschappelijk vermogen werd opgenomen: woonhuis te Bornem (Hingene), V. De Witstraat 54, sectie A, nrs. 754/B en 755/C, groot 469 m<sup>2</sup>.

Puurs, 1 juli 1998.

Voor de echtgenoten Genijn-Van Geel, (get.) Peter Verhaegen, notaris. (19461)

Bij verzoekschrift van 29 juni 1998 hebben de echtgenoten, de heer Albertus Johannes Helena Maria Lambertus Van den Berg, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Martine Marie Lambertine Thevissen, lerares, wonende te 3650 Dilsen-Stokkem, Arnold Sauwenlaan 16, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg van Tongeren de homologatie gevraagd van het contract houdende wijziging in de samenstelling van hun vermogens, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Karel Schotsmans, te Stokkem, op 29 juni 1998.

Voor de verzoekers, (get.) Karel Schotsmans, notaris te Stokkem. (19462)

Bij vonnis d.d. 8 mei 1998 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, van de heer Hendrik Eric Guillaume Vanderlinden, handelaar, geboren te Lanaken op 21 mei 1950, en zijn echtgenote, Mevr. Karin Yolande Maria Steegmans, verpleegkundige, geboren te Genk op 31 maart 1964, samenwonende te 3620 Lanaken, Hoenderbroekstraat 26, en verleden voor notaris Marc Van Nerum, te Meeuwen-Gruitrode, op 28 januari 1998, inhoudende volgende wijziging: « Deze wijziging betreft het behoud van het wettelijk stelsel, maar met schrapping van artikelen 3 en 5 van hun oorspronkelijk huwelijkscontract, verleden voor notaris Verlinden, destijds te Genk, op 28 augustus 1991, en met inbreng van een onroerend goed en handelsfonds door de man.

(Get.) M. Van Nerum, notaris. (19463)

Bij verzoekschrift van 8 juni 1998 hebben de heer Maes, Ivo Jan Marie, en zijn echtgenote, Mevr. Vuurstaek, Josiane Marie Christine, samenwonende te Lanaken, Roosakkerstraat 9, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Lucien Barthels, te Riemst (Kanne), op 21 april 1998, inhoudend wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, met o.a. inbreng door Mevr. Vuurstaek van een perceel grond te Lanaken, Rossakkerstraat, sectie B, nr. 985/X, 12 a 29 ca, alsook de inbreng van eventuele toekomstige goederen van de heer Maes.

Namens de echtgenoten Maes-Vuurstaek, (get.) Lucien Barthels, notaris te Riemst (Kanne). (19464)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 22 juni 1998 voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 98/1204/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, de akte verleden op 20 mei 1998 voor notaris J. Van Roosbroeck, met standplaats te Merksem, waarbij Van Deynze, Dirk Romain Julia, geboren te Mortsel op 23 maart 1997, en zijn echtgenote, Daniels, Maria Jos Carla, geboren te Maaseik op 9 juni 1996, samenwonende te Mol, Bossestraat 25, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 24 juni 1998.

De griffier, (get.) J. Van Reusel. (19465)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 12 juni 1998 verleende de eerste B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Yves Teughels, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2600 Berchem, Coremansstraat 14A, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Auguste Albert Louis Joukes, geboren te Antwerpen op 29 januari 1925, laatst wonende te Antwerpen, Markgravelei 22, en overleden te Antwerpen, district Antwerpen, op 11 september 1997.

Antwerpen, 29 juni 1998.

De griffier, (get.) M. Van Herwegen. (19466)

Op 12 juni 1998 verleende de eerste B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Yves Teughels, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2600 Berchem, Coremansstraat 14A, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Chana Gassman, geboren te Lodz (Polen) in april 1900, laatst wonende te Antwerpen, Marialei 2, en overleden te Antwerpen, district Antwerpen, op 17 november 1984.

Antwerpen, 29 juni 1998.

De griffier, (get.) M. Van Herwegen. (19467)

#### Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Ingevolge vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren d.d. 10 juni 1998 werd Mr. Bernard Toppet-Hoegars, advocaat te 3700 Tongeren, Bilzersteenweg 341, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van wijlen Wijnen, Cornelis Herman, geboren te Hasselt op 9 augustus 1960, in leven zonder gekende woon- en verblijfplaats, doch verblijvende te Eigenbilzen, Litsebeek 34, overleden te Lanaken op 10 juni 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht, gericht aan voormelde curator, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze publicatie.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de curator, (get.) Mr. Bernard Toppet-Hoegars. (19468)

**Mutualité « AZIMUT-Mutualité libre » - 1090 Bruxelles***Conseil d'administration*

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 28 mai 1998, le conseil d'administration de la mutualité « AZIMUT-Mutualité libre » se trouve composé comme suit :

Jean-Baptiste Beernaert, Jacques Boon, Monique Clinckart, Mark Coppeters, Robert De Bruyckere, Catherine De Four, Jacques De Meurichy, Luc De Pauw (vice-président), André Dubucq, Francis Hilaire, Jean-Marie Gyselinx, Guy Hernalsteen, Jean-Claude Jourquin, Baudouin Lemaire, Jean Marcelis (président), René Paul, René Pauwels, Lodewijk Peeters, Christian Roulling (secrétaire général), Paul Vanatoru et Luc Willemyns. (19470)

**Ziekenfonds « AZIMUT-Onafhankelijk Ziekenfonds » - 1090 Brussel***Raad van bestuur*

Overeenkomstig de beslissing van de algemene vergadering van 28 mei 1998 wordt de raad van bestuur van het ziekenfonds « AZIMUT-Onafhankelijk Ziekenfonds » als volgt samengesteld :

Jean-Baptiste Beernaert, Jacques Boon, Monique Clinckart, Mark Coppeters, Robert De Bruyckere, Catherine De Four, Jacques De Meurichy, Luc De Pauw (ondervoorzitter), André Dubucq, Francis Hilaire, Jean-Marie Gyselinx, Guy Hernalsteen, Jean-Claude Jourquin, Baudouin Lemaire, Jean Marcelis (voorzitter), René Paul, René Pauwels, Lodewijk Peeters, Christian Roulling (secretaris-generaal), Paul Vanatoru et Luc Willemyns. (19470)

**Société mutualiste « La Caisse Mutuelle » - 1210 Bruxelles***Conseil d'administration*

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 27 mai 1998, le conseil d'administration de la société mutualiste « La Caisse Mutuelle » se trouve composé comme suit :

Alex Ackerman, Emmanuel Aspee, Luc De Pauw (président), Ria Dietvorst, Norbert Gutermann, Jean-Marie Gyselinx (vice-président), Lodewijk Peeters, Christian Roulling, Bernhard Samyn, Frank Van Der Schueren et Francis Weyten (secrétaire). (19471)

**Maatschappij van onderlinge bijstand « De Onderlinge Ziekenkas » - 1210 Brussel***Raad van bestuur*

Overeenkomstig de beslissing van de algemene vergadering van 27 mei 1998 wordt de raad van bestuur van de maatschappij van onderlinge bijstand « De Onderlinge Ziekenkas » als volgt samengesteld :

Alex Ackerman, Emmanuel Aspee, Luc De Pauw (voorzitter), Ria Dietvorst, Norbert Gutermann, Jean-Marie Gyselinx (ondervoorzitter), Lodewijk Peeters, Christian Roulling, Bernhard Samyn, Frank Van Der Schueren et Francis Weyten (secretaris). (19471)

**Société mutualiste « MEDIMUT » - 1210 Bruxelles***Conseil d'administration*

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 28 mai 1998, le conseil d'administration de la société mutualiste « MEDIMUT » se trouve composé comme suit :

Luc Willemyns, Baudouin Lemaire, Catherine De Four, Luc De Pauw, Francis Hilaire, Raoul Keymolen, Georges Leemans, Maryline Libert, Christian Roulling, Francis Weyten, Claude Baudimont, Christine Butaye, Jean-Marie Delhaye et Piet Fonteyne. (19474)

**Maatschappij van onderlinge bijstand « MEDIMUT » - 1000 Brussel***Raad van bestuur*

Overeenkomstig de beslissing van de algemene vergadering van 28 mei 1998 wordt de raad van bestuur van de maatschappij van onderlinge bijstand « MEDIMUT » als volgt samengesteld :

Luc Willemyns, Baudouin Lemaire, Catherine De Four, Luc De Pauw, Francis Hilaire, Raoul Keymolen, Georges Leemans, Maryline Libert, Christian Roulling, Francis Weyten, Claude Baudimont, Christine Butaye, Jean-Marie Delhaye et Piet Fonteyne. (19474)

BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 7 juli 1998 – ANNEXE au *Moniteur belge* du 7 juillet 1998

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis  
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

**Publication faite en exécution de l'article 34bis  
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Tomaz, naamloze vennootschap,  
Achterstenhoek 48, te 2275 Lille**

H.R. Turnhout 73182 – BTW 429.389.702

De buitengewone algemene vergadering van 30 juni 1998 heeft beslist het kapitaal te verhogen met F 10 400 000, om het te brengen van F 1 880 000 op F 12 280 000 door uitgifte van 235 aandelen zonder vermelding van waarde, die volledig moeten afbetaald worden en in speciën te onderschrijven zijn tegen de prijs van F 1 000 per aandeel, te verhogen met een uitgiftepremie van F 43 255.

Vanaf de achtste dag volgend op de datum van de publicatie heeft iedere aandeelhouder gedurende vijftien dagen het recht om op deze kapitaalverhoging bij voorkeur in te schrijven naar evenredigheid van het deel van het kapitaal door zijn aandelen vertegenwoordigd. De inschrijving kan enkel geschieden op de zetel van de vennootschap, mits overlegging van de aandelen waaraan het voorkeurrecht is verbonden.  
(19472) De raad van bestuur.